



Thèse présentée au Département de Sciences Politiques,
Université LUISS « Guido Carli »
en cotutelle avec l'EHESS

Lorenzo KIHILGREN GRANDI

**Créer la solidarité transnationale
à travers le visuel
à l'ère des médias sociaux**

*Une enquête sur la seconde révolution
égyptienne*

Thèse co-dirigée par : Sebastiano Maffettone,
Université LUISS « Guido Carli »
Marc Breviglieri,
Haute École Spécialisée de Suisse Occidentale

Date de soutenance : le 21 décembre 2017

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont en premier lieu à mes directeurs de thèse, les professeurs Marc Breviglieri et Sebastiano Maffettone, ainsi qu'au professeur Francesca Maria Corrao, dont les conseils, les encouragements et la rigueur m'ont guidé dans les différentes étapes du doctorat. Je les remercie pour leur confiance et pour leurs enseignements, qui ont façonné en profondeur ma vision du monde.

Je remercie également le professeur Michele Sorice pour ses encouragements et indications au sujet des nouveaux médias.

Je remercie mes parents, grands-parents et toute ma famille pour leur soutien au long de ce processus.

Enfin, j'adresse mes remerciements à Cecilia Emma Sottilotta et Michele Mioni, collègues de doctorat et d'enseignement, pour nos nombreuses conversations stimulantes autour du sujet de cette recherche.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	3
INTRODUCTION	8
TERMINOLOGIE	19
PREMIERE PARTIE. ANALYSE HISTORIQUE DES CAUSES SOCIALES, POLITIQUES ET CULTURELLES A LA BASE DE LA NAISSANCE ET DU DEVELOPPEMENT DES MOUVEMENTS DE CONTESTATION JUVENILE DANS L'ÉGYPTE DE MOUBARAK ET MORSI	23
1.1 LES ANNEES 1970 : DE LA CRISE ECONOMIQUE A LA MONTEE DES MOUVEMENTS ISLAMISTES	27
1.2 LES ANNEES 1980. NOUVEAUX PRESIDENTS, INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX. LA DECENNIE « TOLERANTE »	32
1.3 LES ANNEES 1990. LES INEGALITES ACCRUES.....	36
1.4 LES ANNEES 2000 : LES MOUVEMENTS PRECEDENTS.....	39
1.5 LE « PRINTEMPS ARABE »	52
1.6 LES CAUSES. « LIBERTE, TRAVAIL ET DIGNITE »	54
1.7 LE DECLENCHEMENT DES REVOLUTIONS : LA TUNISIE ET L'ÉGYPTE	60
1.8 LA SECONDE REVOLUTION EGYPTIENNE	71
1.9 LA CAMPAGNE TAMAROD	77
1.10 CHUTE DE MORSI ET PRISE DE POUVOIR D'AL-SISI	87
1.11 SIX ANS APRES. TUNISIE ET ÉGYPTE	90
DEUXIEME PARTIE. LES AUTEURS DE LA COMMUNICATION TRANSNATIONALE : LES JEUNES EGYPTIENS CONNECTES ..	98
2.1 LA JEUNESSE ET LA REVOLUTION	99
2.2 DEFINITIONS DE JEUNE ET DE JEUNESSE	101
2.3 PORTRAIT SOCIO-ECONOMIQUE ET FORMATIF.....	104
2.4 RAPPORT AU POLITIQUE	109
2.5 ENTRE DEPOLITISATION, POLITIQUE INFORMELLE ET ACTIVISME .	112
2.6 L'INFLUENCE DU CADRE POLITIQUE INTERNATIONAL.....	115
2.7 LA PLACE DU RELIGIEUX PARMIS LES JEUNES REVOLTES.....	120
2.8 L'IDENTITE GENERATIONNELLE.....	124
2.9 LA JEUNESSE COMME NARRATION SOCIALE	130
2.10 L'IMAGINAIRE CULTUREL DE CETTE JEUNESSE	135
2.11 L'IMPACT CULTUREL DE LA MONDIALISATION.....	141
2.12 L'HYBRIDATION CULTURELLE.....	143
TROISIEME PARTIE. LA COOPERATION ET REVOLUTION DANS L'ERE DES MEDIAS SOCIAUX	147

3.1 INTRODUCTION.....	147
3.2 LES TECHNOLOGIES A LA BASE D'UNE NOUVELLE ARCHITECTURE DU SOCIAL	151
3.3 LE DEBAT ACTUEL SUR L'IMPACT DES MEDIAS SOCIAUX SUR LA SOCIETE	155
3.4 L'IMPACT DES RESEAUX SOCIAUX SUR LA SPHERE POLITIQUE.....	163
3.5 L'ACCES AUX INFORMATIONS, ENTRE NEUTRALITE, INFORMATIONS NON VERIFIEES, BULLES DE FILTRES ET CHAMBRES D'ECHO	176
3.6 LES IMPLICATIONS POLITIQUES DES DIMENSIONS SPATIALES ET TEMPORAIRES DU CYBERESPACE.....	186
3.7 LE RECOURS POLITIQUE DE L'INTELLIGENCE COLLECTIVE.....	196
3.8 DE LA COLLABORATION AUX ECONOMIES DU PARTAGE ET DU DON. L'INTELLIGENCE CONNECTIVE	202
3.9 CONTRIBUTION D'AUTRES DISCIPLINES SUR LES MOTIVATIONS A LA BASE DE LA COLLABORATION	211
3.10 LE CAS EGYPTIEN.....	217
3.11 UNE CONSTRUCTION » CONNECTIVE » DU FUTUR ?	232
QUATRIEME PARTIE. CONSTRUIRE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE A TRAVERS LE VISUEL	240
4.1 AUX SOURCES DE LA CREATIVITE DANS LE CYBERESPACE : DIFFUSION D'UNE ESTHETIQUE COSMOPOLITE	240
4.2 LES MEMES.....	251
4.3 LA « REMIX CULTURE ».....	260
4.4 LE <i>MASHUP</i>	262
4.5 LES AUTEURS ET LEUR RAPPORT AVEC LE PUBLIC.....	263
4.6 LA VIRALITE.....	273
4.7 L'INTEGRATION DU PUBLIC DANS LE CONTENU	280
4.8 LES CARACTERISTIQUES SOCIALES DU VISUEL DANS LES RESEAUX SOCIAUX.....	285
4.9 LES IMAGES SELECTIONNEES ET LEUR CLASSEMENT.....	289
4.10 METHODOLOGIE.....	297
4.11 OPERATION EGYPT ET SON PUBLIC	300
4.12 COMMUNIQUER L'OPPOSITION AU PRESIDENT MORSI : DE LA CAMPAGNE TAMAROD AU 30 JUIN	307
4.13 DOCUMENTER LE GESTE DE CONTESTATION NATIONAL	317
4.14 LE SOUTIEN DEPUIS L'ETRANGER	321
4.15 APRES LE 30 JUIN : SOLIDARITE, CELEBRATION ET DERISION	330
4.16 LA RECHERCHE QUANTITATIVE.....	342
4.17 COMPARAISON AVEC LES PAGES SIMILAIRES	349
4.18 PORTEE DE L'ACTIVITE DE LA PAGE OPERATION EGYPT	362
CONCLUSION	375
IMAGES SELECTIONNEES.....	398
BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES CITES	419

*Les jeunes sont comme les hirondelles,
ils vont vers le printemps*

Giorgio La Pira,
*Congrès des Jeunes de la Fédération
Mondiale des Villes Unies,
1968*

INTRODUCTION

L'espace public égyptien a été marqué, au cours des dernières années, par une série de mouvements de contestation dont la portée et les effets ont échappé aux prévisions de la plupart des experts des systèmes politiques et sociaux de la région. Les révoltes du Printemps arabe, le mouvement des *Indignados* et les différentes déclinaisons du mouvement *Occupy*, présentent certes des origines et des buts liés à des conditions sociales, politiques et économiques locales spécifiques, mais partagent aussi tous une forte composante juvénile et une rhétorique centrée sur des éléments comme la demande de la justice et d'opportunités de développement personnel au sein de la société, ainsi que des accusations envers des oligarchies politiques et économiques conçues comme moralement indignes et dont la légitimité est dénoncée. Cette rhétorique a pu profiter de façon extensive des outils offerts par les médias sociaux, qui ont entraîné l'émergence de nouveaux acteurs, styles et messages. Un geste créateur, influencé par la « révolution numérique » et des formes de création, recreation et diffusion inédites, a accompagné ces mouvements, en contribuant de façon considérable à influencer leur perception locale et internationale, en véhiculant le message de contestation dans le

monde entier et en promouvant de nouvelles formes d'engagement et participation.

Pour la première fois dans l'histoire, les activistes et les sympathisants ont ainsi pu participer de manière directe et créative à un grand forum virtuel, permanent et transnational, de discussion et de partage, dont la nature et le fonctionnement sont étroitement liés aux outils qui l'ont rendu possible. Au cours de ce processus, l'espace public physique et le virtuel, tout comme le local et le transnational, se sont intégrés en profondeur et influencés mutuellement, au point de rendre incomplète, voire inutile, toute analyse du geste contestataire juvénile qui se focalise sur une dimension uniquement.

La sensibilisation s'appuyant sur matériel visuel figure parmi les instruments incontournables de ces dynamiques protestataires, et cela à travers de multiples points d'accès, qui ont permis au public de s'informer, de participer et de soutenir le geste de contestation. En fait, si le recours au visuel dans le cadre des protestations sociales et politiques n'est sans doute pas une nouveauté, ce qui l'est est la réaction qu'il a su engendrer parmi une si grande tranche de sympathisants sans nécessairement que ceux-ci aient des liens territoriaux, familiaux ou affectifs avec le théâtre des protestations. Le Printemps arabe et les protestations qui ont suivi ont effectivement su susciter une démarche de solidarité transnationale véhiculée par les médias sociaux, dont les causes, les dynamiques et la portée représentent le centre de ce travail.

À travers l'analyse des évolutions politiques égyptiennes qui ont conduit à la révolution du 30 juin 2013, cette thèse souhaite démontrer que l'émergence d'imaginaires cosmopolites diffusés globalement fournit aux instances sociales et politiques qui sont en mesure de les maîtriser dans l'espace connecté un moyen tant inédit qu'efficace de forger une conscience virtuelle collective entre usagers des médias sociaux du monde entier et plus particulièrement de stimuler une réaction solidaire envers des revendications à échelle strictement nationale.

Cette affirmation s'appuie sur quatre hypothèses. Premièrement, les révolutions en Égypte et en Tunisie, tout en visant à des buts strictement nationaux en forte continuité avec les émeutes des décennies précédentes, partagent le rôle de premier plan d'une jeunesse qui n'a pas seulement représenté le déclencheur des émeutes, mais qui a su élaborer des pratiques inédites de coordination entre activisme virtuel et réel.

Deuxièmement, la jeunesse égyptienne qui appartient aux classes moyennes urbaines, grâce à sa formation et à ses pratiques dans les mondes réels et virtuels, a également su jouer un rôle de connexion entre revendications à échelle nationale et sociétés étrangères non directement concernées par ces dernières, devenant ainsi porte-parole des révolutions vis-à-vis de l'opinion publique internationale.

Troisièmement, les évolutions technologiques de l'espace connecté ont permis le développement de pratiques inédites de coopération et de solidarité entre usagers qui participent ainsi, divisés en communautés d'intérêts souvent dépassant les frontières nationales, culturelles ou sociales, à des buts partagés.

Quatrièmement, l'utilisation des médias sociaux de la part des jeunes activistes égyptiens montre comment ces plateformes ont engendré un recours d'ampleur inédite au geste créatif et que la fusion d'éléments nationaux et globalisés se révèle un instrument apte à structurer un espace virtuel transnational dédié à une cause éminemment nationale, outre qu'à enrichir et tonaliser les échanges parmi ses membres.

Pour tenter de confirmer ces hypothèses, ce travail se divise en quatre grandes parties, chacune articulée en plusieurs chapitres.

L'analyse se concentrera tout d'abord sur un encadrement, dans une perspective sociohistorique, des différentes dynamiques qui ont entamé et façonné les révolutions du 25 janvier 2011 et du 30 juin 2013. Le but de cette partie est d'identifier non seulement les éléments de divergence et de continuité entre les expressions de contestations précédentes et les révolutions de 2011-2013, mais aussi les éléments en commun avec l'expérience tunisienne et l'impact de cette dernière sur les événements égyptiens.

De plus, cette partie vise à saisir les motivations à la base d'un si vaste engagement des jeunes au geste contestataire. Dans ce cadre, nous nous axerons sur le mouvement Tamarod (« Rebelle » en arabe), auteur d'une vaste campagne contre le gouvernement Morsi, initiative lancée dans les espaces publics réels aussi bien que virtuels, ces derniers outils étant privilégiés pour la création d'une narration de la contestation à échelle transnationale.

La deuxième partie de la thèse présente un portrait de la jeunesse égyptienne, qui constitue en même temps le déclencheur et un co-acteur d'importance fondamentale dans le cadre des dynamiques étudiées. Cette partie apporte une attention particulière à la formation de l'identité juvénile en Égypte, résultat d'interactions imbriquées d'éléments d'origine locale et internationale. La démarche utilisée ici est double et se développe tout au long des deux définitions les plus célèbres de cette génération, qui s'adaptent bien à son identité composite : *shabab al Thawra*, la « jeunesse révolutionnaire », à travers une analyse de son rapport au pouvoir politique et religieux, et *shahab al-Facebook*, la « jeunesse Facebook », pour laquelle le cyberspace, et tout particulièrement les médias sociaux, représente un lieu de formation de ses répertoires culturels et un lieu privilégié où participer à des pratiques à but social et politique.

La troisième partie de la thèse est dédiée à l'impact des nouvelles technologies de l'interaction sociale virtuelle et tout

particulièrement à l'analyse de la nature et de la portée des formes de solidarité évoquées et pratiquées sur la toile.

Cette partie vise à mettre en lumière les valeurs desquelles s'inspire la coopération transnationale « connectée », ses pratiques, ainsi que le potentiel de rupture généré par l'affrontement entre la structure du pouvoir politique et la contestation qui s'appuie sur les principes fondateurs et l'architecture elle-même des technologies numériques et des plateformes sociales. Il s'agit d'outils conceptuels fondamentaux pour comprendre et analyser la vaste campagne nationale et transnationale de contestation en ligne qui a précédé, et ensuite accompagné, la révolte contre le président égyptien Morsi et qui permettent de réfléchir à l'impact des réseaux sociaux sur les distances culturelles et géographiques, autrement dit à la façon dont les interactions parmi les usagers peuvent générer une coparticipation solidaire vis-à-vis d'événements spécifiques se déroulant même à grande distance.

Les chapitres de cette partie présentent une double démarche d'analyse, tributaire de la double définition de la jeunesse présentée dans la partie précédente : sont ici utilisés les outils de la sociologie de la communication et des nouveaux médias aussi bien que de la sociologie de la contestation politique. La rencontre entre ces deux approches permet l'analyse en profondeur de la nature et de l'écho international de cette démarche contestataire, en saisissant les dynamiques de naissance et de diffusion dans l'espace connecté du sentiment de solidarité transnationale vis-à-vis des mouvements contestataires à forte composante juvénile.

Les trois premières parties de la thèse visent ainsi à présenter les outils conceptuels nécessaires pour encadrer l'objet d'enquête de cette thèse, c'est-à-dire la portée et les enjeux de la campagne de communication visuelle ayant comme but de susciter de la solidarité transnationale vis-à-vis du geste de contestation, virtuelle et réelle, contre le président Morsi.

La double perspective présentée, historique et sociologique, répond également au désir de saisir les causes profondes de l'activisme en ligne de la jeunesse égyptienne « connectée », afin de comprendre le poids absolu et relatif des événements historiques nationaux et internationaux d'un côté et de la rencontre entre contestation juvénile et nouvelle technologie de l'autre. Autrement dit, ces trois parties souhaitent éclairer et évaluer l'origine, les caractéristiques et la portée des différentes contributions au processus révolutionnaire de la part des jeunes égyptiens « connectés ».

La quatrième partie encadre le terrain d'enquête et en présente les résultats. La recherche se focalise sur l'élaboration participative de la grammaire et des répertoires d'une campagne visuelle de sensibilisation à des causes politiques nationales et pourtant capable de dépasser les frontières nationales, linguistiques et culturelles, dans une redéfinition de l'engagement politique à travers les médias. La démarche utilisée vise ainsi à explorer les propriétés lexicales, sémantiques et pragmatiques de cette dynamique, afin de saisir sa capacité à articuler une arène publique virtuelle transnationale, et tout

particulièrement la manière dont elle l'enrichit, la structure et la tonalise.

La recherche s'occupe donc des mécanismes et des pratiques de composition et recomposition évolutive de nombreux éléments à l'apparence inconciliables, et pourtant coexistant dans les dynamiques observées : l'activisme en ligne et celui dans la rue ; les revendications nationales et l'engagement d'acteurs étrangers ; la solidarité et l'utilitarisme ; l'individualisme et le cosmopolitisme ; la culture nationale et la culture globale. Ces tensions – que les pages suivantes révéleront être bien plus conceptuelles que réelles – accompagneront ainsi le développement des hypothèses mentionnées, tout en éclairant la nature souvent inédite de la création de la solidarité transnationale à l'ère des médias sociaux.

Dans le cadre du travail de terrain, les répertoires et la grammaire de leur articulation sont ainsi analysés pour en comprendre la nature et la portée, à travers une approche expérimentale mixte, qualitative et quantitative. Du côté qualitatif, une démarche sémiologique a été développée pour analyser les œuvres visuelles contestataires expressément conçues pour circuler sur les médias sociaux et faire l'objet d'une diffusion transnationale. Du côté quantitatif, les données recueillies visent à documenter la portée des différentes formes d'interaction virtuelle nationale et internationale engendrées par ces contenus.

Cette démarche s'alimente donc d'une sensibilité pragmatique : les pratiques de communication au sein d'un espace public virtuel transnational représentent la clé de lecture choisie pour saisir la nature et la portée de la réaction du public juvénile, connecté et transnational, aux campagnes virtuelles de sensibilisation lancées par des jeunes du même âge avec des buts politiques strictement nationaux.

Cependant, cette recherche souhaite aussi fournir une série d'indicateurs utiles pour toute dynamique visant à promouvoir une sensibilisation et une coopération entre jeunesse différentes en termes de contextes géographiques, politiques, sociaux et - en partie - culturels. En effet, à travers son enquête qualitative et quantitative, la recherche met en lumière une série de pratiques, basées sur l'utilisation d'une grammaire et de répertoires codifiés et partagés, qui se sont montrées efficaces dans le but de sensibiliser un public transnational et de surmonter les différences en termes de traditions culturelles. Cette démarche pourra ainsi représenter une inspiration pour d'autres dynamiques sociales situées dans des conditions de forte limitation de la liberté d'expression de la part d'institutions publiques répressives, comme c'était - et, dans une certaine mesure, c'est encore - le cas pour l'Égypte.

On s'abstient par contre de la tâche de construire une théorie générale de la communication contestataire juvénile transnationale, étant donné que les dynamiques analysées se révèlent trop étroitement liées à des évolutions technologiques

constamment rendues obsolètes par l'introduction de logiciels et de plateformes innovants. Néanmoins, cette recherche vise à saisir une série de mécanismes inhérents à cette communication, dont la présence ou l'absence peuvent contribuer à expliquer la réussite ou l'échec de la construction d'une solidarité transnationale connectée.

La variété des arguments brièvement illustrés est à l'origine d'une approche transdisciplinaire : différents outils analytiques - allant d'une démarche historique à celle de la théorie de la communication politique et des nouveaux médias, de la sémiologie à la sociologie de la jeunesse - tous influencés par une attention constante pour la démarche pragmatique précédemment citée, et tout particulièrement par l'accent qu'elle confère aux actions concrètes observées sur le terrain d'enquête choisi.

Enfin, ce travail a profondément bénéficié de la participation de l'auteur à différentes initiatives au cours desquelles les événements égyptiens, et en particulier leurs aspects connectés, ont été débattus et interprétés, et cela non seulement dans le milieu académique, mais aussi au sein des organisations internationales régionales et globales. Dans ce dernier cadre, parmi les expériences les plus formatrices, on souhaite mentionner les débats et les activités de recherche en Égypte du Programme de Fellowship de l'Alliance des Civilisations de l'ONU (*United Nations Alliance Of Civilizations Fellowship Programme*) et du Forum Arabe-Européen des Jeunes

Leaders (*Arab-European Young Leaders Forum*) de la Ligue Arabe, sans oublier plusieurs initiatives et programmes promus par les institutions européennes, tels que le Partenariat jeunesse Union européenne - Conseil de l'Europe.

Terminologie

La vague de protestations dans les pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à partir des manifestations en Tunisie de l'hiver 2010-2011 pose deux questions principales de terminologie. La première porte sur l'utilisation de l'expression « Printemps arabe » pour les décrire. Certains auteurs critiquent l'utilisation de ce terme, en soulignant les évidentes différences politiques, sociales et culturelles de ces événements par rapport à ceux du Printemps de Prague de 1968, duquel le terme s'inspire. Un autre élément fréquemment évoqué par les opposants à l'utilisation du terme est d'ordre chronologique : cette dynamique démarre en décembre 2010 en Tunisie, suite à l'immolation de Mohammed Bouazizi à Sidi Bouzid, et sa durée dépasse, comme on l'illustrera dans la première partie de la thèse, la saison printanière.

Les auteurs qui refusent ce terme préfèrent donc parler d'« émeutes », de « protestations » ou encore de « révoltes » et « révolutions », avec différentes nuances, par exemple, dans cette définition de Gunning et Baron : « les protestations de masse, les occupations et les grèves qui ont forcé les membres de l'élite au pouvoir, notamment l'armée, à choisir entre la loyauté au régime et imposer le changement du régime » (2014, 305). Dans cette abondance de termes, aucun ne semble l'avoir remporté au niveau académique : un terme seul ne semble pas

suffire à décrire l'ensemble d'un processus si vaste et composite, dont les effets n'ont pas cessé de se produire.

Le choix de ne pas exclure dans cette recherche le terme de Printemps arabe ne doit pas être considéré comme une adhésion à la préférence de la plupart des médias internationaux ni comme un désir d'embrasser un difficile parallélisme avec les événements de Prague, mais comme une reconnaissance de la valeur hautement symbolique du printemps, qui évoque une renaissance après l'immobilité. S'il est vrai que l'idée de la passivité des populations arabes était un mythe qui ne prenait pas en considération les nombreuses protestations précédant l'hiver 2010-2011¹, décrites dans la première partie de cette thèse, la vague déferlante des protestations représente indiscutablement un retour des populations arabes sur la scène mondiale, non seulement grâce à la couverture de ces protestations garantie par les médias globaux, Al Jazeera à leur tête, mais aussi à travers les canaux de communications ouverts et gérés par les acteurs et les sympathisants des protestations.

De plus, le terme de Printemps arabe a été accepté par de célèbres personnalités du monde de la culture des pays concernés, telles que le dramaturge et metteur en scène tunisien Fadhel Jaibi, ou par de nombreux membres du milieu académique, tels que Larbi Sadiki (2015, XXXV), qui remarque la « quasi-onomatopée du printemps avec la vivacité des sons du nouveau-né, mutation, naissance, renaissance que les jeunes des

¹ Environ 3 000 actions se sont déroulées dans la région entre 2004 et 2010 (Molina Allende et Hattinger 2015, 588).

pays arabes miment quand ils chantent, prient, dansent, crient et même pleurent ».

Deuxièmement, les disputes terminologiques se concentrent sur le terme « révolution », notamment pour le cas égyptien : comme le remarquent Gunning et Baron, suite à ces événements ne se sont pas produits de façon durable « des changements structurels fondamentaux dans le système égyptien de gouvernance ou dans ses relations sociales » (2014, 3). Les termes de « mouvement » et « révolte » ne se révéleraient donc pas complètement appropriés. Le premier suppose en effet une quelconque forme d'organisation et de planification, ce qui ne rend pas compte de la spontanéité dans les événements. Le deuxième suppose une dimension interne, peu adaptée à des événements encadrés dans d'évidentes dynamiques régionales et transnationales. Dans cet ouvrage en privilégiera néanmoins le terme de révolution (de l'arabe *thawrah 25 yanāyir*, « révolution du 25 janvier »), car c'est avec ce dernier que les gens dans la rue se sont identifiés et il est d'ailleurs utilisé même par ceux qui s'opposaient au changement. L'utilisation de ce terme en Égypte ne veut pourtant pas nier le résultat non proprement révolutionnaire du processus dans son ensemble qui, avec l'élection du général Al-Sisi à la présidence, marque la réaffirmation « institutionnelle » du rôle central de l'armée et la continuation (voire le durcissement) des limitations des libertés individuelles et politiques. Il faut d'ailleurs préciser que le terme arabe traduit le plus souvent comme révolution, *thawrah*, a été utilisé en Égypte pour qualifier d'autres dynamiques de

changement à différentes échelles et portées, telles que le coup d'État de Naguib en 1952 ou encore l'introduction des politiques économiques libérales de l'*infitah* par Sadate, pour lesquelles on parle de *thawrat al-tashih*, « révolution de la correction » (Klaus 2012).

Une dernière remarque terminologique concerne le terme « système », qui sera utilisé à côté de celui de « régime », car, comme l'indique Gennaro Gervasio (Corrao 2011, 135), non seulement il représente une traduction plus correcte du terme arabe *nizam*, mais il évoque également la nature pénétrante du pouvoir politique dans d'autres domaines, tels que les élites de l'armée, les élites économiques sorties des privatisations, les hautes charges religieuses, etc.

PREMIÈRE PARTIE

Analyse historique des causes sociales, politiques et culturelles à la base de la naissance et du développement des mouvements de contestation juvénile dans l'Égypte de Moubarak et Morsi

L'analyse des causes sociales, politiques et économiques qui ont mené à la révolution du 25 janvier 2011 et à celle du 30 juin 2013 sera abordée on se focalisant sur les quarante dernières années. Sans aucune prétention de constituer une description complète des évolutions de la société égyptienne, cette partie de la thèse a l'intention de fournir les éléments nécessaires à mieux comprendre le contexte du mécontent, des revendications, des idéaux et des objectifs politiques des jeunes générations égyptiennes, issues d'un milieu urbain et faisant partie des classes moyennes².

En parallèle de l'analyse des causes immédiates et contingentes des mobilisations des révoltes égyptiennes, il est possible de saisir de nombreux éléments de continuité avec la

² On renvoie par contre à la troisième partie de la thèse pour une analyse en détail de l'impact des révolutions numériques sur la société égyptienne et tout particulièrement de l'impact du recours aux réseaux sociaux par la jeunesse égyptienne.

contestation politique précédente, ce qui contredit la vision, très répandue globalement avant le déclenchement de la vague de protestations, d'une scène politique marquée par l'immobilité et la passivité des populations³. En effet, le potentiel de rupture des dynamiques culturelles, sociales, politiques et économiques à la base de ces événements avait échappé à la plupart des analystes occidentaux et locaux, qui ne s'attendaient pas à une éclosion si vaste et si bruyante du mécontentement et de l'effervescence politique qui, depuis des décennies, donnaient lieu à des protestations bien plus circonscrites.

Le parcours historique proposé ici prendra également en compte les principales évolutions de la révolution tunisienne de l'hiver 2010/2011. Ce choix s'explique à la lumière de la forte influence des événements tunisiens sur la situation sociopolitique en Égypte et dans de nombreux autres pays arabes, au point qu'il ne paraît pas erroné d'imaginer que sans le précédent de la « Révolution des jasmins », le Printemps arabe, s'il avait eu même lieu, aurait montré bien d'autres dynamiques.

Dans les pages qui suivent, les différentes formes de critique seront replacées dans une perspective historique qui vise à mettre en lumière les finalités du geste contestataire égyptien. Par ailleurs, les chapitres suivants de la présente recherche se focaliseront spécifiquement sur la critique juvénile laïque au

³ Une interprétation similaire avait été donnée à propos de la société russe avant la vague de protestations de masse commencée en décembre 2011 suite aux élections parlementaires (Jonson 2015, 1).

régime politique, car c'était bien cette composante qui a mis en place des espaces virtuels visant à capturer l'attention et à susciter le soutien et la solidarité d'une audience internationale la plus vaste possible.

Malgré l'accent sur la situation intérieure de l'Égypte, un encadrement international sera néanmoins intégré : les révoltes du Printemps arabe marquent également un retour fort des peuples arabo-musulmans sur la scène internationale. Les sociétés civiles de la région s'affirment à une échelle jamais atteinte, malgré la répression des gouvernements respectifs, dont l'ampleur et les moyens étaient bien connus suite aux émeutes précédentes, comme illustré au cours des pages suivantes.

Les protestations et les mouvements pour la justice sociale, aussi bien que les accusations contre les pouvoirs forts de l'économie et de la politique, enflammaient d'ailleurs également, depuis des années, les pays occidentaux. C'est cependant aux pays arabes, souvent présentés comme inamovibles, que ces protestations ont pris l'échelle de révolution, en exerçant une influence très marquée dans le monde entier, comme il sera illustré dans la troisième partie de la thèse. En même temps, il conviendra de ne pas exagérer l'impact de ces dynamiques internationales sur la situation égyptienne : on ne se focalisera pas sur une autre forme de critique, celle contre les « iniquités transfrontalières », dont parle Nancy Fraser (Boltanski et Fraser 2014). L'accent thématique des revendications et des espaces de discussion, réels et virtuels, liés aux révolutions égyptiennes se

retrouve presque exclusivement dans le cadre de la politique interne égyptienne et ne prend en compte que de manière accidentelle les dynamiques qui se déroulent au dehors des frontières de ce pays. Cela n'empêche pas de saisir l'origine transnationale des répertoires et de la grammaire utilisés par la jeunesse révolutionnaire pour communiquer ses revendications à travers l'espace virtuel transnational connecté, ce qui fera l'objet d'une analyse détaillée dans la quatrième partie de ce travail.

Ce qu'il faut également remarquer est le rôle des partis politiques dans le geste d'émancipation : sans nier l'importante contribution des partis d'opposition dans les révoltes, il n'est pas possible de leur attribuer un leadership - dans l'absence, d'ailleurs, d'une véritable relation hiérarchique structurée entre les différentes composantes de la contestation. Comme il sera illustré dans les pages suivantes, les partis d'opposition ont participé aux manifestations, mais n'en ont pas constitué le moteur. De fait, leur pouvoir de mobilisation seul aurait difficilement pu engendrer une si vaste participation populaire, dont les sympathisants de ces partis ne représentaient forcément qu'un pourcentage.

Le processus qui sera décrit dans les pages suivantes pourrait être défini, en empruntant les mots de Boltanski, d'« autoémancipation » (Boltanski et Fraser 2014, 50). Néanmoins, on mettra en lumière le manque d'une composante fondamentale de ce processus, c'est-à-dire la construction d'un nouvel ordre qui prenne la place de l'ancien. Le résultat n'aboutit

donc pas à effacer une dimension de domination, mais plutôt à produire un changement (partiel) du groupe constituant l'élite.

Pour bien saisir les différents volets de cette dynamique, il est utile d'accepter l'invitation de Bruno Aubert à « changer nos regards sur ces pays [les pays arabes], et tout d'abord [à] reconnaître ce qui s'y produit, c'est le retour du politique au cœur des sociétés » (Aubert et Bozarlan 2011, 19). Et si le geste politique autonome et antagoniste, à chaque fois qu'il s'était présenté, avait été relégué aux marges de la société, plusieurs facteurs qui seront décrits dans les pages suivantes lui ont permis de se (re)propager à une échelle jamais atteinte auparavant.

1.1 Les années 1970 : De la crise économique à la montée des mouvements islamistes

Les années 1970 marquent pour l'Égypte de Sadate, tout comme pour la Tunisie de Bourguiba, l'introduction de politiques économiques libérales. À travers les privatisations et des mesures pour attirer les investissements étrangers (telles que la création de zones franches d'impôt), l'Égypte et la Tunisie ont favorisé la création de nouvelles couches moyennes urbaines, formées pour la plupart des populations qui ont quitté la campagne pour s'installer dans des quartiers informels⁴.

⁴ Les années 1970 marquent le pic du phénomène de l'urbanisation informelle au Caire, 84 % des constructions effectuées pendant cette décennie étant illégales (Barthel 2017, 126).

Cette stratégie prend en Égypte le nom de *infitah*, « ouverture » et marque une forte rupture avec les politiques économiques de Nasser, pour une Égypte non plus tournée vers l'Union soviétique, mais vers l'Occident et les États-Unis et pour une croissance (et un emploi) moins dépendante du seul secteur public. Avec cette démarche, l'Égypte entre pleinement dans un processus de globalisation économique, comme culturel, avec les capitaux et les technologies, les entreprises étrangères et les franchises ouvrant en Égypte qui tissent des liens d'importance croissante entre le pays et l'étranger.

La croissance économique n'était pourtant pas suffisante à couvrir les besoins d'une population à forte croissance démographique ni à absorber le grand nombre de jeunes à diplôme universitaire, en donnant suite à une considérable fuite de main-d'œuvre et de cerveaux, un phénomène destiné à se perpétuer au cours des décennies suivantes.

Les années 1970 sont également marquées, pour les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, à l'exception des pays du Golfe, par les effets néfastes de la crise économique globale liée à la hausse du prix du pétrole : le peuple a ainsi connu une considérable chute de son pouvoir d'achat. Même les produits nationaux, sortants des usines construites pendant les vastes programmes d'industrialisation des années précédentes, étaient souvent trop chers pour être achetés par la plupart des citoyens (Corrao 2011, 35). De plus, malgré ces programmes, au cours des années 1970, on assista à une évidence de l'influence des prix internationaux des biens de consommation sur les prix de la région, suite à la diffusion des produits occidentaux et tout

particulièrement européens au sein de ces marchés. Les fluctuations des prix internationaux présentent des effets très marqués, comme le pouvoir d'achat des citoyens de la région, ainsi que le déclenchement du Printemps arabe l'a montré jusqu'à aujourd'hui.

D'un point de vue politique, au cours de la décennie, l'opposition intellectuelle et ouvrière des deux pays fut réprimée avec la violence : « les manifestations de protestation étaient brutalement étouffées avec des arrestations, punitions exemplaires et condamnations de jusqu'à vingt-cinq années de prison » (Corrao 2011, 30). En Égypte, même le patriarche de l'Église copte en fut affecté, étant confiné dans le monastère de Ouadi Natroun, dans une zone désertique entre Le Caire et Alexandrie.

Malgré le système répressif, deux grandes protestations se déroulent en Égypte et en Tunisie. En Égypte, en janvier 1977, une protestation de grande envergure eut lieu contre l'abolition des allocations aux familles pauvres, déjà profondément affectées par la hausse des prix. Cette manifestation fut si vaste que le régime employa l'armée pour la réprimer, ce qui n'était pas arrivé depuis la révolution de 1952, faisant plusieurs victimes et, selon les chiffres officiels, environ mille cinq cents arrestations. Les allocations furent ainsi réintroduites, mais la popularité du chef d'État s'en sortit lourdement affectée. L'année suivante, en Tunisie, l'appel à la grève générale de la part de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) fut réprimé avec plusieurs dizaines de morts et la condamnation à dix ans de travaux forcés pour l'auteur de l'appel, le cofondateur de

l'UGTT, Habib Achour. Le syndicat perdait ainsi son indépendance du gouvernement, qui sera seulement maintenue, en partie, au sein de certaines cellules locales dans les zones périphériques du pays.

La crise des années 1970 représente d'ailleurs la cause principale de la montée des Frères musulmans, organisation panislamiste fondée en Égypte en 1928 par Hassan el-Banna, un protagoniste de la lutte antibritannique, qui poursuivait un programme politique visant à établir un État islamique. L'organisation fut abolie par Nasser en 1954, après l'avoir accusée d'être responsable d'un attentat contre sa personne à Alexandrie. Suite à une vague d'arrestations, des milliers de ses membres abandonnaient l'Égypte. Une grande partie trouva refuge en Arabie saoudite, obtenant au cours des années un pouvoir économique considérable. Le développement d'un lien entre l'Égypte et l'Arabie saoudite est également dû à un second facteur. En effet, les politiques d'immigration plus restrictives mises en place par les pays européens dans les années 1980 et 1990 ont contribué à l'élargissement des communautés égyptiennes dans les pays du Golfe et, tout particulièrement, en Arabie saoudite (Osman 2011, 80), où s'est rendue une grande partie des jeunes Égyptiens en recherche de travail.

La conception nassérienne de l'État, fortement laïque et nationaliste, reléguait d'ailleurs la religion à l'espace privé, une vision opposée à celle de l'Arabie saoudite, pays fondé sur l'alliance de la famille Saoud avec le courant de l'islam wahhabite : un État où l'identité nationale correspond ainsi à l'appartenance religieuse, sur laquelle se base le pouvoir public.

Suite à la répression de Nasser, les Frères musulmans ont mis de côté leurs revendications politiques pour se concentrer sur l'expansion de leur réseau d'assistance sociale, offrant toute sorte de support aux nécessiteux. Grâce au soutien financier provenant en grande partie des fondations religieuses de l'Arabie saoudite (Corrao 2011, 33), les Frères musulmans ont su créer un réseau d'assistance plus vaste de celui de l'État égyptien et qui est ainsi devenu leur principale source de légitimité auprès de la population égyptienne (Osman 2011, 78).

Les Frères musulmans ont ainsi su gagner une vaste popularité, en particulier parmi d'amples couches sociales urbaines et rurales marginalisées et ne bénéficiant pas de l'aide de l'État, qui représentent historiquement leur principal bassin électoral.

Les rapports entre Sadate et les Frères musulmans étaient marqués par le fait que chacune des parties était convaincue que l'autre tentait de la miner et de la discréditer. Néanmoins, leur activité de prosélytisme fut tolérée par Sadate après des années d'interdictions sous Nasser. Le nouveau président libéra d'ailleurs des milliers de dirigeants et de membres des Frères musulmans et autorisa la publication de leur journal *al-Dawaa* (L'Appel). Un terrain d'entente existait d'ailleurs entre gouvernement et la Confrérie, à savoir la lutte aux extrémistes, tels que *Gama'a al Islamiyya* (le Groupe Islamique) et *Takfir wa-l Hijra* (Excommunication et Exode), dont les membres, comme le souligne Osman, étaient généralement des jeunes qui, après

avoir adhéré aux Frères musulmans, s'étaient radicalisés « suite à leur incarcération ou à la découverte de l'idéologie militante, voire les deux » (2011, 87).

1.2 Les années 1980. Nouveaux présidents, investissements internationaux. La décennie « tolérante »

Dans les années 1980, les politiques commerciales d'ouverture inspirées du libéralisme économique avaient suscité l'arrivée en Tunisie et en Égypte de grands investissements étrangers, dont une bonne partie provenait des pays du Golfe. Ces investissements directs touchaient surtout le secteur industriel, avec une forte influence du processus de délocalisation des entreprises européennes, le secteur immobilier et le secteur touristique. Ce dernier était symbolisé par le Sinaï Sud, où la construction de *resorts* luxueux ne tarda à attirer les touristes du monde entier. Néanmoins, il faut noter que, comme le remarque Osman, l'industrie du tourisme est également un exemple des limites de *l'infatah* et de son utilisation par le régime « pour bâtir sa propre base de pouvoir, pour récompenser ses amis et alliés, et pour créer une classe capitaliste dont la loyauté s'exerçait plutôt envers le régime qu'envers la démocratie » (2011, 107). Les meilleurs emplacements sur les plages de Charm el-Cheick et de Noeibah étaient ainsi concédés avec ces logiques.

Ces pratiques, unies au manque d'un cadre normatif apte à les supporter et à une forte croissance démographique qui n'arrivait pas à être absorbée par le marché de travail, limitaient ainsi le potentiel de *l'infatah*, qui n'arrivait pas à arrêter la croissance de la dette publique et du chômage⁵.

Une situation similaire se déroulait en Tunisie, où la politique de libéralisation, avec les remises internationales, constituait une base pour un tournant économique favorable, mais en même temps très inégalitaire. Dans ce pays, « d'une société des classes moyennes on passait à une société où les classes moyennes étaient largement déclassées, au regard des nouvelles classes aisées issues du boom économique, et se voyaient même fragilisées par le passage à une économie libérale » (Dakhliya 2011, 83). De plus, une forte inflation réduisait davantage le pouvoir d'achat, en causant des manifestations de mécontentement, souvent réprimées avec violence par les forces de sécurité : la répression des protestations contre l'augmentation du prix du pain en 1984 en Tunisie causa ainsi cinquante morts.

D'un point de vue politique, les années 1980 sont marquées, en Égypte comme en Tunisie, par une succession à la tête de l'État. Malgré des premiers actes et des déclarations d'ouverture (Cook 2012, 178, et Zemni 2015, 79), les nouveaux présidents de la République, Mohammed Hosni Moubarak, qui a pris le

⁵ Il faut aussi prendre en compte le fait que les zones d'exemptions d'impôt créées dans le cadre de *l'infatah* ne représentaient, par définition, pas une source de revenu pour l'État, ce qui contribuait à affaiblir les politiques sociales d'aide aux revenus plus modestes.

pouvoir en Égypte après l'assassinat de Sadate en 1981 et Zine el-Abidine Ben Ali, qui a destitué Bourguiba en 1987, ne représentent pas un changement dans le climat politique, marqué par la dure répression de toute protestation par le biais des forces de sécurité. En Égypte, l'état d'urgence, renouvelé tous les deux ans à partir de 1981, et un cadre juridique très restrictif en matière d'expression politique, offraient au système de Moubarak les instruments légaux pour limiter strictement l'activité contestataire. Néanmoins, comparées aux répressions des années 1990 et 2000, les années 1980 sont considérées comme une décennie plus « tolérante » (Corrao 2011, 136). En effet, le nouveau président égyptien, afin de consolider son pouvoir et d'offrir des espaces d'expression (bien circonscrits) à la société civile, avait initialement réalisé des ouvertures limitées, marquées par une censure moins sévère de la presse et de la production artistique, ainsi que par la reprise des activités d'une grande partie des forces politiques égyptiennes. Comme le remarque Gervasio (Corrao 2011, 139), Moubarak se montrait conscient du potentiel de contestation de la population égyptienne, montré en 1977. Cela explique une façon de procéder par gradation dans la mise en place de réformes de politique économique, tout en poursuivant, d'un côté, une lente « dépolitisation » des universités et une répression des mouvements d'étudiants marxistes, panarabistes et islamistes, en tenant parallèlement sous contrôle le mouvement ouvrier par le biais d'un syndicat unique, la Fédération Syndicale Égyptienne (FSE), créée sous Nasser.

Une démarche tout à fait similaire avait été adoptée par Ben Ali qui, lors de sa prise de pouvoir, avait concédé l'amnistie pour les prisonniers politiques emprisonnés sous Bourguiba et limité la censure, afin de se présenter comme réformateur et modernisateur. À l'occasion de son premier discours à la nation, il avait affirmé que « L'époque dans laquelle nous vivons ne peut plus tolérer ni présidence à vie ni succession automatique au gouvernement de l'État » (cité en Corrao 2011, 110-111). Au cours de la décennie, on assiste également à la naissance de mouvements pour les droits de l'Homme et la démocratie, tels que l'*Institute for Human Rights Studies*, au Caire, et la Ligue Tunisienne de Défense des Droits de l'Homme, à Tunis.

Néanmoins, pour les deux pays, il est utile de lire ces dynamiques dans le cadre de régimes autoritaires. Comme le remarque Corrao, « le régime (égyptien) n'a jamais eu aucune volonté ou réalisé aucun programme finalisé à promouvoir une ouverture quiconque en sens démocratique » (ibid.) ; une même dynamique se déroulait en Tunisie où, « au niveau politique, la période de Ben Ali a été caractérisée par des changements cosmétiques afin d'assurer la continuation du même régime despotique et la domination du parti unique sur la vie politique, accompagnés par une prise étroite sur les droits et les libertés » (Amor Boubakri, dans Sadiki 2015, 71). Sur ce point, il paraît utile de spécifier la nature de la société civile en Égypte et, en général, dans les pays arabes, que les révoltes arabes du début des années 2010 ont bien évidemment mise au centre de l'attention internationale. On utilisera ici la définition proposée par Jean-Claude Vatin de cette partie de la société qui « prise comme un

ensemble [...] tend à formuler des demandes spécifiques en dehors des structures, canaux, appareils et filières formels institutionnalisés, que ce soit dans un cadre légal ou en dehors de celui-ci » (Bozzo et Luizard 2011, 54). Il s'agit d'un concept d'origine bien évidemment occidentale, à propos duquel on repère le défi d'une adaptation au contexte régional arabe, sans pourtant se perdre dans la « jungle des études localisées ». Malgré les différences entre les régimes, leurs dirigeants partagent une vision exclusiviste du pouvoir, conçu comme une dimension à détenir plutôt qu'à partager, ce qui empêche toute intégration des contributions de la société civile. L'impact de cette perception implique de fortes limites quant à l'expression de ces instances : comme le remarque Vatin, « à chaque fois que l'expression revendicative ou la simple agrégation d'intérêt cherche à se manifester, ils sont condamnés à passer par des voies particulières, détournées, hors des circuits officiels » (ibid.). Les chapitres suivants sont justement liés à l'analyse de ce « bras de fer » entre régime et société : un crescendo qui pourtant ne veut pas diminuer la nature et les dynamiques fortement extraordinaires du déclenchement des révolutions arabes.

1.3 Les années 1990. Les inégalités accrues

Les années 1990 en Égypte ont été marquées par la répression des organisations islamistes, notamment les Frères

musulmans et par une limitation ultérieure de la liberté politique, avec un contrôle croissant du gouvernement sur le système politique et sur les syndicats. Malgré la naissance de nombreuses organisations non gouvernementales, leur activisme, y compris celui pour les droits de l'Homme, ne se déroula pas dans la rue. Les lois sur les associations (1993) et sur les ONG (1999), tout en reconnaissant la liberté d'association, introduisent des limitations très strictes sur leurs financements, surtout sur ceux qui proviennent de l'étranger. Une loi sur les médias (1995), tout en affirmant le principe de la liberté d'information, sanctionnait ensuite toute publication et émission qui puisse nuire à la « réputation » de l'Égypte et du président.

Une stratégie similaire de se déroula en Tunisie au cours de la décennie. Lorsque les islamistes furent réduits au silence, une voix contestataire se leva, depuis 1991 : celle des intellectuels, universitaires et artistes, qui, comme le rappelle Jocelyne Dakhliya, signèrent par centaines des pétitions contre un troisième mandat de Ben Ali ou pour la liberté de presse. Ces actes ont coûté aux signataires la perte des subventions de l'État (Dakhliya 2011, 60).

D'un point de vue économique, les inégalités, déjà très marquées, furent accrues davantage par des campagnes de privatisation du secteur industriel, devenu ainsi en bonne partie la propriété des « clans » Moubarak et Ben Ali, de l'armée ou des dirigeants ministériels. En Égypte, en particulier, l'élargissement de l'écart entre la classe moyenne, créé par les politiques de Nasser et affaibli par celles de Sadate et Moubarak, et les

nouveaux riches fut particulièrement évident, avec une forte augmentation du nombre de ces derniers dans la liste des hommes les plus riches du monde (Branca, De Poli et Zanelli 2011, 136). Parmi les plus touchés par ces inégalités, on repère les jeunes, dont le taux disproportionnel de chômage - en 1998 trois fois plus élevé que la moyenne nationale (Singerman et Amar 2006, 32) - ne fait pas l'objet de mesures efficaces de la part du gouvernement.

La frustration générée par ce processus de modernisation économique dirigé par le haut est souvent considérée comme la cause des attaques terroristes contre les touristes au Maroc, en Tunisie et surtout en Égypte. Le massacre de Louxor du 17 novembre 1997 en est l'exemple le plus célèbre, avec le meurtre de 62 touristes et de quatre Égyptiens (avec 26 blessés), dont l'idéation est attribuée à des membres en exil du groupe terroriste islamiste précédemment mentionné, Al Gamaa al Islamiya. Comme le rappelle Osman, les touristes ne furent pas les seules victimes de la violence de ces groupes : entre 1982 et 2000, plus de deux mille Égyptiens ont perdu la vie dans les attentats terroristes. Au début de la décennie, l'extrémisme religieux avait d'ailleurs pratiquement pris le contrôle du quartier pauvre d'Imbaba, au Caire. En 1992, plus de douze mille soldats bouclèrent le quartier, en arrêtant, après une journée de combats, des milliers de personnes, dont cent cinquante dirigeants de différents groupes extrémistes. Les opérations contre ces groupes se multipliaient après une tentative d'assassinat de Moubarak à Addis-Abeba en 1995 et l'attentat de

Louxor en 1997. Le gouvernement, à travers les opérations des services de sécurité et le bloc de financement des groupes militants, jusqu'alors principalement réalisé avec les aumônes islamiques (*zakat*), arrivait à la fin de la décennie à limiter fortement cette menace. La plupart des groupes ayant « annoncé le cessez-le-feu, renoncé à la violence ou été chassés du pays » (Osman 2011, 89).

Les années 1990 furent également une décennie de forte répression en Tunisie. Moncef Marzouki, l'un des principaux opposants de Ben Ali, auquel il a succédé comme président de la République par intérim, à la suite à la révolution (décembre 2011 - décembre 2014), estime qu'environ 30 000 citoyens ont été incarcérés et torturés entre 1991 et 2001 (Corrao 2011, 117).

1.4 Les années 2000 : les mouvements précédents

Les années 2000 furent marquées par l'émergence, en Tunisie et en Égypte, de plusieurs mouvements issus de la société civile, avec des buts politiques ou sociaux et de protestation contre la gestion du pouvoir public et économique. Il s'agit ainsi de la décennie des contestations à la légitimité du président, une dynamique toujours plus élargie et non plus exclusive à des groupes limités d'activistes ou de partis politiques. Une contestation, enfin, qui, pour la première fois

profite, en ce qui concerne l'organisation et la communication du geste contestataire, des nouveaux outils offerts par Internet et les médias sociaux.

En Égypte, après une décennie de contestation politique très limitée, cette dernière se représentait en effet avec vigueur et devait son élan initial à des événements extérieurs, devenus des occasions de confronter le système de Moubarak, avec le déclenchement de la deuxième *intifada*, en septembre 2000, et l'invasion de l'Irak par la coalition menée par les États-Unis, en mars 2003.

Les manifestations de soutien à la cause palestinienne virent la participation d'un large éventail de groupes et mouvements : Frères musulmans, syndicats, nationalistes arabes, étudiants. Ces manifestations se déroulèrent dans les lieux publics, avec la plus importante d'entre elles en avril 2002, au Caire, avec la participation d'environ 10 000 étudiants de l'université. Elles étaient sévèrement réprimées par la police, qui fut arrivée ensuite à circonscrire les protestations dans des lieux privés.

La vague de protestations grandit considérablement suite à l'intervention des États-Unis en Irak : la loyauté du régime envers les États-Unis devint ainsi l'objet de contestations. Le mois de mars 2003, se tint ainsi un rassemblement de 50 à 55 000 citoyens devant la mosquée al-Azhar, ce qui en fit l'une des plus importantes manifestations ayant eu lieu en Égypte depuis des années. D'autres protestations eurent lieu en 2004 de façon régulière, sans pourtant arriver aux dimensions de l'année

précédente. La réponse du régime à ces mobilisations devenait de plus en plus sévère, jusqu'à inclure des coups, l'utilisation de canon à eau, la torture et des menaces de viol des femmes (Gunning et Baron 2014, 39).

Parallèlement aux slogans contre les États-Unis, s'ajoutaient ceux, toujours plus fréquents, contre le « système Moubarak », tout d'abord pour critiquer l'étroit lien avec les États-Unis et ensuite contre le régime lui-même. Se multipliaient ainsi les appels au président, pour qu'il démissionne du pouvoir et contre la succession soupçonnée de son fils cadet, Gamal, suite à une série de réformes et de nominations qui furent perçues comme visant à préparer le terrain pour la succession.

Déjà présents en 2003, ces appels se multiplièrent en 2004, avec en plus des protestations explicitement contre Moubarak et des revendications pour la fin de la corruption, vue comme cause des difficultés économiques et de la croissante disparité du revenu entre les membres de l'élite proche du Président et le reste de la population.

Parmi ces protestations, il est également utile de prendre en compte la dimension urbaine marquée par l'émergence de résistances spontanées, où les critiques aux politiques néolibérales étaient accompagnées de revendications à la justice spatiale, portant tout particulièrement sur le droit au logement (Barthel 2017, 140). À la différence de Tunis, où le régime de Ben Ali avait un contrôle plus serré, les rues du Caire ont vu plusieurs de ces protestations, animées par de nombreuses associations locales et par les individus touchés par les politiques de réaménagement urbain et la destruction des quartiers

informels, soi-disant pour à des fins infrastructurelles ou pour éliminer des bâtiments considérés à risque. À la différence des émeutes précédemment évoquées, l'émergence de ces contestations avait d'une certaine manière été tolérée par les régimes, qui paraissaient les traiter comme une espèce de soupe de décompression des animosités de la rue.

La politique étrangère des États-Unis de George W. Bush causa en ces années d'autres problèmes au système de pouvoir de Moubarak. L'administration Bush prit en effet des mesures économiques directes en faveur du changement démocratique au sein de l'Égypte. À partir du mois de décembre 2002, les États-Unis de Bush soutinrent directement les organisations non gouvernementales à travers la *Middle-East Partnership Initiative* (MEPI)⁶, une innovation relative au soutien du programme d'aide déjà en vigueur (US AID), dont le financement est directement apporté aux gouvernements. Le soutien d'Israël et de la guerre en Iraq, mal vu par la population égyptienne, risquait de nuire à la légitimité des groupes soutenus. Néanmoins, aucun groupe sélectionné ne refusa le soutien américain, élargi malgré les protestations du Caire et la loi sur les ONG précédemment citée, prohibant les financements étrangers. Suite aux pressions de l'administration Bush, en 2004 Moubarak lui-même s'appropriait en partie la rhétorique prodémocratie, déclarant vouloir élargir et approfondir la

⁶ Depuis 2002, le MEPI a prodigué plus de 600 millions de dollars, finançant plus de 1 000 projets dans 18 pays. Pour plus d'informations : <http://mepi.state.gov/>

démocratie ; parallèlement le Conseil de la Choura (la Chambre haute du Parlement égyptien) créait le Conseil National des Droits de l'Homme, avec la tâche d'évaluer leur application dans le pays (Cook 2011, 264).

Le bilan de cette démarche initiée par Bush est positif pour les oppositions égyptiennes, qui en ont bénéficié directement. Comme le souligne Steven Cook, « sous le regard de Washington et avec Moubarak qui se présentait comme réformateur, les activistes qui avaient précédemment travaillé aux marges, ou qui avaient subi de la répression, étaient relativement plus libres de poursuivre leurs agendas dans des façons nouvelles et innovantes » (2011, 264). Néanmoins Moubarak, tout comme Ben Ali, n'avait pas perdu sa volonté de neutraliser le potentiel contestataire des organisations de la société civile, un but poursuivi à travers la combinaison de trois stratégies différentes, bien illustrées par Andrea Teti : « l'octroi superficiel de droits à niveau constitutionnel, ensuite nié par les dispositions d'exécution ou dans les faits ; le spectre du "radicalisme islamique" pour empêcher la formation de fronts communs entre groupes laïques et religieux ; la cooptation à travers la disponibilité de fonds de l'État pour les activités de développement et coopération » (Corrao 2011, 76).

La vague de protestations de 2004 est liée au Mouvement égyptien pour le Changement (*el-Haraka el-Masreyya men agl el-Taghyir*), plus connu sous le nom de *Kefaya* (« Assez »). Créé à l'occasion de la campagne pour les élections présidentielles de 2005, pour empêcher la réélection du *raïs*, Kefaya est la première organisation égyptienne ayant comme but premier la fin du

système Moubarak et des réformes constitutionnelles et économiques : des objectifs très ambitieux qui ne furent pas atteints, mais qui défient pour la première fois le tabou de l'inviolabilité du président, qui remontait à l'époque de Nasser (Corrao 2011, 149).

Autre élément inédit, Kefaya fut le premier mouvement égyptien de contestation sans idéologie précise, étant formé par les différents acteurs de la contestation politique (intellectuels, dirigeants politiques, travailleurs, jeunes activistes et féministes) : tous ceux qui en avaient « assez » du président et de son système de gestion du pouvoir – une « super cible », comme le définit Singerman (2009, 25), à travers laquelle Kefaya eut la possibilité d'engager une vaste gamme de groupes et d'individus. Cette participation composite se reproduira ensuite. Il s'agit en effet d'un épisode essentiel pour comprendre les dynamiques des protestations de 2011 (Gunning et Baron 2014, 47).

Parallèlement aux revendications politiques, telles que la réforme du système politique et une plus grande liberté d'association et de presse, ce sont les revendications sociales qui sont véhiculées le plus souvent, liées surtout à la détérioration du marché du travail. Les acteurs de ces mouvements sont ainsi des travailleurs et des jeunes, qui animent d'importantes manifestations à partir de 2004. Il faut noter l'implication limitée des partisans des Frères musulmans, le parti d'opposition le plus important qui pourtant ne participait pas aux attaques directes au Président.

Après deux ans de campagnes, dont les plus suivies comptèrent quelques milliers de participants, l'expérience de Kefaya se conclut, mais elle laissa en héritage la preuve que défier publiquement le régime et le faire sans le recours aux structures partitiques était possible. Ceci représenta ainsi l'initiation à l'activisme politique pour de nombreux jeunes, y compris ceux qui se méfiaient du monde des partis et de la politique traditionnelle, incapables ou dans l'impossibilité d'offrir une alternative au régime.

Kefaya, à travers ses nombreuses déclinaisons sectorielles (Travailleurs pour le Changement, Jeunes pour le Changement, Écrivains et Artistes pour le changement, etc.), a promu des protestations pacifiques hebdomadaires telles que des marches, des pétitions et des grèves, qui ont bénéficié pour la première fois en Égypte de la couverture médiatique globale offerte par les blogues et les sites Internet affiliés, visant à révéler aux citoyens égyptiens et étrangers les mécanismes de domination et de répression du système Moubarak. Singerman et Amar y lisent l'introduction de typologies inédites de mobilisation qui dépassent les limites du nationalisme et montrent de nouvelles attitudes cosmopolites, qui étaient désormais le propre d'un espace urbain tel que Le Caire, devenu, grâce aussi à une « multiplicité d'influences globales » un « laboratoire d'exploration et [de] développement de nouvelles formes de citoyenneté et [de] contestation face aux contradictions du pouvoir dans un monde militarisé et inéquitable » (2006, 17-18).

La composante de Kefaya qui incarne peut-être mieux cette démarche est « Jeunesse pour le changement », formée en majorité par des jeunes dans leur première expérience d'activisme, et capable de pratiquer un recours inédit à Internet pour avancer vers ses buts, à travers la création de blogues et de sites Internet dédiés et la récolte de signature pour ses pétitions, avec plus de 17 000 signatures en 2005, un résultat important, étant donné que seulement 7,5 % des Égyptiens avaient accès à Internet à l'époque.

De plus, il est utile de remarquer que Jeunesse pour le Changement avait montré des niveaux inédits d'engagement juvénile et d'innovation des tactiques de protestation. À travers le mouvement « La rue est à nous » (*al-shari' lena*), qui consistait à informer les gens dans les rues à travers la distribution de brochures ou la préparation d'exhibitions temporaires, ces jeunes avaient montré leur capacité d'engager leurs concitoyens dans des échanges et des discussions dans l'espace public.

Les années 2000 sont également les années au cours desquelles les organisations professionnelles égyptiennes et tunisiennes, en particulier celles des avocats et des magistrats des deux pays, deviennent politiquement actives, et leur activisme s'unit à celui des couches sociales plus fragiles dans des revendications partagées. Dans ce contexte, en 2005 et 2006 le Club des Juges égyptiens organisa plusieurs manifestations et débats sur le rôle de la garantie institutionnelle des juges, en gagnant le soutien de jeunes, d'étudiants et d'autres activistes, qui organisèrent des *sit-in* de solidarité. Ces protestations ont

ainsi donné suite à la contestation au régime lorsque Kefaya avait perdu son élan, et elles montrent que le régime de Moubarak ne pouvait plus compter sur le soutien d'une vaste partie du pouvoir judiciaire.

C'est le mouvement des travailleurs qui a donné suite à l'élan contestataire et l'a renforcé davantage. Cette démarche a suscité une adhésion d'ampleur inédite : 1,7 million de travailleurs sont censés avoir participé aux grèves et à d'autres formes de protestation entre 2004 et 2008 (Gunning et Baron 2014, 307).

La plus célèbre de ces grèves, celle du 6 avril 2008 à Mahalla, en Égypte, représente un élargissement ultérieur du front de protestation, arrivant à impliquer un éventail encore plus large de mouvements de contestation politique et de mouvements de travailleurs. Cet événement, antérieur de plus d'une année au soulèvement postélectoral en Iran en 2009, est également considéré comme étant le premier à avoir bénéficié d'un recours extensif aux médias sociaux dans l'organisation des protestations, malgré les contrôles mis en place par le Ministère de l'Intérieur égyptien à partir de début 2007. Pour la première fois, les Égyptiens, tout comme les médias étrangers et internationaux, ont recours d'une manière extensive à la communication véhiculée par les réseaux sociaux, cette nouvelle forme de journalisme citoyen qui sera analysée en profondeur dans les prochains chapitres.

Parmi les protagonistes de l'activisme en ligne, il faut mentionner le Mouvement Juvénile du 6 avril, qui aurait également joué un rôle fondamental au cours de la révolution du 25 janvier 2011.

Il s'agit d'un groupe Facebook⁷ né de façon spontanée pour soutenir la mobilisation du 6 avril et dont le plus célèbre des co-créateurs est le jeune ingénieur Ahmed Maher, figure de référence de l'activisme juvénile égyptien. Les membres du groupe, qui étaient pour la plupart des jeunes égyptiens éduqués et sans engagement politique précédent, partageaient leur mécontentement envers la situation du marché du travail égyptien et le contrôle du gouvernement. Le groupe ne se limitait donc pas à fournir un espace de discussion politique, mais se présentait comme instrument de l'organisation d'activités de contestation, ce qui causa l'emprisonnement d'une partie des administrateurs du groupe et de ses membres les plus actifs.

L'activisme juvénile se construit également suite à un épisode vite devenu le symbole des prévarications des services de sécurité sur les jeunes activistes : le meurtre de Khaled Said par la police à Alexandrie en juin 2010. Des milliers de jeunes se sont ainsi inscrits à la page Facebook en arabe « Nous sommes tous Khaled Said » (*Kulluna Khalid Said*)⁸, créée par le jeune Wail Ghonim, né en 1980, et invitant à des démonstrations silencieuses dans les villes du pays. Ghonim sera d'ailleurs l'un

⁷ www.facebook.com/shabab6april/ (consulté le 7 juillet 2017)

⁸ www.facebook.com/elshaheeed (consulté le 7 juillet 2017)

des inspirateurs de la révolution et pour cela emprisonné⁹. Comme il sera ensuite illustré, une version en langue anglaise de cette page existe également, créée par un administrateur anonyme avec pour but spécifique de s'adresser à un public international.

Les expériences précédentes de contestation esquissées dans ces derniers paragraphes ont eu une grande influence sur la révolution du 25 janvier. Si cela est plus évident dans les pratiques d'occupation, dans l'engagement des jeunes et dans l'apport de différentes classes sociales, l'un des aspects le plus souvent ignorés est le rôle d'activistes expérimentés, formés au cours des expériences contestataires de la décennie précédente. Comme le remarquent Gunning et Baron, « il y avait des centaines de facilitateurs expérimentés et connectés [...] sans ce leadership et les encadrements qu'ils avaient développés au cours des années, il n'y aurait pas eu d'appel coordonné à la démonstration du 25 janvier, dans le cadre d'une protestation soigneusement élaborée et unifiant » (2014, 308-309).

En Tunisie également, les années 2000 sont marquées par des manifestations, des occupations et des grèves, qui révélèrent bien le mécontentement d'une grande partie de la population. L'épisode le plus célèbre se produisit à partir de janvier 2008 à Redeyef, ville du bassin minier du gouvernorat de Gafsa, dans le Sud du pays, où s'étaient déjà produites des protestations

⁹ *Wael Ghonim : nouvelle icône de la révolution égyptienne*, Le Monde du 9 février 2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/09/wael-ghonim-nouvelle-icone-de-la-revolution-egyptienne_1477199_3218.html (consulté le 7 juillet 2017)

différentes, en 2000, suite à l'augmentation du prix du pain. Les protestations de Gafsa, dont les premiers participants étaient des travailleurs non syndiqués et des étudiants au chômage qui se sont levés contre le chômage et les pratiques népotistes d'embauche, obtiennent vite le soutien des sections locales de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, mais avec un soutien très limité des sections régionales et nationales. Elles sont violemment réprimées par la police et l'armée, avec un bilan de cinq morts, au moins 26 blessés et presque 500 incarcérations, dont celles des organisateurs (Sadiki 2015, 94).

En Tunisie aussi, les années 2000 marquent l'introduction de l'utilisation d'Internet à des fins contestataires. La *cyberdissidence* tunisienne voit dans le jeune Zouhayr Yahyaoui son représentant le plus célèbre, lauréat du prix Cyberliberté de Reporters sans Frontières pour son journal en ligne Tunezine¹⁰, créé en juillet 2001 et vite devenu l'un des principaux sites web de l'opposition tunisienne. Yahyaoui, qui a passé un an et demi en prison pour son activité de dissidence et est mort le 13 mars 2005 d'un arrêt cardiaque, est d'ailleurs souvent indiqué comme le précurseur en Tunisie du *cyberactivisme* et de la lutte pour la liberté sur le web. À partir du 2012, le jour de sa mort est célébré en Tunisie comme la Journée nationale pour la liberté d'Internet.

D'un point de vue culturel, les années 2000 sont marquées en Égypte par la création d'importantes institutions culturelles,

¹⁰ <http://www.tunezine.com/> (consulté le 7 juillet 2017)

telles que la Bibliotheca Alexandrina (2002¹¹) et le centre culturel Al-Sawi au Caire (2003¹²). La bibliothèque, qui est née du projet de l'UNESCO de recréer la célèbre bibliothèque d'Alexandrie, contribue à la vie culturelle de la ville et du pays non seulement grâce à ses fonds (en bonne partie numérisés et comprenant de vastes archives audiovisuelles), mais également à travers de nombreux festivals culturels et la mise à disposition de ses espaces pour les arts performatifs d'expérimentation et underground. Le centre culturel a été conçu pour regrouper les nouveaux représentants de la scène musicale cairote et du pays, pour devenir ensuite un endroit culturel relativement à la mode (El Chazli 2013, 358). Il s'agit de deux institutions qui limitent une diminution pourtant évidente de la centralité de l'Égypte comme centre d'irradiation culturelle du monde arabe. Les investissements dans la culture et les médias à Beyrouth et dans certaines villes de la péninsule arabique (notamment Doha, Abou Dabi et Dubaï) ne permettent plus de lire une domination culturelle incontestée de l'Égypte au niveau régional. Ce rôle était pourtant destiné à se reposer dans les années 2010, à travers l'impact des révolutions contre les présidents Moubarak et Morsi.

¹¹ <http://www.bibalex.org/> (consulté le 7 juillet 2017)

¹² <http://www.culturewheel.com/> (consulté le 7 juillet 2017)

1.5 Le « Printemps arabe »

La révolution du 25 janvier est un événement qui, tout comme la révolution tunisienne, a surpris la plupart des observateurs, y compris les gouvernements concernés et étrangers, et même les gens descendus dans la rue. La question de Václav Havel, se référant au Printemps de Prague, semble légitime dans ce contexte: « Comment est-il possible qu'un si grand nombre de gens ont immédiatement compris ce qu'il fallait faire, et que personne d'entre eux ne nécessitait aucun conseil ou instructions? » (cité en Singerman 2013, 4).

Ces épisodes présentent certes une forte continuité avec le geste contestataire de la décennie précédente, duquel ils sont tributaires en termes de slogans, pratiques, transversalité de la participation et recours aux médias sociaux pour l'organisation et la communication des protestations. Néanmoins, ces aspects se reproduisent à une échelle jamais rencontrée avant par les pays concernés, jusqu'à aboutir - pour la Tunisie et l'Égypte, aussi bien que pour la Libye et le Yémen - à provoquer la chute des régimes qui contrôlaient depuis de longues décennies le pays. Une dynamique, on l'a déjà mentionné, qui a surpris la grande majorité des observateurs nationaux et internationaux, qui s'attendaient peut-être à un « Printemps », dans le sens traditionnel du terme dans les sciences politiques, mais en aucun cas à des vraies révolutions capables de secouer en profondeur la région tout entière et la vie de millions de citoyens.

Comme précédemment illustré, de nombreuses manifestations contre le système de Ben Ali et Moubarak avaient eu lieu en Tunisie et Égypte au cours des années précédentes et certaines organisations, telles que le mouvement Kefaya ou celui des travailleurs en Tunisie, semblaient avoir désormais perdu leur élan à cause de la tenue et de la dure réponse du régime. Il est donc compréhensible que la nature et la portée de ces événements aient surpris l'opinion publique internationale, aussi bien que les gouvernements occidentaux. Ces derniers, malgré leur appui aux instances de la société civile mentionnées auparavant, n'avaient néanmoins pas adopté une position ouvertement critique contre les régimes au pouvoir. Cela peut s'expliquer par différentes motivations, d'ordre économique et géopolitique : malgré leurs manques en termes de droits, les inégalités croissantes et le clientélisme, ces régimes étaient considérés comme des interlocuteurs fondamentaux dans les stratégies économiques de ces gouvernements, et cela en particulier à partir des politiques de libéralisation des années 1970. De plus, d'un point de vue géopolitique et géostratégique, ces régimes constituaient, aux yeux des gouvernements occidentaux, un bastion contre la diffusion des instances islamistes, perçues comme une menace tant à ces intérêts économiques qu'à la sécurité même des sociétés occidentales - cela surtout d'un point de vue de l'administration néoconservatrice de George W. Bush. Comme le remarque Jocelyne Dakhli, les États occidentaux craignaient qu'une ouverture à l'alternance ait porté les partis islamistes au pouvoir: « la démocratie était hors-jeu dans le monde arabe, selon les

interlocuteurs occidentaux, alors même, il faut le répéter, pour contrer par eux-mêmes l'islamisme, donnaient précisément quelques gages, plus ou moins effectifs, de pluralisme, s'engageaient graduellement dans un plus grand respect, au moins formel, du système représentatif » (Dakhliya 2011, 25).

Pour expliquer l'ampleur de cette révolte, il est utile d'en définir brièvement les causes. Cette approche ne veut pourtant pas ignorer la contingence du processus mentionnée précédemment, d'où la surprise de la plupart des chercheurs en sciences sociales face à une telle éclosion du mécontentement social : « il a été la rapide évolution des événements, l'élan ainsi créé, les injustices infligées par l'action de la police et le succès des premières protestations, qui ont tourné une situation avec un potentiel révolutionnaire en un épisode révolutionnaire réel » (Gunning et Baron 2014, 305).

1.6 Les causes. « Liberté, travail et dignité »

Les causes de la révolte tunisienne, tout comme de celle d'Égypte, sont liées premièrement au fonctionnement des systèmes mis en place par les deux gouvernements dans tout secteur de la vie publique. On trouve de nombreux éléments en commun entre les deux pays, déjà esquissés dans les paragraphes précédents. Tout d'abord, le premier élément

repose dans leur situation politique : un régime autocratique, fortement centralisé, avec une personnalisation très forte de la figure du président et une limitation du pouvoir des instances représentatives, à partir du parlement, où l'alternance était d'ailleurs empêchée suite aux fortes limitations imposées aux partis d'opposition, relégués aux marges de l'arène politique. Comme indiqué auparavant, au cours de la décennie précédente, cette situation avait provoqué la naissance et la diffusion de nombreuses oppositions au sein de la société civile : travailleurs, organisations professionnelles, islamistes, intellectuels, étudiants, féministes. Des réalités fortement réprimées par les régimes à travers le recours aux appareils de sécurité, mais qui avaient néanmoins mis en évidence la capacité d'une large partie de la population à s'unir dans des gestes contestataires partagés, comme le montrent, en Égypte, les expériences de Kefaya et, à plus forte raison, de Mahalla¹³. La réapparition constante de manifestations de protestation au cours des dernières années marquait ainsi la faillite de l'essai du régime de neutraliser tout activisme politique de la part de la société civile. Comme le remarque Andrea Teti, ces organisations ont su s'adapter, à travers le recours à différents instruments légaux (c'est le cas de la constitution de syndicats sous la forme de cabinet d'avocats, comme dans le cas du *Center for Trade Union et Workers Services*, cofondé par le célèbre activiste Kamal Abbas) ou encore en mettant en œuvre de nouvelles pratiques contestataires, dont

¹³ Rougier et Lacroix soulignent la forte continuité du geste contestataire au sein des milieux syndicalistes indépendants, pour lesquels « la contestation de Tahrir constitua une prolongation des grèves de 2008 dans la ville industrielle de Mahalla al-Kubra dans le Delta » (2015, 6).

une partie sera reprise à l'occasion des révolutions tunisienne et égyptienne, en contribuant à leur succès (Corrao 2011, 76).

Des similitudes entre les deux expériences nationales se repèrent également dans leurs systèmes juridiques, fortement influencés par le pouvoir exécutif, dans les répressions violentes du mécontentement et des protestations de la part des forces de l'ordre, ainsi que dans le clientélisme qui affectait l'administration publique à tout niveau.

Le sentiment d'injustice, d'inégalité, de frustration des deux peuples était également alimenté, comme déjà mis en évidence, par le fonctionnement de l'économie nationale et du marché du travail. D'un point de vue économique, le début des années 2010 est marqué, en plus des problèmes irrésolus de la décennie précédente, par une forte érosion ultérieure du pouvoir d'achat, concernant tout particulièrement la nourriture de base (un sondage d'Arab Barometer montrait que, en juin 2011, 79 % des familles égyptiennes déclaraient leurs revenus insuffisants pour couvrir leurs besoins¹⁴). Entre juin 2010 et janvier 2011, Tunisie et Égypte, fortement dépendantes des importations des aliments, avaient d'ailleurs subi la hausse du prix international de la farine et du sucre (113 % et 86 % respectivement¹⁵). Les mesures adoptées par les gouvernements se sont montrées inefficaces et cette situation a renforcé le mécontentement populaire, alimenté davantage par les systèmes de corruption toujours plus vastes et le clientélisme qui étaient à la base des

¹⁴ Arab Barometer, *Egypt Country Report II*, 2011, <http://www.arabbarometer.org/country/egypt>

¹⁵ Paciello 2011b, 4

inégalités d'opportunités et de qualité de vie les plus marquantes. La collusion entre pouvoir politique et vie économique, aussi bien que le manque de transparence, représentait d'ailleurs une forte limite pour les investissements étrangers dans ces pays. La situation était d'ailleurs encore plus difficile au fur et à mesure qu'on s'éloignait des centres politiques, économiques ou touristiques : le chômage, la pauvreté et même la faim étaient des problèmes bien plus graves dans les zones périphériques. Ce n'est pas par hasard si tout a commencé dans la ville de Sidi Bouzid, située au centre de la Tunisie, loin de la capitale et des villes touristiques de la côte.

Parmi les victimes de ces systèmes, il faut bien évidemment mentionner les jeunes générations, dont les motivations diverses et multiformes à la base du geste contestataire seront objet d'une description détaillée au cours du prochain chapitre. Ici, on se contentera d'évoquer, à côté de la frustration politique partagée avec les autres générations, l'élément objectif de la difficulté dans l'insertion dans le marché du travail, avec un taux de chômage juvénile qui ne cessait d'augmenter, au point de doubler le taux de chômage des tranches d'âges moyennes [Hoffman et Jamal 2012]. Les statistiques fournissent une perspective très claire : début 2011, le taux de chômage juvénile était de 25 % en Égypte et de 30 % en Tunisie¹⁶. L'absence de politiques efficaces pour faire face à cette situation a d'ailleurs été exacerbée, comme le remarque Ragui Assaad, par la présence d'une forte composante

¹⁶ The Economist, « Young, jobless and looking for trouble », 3 février 2011, http://www.economist.com/blogs/schumpeter/2011/02/youth_unemployment (consulté le 7 juillet 2017)

démographique, avec une explosion de la population jeune, devancée uniquement en région subsaharienne : « la démographie, tout simplement à travers un grand nombre de personnes qui sont très frustrées de leur impossibilité de tourner leur éducation en postes de travail productifs, a réellement exacerbé le problème » (Raggui 2011).

Pourtant, on souhaite limiter ici l'importance donnée par plusieurs auteurs (Della Porta, Singerman, Dakhli) au modèle néolibéral dans l'analyse du contexte des émeutes dans la région arabe. Selon Singerman, la clé pour expliquer la portée nationale des émeutes, aussi bien que leur résonance transnationale, se trouve dans l'appartenance commune à des sociétés au même contexte politique et économique, celui du néolibéralisme, tout particulièrement à la lumière de son impact sur les jeunes générations. Dans ses mots : « le néolibéralisme explique, en partie, la diffusion rapide de ces révoltes, ayant créé un haut taux de chômage juvénile et une jeunesse désavantagée de façon disproportionnée » (2013, 4). Singerman accuse par ailleurs le cadre politique et économique néolibéral d'avoir créé une plus grande inégalité entre les sexes. La réduction de l'emploi public suite aux libéralisations est mentionnée comme cause d'un chômage majoritairement féminin, étant donné la concentration des femmes dans ce secteur (ibid.).

S'il est incontestable que les politiques économiques en Égypte, à partir de l'*infitah* de Sadate, continuée par Moubarak, et de celle de Ben Ali, présentent de nombreux éléments qui

justifient leur encadrement dans cette vision. Les effets délétères de ces politiques semblent causés essentiellement par les défauts spécifiques des régimes (corruption, clientélisme, népotisme, etc.). La crise du marché du travail en Égypte et en Tunisie, marquée par l'ampleur de l'emploi informel (qui, en Égypte, touchait 60 % du total des travailleurs), par le chômage et tout particulièrement par le chômage juvénile et féminin, n'est plus une conséquence directe des politiques néolibérales, mais plutôt de l'incapacité ou du manque de volonté (ou les deux) des régimes de faire face à ces problèmes à travers l'activité législative et son application fidèle à toute échelle.

Les deux pays partageaient également un fonctionnement similaire pour leurs syndicats, incapables de promouvoir un dialogue entre travailleurs et gouvernement, car étroitement liés à ce dernier - d'où la naissance, déjà mentionnée, de syndicats clandestins et illégaux. Une certaine indépendance du pouvoir politique central marquait au contraire l'action des cellules locales des syndicats dans les villes les plus périphériques, comme l'a montré le soutien des cellules locales de l'UGTT aux grèves du bassin minier de la Gafsa (premier semestre 2008). Néanmoins, comme le remarque Malika Zeghal, c'était le peuple lui-même qui était le seul vrai contre-pouvoir en Tunisie et en Égypte (Zeghal 2011, 19).

Parmi les causes, il est enfin nécessaire de mentionner l'ouverture offerte sur l'étranger par les médias, traditionnels aussi bien que nouveaux. La télévision, tout particulièrement les chaînes satellitaires occidentales et du Golfe, Internet, aussi bien que les échanges culturels directs permis par les festivals, la forte

émigration et le tourisme, ont accru le sens de frustration lié à l'impossibilité de profiter des mêmes libertés que les citoyens occidentaux (Corrao 2011, 40-63). La portée et les effets de la rencontre des jeunes générations égyptiennes avec la culture globalisée à forte composante américaine, et tout particulièrement à travers les différentes possibilités d'interagir offertes par le web 2.0, feront l'objet d'une analyse détaillée dans le chapitre suivant.

Il faudra bien souligner enfin que, au sein de la société civile tunisienne et égyptienne en ébullition, il y avait également une composante non démocratique, qui s'opposait au régime de Moubarak, car incompatible avec son idéologie : c'est le cas des groupes islamistes radicaux et des groupes d'extrême gauche (dont une partie des syndicats indépendants et illégaux) - éléments souvent ignorés dans la vulgarisation du Printemps arabe de la part des médias globaux.

1.7 Le déclenchement des révolutions : la Tunisie et l'Égypte

Le personnage le plus célèbre symbole du Printemps arabe, le Tunisien Mohamed Bouazizi, réunit en lui-même une bonne partie des causes des révolutions arabes citées. Jeune, dans une situation économique précaire et difficilement améliorable, humilié par le pouvoir public, Bouazizi partage avec des milliers

de jeunes arabes une existence difficile et marginalisée. La confiscation par la police de son étal de fruits et légumes - activité de vente qu'il menait sans autorisation à Sidi Bouzid, en Tunisie centrale - accompagnée par les insultes des officiers, l'a poussé à s'immoler par le feu devant le siège du gouvernorat provincial, le 17 décembre 2010. La nouvelle du geste de Mohamed Bouazizi marque sans doute un moment historique de « politisation et d'effervescence politique sans précédent auprès des jeunes et des moins jeunes, des hommes et des femmes » (Choukri 2011). Selon George Corm, « on peut penser que dans l'histoire des Arabes du XXI^e siècle, il y aura un avant et un après le 17 décembre 2010 » (Corm 2011, 24) et Jocelyne Dakhliya parle de « basculement majeur, non seulement de l'histoire du monde arabe, mais de l'histoire politique de France, de l'Europe et du monde » (2011, 8).

Les manifestations se succèdent à partir de celle, le jour même de l'immolation, de la famille de Bouazizi et des militants de la section locale du syndicat. Le geste protestataire démarre ainsi avec une identité populaire et la contribution des cellules syndicales locales, tout comme pour les révoltes du bassin minier de Gafsa en 2008. Mais, à la différence des événements à Gafsa, le gouvernement n'arriva pas à boucler la région. La colère des habitants de Sidi Bouzid est vite partagée par les citoyens de la Tunisie entière, et tout particulièrement par les jeunes, qui descendent dans la rue pour demander avec détermination le droit de travailler et la liberté d'expression.

Le lendemain du décès de Bouazizi, le 4 janvier 2011 à Ben Arous, où il était hospitalisé, cinq mille personnes participent à l'enterrement de celui qui est désormais devenu le symbole des inégalités et des injustices du régime. Malgré la répression, les protestations se poursuivent dans la Tunisie tout entière : d'un phénomène périphérique, la révolte prend une dimension nationale, qui traverse les différentes classes sociales. Avec l'élargissement des protestations, les revendications deviennent plus amples. La rue ne demande plus seulement dignité et équité sociale, mais également liberté politique et la fin de la corruption et du pouvoir du président : au slogan « travail, liberté et dignité nationale » (*shughl, hurriyya, karama wataniyya*) s'ajoute aussi celui de « Ben Ali dégage ! ».

Il est important de souligner l'hétérogénéité de ces protestations d'un point de vue de leurs participants et de leur gestion. Tout comme dans celles qui un mois après se déclencheront en Égypte, ces mobilisations se sont déclenchées de façon spontanée et n'ont pas été conçues et organisées par un parti politique, un syndicat ou une organisation de la société civile, comme d'ailleurs le montre le manque d'un leadership : « cette libération inespérée n'était dans aucun programme politique, dans aucune perspective un tant soit peu articulée », le rappelle Jocelyne Dakhlià à propos de l'épisode tunisien (2011, 7). Néanmoins, suite aux premières manifestations spontanées, tous les partis et groupes d'oppositions et les syndicats ont participé activement aux contestations. En Tunisie, un rôle fondamental a été joué par l'Union Générale Tunisienne du

Travail (UGTT) : ses branches locales, traditionnellement moins liées au régime politique que la direction centrale de Tunis, ont été déterminantes dans la mobilisation et l'organisation des manifestations, à travers des tactiques héritées des précédentes expériences contestataires (Zemni dans Sadiki 2015, 82).

Il faut d'ailleurs noter que, pendant la révolution, malgré la participation de ces réalités, il n'y a eu qu'un espace limité pour les revendications et les slogans partisans : l'utilisation du drapeau et le chant de l'hymne national au cours des manifestations, en Tunisie comme en Égypte, ont contribué, comme le remarque Malika Zeghal, à créer « une narration amplement partagée, dans laquelle les gens devenaient sujet et objet d'une nouvelle libération nationale, cette fois-ci non pas d'un occupant étranger, mais d'une oppression interne » (Zeghal 2011, 19). S'il est donc sans doute légitime de qualifier cette vague de révolutions d'arabe, étant donné que sa propagation s'est produite au sein des pays arabes, les revendications ne s'attachent pas ni au nationalisme arabe ni à une idée religieuse de *umma*, étant au contraire étroitement liées au contexte national, qui en a d'ailleurs fortement influencé le déroulement. Cet ancrage au cadre national étatique explique, selon Bozzo et Luizard (2011), l'absence de slogans contre Israël ou les États-Unis au cours de ces révoltes : les mots et les actions des participants se dressent contre les systèmes nationaux au pouvoir, dont la gestion est considérée comme n'étant plus tolérable.

L'ampleur des protestations arrive à accomplir ce que les épisodes précédents n'avaient même pas approché : la fin du

système de Ben Ali, enfui en Arabie saoudite le 14 janvier 2011. Vingt-trois ans de régime se concluent suite à vingt-neuf jours de protestations, pour la plupart pacifiques, mais qui ont fait l'objet d'une répression sévère des appareils de sécurité du régime, avec un bilan final de 334 tués et 2 861 blessés¹⁷. S'achevait ainsi une révolution dont la portée et les conséquences, au niveau national aussi bien que régional, étaient inattendues par les analystes aussi bien que par les participants eux-mêmes.

Un autre élément inédit est représenté par le rapport entre protestation et espace public. La crise politique ouverte depuis le 14 janvier 2011 a été marquée par la création de nouveaux espaces de confrontation, comme le montre l'occupation d'espaces symboliques, tels que la Place du Gouvernement à Tunis, où on assiste à la formation spontanée de cercles de discussion avec la participation d'hommes et de femmes de différents âges et classes sociales. Ces débats, dont les thèmes sont très variés - de l'emploi à la légitimité du gouvernement actuel, de l'éducation au rôle de l'Islam dans la société - n'ont nécessité qu'un contrôle très limité de la part des organisateurs, et se sont prolongés souvent jusqu'à très tard dans la nuit (Choukri 2011, 15-16). Ces pratiques, l'un des éléments novateurs de la révolte tunisienne, se sont répétées dans toutes les expériences du Printemps arabe - l'épisode le plus célèbre étant l'occupation de la place Tahrir au Caire - aussi bien que parmi les mouvements de contestation juvénile qui se sont

¹⁷ BOBIN, Frédéric, *A Tunis, la première « révolution Facebook » entre aux Archives nationales*, Le Monde du 14 mars 2017

déclenchés dans le monde entier au cours des mois suivants (Indignados en Espagne, Occupy aux États-Unis, etc.).

La révolution égyptienne présente plusieurs traits en commun avec les événements tunisiens, qu'elle suit d'ailleurs et sans lesquels elle ne se serait peut-être même pas déclenchée. Comme le souligne Castells, « les mouvements sociaux ne surgissent juste de la pauvreté ou du désespoir politique. Ils demandent une mobilisation émotionnelle déclenchée par l'indignation contre une injustice flagrante, et par l'espoir d'un possible changement comme résultat de soulèvements dans d'autres parties du monde » (Castells, cité par Gunning et Baron 2014, 305). Si l'élément déclencheur pour les événements tunisiens est sans doute l'immolation de Bouazizi, c'est l'ampleur et les résultats de ce qui s'était produit dans ce pays qui a poussé les Égyptiens à rompre à leur tour la barrière de la peur pour protester et se rebeller.

Des macro-problèmes sociaux, économiques et politiques comparables à ceux des citoyens tunisiens ont produit des appels similaires contre le système de Moubarak. Comme le soulignent Gunning et Baron, la participation de toute classe sociale aux protestations est liée aux éléments généralisés de l'aliénation du régime, des violences de la police, de la perte de pouvoir d'achat et du chômage, tout comme à « la croissance de "zones informelles" urbaines à mixité de classes, où les habitants vivaient en toute proximité en partageant les mêmes difficultés

quotidiennes qui dérivait du fait de vivre sans accès régulier à l'eau, au système d'égouts et à l'électricité » (2014, 306).

Les manifestations, déclenchées le 25 janvier (d'où le nom arabe de l'événement, *thawrah 25 yanāyir*, révolution du 25 janvier), journée nationale de la police, doivent ainsi beaucoup aux événements en Tunisie, et tout particulièrement aux images véhiculées par les médias sociaux et les chaînes satellitaires du peuple tunisien, capable de s'opposer de façon si massive, déterminée et efficace contre le « système » mis en place par Ben Ali. Une contestation capable de susciter un nouvel élan au geste contestataire égyptien qui, comme expliqué, est néanmoins bien antérieur et qui, au cours des 30 années précédentes, avait donné lieu à de vastes manifestations de mécontentement populaire. Le rôle des médias sociaux dans l'organisation et la communication des protestations est fondamental. Comme il est illustré dans l'Internet Monitor 2013 du Bergman Center de l'Université d'Harvard, l'utilisation des réseaux sociaux a permis d'assurer une vaste adhésion aux protestations dès leur déclenchement, quand normalement la portée de la participation populaire est la moins assurée, lorsque l'on considère les risques majeurs de répressions des autorités¹⁸. Comme on soulignera dans la troisième partie de la thèse, l'impact des médias sociaux ne se voit d'ailleurs pas uniquement dans la communication entre utilisateurs, mais dans

¹⁸ Internet Monitor, *Internet Monitor 2013: Reactions on the Digital World*, décembre 2014, 63-64, <https://thenetmonitor.org/research/Internet-monitor-2013-reflections-on-the-digital-world> (consulté le 10 juillet 2017)

l'organisation de protestations elles-mêmes – ce qui s'explique, comme l'indique Lievrouw, par « le rejet des formes traditionnelles [...] en faveur de formes d'organisation et action politique "plus désordonnée", mais plus directe et participative » (2011, 175).

La révolution égyptienne est symbolisée par la célèbre occupation de la place Tahrir au Caire, à laquelle ont rapidement fait suite les manifestations dans les villes d'une grande partie de l'Égypte, comme le montrent les images de la Corniche d'Alexandrie avec des dizaines des milliers de manifestants. La place Tahrir occupée devient ainsi, grâce aussi à la vaste couverture médiatique des médias internationaux, « le symbole spatial de la protestation, à niveau local aussi bien que global, immergé dans des pratiques avec des connotations révolutionnaires » (Gunning et Baron 2014, 5), un « lieu iconique de la contestation internationale » (Klaus 2012) et une « expérience vibrante d'anti structure » marquée par le « collapse temporaire des distinctions de classe et de secte » (Peterson 2011, XI), qui a mis en ombre la contribution pourtant très importante d'autres villes au processus révolutionnaire. On peut y lire une certaine continuité dans l'influence politique et culturelle de l'Égypte dans le cadre du Monde arabe : au niveau politique, car l'espace urbain cairote confirme sa nature de « berceau des révolutions, émeutes et mouvements de solidarité modernes » après les exemples du nassérisme, du socialisme arabe, de l'islamisme, du tiers-mondisme, du méditerranéisme, du mouvement des non-alignés, du panafricanisme, etc. (Singerman et Amar 2006, 20) ; au niveau culturel, car son

leadership régional dans la définition de « sphères de symboles et rêves », mis en question par l'émergence de nouveaux acteurs, tels que les monarchies du Golfe et le Liban (Sadek 2009), s'exerce à nouveau et pleinement grâce à l'exemple de la place Tahrir. Une occupation qui reprend, élargit et perfectionne celles expérimentées en Tunisie, en introduisant de nombreuses pratiques - les *checkpoints* de sécurité à chaque entrée de la place, les podiums pour les intervenants, les chants, la vente de drapeaux et nourriture - ensuite répétées au cours d'autres occupations dans le pays, dans la région et au niveau global, notamment par le mouvement Occupy. Au niveau régional, c'est bien l'expérience égyptienne, plus encore que la tunisienne, qui est « l'épicentre du phénomène révolutionnaire dont les ondes de choc se sont manifestées au Maghreb, au Machrek et dans la péninsule arabe », comme le soulignent Rougier et Lacroix (2015, 4) - une dynamique en ligne avec le rôle central que l'Égypte joue depuis des siècles dans le cadre de la politique et de la culture du monde arabo-musulman.

En Égypte, tout comme en Tunisie, ont participé aux manifestations des dizaines de milliers de citoyens (selon le rapport sur l'Égypte de l'Arab Barometer de juin 2011, 8 % de la population a participé à la révolution), la grande majorité desquels sans précédente expérience contestataire : « Tahrir avait créé un espace où les divisions habituelles n'avaient plus lieu, au moins pour la durée de l'occupation de la place » (Gunning et Baron 2015, 2). À remarquer le fait que le mouvement des travailleurs égyptiens, à l'origine des principales contestations dans le pays au cours des années

précédentes, n'est intervenu activement dans la révolution que dans ses phases tardives, avec un apport déterminant entre le 9 et le 11 février.

Au fur et à mesure que les manifestations dans les rues et les places devenaient toujours plus largement fréquentées, les signaux de la fin du système de Moubarak se multipliaient : comme le rappelle Cook, « vers les derniers jours des révoltes, les coûts de ne pas sortir dans les rues étaient bien majeurs que ceux de participer aux démonstrations, à cause de la peur d'être identifié comme supporters de l'ancien régime » (Cook 2012, 296). Après dix-huit jours de révolutions, presque 300 victimes et plus de mille blessés, le 11 février, leurs participants réussissent à faire tomber le système trentenaire du président Hosni Moubarak, au pouvoir depuis le 14 octobre 1981. Celui-ci se retire dans sa résidence de Charm el-Cheikh. Le pouvoir passe ainsi au Conseil suprême des forces armées (*Supreme Council of the Armed Forces*, ou SCAF), composé de vingt et un hauts officiers et présidé par le maréchal Mohamed Hussein Tantawi, qui devient de facto chef de l'État égyptien par intérim. L'armée, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays touchés par le Printemps arabe tels que la Syrie, la Libye, Bahreïn et le Yémen, ne s'était opposée aux protestations que d'une façon initiale et limitée - une démarche qui contribuera à la reconstruction de son image de force révolutionnaire et dépositaire de la volonté de la nation. Malgré la nature essentiellement pacifique des protestations, les morts et blessés mentionnés auparavant sont en fait dus principalement à l'action

de la police, qui a violemment réprimé les protestations, ainsi qu'à des bandes armées de sympathisants du président Moubarak.

Afin de bien saisir la nature et la portée des événements égyptiens, il est utile de souligner l'étroit et pourtant complexe rapport entre Moubarak et l'armée - une relation qui a également marqué la suite de la révolution. Malgré le passé militaire de Moubarak (ancien commandant de l'armée de l'air et ancien ministre des Affaires militaires au cours de la présidence de Anouar el-Sadate) et le rôle central de l'armée dans l'économie du pays sous sa présidence, depuis des années, l'ancien président était soupçonné, on l'a déjà mentionné, de préparer son fils cadet Gamal à sa succession - une hypothèse mal vue par l'armée, dont les forts intérêts économiques étaient menacés par l'approche néolibérale de ce dernier (Rougier et Lacroix 2015, 6).

Cette friction entre armée et régime n'empêchait pas une consonance étroite et structurée entre pouvoirs politique, économique et militaire, ce qui explique d'ailleurs la forte continuité de la gestion du pouvoir public sous l'intérim militaire. Une continuité qui a suscité la déception d'une partie des révolutionnaires, qui ont à plusieurs reprises manifesté leur mécontentement à travers l'occupation du lieu symbolique qu'est place Tahrir. Les protestations envers le Conseil militaire n'ont pourtant pas obtenu des résultats appréciables suite à la fragmentation du « front » commun et composite de la place Tahrir : appels et revendications ont été effectués de façon

séparée par les différents groupes, tels que les mouvements des travailleurs et les groupes islamistes, qui pourtant partageaient une déception engendrée par l'absence de réformes structurelles et d'un changement profond. Les administrateurs anonymes de la page Facebook « We are all Khaled Said » (version anglaise, gérée par d'autres administrateurs, de la page en arabe déjà mentionnée « Kullina Khaled Said ») expliquent ainsi ce passage, dans une publication du 1^{er} avril 2013 :

« Plusieurs ne comprennent pas que le secret du succès de la révolution égyptienne qui a évincé Moubarak se trouvait dans l'inclusivité du mouvement et dans son attention à ne pas rejeter un seul Égyptien, quels que soient son arrière-plan, idéologie ou milieu social. Tous les partis politiques, au pouvoir aussi bien qu'à l'opposition, doivent être conscients de ces valeurs s'ils veulent réaliser quoi que ce soit »¹⁹.

1.8 La seconde révolution égyptienne

La très forte présence de l'armée dans les institutions politiques et économiques égyptiennes explique une gestion du pouvoir par intérim sans de véritables ruptures et concessions aux demandes des manifestants, qui, au cours des mois suivants, se réunissent d'ailleurs à plusieurs reprises sur la place Tahrir,

¹⁹ Cette publication a reçu 355 mentions j'aime et 42 partages au 6 août 2016.

sans pourtant réussir à reconstruire l'unité qui avait été réalisée entre le 25 et le 11 février. Les militaires suspendent d'ailleurs la constitution et le parlement et accompagnent le pays à des élections législatives libres qui marquent la réussite des Frères musulmans (réunis dans le nouveau parti *al-'Adala wa-'l Hurriya*, Justice et Liberté), ainsi qu'un bon résultat des salafistes du parti *al-Nour* (la Lumière). Ce résultat est bien loin de l'image internationale d'une révolution largement penchée sur la composante révolutionnaire juvénile connectée, au détriment de ses autres composantes : « Tahrir n'était pas l'Égypte. Les bidonvilles du Caire et les campagnes de la vallée du Nil ne pensaient pas comme les virtuoses de Facebook », soulignent à ce propos Rougier et Lacroix (2015, 4). Selon Estival (2014, 15-16), les Frères musulmans, tout comme Ennahda en Tunisie, avaient « plus d'une longueur d'avance sur les autres partis concurrents en matière de campagne électorale », et cela en raison d'un pouvoir financier bien supérieur aux autres partis, marqués, depuis des décennies par « des liens secrets » avec les monarchies du Golfe.

Aux élections présidentielles du juin 2012, Mohammed Morsi, candidat des Frères musulmans, gagne au deuxième tour contre Ahmed Shafiq, homme politique lié à l'ancien président. Morsi, ingénieur avec un doctorat américain, professeur au département d'ingénierie de l'université de Zagazig (gouvernorat d'Ach-Charqiya), devenu chef de la division politique des Frères musulmans en 2004, n'est devenu leur représentant qu'après la révolution, avec son élection à la tête du nouveau parti « Liberté et Justice ».

La victoire des Frères musulmans aux élections est tributaire, en plus de leur primauté déjà mentionnée en matière économique, de leur structure mieux organisée et plus répandue sur le sol national. Le panorama politique égyptien suite à la révolution était dépourvu de réalités structurées, à l'exception justement des Frères musulmans et des syndicats, une situation proche de celle de la Tunisie. Comme le rappelait Roy en février 2011, « il y a dans chaque pays arabe, comme ailleurs, un paysage politique d'autant plus complexe qu'il a été occulté par la dictature. Or, en fait, à part les islamistes et, très souvent, les syndicats (même affaiblis), il n'y a pas grand-chose ²⁰ ». D'ailleurs, comme le remarque Khalil al-Anani « les Frères musulmans ont pris le pouvoir en Égypte non pas principalement à cause de leur idéologie, mais plutôt grâce à leurs capacités sans égales d'organisation et mobilisation » (Sadiki 2015, 234). Ces capacités étaient néanmoins liées à leur rôle historique d'opposition et jamais appliquées à la gestion du pouvoir exécutif. Une modification d'approche était bien évidemment nécessaire : plus que l'inexpérience, ça serait l'incapacité des Frères musulmans à adapter leur idéologie et leur structure organisationnelle au nouveau scénario sorti de la révolution qui, selon al-Anani, aurait contribué le plus à la faillite de leur gestion du pouvoir (Sadiki 2015, 237), en plus de l'influence dominante des factions plus conservatrices du parti.

Ces éléments, ajoutés à l'accent de Morsi et des Frères musulmans sur la consolidation de leur pouvoir sans pour autant promouvoir un dialogue avec les différentes instances et

²⁰ Éditorial du Monde du 12 février 2011

acteurs de la révolution, n'ont pas tardé à produire de nouvelles protestations. À partir du mois de septembre, la contestation contre la nouvelle gestion du pouvoir prend une dimension considérable : de nombreuses grèves et agitations des travailleurs accompagnent de nouvelles manifestations et occupations, qui engendrent un nombre croissant de morts et arrestations.

L'opposition contre le gouvernement ne peut être expliquée uniquement en termes de polarisation laïques-religieuses, étant donné que les salafistes s'unissent souvent aux manifestations des laïques (parmi lesquels on comptait également les supporters du système de Moubarak) pour protester contre la monopolisation des institutions étatiques de la part des Frères musulmans (Melidoro et Sibilio 2014, 30 et Estival 2014, 22). La formalisation de la concentration du pouvoir aux mains du président arrive le 22 novembre 2012 avec un décret présidentiel, autorisant le chef d'État à prendre toutes les mesures nécessaires pour « préserver et sauvegarder la révolution, l'unité nationale ou la sécurité nationale » (Al-Marsy Al-Youm, cité par Khaled Abou El Fadl dans Sadiki 2015, 260), cause la création d'une coalition d'opposition (surtout composée de sécularistes et d'anciens sympathisants de Moubarak), qui se donne le nom de Front de Salut National. Une dénonciation officielle arrive aussi des Nations Unies : Navanethem Pillay, la haute commissaire aux droits de l'Homme, exprime le souhait que le président Morsi reconsidère une telle déclaration, « dont nombre de dispositions sont incompatibles avec les normes

internationales des droits de l'Homme » (citée en Estival 2014, 29).

L'approbation, le 25 décembre 2012, d'une nouvelle constitution à travers un référendum - remporté avec 63,8 % des voix - provoque d'autres protestations. Morsi est accusé également pour sa gestion de la situation économique, considérée inefficace et incapable de donner suite aux demandes de justice sociale exprimées par la révolution du 25 janvier et fréquentes dans les protestations des jeunes chômeurs²¹. Les violences sexuelles croissantes contre jeunes femmes²², que le Président Morsi est accusé de ne pas réprimer efficacement, et une série d'attaques aux églises et à la communauté coptes²³ complètent l'état de mécontentement de la population.

En 2013, à l'occasion du deuxième anniversaire de la révolution du 25 janvier, des dizaines de milliers de manifestants se rendent sur la place Tahrir - désormais le symbole puissant et universellement reconnu des protestations populaires

²¹ FAM, Mariam et SHAHINE, Alaa (2013), « Egypt's Unemployed Target Mursi After Toppling Mubarak: Jobs » , *Bloomberg*, 25 janvier, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-06-24/egypt-s-unemployed-target-mursi-after-toppling-mubarak-jobs> (consulté le 7 juillet 2017)

²² Human Right Watch, « Egypt: Epidemic of Sexual Violence » , 7 juillet 2013, <https://www.hrw.org/news/2013/07/03/egypt-epidemic-sexual-violence> (consulté le 7 juillet 2017)

²³ KIRKPATRICK, David D. et FAHIM, Kareem (2013a) , « Attack on Christians in Egypt Comes After a Pledge » , *The New York Times*, 7 avril 2013, http://www.nytimes.com/2013/04/08/world/middleeast/in-egypt-attack-on-christians-comes-after-a-pledge.html?_r=0 (consulté le 7 juillet 2017)

égyptiennes - et dans plusieurs villes du pays pour protester contre le gouvernement et répéter les slogans de l'année précédente, en demandant pain, liberté et justice sociale²⁴.

On remarque le silence, à propos des évolutions politiques égyptiennes, des gouvernements européens et américain : après leurs légitimations du résultat électoral, il n'y a pas eu de prises de position suite à cette confrontation entre gouvernement et larges parties de la société civile²⁵. Néanmoins, nombreuses ONG occidentales - européennes aussi bien qu'américaines - se sont mobilisées et ont assisté leurs homologues égyptiens dans le travail d'analyse et de communication. Dans ce contexte de forte concentration des pouvoirs aux mains du gouvernement, les ONG et leurs partenaires internationaux se révélaient ainsi parmi les derniers acteurs capables de monitorer l'action gouvernementale et d'en dénoncer les excès²⁶. Cette pratique n'a pas manqué de susciter une dure réaction de la part du pouvoir : le 4 juin 2013, des douzaines d'employés des ONG - parmi lesquels on comptait des Égyptiens, des Américains et des

²⁴ KIRKPATRICK, David D. (2013), « Deadly Riots Erupt Across Egypt on Anniversary of Revolution » , *The New York Times*, 25 janvier, http://www.nytimes.com/2013/01/26/world/middleeast/tens-of-thousands-fill-tahrir-square-on-anniversary-of-egyptian-revolt.html?_r=0 (consulté le 7 juillet 2017)

²⁵ Seule exception pertinente, celle du résident du Parlement européen, Martin Schulz, qui a condamné à la fin du premier trimestre 2013 le contrôle du gouvernement Morsi sur tous les pouvoirs de son pays (Estival 2014, 17).

²⁶ Les ONG ont récolté la preuve, au cours du premier semestre de la présidence de Morsi, de 165 cas de torture par la police égyptienne – dont 17 causant la mort de l'accusé – et de 24 poursuites judiciaires de journalistes accusés de diffamation du président – un chiffre d'une ampleur extraordinaire, encore plus si on le compare aux 14 procès de la même nature qui ont eu lieu au cours des 30 ans du gouvernement Moubarak (Estival 2014, 38).

Allemands - ont été emprisonnés, accusés d'avoir violé la loi précédemment mentionnée sur la limitation des activités des ONG (Cofman Wittes 2013) - le gouvernement ayant ensuite répondu aux accusations internationales en évoquant une supposée indépendance du pouvoir judiciaire (Estival 2014).

1.9 La campagne Tamarod

Afin de réunir dans une mobilisation commune tous les opposants de Morsi, une campagne avait été lancée sur Facebook, sous le nom de « Tamarod » (rébellion), appelant à une protestation de masse le 30 juin (premier anniversaire de la montée au pouvoir du Président). La campagne était adressée aux Égyptiens aussi bien qu'à l'opinion publique étrangère, en déployant une communication qui sera analysée en détail dans la deuxième partie de cette thèse. Malgré la participation, en qualité de coordinateurs, de différentes personnes qui ont fait partie du mouvement Kefaya, les représentants des deux mouvements ont nié un lien de filiation ou de succession²⁷.

On fait remonter la campagne à la décision de Mahmoud Badr et Mohamed Abdelaziz, 28 ans, et de Hassan Chahine, 23 ans, de lancer en mai 2013 une pétition sur Internet contre le

²⁷ KORTAM, Hend *Kefaya says Tamarod campaign is not under auspices of Kefaya movement*, Daily News Egypt, 30 avril 2013, <http://www.dailynewsegypt.com/2013/04/30/kefaya-says-tamarod-campaign-is-not-under-auspices-of-kefaya-movement/> (consulté le 7 juillet 2017)

président Morsi, demandant de nouvelles élections présidentielles. Les organisateurs de Tamarod ont également travaillé hors-ligne en Égypte, avec une récolte de signatures de citoyens égyptiens du pays entier pour leur pétition. Il est utile de souligner que la campagne hors-ligne s'est révélée bien plus efficace que celle sur Internet, malgré l'ouverture internationale de cette dernière : les organisateurs ont déclaré 22 millions de signatures contre un peu moins d'un demi-million de « j'aime » pour la page Facebook. Ce chiffre considérable dépasse largement le total des votes pour Morsi au second tour des élections présidentielles de l'année précédente, légèrement inférieur à 14 millions²⁸.

Un autre acteur fondamental de l'opposition à Morsi est représenté par le monde de la culture égyptienne dont la contribution, véhiculée par les nouveaux médias - et donc principalement par la jeunesse du pays - a obtenu une visibilité inédite au niveau global. La révolution du 30 juin 2013, bien plus que celle du 25 janvier 2011, permet d'analyser la campagne de solidarité transnationale menée par des différentes âmes de la contestation en s'appuyant sur des produits culturels et artistiques.

²⁸ CORNET, Catherine (2016), « In Tunisia la svolta storica degli islamisti apre una nuova pagina », *Internazionale*, 7 juin, <http://www.internazionale.it/opinione/catherine-cornet/2016/06/07/tunisia-congresso-ennahda> (consulté le 7 juillet 2017)

La démarche dissidente est, selon Said, une propension qui « a toujours caractérisé toutes les cultures » (Said 2014, 63). Le monde de l'art et de la culture a représenté en effet l'un des principaux terrains d'affrontement entre les partisans du Président Morsi, les représentants des Frères musulmans et les forces laïques, auxquelles la plupart du monde artistique et culturel égyptien appartient. Les vidéos et les images des occupations et des manifestations de protestation de centaines de poètes, peintres, photographes, musiciens, chanteurs et danseurs ont vite gagné la une des médias nouveaux et traditionnels du monde entier. Les artistes, à travers leurs créations, étaient ainsi devenus les représentants du mécontentement populaire envers les politiques menées par l'administration Morsi.

Comme nous l'avons déjà souligné, une partie du monde de la culture était déjà engagé socialement et politiquement et ce phénomène doit être relié, comme le fait Said, à l'histoire même de l'Égypte contemporaine : « dans le vide moral créé, par exemple, par des républiques reposant sur des systèmes dynastiques comme celles des gouvernements d'Égypte, d'Irak, de Libye ou de Syrie, bien des gens se tournent alors vers les intellectuels, qu'ils soient religieux ou laïques (à prédominance masculine), pour un leadership qui n'est plus incarné par l'autorité politique, bien que la spécialité des gouvernements ait toujours été de s'assurer les services des intellectuels en guise de porte-paroles » (Said 2004, 213).

Un exemple antérieur de cette démarche se retrouve au sein du mouvement Kefaya, dont un des auteurs était justement représenté par les « Écrivains et Artistes pour le Changement » (Della Porta 2014, 102). Ce groupe liait la liberté politique à celle littéraire, artistique et académique, en s'opposant à toute forme de censure (Mehrez 2008, 8). Une approche que le monde de l'art et de la culture revendique dans le cadre de sa contestation de Morsi.

Selon les sympathisants de Morsi, l'un des mérites de l'ancien Président avait bien été celui de s'engager avec conviction dans une campagne contre la corruption, le blasphème, l'influence de la culture occidentale, c'est-à-dire tout ce qui est, dans leur perspective, *haraam*, impur et interdit par Dieu. Il n'est donc pas étonnant que la campagne contre l'islamisation des pratiques culturelles trouve en Saïd un appui théorique: « la fureur religieuse constitue peut-être la menace la plus dangereuse pour l'entreprise humaniste, parce qu'elle est par nature ouvertement antilaïque et antidémocratique, et qu'elle est par définition, dans les aspects politiques de son monothéisme, aussi intolérablement inhumaine et aussi indéfendable qu'il est possible de l'être » (Saïd 2004, 101).

Dans cette perspective de confrontation et de censure, le Ministre de la Culture de Morsi, Alaa Abdel-Aziz, nommé le 7 mai 2013, avait commencé à remplacer les dirigeants des

principales institutions culturelles du pays²⁹, en nommant à leur place des fonctionnaires proches à la vision politique et religieuse des Frères musulmans. Cette démarche n'avait pas tardé à alarmer le monde culturel égyptien, préoccupé de voir son indépendance menacée par une nouvelle ère d'obscurantisme religieux. Le climat était bouillant, surtout suite aux déclarations de Gamal Hamed, membre ultraconservateur de la Shoura, selon lequel le ballet « est l'art de la nudité, source d'immoralité et obscénité parmi la population »³⁰. Le 30 mai, suite à la décision de renvoyer Ines Abdel-Dayem, directrice de l'Opéra du Caire, les protestations des artistes et des travailleurs du secteur créatif et culturel ont débuté. Les employés de l'Opéra, à travers les mots du chef d'orchestre Nayer Nagui³¹, proclament leur grève, avec le but d'empêcher l'installation d'un nouveau directeur et pour dénoncer « un plan détaillé visant à détruire la culture et les beaux-arts en Égypte ». La grève, il avait été précisé, aurait duré jusqu'à la démission du Ministre.

La solidarité de la part du secteur artistique égyptien a été immédiate et contagieuse, en induisant des centaines d'entre eux - avec la participation de critiques, académiciens et étudiants - à

²⁹ Le Directeur de l'Autorité Générale du Livre, le Directeur du Conseil des Beaux-Arts.

³⁰ MEKKY, Shounaz (2013), « 'Indecent' ballet? Egyptian Islamist lawmaker angers dancers », *Al Arabiya English*, 1er june, <http://english.alarabiya.net/en/life-style/art-and-culture/2013/06/01/Egypt-s-Islamist-lawmaker-says-ballet-is-obscene-artists-angry.html> (consulté le 7 juillet 2017)

³¹ Le vidéo de l'annonce de Nayer Nagui est disponible sur YouTube à l'adresse <https://youtu.be/IMlAm5dMzz0> (consulté le 7 juillet 2017)

occuper le siège du Ministère de la Culture. Cette occupation s'est déroulée sans aucune difficulté, grâce au soutien et à l'aide des employés du Ministère, nombre desquels avaient récemment reçu une communication de licenciement. Les finalités ultimes des occupants, réunis sous le nom de Front de la Liberté de la Créativité (*Freedom of Creativity Front*), sont annoncées au deuxième jour d'occupation avec un communiqué de presse, qui précise que la protestation ne se dresse pas exclusivement contre le Ministre, mais vise à dénoncer les politiques gouvernementales interprétant le pays comme « des dépouilles à diviser parmi supporters et sympathisants ». « Les autorités sont en train de chercher à changer l'essence de l'Égypte, en lui enlevant lentement l'hétérogénéité de sa culture », a déclaré la chanteuse d'opéra Dalia Farid Fadel au quotidien britannique *The Guardian*³².

Les leaders du mouvement - artistes affirmés de soixante et soixante-dix ans - depuis le début de l'occupation ont soigneusement coordonné les centaines d'artistes accourus du pays tout entier et défini ainsi soigneusement un programme d'événements culturels ouverts au public et gratuits. Les spectacles proposés couvrent toute forme d'arts : concerts de musique classique, pop, jazz et hip-hop, pièces de théâtre, chants traditionnels soufis et d'autres cultes, chants patriotiques,

³² LOVELUCK, Louisa (2013), « Egypt's culture 'under attack' from government, claim artists », *The Guardian*, 5 juin <http://www.theguardian.com/world/2013/jun/05/egypt-artists-protest-government-cuts> (consulté le 7 juillet 2017)

lectures de poésies, spectacles de danse, cirque et marionnettes, etc. Les organisateurs se sont d'ailleurs chargés de la célébration de la Journée Mondiale de la Musique, le 21 juin, avec la participation de l'orchestre de l'Opéra du Caire, aussi bien que de sa compagnie de ballet, de son Ensemble de la Musique Nationale Arabe et de son conservatoire.

Les spectacles ont souvent été marqués par un fort lien émotif entre artistes et public, renforcé par de fréquents échanges entre scène et parterre – échanges qui souvent prenaient la forme d'un dialogue entre les deux côtés de la révolte, comme celui qui a été rapporté par une jeune participante :

- Le ballet, est-il *haraam* ?
- Non !
- La poésie, est-elle *haraam* ?
- Non !
- La photographie, est-elle *haraam* ?
- Non !³³

Ce court extrait permet de saisir le sentiment de partage et la forte volonté de changer les politiques de son propre pays. Ce transport émotionnel et le riche programme d'activités culturelles gratuites et publiques ont fait de cette occupation un moment aussi bien d'engagement politique que de divertissement et de détente, comme cela paraît évident dans les

³³ LENT, Shawn Renee (2013), « How to Make An Attack on the Arts, Egyptian style », *blogue de l'autrice*, 12 juin, <http://shawnlent.com/?p=1399> (consulté le 7 juillet 2017)

vidéos de ces spectacles qui ont été mises en ligne sur Internet et ont ainsi pu être véhiculées sur les médias sociaux.

À noter en plus que, en phase avec les protestations de 2011, on ne remarque pas de véritables leaders nationaux des protestations, des figures capables de devenir la voix et le visage de la protestation. Les leaders de l'occupation du Ministère - artistes de professions - ont participé aux activités et les ont coordonnées sans pourtant se convertir en « révolutionnaires », selon la définition de Arendt, « ceux qui savent quand le pouvoir se retrouve dans les rues et quand ils peuvent le cueillir » (Arendt 1972, 206). Néanmoins, dans son travail de définition du programme d'activités, le Front de la Liberté de la Créativité - assisté par des ONG, des syndicats et des groupes informels d'étudiants et de citoyens, a su soulever l'attention nationale et internationale sur l'indépendance des artistes et sur la production culturelle de religions autres que l'Islam - en évidente opposition avec les politiques gouvernementales. Dans ce choix, une place particulière a été offerte à la tradition copte, mais sur la scène se sont également succédé des artistes chiïtes, ou ouvertement athées et agnostiques. Cette programmation culturelle représentait en soi un exemple de politique culturelle alternative à celle menée par le gouvernement, qu'elle défiait à travers la mise en valeur de la diversité culturelle et religieuse, dans un geste contestataire où créativité, art et engagement civique se mêlent dans un mélange capable d'attirer un public nombreux et participant³⁴.

³⁴ Parmi les vidéos on signale :

L'occupation du Ministère de la Culture a été émulée dans autres villes égyptiennes, notamment à Alexandrie avec l'occupation du théâtre Beiram El-Tonsi, où plus de 600 artistes de différentes disciplines se sont mobilisés dans l'organisation de spectacles, de sit-in et de débats sur la politique culturelle du pays, sur les rapports à entretenir avec les mouvements d'opposition et sur le rôle à confier aux médias étrangers.

Malgré le soigneux travail d'organisation, ces événements se sont à plusieurs reprises déroulés dans une ambiance tendue, à cause des menaces des sympathisants du gouvernement Morsi - des actes de violence ont eu lieu le 11 juin au Caire et le 24 juin à Alexandrie. Suite à ces événements, la police a choisi de surveiller les endroits concernés par les activités culturelles de contestation, en se limitant à intervenir à l'occasion de quelques bagarres.

Le travail de la police a d'ailleurs bénéficié du soutien informel des groupes de supporters d'équipes de football. La sécurité des occupations a ainsi été garantie, au prix de quelques chants de stade se superposant à la musique et aux chants des artistes.

-
- la Compagnie de Ballet du Caire qui joue des extraits de Zorba le Grec : <https://youtu.be/0R0KLOI2FCQ> (consulté le 7 juillet 2017)
 - la performance de la célèbre joueuse de marimba Nesma Abdel Aziz sur Marimba : https://youtu.be/7L1TRJ_30I (consulté le 7 juillet 2017)

La portée et la visibilité atteintes par ces événements ont fait que ce qui avait commencé comme un acte d'opposition au Ministre de la Culture s'est vite transformé en un défi à la crédibilité du gouvernement tout entier, un défi capable de gagner la sympathie et le soutien d'une bonne partie de la population, en imprimant un nouvel élan à la campagne Tamarod et à son appel à manifester le 30 juin.

Symboliquement, c'est à partir du Ministère de la Culture qu'est parti le grand cortège du 30 juin, que plusieurs médias ont présenté comme la plus grande manifestation de l'histoire de l'Homme. Il s'agissait d'un rassemblement sans doute historique, avec la participation de millions d'Égyptiens et fort probablement plus importante que celles qui se sont déroulées contre Moubarak, mais il est difficile de saisir son ampleur : le chiffre le plus fréquemment cité, celui de 30 millions de participants dans toute l'Égypte entière, se révélant sans doute exagéré pour une population d'environ 80 millions d'habitants³⁵.

Les occupants se sont divisés en trois groupes : le premier et le plus important a participé au cortège pour la place Tahrir, avec des affiches invoquant les démissions de Morsi. Le deuxième groupe est resté dans le bâtiment du Ministère et le troisième a contribué à la mise en place d'hôpitaux de campagne - pour la plupart non utilisés.

³⁵ ALEXANDER, Ruth (2013), « Counting crowds: Was Egypt's uprising the biggest ever? », *BBC News*, 16 juillet, <http://www.bbc.com/news/magazine-23312656> (consulté le 7 juillet 2017)

1.10 Chute de Morsi et prise de pouvoir d'Al-Sisi

Le premier juillet, le général Abdel Fattah Al-Sisi, chef de l'armée et ministre de la Défense, lance, dans un message à la télévision d'État, un ultimatum au gouvernement de Morsi, en lui donnant 48 heures pour répondre aux demandes des manifestants où l'Armée imposera sa propre feuille de route pour sortir de la crise, un message lu par les sympathisants de Morsi comme une menace de coup d'État militaire³⁶.

Le 3 juillet, dans une autre annonce à la télévision, le général Al-Sisi évince Morsi à cause de sa faillite dans la réalisation de « l'espoir pour un consensus national³⁷ », suspend la constitution et annonce l'installation d'un gouvernement en intérim présidé par le président de la cour constitutionnelle, le juge Adli Mansour. Cette démarche est tout de suite dénoncée par Morsi, arrêté par les militaires, comme un coup d'État. Cette interprétation correcte doit tout de même tenir compte du soutien populaire majoritaire de ce geste, étant donné que la population égyptienne avait, pour la plupart, tourné le dos au

³⁶ KIRKPATRICK, David D. et FAHIM, Kareem (2013b), « Morsi Faces Ultimatum as Allies Speak of Military 'Coup' », *The New York Times* du 1er juillet 2013, <http://www.nytimes.com/2013/07/02/world/middleeast/egypt-protests.html?hp> (consulté le 7 juillet 2017)

³⁷ KIRKPATRICK, David D. (2013b), « Army Ousts Egypt's President; Morsi Is Taken Into Military Custody », *The New York Times*, 3 juillet

premier président élu du pays. Ce geste a été fêté par la vague anti-Morsi, mais, en même temps, à forte valeur contre-révolutionnaire, représentant un retour à la tutelle militaire de la politique égyptienne, comme le soulignent Rougier et Lacroix (2015, 5), « une majorité d'Égyptiens, fatigués par une révolution qui ne tenait pas ses promesses sociales, applaudirent la perspective d'un retour à l'ordre ».

Le 3 juillet 2013 a ainsi eu comme conséquence le rétablissement du rôle de l'armée en Égypte. L'accent a été tout de suite mis par Al-Sisi sur l'État - un État que le président s'est donné la tâche de stabiliser et d'agrandir et pour lequel les citoyens doivent être prêts à faire des sacrifices. « L'élément central en Égypte est l'État et le régime est l'État », souligne Marina Ottaway (2015, 15), qui n'exige pas à appeler cette vision totalitaire - une vision qui pourra difficilement devenir réalité à cause de, ou grâce à, un pays « trop désorganisé », des institutions « trop inefficaces » et une population « trop indisciplinée » (ibid., 28). Les politiques mises en place visent à ce but : le général n'a jamais parlé de rétablir la démocratie en Égypte, peinte comme un luxe que le pays ne peut pas se permettre à présent³⁸.

Le massacre du sit-in pro-Morsi des places Rabaa et Al-Nahda du 14 août 2013 a montré l'approche du nouveau régime

³⁸ GARDNER, David (2014), « Sisi keeps policy vague and democracy off the agenda in Egypt », *Financial Times*, 18 mai, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/d216eed4-de8a-11e3-b46b-00144feabdc0.html#axzz3ee6gBVtU> (consulté le 7 juillet 2017)

à l'opposition. Human Right Watch estime au moins 1 150 civils tués entre juillet et août 2013, entre 817 et 1 000, voire plus, pour le seul sit-in de Rabaa, présenté comme « une des plus larges tueries de manifestants au monde dans un seul jour de l'histoire récente », censé être un « crime contre l'humanité »³⁹. Le prix Nobel de la paix Mohamed El Baradei, vice-président en intérim, démissionne en signe de protestation et de nombreuses protestations s'élèvent à l'étranger, y compris celle du président des États-Unis Barack Obama⁴⁰.

La constitution égyptienne, rédigée par un comité d'experts non élus pour remplacer celle approuvée sous Morsi, contient une longue liste des droits des citoyens, mais se montre très peu démocratique en ce qui concerne l'armée, un pouvoir indépendant à l'intérieur de l'État : son budget n'est pas soumis à l'approbation du parlement et c'est elle qui choisit directement le Ministre de la Défense - fonction que Al-Sisi remplissait dans le gouvernement Morsi.

L'élection présidentielle de mai 2014 a marqué la victoire attendue du général ou mieux son plébiscite - le pouvoir étant déjà dans ses mains en tant qu'exécuteur principal de la fin de la présidence Morsi et étant en compétition avec une seule autre

³⁹ Human Rights Watch, « Egypt: Rab'a Killings Likely Crimes against Humanity », 12 août 2014, <https://www.hrw.org/news/2014/08/12/egypt-raba-killings-likely-crimes-against-humanity>

⁴⁰ LANDLER, Mark et BAKER, Peter, « His Options Few, Obama Rebukes Egypt's Leaders », *The New York Times*, 3 juillet, <http://www.nytimes.com/2013/08/16/world/middleeast/obama-statement-on-egypt.html?pagewanted=all> (consulté le 7 juillet 2017)

candidature très faible, celle du nassériste Hamdeen Sabbahi, déjà candidat aux élections de 2012.

1.11 Six ans après. Tunisie et Égypte

Six ans après la chute du système de Moubarak, date emblématique du Printemps arabe, le bilan est différent en Égypte et en Tunisie. Si le premier pays vit une restauration du pouvoir de l'armée, la deuxième est engagée dans une transition démocratique complexe.

La Tunisie est le seul pays touché par les émeutes du Printemps arabe à avoir réalisé un vrai progrès en termes de liberté et de lutte contre la corruption et c'est aussi le seul pays à avoir obtenu une indépendance des pressions des puissances régionales.

La déposition de Morsi a ainsi eu un fort écho en Tunisie. Le parti islamocconservateur Ennahda, première force politique du pays, après une tension politique à la limite de la guerre civile et marquée par les meurtres politiques des opposants de gauche Mohamed Brahmî et Chokri Belaïd, craignant peut-être de subir le même sort que les Frères musulmans égyptiens, a décidé de collaborer avec l'opposition dans la rédaction d'une constitution qui s'est confirmée la plus avancée de la région. Le parti tunisien est allé bien plus loin que cela : comme l'a annoncé son fondateur

Ghannouchi dans un entretien avec le quotidien Le Monde⁴¹, « depuis la Révolution de 2011 et l'adoption de la Constitution de 2014, l'Islam politique a perdu sa "justification" en Tunisie [...] Nous affirmons qu'Ennahda est un parti politique, démocratique et civil, et qui a un référentiel de valeurs civilisationnelles musulmanes et modernes ». Ces déclarations anticipent la décision prise au dixième congrès d'Ennahda, du 20 au 22 mai 2015, d'abandonner la *dawa*, l'activité ayant pour fin la diffusion du message religieux. Ces déclarations et cette décision sont inattendues pour les observateurs des évolutions politiques tunisiennes : comme le remarque Catherine Cornet, dans l'Assemblée constituante, de 2012 à 2014, « la séparation entre politique et religion était déjà présente, et maintenant elle correspond surtout à la volonté d'Ennahda de se normaliser, de devenir un parti politique acceptable, avec lequel il est possible de s'allier »⁴².

La Tunisie se trouve néanmoins dans une situation politiquement très fragile. D'un point de vue économique, la révolution a engendré des conséquences immédiates très négatives, qui ont empiré la situation socio-économique des

⁴¹ BOBIN, Frédéric (2016), « Rached Ghannouchi: "Il n'y a plus de justification à l'islam politique en Tunisie" » , *Le Monde*, 19 mai, http://www.lemonde.fr/international/article/2016/05/19/rached-ghannouchi-il-n-y-a-plus-de-justification-a-l-islam-politique-en-tunisie_4921904_3210.html (consulté le 7 juillet 2017)

⁴² CORNET, Catherine (2016), « In Tunisia la svolta storica degli islamisti apre una nuova pagina » , *Internazionale*, 7 juin, <http://www.internazionale.it/opinione/catherine-cornet/2016/06/07/tunisia-congresso-annahda> (consulté le 7 juillet 2017)

citoyens tunisiens (comme égyptiens). En Tunisie en particulier, la pauvreté toujours très répandue est souvent lue comme une des causes principales du succès de la propagande de *Daech* parmi les jeunes Tunisiens. Sa force d'attractivité parmi les jeunes de la région - environ 5 000 jeunes Tunisiens se sont unis aux forces de *Daech* en Syrie (Colombo 2016, 20) représente d'ailleurs un élément utile pour comprendre la facilité avec laquelle une pensée radicale arrive à séduire une partie d'une jeunesse qui ne se sent pas liée aux institutions qui ont succédé au régime contre lequel elle s'est soulevée.

Dans l'Égypte du général Al-Sisi, le mécontentement populaire est bien plus marqué et sa sévère répression du Ministère de l'Intérieur est en train de nuire à la réputation internationale du gouvernement. En deux ans, entre 21 000 et 41 000 opposants ont été incarcérés (Paci 2016), dans des conditions souvent très dures : dans les prisons égyptiennes ne se trouvent que des sympathisants des Frères musulmans (leur parti ayant été déclaré une organisation terroriste), mais aussi des marxistes, des libéraux et des athées. De plus, Human Rights Watch, dans son rapport mondial de 2017, estime à environ 7 400 les procès de civils instruits devant des tribunaux militaires, une mesure rendue possible par un décret de 2014 qui a élargi la compétence de ces tribunaux⁴³.

⁴³ Human Right Watch, *Rapport Mondial 2017 - Égypte*, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2017/country-chapters/298315> (consulté le 7 juillet 2017)

Le gouvernement s'est montré particulièrement sévère avec les journalistes, avec de nombreuses perquisitions, fermetures de journaux d'opposition et avec l'arrestation de nombreux d'entre eux - y compris de Yahia Galash, chef du syndicat des journalistes - accusés de donner de fausses informations ou d'inciter les lecteurs à participer à des protestations illégales⁴⁴. Il est ainsi possible de tracer une continuité entre la démarche intransigeante du président Morsi, avec le refus du dialogue avec les oppositions et l'absence de politiques inclusives et de dialogue : « Ce qui se passe aujourd'hui est le résultat de décennies de politique culturelle qui, tout en ouvrant de nouveaux espaces de confrontation et de dialogue, dans la phase de crise recherche de la cohésion on tournant envers la stricte fermeture du groupe, ce qui conduit à la juxtaposition intransigeante »⁴⁵.

Les partis politiques existent en Égypte, mais leur portée est très limitée, suite aussi à leur incapacité à former un front uni pour contrer le président Al-Sisi : cela explique pourquoi les partis politiques ont attiré si peu de jeunes⁴⁶. Ainsi, plus que les partis politiques, limités par le régime et eux-mêmes, ce sont les organisations de la société civile qui attirent le plus les jeunes⁴⁷,

⁴⁴ SAID, (2016), « Breaking the back of the Journalist Syndicate », *Mada Masr*, 1er juin, <http://www.madamasr.com/sections/politics/breaking-back-journalists-syndicate> (consulté le 7 juillet 2017)

⁴⁵ CORRAO Francesca Maria, in MELIDORO et SIBILIO 2014, 228

⁴⁶ *Arab youth: Look forward in anger*, The Economist du 6 août 2016, 16-18

⁴⁷ Selon Barbara Ibrahim de l'Université Américaine du Caire, citée dans « Arab youth: Look forward in anger », The Economist du 6 août 2016, 16-18

malgré qu'elles soient devenues la cible principale des attaques du régime. Le régime s'est révélé particulièrement sévère envers les organisations juvéniles égyptiennes. Le Mouvement du 6 avril, mentionné auparavant, qui avait montré sa capacité à mobiliser les citoyens à partir du 25 janvier 2011, n'avait pas arrêté sa voix critique après la prise du pouvoir d'Al-Sisi. Il subit ainsi une dure répression - la plupart de ses leaders se trouvent en prison avec de longues peines.

Le strict contrôle sur les manifestations et les rassemblements politiques a poussé le mécontentement à abandonner la rue et à exploiter encore plus les opportunités offertes par les réseaux sociaux, où le sentiment de désillusion envers le pouvoir public trouve une ample visibilité, comme il sera analysé dans la prochaine partie de la thèse.

Le chômage et le manque d'opportunité pour les jeunes, dont le rôle, on l'a souligné, a été central dans le déclenchement des révoltes contre Moubarak, restent des défis centraux pour la jeunesse égyptienne, et tout particulièrement pour la partie la plus éduquée : 34 % des jeunes avec une formation universitaire étaient au chômage en 2014, contre 2 % de ceux qui n'ont pas terminé leur éducation primaire⁴⁸. L'inégalité entre les sexes reste également un problème : 65 % des jeunes femmes entre 15 et 24 ans étaient au chômage, contre 33 % des jeunes hommes (ibid.)⁴⁹.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

La situation du Mouvement Tamarod, dont le succès de la campagne anti-Morsi a été instrumental à la prise de pouvoir d'Al-Sisi est différente et plus complexe. Des écoutes téléphoniques, publiées par des sites liés aux Frères musulmans, semblent prouver leur infiltration dans les mouvements des services de sécurité et leur rôle dans les protestations du 30 juin, suite auxquelles a eu lieu l'intervention militaire guidée par Al-Sisi. Les écoutes semblent également révéler une contribution des Émirats arabes unis qui d'ailleurs, tout comme l'Arabie saoudite, avaient vite déclaré approuver la démarche d'Al-Sisi, devenant généreux commanditaire de son gouvernement⁵⁰.

Le groupe Taharor a été créé, branche de Tamarod contraire à l'étroite relation avec les militaires et avec le désir de lutter pour la démocratie en Égypte. Ce groupe, avec le Mouvement Juvénile 6 avril et d'autres groupes politiques, s'était engagé dans une récolte de signature pour la candidature d'El Baradei aux présidentielles de 2014, candidature qui n'aura pas lieu.

Malgré son étroite relation avec le pouvoir militaire, Tamarod, suite à l'élection d'Al-Sisi à la présidence, a été également limité dans sa portée.

Le site Operation Egypt, conçu par le groupe Anonymous pour véhiculer à l'échelle internationale les sentiments de mécontentement envers la gestion politique de l'Égypte, se rapproche même des théories du complot, en interprétant la chute de Morsi comme une étape d'un processus plus vaste :

⁵⁰ KIRKPATRICK, David D. (2015), « Recordings Suggest Emirates and Egyptian Military Pushed Ousting of Morsi », *The New York Times*, 1er mars. Le soutien de l'Arabie Saoudite à l'Égypte s'est affaibli suite aux désaccords entre les deux pays à propos du futur de la Syrie.

« Pour nous, Al-Sisi et Morsi sont des criminels qui ont un désaccord transitoire après deux ans et demi de coopération étroite. Al-Sisi a déjoué Morsi, et presque tous les politiciens égyptiens. Il avait un plan et l'a mis en œuvre avec brio. Les abus que nous voyons maintenant ne sont pas différents de ceux de l'époque de Morsi. [...] la soi-disant révolution n'existe pas, ou est morte. Sinon, il doit mourir. Pourquoi ? Simplement parce que c'est un mensonge. Comment ça se fait ? En regardant attentivement en arrière au cours des 4 dernières années, sans effet de flou politique, nous voyons tous les incidents dans le cadre d'un plan d'ensemble qui nous a conduit là où nous sommes maintenant. Le régime a utilisé la cupidité des dirigeants des Frères Musulmans, qui sont tombés pour l'appât comme ils l'ont fait en 1952 de la même manière »⁵¹.

L'encadrement historique fourni jusqu'à présent permet de lire une constante des « systèmes » égyptiens : une prédisposition à une contestation qui trouve dans le manque d'équité sa première cause. Autour de cette constatation se développe une réflexion sur l'inévitabilité des crises des régimes Moubarak et Morsi et de leurs interconnexions avec une dynamique régionale extérieure - la révolution tunisienne et l'élan révolutionnaire dans la région arabe, à la fois alimentés par les événements égyptiens.

L'histoire récente du pays semble donc suggérer que, si le gouvernement continue à s'opposer vigoureusement à toute possibilité de réforme et démocratisation, s'il ne met pas en place

⁵¹ <https://www.opeggypt.com/> (consulté le 7 juillet 2017)

des politiques économiques qui peuvent soulager le marché du travail et redresser l'économie nationale, la possibilité que la protestation gagne à nouveau les rues comme en 2011 et 2013, n'est pas à exclure, même s'il n'est pas facile de prévoir quand. « Dans le ventre [de l'Égypte] couve une troisième révolution », écrit Francesca Paci sur le site du groupe de réflexion italien Ispi (2016).

En même temps, le rôle des organisations pour la défense des droits de l'Homme, tels que Conseil National Égyptien pour les Droits Humains, est fortement limité. Suite à l'introduction d'une loi antiterroriste en 2014, une condamne à perpétuité est prévue pour les attaques à l'intérêt national et à la sécurité publique - tels que, selon le gouvernement, dénoncer les violations des droits de l'Homme ou obtenir des financements étrangers (Ottaway 2015, 22). En vertu de l'article 78 du Code pénal, ainsi amendé, les juges peuvent condamner à 25 ans de prison les employés d'ONG qui ont reçu un financement étranger pour « poursuivre des actes préjudiciables aux intérêts nationaux » - une mesure qui se place en triste continuité avec la répression que les ONG ont traditionnellement vécue en Égypte (Cofman Wittes 2013) et qui, selon Human Rights Watch, menace l'existence même des organisations non gouvernementales en matière de droits de l'Homme⁵².

⁵² Human Rights Watch, *Rapport Mondial 2017 - Égypte*, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2017/country-chapters/298315> (consulté le 7 juillet 2017)

DEUXIÈME PARTIE

Les auteurs de la communication transnationale : les jeunes égyptiens connectés

Depuis son déclenchement, le « Printemps arabe » a été associé, par les médias et les analystes du monde entier, à la jeunesse et aux réseaux sociaux, qui représentent respectivement l'accent de ce chapitre, ainsi que du suivant. La rencontre entre ces deux éléments, à la base de la communication solidaire transnationale, ne doit pourtant pas être généralisée : elle ne s'est vérifiée qu'avec une partie spécifique de la jeunesse égyptienne, qui sera donc présentée au cours des pages suivantes. En même temps, si la jeunesse des réseaux sociaux ne représentait qu'une partie des acteurs de la révolution, les chiffres de la participation aux révoltes du 25 janvier et du 30 juin montrent comment on ne peut pas parler, pour le cas national égyptien, d'une minorité quant au partage du message contestataire que cette jeunesse avait diffusé dans l'espace virtuel afin d'encourager le geste révolutionnaire⁵³.

⁵³ Cette capacité de la jeunesse égyptienne connectée de se faire porte-parole d'une bien plus large portion de la population nationale est encore plus

2.1 La jeunesse et la révolution

Le symbole même des révoltes, Mohamed Bouazizi, déjà cité précédemment, ne représente pas que les difficultés personnelles d'un jeune Tunisien humilié par le pouvoir et exaspéré par les injustices et inégalités qu'il avait subies, mais aussi la condition d'une génération entière dans les différents pays de la région. Jean-Pierre Filiu parle à cet égard d'« effet *chebab* ⁵⁴ », c'est-à-dire de « la croissance continue d'une population à la fois mieux éduquée et moins employée⁵⁵ » (Filiu 2011, 350).

Étudier les sociétés contemporaines des pays du sud et de l'est de la Méditerranée signifie en effet prendre en considération des pays très jeunes en termes de population. Les jeunes générations représentent la classe d'âge la plus importante - de 50 à 70 % de la population (Colombo 2016, 18-19) - et, comme déjà illustré, elles ont joué un rôle propulsif et indispensable dans les révolutions arabes, y compris la seconde révolution égyptienne, choisie comme cas d'étude pour analyser la portée et les stratégies de la contestation juvénile véhiculée par l'art et la culture.

évidente sur les réseaux sociaux qui, malgré les tentatives des régimes Moubarak et Morsi, n'ont pas pu canaliser un soutien considérable et avec un fort impact vers ces derniers.

⁵⁴ *Chebab* signifie jeunes en arabe.

Comme tout acteur social, la jeunesse égyptienne mérite une description qui prenne en considération de nombreux éléments qui, dans leur ensemble, forment des identités composites, imbriquées et en évolution : en plus de l'identité liée à l'âge, il est nécessaire de mettre l'accent sur la situation socio-économique, le parcours de formation, les appartenances politiques, religieuses et idéologiques, les opportunités pratiques de socialisation, etc. Afin de saisir cette identité composite, il est utile de suivre le choix de Silvia Colombo (2016, 19) concernant l'utilisation, comme cadre d'analyse de cette jeunesse, de la théorie intersectionnelle (*intersectional theory*), afin de prendre en considération les différentes variables et de saisir leurs rapports. Développée à partir de la fin des années 1960 pour l'analyse des interconnexions des mécanismes d'oppressions de la femme, cette théorie se base sur l'hypothèse que les principaux systèmes d'oppression (race, classe, sexe) s'imbriquent, plutôt qu'opérer séparément (Hancock 2011). Dans le contexte de cette recherche, cette approche se révèle surtout utile en ce qui concerne les sentiments et les raisons à la base de l'engagement politique des jeunes, dont la grammaire - décrite dans la quatrième partie de la thèse - révèle un sentiment d'oppression et exclusion, comme explicite clairement, malgré le recours à des figures rhétoriques, par le geste créateur de contestation. D'ailleurs, sans nécessairement adopter une telle approche, une bonne partie des études se focalisant sur la contribution des jeunes dans l'élancement et la conduite des révoltes, indique comme cause de première importance le

binôme exclusion/inclusion, souvent à la lumière de la pratique d'origine anglo-saxonne de *youth empowerment*, la mise en puissance des jeunes.

Ce travail considère également comme un de ses principaux cadres de référence les récentes réflexions de la sociologie de la jeunesse et de l'adolescence, en particulier celles liées au contexte euro-méditerranéen. Parmi ces dernières, on est particulièrement tributaire du cadre proposé par Breviglieri et Cicchelli dans le volume « Adolescences Méditerranéennes ». Les recherches présentées dans cet ouvrage, malgré l'hétérogénéité des terrains d'enquête, permettent de saisir une série de caractéristiques communes, qui deviennent des clés de lecture très pertinentes pour ce travail, notamment la « fragilité de la jeunesse au seuil du domaine public » et « les contraintes d'accessibilité qu'exigent les espaces publics à son égard » (Breviglieri et Cicchelli 2007, 14).

2.2 Définitions de jeune et de jeunesse

À la lumière de la multitude de définitions adoptées par différents auteurs, en différentes disciplines des sciences sociales, il paraît nécessaire de préciser les définitions des termes « jeune » et « jeunesse » adoptées dans ce travail.

Tout d'abord, à part pour sa valeur d'outil pour évaluer le poids démographique déjà mentionné des jeunes générations, on

n'utilisera pas une définition strictement biologique de la jeunesse (sur laquelle il n'existe d'ailleurs pas d'unanimité sur les limites d'âge à utiliser), pour lui préférer une définition sociale : « la jeunesse et la vieillesse ne sont pas des données, mais sont construites socialement », rappelait Bourdieu, en ajoutant que « l'âge est une donnée biologique socialement manipulée et manipulable ; et que le fait de parler des jeunes comme d'une unité sociale, d'un groupe constitué, doté d'intérêts communs, et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement, constitue déjà une manipulation évidente » (Bourdieu 1984).

On utilisera donc ici le mot jeunesse pour se référer à la période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, c'est-à-dire en encadrant la jeunesse en tant que construction sociale. En tant que telle, cette définition présente des limites mobiles, qui peuvent être différentes selon la société et être modifiées suite aux évolutions socio-économiques et culturelles, comme celles qui ont été esquissées au cours du chapitre précédent et dont les conséquences seront ici analysées plus en profondeur.

Dans le cas égyptien, mais également dans les cas arabe et méditerranéen, le passage entre jeunesse et âge adulte a été repoussé considérablement au cours des dernières années, à cause d'une série d'éléments qui ont profondément affecté le quotidien des jeunes. Ainsi, sans grande différence entre d'un pays à l'autre du monde arabe (à l'exception des monarchies du Golfe), la vie des jeunes est marquée par de fortes difficultés liées

au marché du travail (taux de chômage, sous-emploi et déqualification) : tout cela n'a évidemment pas manqué de contribuer à la diffusion des sentiments de frustration, désillusion, humiliation et abaissement qui constituent, selon l'opinion de la majorité des analystes politiques, la vraie base des révoltes du Printemps arabe.

Les difficultés à obtenir un emploi et la diffusion de l'emploi informel avec son manque de tutelle du travailleur, en tant qu'obstacles à l'indépendance économique du jeune de sa famille, repoussent les frontières de la jeunesse également de façon indirecte : elles engendrent un éloignement de l'horizon du mariage, en Égypte traditionnellement considéré comme un des marqueurs sociaux principaux du passage à l'âge adulte, car il correspond souvent à la sortie du jeune du foyer des parents. D'autres rites de passage traditionnels, tels que l'obtention d'un diplôme d'études supérieures ou l'entrée à l'université, ont d'ailleurs considérablement perdu leur importance, également à cause de la difficile situation du marché du travail, qui a poussé à la diffusion de la figure du « chômeur diplômé ».

Il faut bien préciser que les jeunes protagonistes des révoltes contre Moubarak et Morsi appartiennent à des contextes socio-économiques, culturels et locaux très différents les uns des autres. Comme anticipé, l'encadrement social ici proposé se réfère en effet à une partie de la jeunesse égyptienne, celle qui a contribué au geste communicatif de contestation à vocation transnationale. Il s'agit d'un groupe relativement homogène par

ses origines sociales, ses études, son rapport au politique et au religieux, son imaginaire culturel et son rapport avec les outils offerts par les nouveaux médias, éléments qui ont laissé une trace profonde dans son imaginaire culturel et son regard sur le monde. Les pages suivantes sont donc dédiées à l'encadrement des jeunes à travers de tels éléments, indispensables pour comprendre la genèse du geste contestataire et la grammaire de la communication transnationale créative à travers les outils offerts par les médias sociaux.

Cette partie de la jeunesse correspond ainsi à l'image partielle de la jeunesse égyptienne que les médias internationaux ont rendue célèbre, caractérisée, en utilisant les mots de Hoffman et Jamal (2012), comme « frustrée suite aux conditions économiques et politiques [...] plus libérales, moins religieuses, et plus favorables à la politique séculière ».

2.3 Portrait socio-économique et formatif

Du point de vue de l'origine sociale, la portion de la jeunesse égyptienne à laquelle on se réfère est issue de la bourgeoisie urbaine. Afin de permettre une maîtrise des langues étrangères suffisante pour une communication transnationale, une éducation internationale se révèle indispensable et cela implique en Égypte une relative aisance économique familiale,

qui puisse faire face aux coûts élevés des écoles et des universités privées étrangères ou de certaines sections payantes des universités publiques - telles que les filières francophones de droit et de gestion de l'Université d'Alexandrie⁵⁶.

Ce groupe privilégié partage néanmoins avec le reste de la jeunesse arabe un taux de chômage très marqué, comme anticipé dans la première partie de la thèse. Malgré la difficulté à parvenir à des statistiques précises à cause de la diffusion de l'emploi informel, la région arabe se présente à la dernière place mondiale en termes d'emploi juvénile, avec une moyenne de 25 % de chômage pour les jeunes entre 15 et 25 ans, et la diffusion de la figure du « chômeur diplômé » (Bonnefoy et Catusse 2013, 15). Une situation qui engendre de nombreuses conséquences, à commencer par la frustration naissante causée par la différence entre la montée des demandes d'emploi suscitée par les études et la réalité du marché du travail.

La difficulté de la jeunesse à atteindre son indépendance économique engendre d'autres conséquences importantes d'ordre social, notamment en ce qui concerne le mariage, dont l'horizon a été repoussé considérablement en Égypte au cours des dernières décennies. Pour ces raisons, comme le remarquent Bonnefoy et Catusse, « le temps de la "jeunesse" tend à s'étirer »,

⁵⁶ Page dédiée sur le site de l'Ambassade de France au Caire : <http://www.ambafrance-eg.org/L-Universite-d-Alexandrie> (consulté le 10 juillet 2017).

pouvant arriver à inclure ceux qui approchent de la quarantaine (2013, 16).

Un autre élément fondamental dans la formation de cette partie de la jeunesse égyptienne est représenté par une nouvelle approche de l'étranger, et tout particulièrement des cultures et sociétés différentes. Les récits de voyage, qui représentent depuis toujours un moyen de construire sa propre vision de l'étranger, ont désormais acquis une importance secondaire dans ce processus pour les jeunes qui constituent l'objet de cette étude.

« Tout le monde au Caire n'est pas connecté, et tout le monde n'est pas connecté de la même manière », remarque Peterson (2011, 2) : si les couches sociales les plus faibles dépendent encore des récits des parents ou amis qui se sont déplacés à l'étranger pour une période plus ou moins longue (y compris ceux qui se sont déplacés de manière permanente), la jeunesse égyptienne appartenant aux classes moyennes possède de nombreux outils pour se confronter directement à des personnes à l'étranger, à leurs idées et à leur production culturelle. Blogues, pages et groupes sur les réseaux sociaux, podcasts, streaming audiovisuel : s'il est vrai, comme le souligne Cardon, que la manque d'un contrôle préalable à la publication « lève aussi les effets de sélection sociale qui sont à l'œuvre dans l'espace public » qui se présente comme « très sélectif d'un point de vue social, sexuel et racial » (Cardon 2010, 40), il faut quand même remarquer, comme le fait Auray, que ces outils de communication demandent des compétences spécifiques étroitement influencées par le niveau d'études. Il parle à ce

propos de compétences *herméneutiques*, équivalentes à savoir « expertiser les sources d'un document », de compétences *dialogiques*, nécessaires à interagir sur les forums et les sites de partage de contenus - aussi bien que par les origines sociales familiales - et de compétences *sociales*, autrement dit la maîtrise du sens social, qui permet de « suivre les voies de l'hétérogénéité des rencontres, [de] varier son univers relationnel et [de] construire des ponts », une compétence qui manque aux classes populaires, dont les membres utilisent souvent le numérique « pour renforcer l'homophilie sociale » (Auray 2016, 130-142). La portée inédite de ces compétences sur les rapports à distance, aussi bien que la portée du cosmopolitisme esthétique qui en résulte, sera soulignée dans les chapitres suivants ; ici on se limite à remarquer leur impact dans la diffusion d'une sensibilité individualiste. En effet, si les conditions sociopolitiques, qui seront décrites dans les prochains paragraphes, peuvent être considérées comme moteurs d'exclusions des jeunes, comme l'une des causes principales du geste de contestation, il est utile de remarquer que, si ce dernier a pris une telle ampleur dans le cyberspace, il est tributaire des possibilités matérielles inédites d'exprimer son élan individualiste offert par les innovations technologiques.

Rushkoff souligne la mesure dans laquelle les jeunes en général se sont montrés plus adaptables aux changements culturels liés à l'utilisation des « médias personnels », comme le prouve non seulement leur maîtrise des réseaux sociaux, mais même la diffusion de certaines pratiques dans leur temps libre qui s'adaptent de plus en plus au partage sur réseau social

(Rushkoff 2013). Il s'agit de pratiques qui définissent l'identité même de cette partie de la jeunesse égyptienne : comme le remarque Peterson, pour ces derniers « ces biens et services ne sont pas des luxes, mais des nécessités » (Peterson 2011, 2).

Ce seront en effet les éléments d'expression individuelle offerts par l'architecture de Facebook, c'est-à-dire le « j'aime », le partage et le commentaire, qui constitueront le moyen d'évaluation des publications visant à créer une communication solidaire transnationale (voir chapitre 4.8).

Comme les pages suivantes le rendront explicite, l'individualisme à l'ère de la globalisation et de l'interconnexion ne constitue donc pas un obstacle à la solidarité, mais en façonne en profondeur les dynamiques. Cela apparaît bien évident dans les pratiques hébergées dans des espaces publics virtuels, tels que les pages et les groupes Facebook : les frontières ne constituent plus des limites dans les causes à soutenir, mais l'abondance de ces dernières – de la lutte contre le changement climatique à celle de soutien aux minorités, en passant par la lutte contre la corruption, etc. – dans leurs innombrables déclinaisons locales, nationales, régionales et internationales, rendent le choix nécessaire. Ce choix contribue bien évidemment à la définition de soi, à travers l'appartenance à des communautés de soutien qui dépassent souvent celles reçues à la naissance (nationalité, culture, religion, etc.).

2.4 Rapport au politique

« Par leur courage et leur engagement, les jeunes, y compris en s'organisant en comités de quartier dans les premiers jours suivant le départ de Ben Ali, ont regagné une place de premier plan dans la société et ils ont fait preuve d'une conscience sociale et politique qui avait totalement échappé à leurs aînés, conscience que ces derniers n'imaginaient même pas » (Dakhliya 2011, 91).

Ce paragraphe, consacré à la jeunesse tunisienne, se révèle également tout à fait pertinent pour le cas égyptien, dans lequel un activisme juvénile d'une telle portée était également inattendu. Bien sûr, ce geste avait des précédents, desquels il reprend plusieurs éléments en termes d'organisation et de communication du geste contestataire (notamment le Mouvement du 6 avril, voir chapitre 1.4), mais la révolution du 25 janvier se place sur une autre échelle, tout d'abord en ce qui concerne l'ampleur et la nature de son adhésion, jamais aussi massive et engagée. Un geste inattendu, tributaire en grande partie d'éléments contingents tels que le succès de la révolte tunisienne, mais qui nécessite, pour être compris, une analyse du rapport des jeunes égyptiens à la politique.

La formation politique de ces jeunes se réalise au cours des décennies décrites auparavant et marquées par un régime autoritaire et répressif et par les nombreux obstacles à surmonter pour atteindre une place dans la société. Il s'agit, on l'a déjà illustré, d'un phénomène régional. Il n'est donc pas étonnant

qu'en 2017 les inégalités économiques liées aux revenus sont perçues par la jeunesse du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord comme les plus nuisibles parmi les formes de discrimination dans la région, et l'égalité dans l'accès aux opportunités comme le principal manque à combler pour rendre les individus plus libres⁵⁷.

L'élément du politique mérite d'être analysé dans une double perspective - celle de la politique intérieure, qui peut être résumée comme les différentes formes qui assument le rapport entre pouvoir politique/économique et jeunes/groupes de jeunes (politiques sociales, juvéniles en particulier ; objectifs politiques des groupes choisis ; influence jouée dans ces politiques et dans leur réalisation par d'autres pouvoirs tels les ONG et les mouvements religieux, etc.) et celle de la politique internationale, notamment pour l'appui des mouvements juvéniles de critique et d'autres acteurs internationaux, tels que les ONG basées à l'étranger, les organisations internationales et les gouvernements d'États. À cet égard, l'écart entre cette génération et les précédentes paraît évident : l'absence d'un

⁵⁷ Enquête effectuée au printemps 2017 par le World Economic Forum sur 1955 jeunes (18-35 ans) du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Après la discrimination liée aux revenus (30,7 % des personnes interrogées), les autres formes de discrimination perçues comme plus nuisibles sont axées sur la religion (14,3 %), l'accès aux ressources (14,3 %) et le sexe (12,6 %). En ce qui concerne les instruments pour augmenter la liberté au sein de la société, 43,7 % des personnes interrogées considèrent prioritaire l'égalité dans l'accès aux opportunités, 34 % la possibilité de vivre sans peur et 31,7 % la possibilité de choisir librement l'endroit où vivre et travailler. *The Global Shapers Survey 2017*, World Economic Forum, disponible sur <http://shaperssurvey2017.org/> (consulté le 31 août 2017).

grand épisode d'affrontement international capable de marquer une génération entière, face aux guerres avec Israël pour la génération des parents et à la colonisation pour celle des grands-parents (El Chazli 2013, 359).

La nouvelle génération, selon Olivier Roy⁵⁸, peut être définie comme « pluraliste, sans doute parce qu'elle est aussi plus individualiste ». Un mois après la chute de Ben Ali, l'académicien français soulignait néanmoins, dans les pages du Monde du 12 février 2011, le manque d'un cadre idéologique précis. Un cadre qui n'est donc pas religieux, malgré la participation des Frères musulmans aux révoltes et leur affirmation électorale suite à la révolution, ce qui qualifie les révoltes comme post-islamistes, à la différence des grandes révoltes islamistes des années 1970 et 1980. « Ils expriment avant tout un rejet des dictatures corrompues et une demande de démocratie » en utilisant des slogans tous « pragmatiques et concrets ». L'Islam, le nationalisme, les théories du complot, et même le panarabisme, malgré « l'effet de mimétisme qui jette les Égyptiens et les Yéménites dans la rue à la suite des événements de Tunis », ne font plus partie des slogans. Il semble possible de mettre en relation cette interprétation avec celle proposée par Marco Bontempi (2011) relative aux conditions de la construction sociale de la jeunesse et à sa participation politique au sud de la Méditerranée : des jeunes « autrement modernes », c'est-à-dire caractérisés par une modernité multiple, où on repère des éléments culturellement spécifiques ; on utilisera cet accent placé

⁵⁸ ROY, Olivier, éditorial du Monde du 12 février 2011

sur les « variables locales du même modèle de modernité » de manière de comprendre complètement la nature et la genèse des messages des acteurs sociaux choisis.

2.5 Entre dépolitisation, politique informelle et activisme

Afin de mieux saisir la nature de l'activisme politique qui a été exprimée par ces jeunes Égyptiens, il est utile de partir d'un fait, universellement reconnu, que la jeunesse arabe a joué, à partir de l'immolation même de Bouazizi, un rôle décisif dans les révoltes, comme souligné dans le chapitre précédent.

Cette renommée ne doit pas s'abstraire du processus d'engagement politique de cette jeunesse. Pour le seul cas de l'Égypte, on l'a déjà mentionné, les jeunes ont animé les différents mouvements de protestations précédents, tels que la campagne Kefaya ou le Mouvement du 6 avril. Cet activisme juvénile, comme le souligne Silvia Colombo à propos du contexte arabe entier, « ne peut pas être confié à une seule catégorie d'actes étant donné qu'il inclut des actions finalisées à poursuivre des changements structurels et de long terme sur un plan intérieur, en termes de législation et politique et à promouvoir une amélioration des conditions individuelles » (Colombo 2016, 16).

De plus, si le geste contestataire des jeunes présente un fort encadrement dans la situation politique nationale, dans son attaque au régime et dans ses revendications, il est nécessaire de préciser qu'il n'est souvent pas possible de l'encadrer dans une logique traditionnelle d'appartenance à une vision politique précise.

Ainsi, l'analyse des revendications, des slogans, du produit de communications élaborés par les jeunes contestataires (y compris les publications sur Facebook, qui seront analysées dans la dernière partie de la thèse) montre qu'il n'y a donc pas de continuité dans ce sens avec les mouvements de contestation des étudiants d'université des années 1960 et 1970. Celle génération, non différemment des étudiants sur l'autre rive de la Méditerranée, défiaient le statut, en s'appuyant sur une appartenance au marxisme, au panarabisme ou, plus tard, à l'islamisme (Corrao 2011). Comme le remarque Malika Zeghal, au cours de la première vague de révoltes, la nouvelle génération descendue dans la rue n'a pas eu recours à une des deux « généalogies de liberté », libérale ou islamique, car « ils considèrent que la résistance à l'oppression n'est pas définie par l'origine culturelle ». La jeunesse a ainsi affronté le système de pouvoir de Ben Ali et de Moubarak à travers « des narrations qui transcendent celles communément utilisées par les deux champs ». Malgré la remontée des deux instances, Zeghal souligne la « possibilité d'un nouvel ordre politique dans lequel ces deux blocs seront moins importants » (Zeghal 2011, 19). L'analyse qualitative effectuée montre comment la

communication pour un public international de l'opposition à Morsi n'est pas non plus liée à un encadrement idéologique précis, mais, comme les résultats de la recherche qualitative le mettent en lumière, fait plutôt référence à un imaginaire culturel et à une grammaire qu'on peut définir comme cosmopolites (voir chapitre 4.1).

Ces dynamiques ne signifient pas l'absence d'adhésion à des structures telles que les partis, les groupes formels et informels, les ONG, etc. Il s'agit d'instances présentes dans la société égyptienne, qui ont d'ailleurs joué un rôle important dans les révolutions (dont l'origine, on l'a déjà souligné, est populaire et ne peut pas être revendiquée par un parti ou un courant politique spécifique), avec une forte présence en ligne et hors-ligne, mais aucune d'entre elles n'a caractérisé de façon prépondérante le geste contestataire. Ces réalités, inspirées de principes différents, ont d'ailleurs su s'unir par l'engagement dans la lutte au régime et ont été capables, au moment des révolutions, de former le « consensus de Tahrir ». Ce qui lie les différents acteurs, la nouvelle attention envers les droits de l'Homme et les droits des acteurs civiques dont on parla au chapitre 1.2, a poussé, selon Roy, différents mouvements religieux à entamer d'étroites relations avec les ONG laïques et les activistes des droits de l'Homme qui étaient en train d'émerger, à une critique au régime beaucoup plus sévère envers les partis de l'opposition officielle tolérés par les régimes. Il s'agit ainsi d'expressions d'une société civile qui, comme le souligne Hamit Bozarslan, « s'était autonomisée par rapport au pouvoir

qui n'arrivait plus à lire les quartiers, les banlieues, les villes de province » (Aubert et Bozarslan 2011, 11). Afin de comprendre la naissance de ce sentiment, il semble utile de faire également référence à la « crise de confiance dans les institutions représentatives » dont parle Dakhlià à propos du cas tunisien (2011, 101) : la diffusion des inégalités, de la corruption, du clientélisme et de toute autre forme d'inefficience du pouvoir politique ne peuvent qu'avoir contribué aux difficultés des partis politiques à être perçus par les citoyens comme des structures crédibles et dignes de confiance.

Le consensus de Tahrir, on l'a déjà souligné, s'était montré néanmoins éphémère, une fois accompli son but premier, celui de la chute du président Moubarak. Les intérêts de particuliers ont recommencé à être affirmés devant ceux concertés avec les autres acteurs de la révolution. La présidence Morsi et son épilogue par la main de l'armée rend encore plus explicite ce hiatus, jusqu'à arriver à l'exclusion de la scène politique de la Confrérie et de tout mouvement similaire.

2.6 L'influence du cadre politique international

Les évolutions du cadre politique international ont également influencé la communication politique de ces jeunes « connectés », capables de réagir et d'interagir à propos d'idées

et d'événements dont l'origine se situe en dehors des frontières nationales, mais qui sont perçus comme importants et pertinents.

Bien évidemment, l'opinion publique égyptienne avait à plusieurs reprises montré sa réaction aux événements étrangers des dernières décennies, comme l'ont montré les mobilisations à propos de la situation en Palestine ou de la guerre en Irak (voir chapitre 1.4). Les récits de ces événements, véhiculés par les médias, étaient intégrés dans la communication des forces politiques et de la société civile. Les dynamiques à partir de l'hiver 2010/2011 dépassent ces pratiques, car on assiste à un rapport à l'international de nature inédite, plus interactif, où les usagers et les groupes formels et informels communiquent directement.

Ces dynamiques semblent dériver des évolutions des équilibres internationaux affectants la région, aussi bien que des nouveaux outils d'information et de réaction à ces événements offerts par les nouveaux médias. En ce qui concerne le premier point (le second sera traité dans le chapitre suivant), celui des évolutions des équilibres internationaux - nourrissant les opportunités discursives des jeunes Égyptiens - l'élément principal de nouveauté est représenté par la présence de références aux contributions intellectuelles étrangères de façon plus libre. Divers éléments avaient jusqu'à récemment empêché un débat autonome, en dehors des instrumentalisation politiques, sur les doctrines occidentales, sur leurs aspects théoriques, aussi bien qu'appliqués ou revendiqués. La principale cause se trouve dans une situation géopolitique différente, dans laquelle parler de colonialisme (ou de

néocolonialisme) n'empêche pas le recours répandu à ces doctrines, et tout particulièrement à la démocratie, les années de l'interventionnisme néoconservateur de George W. Bush étant terminées. Comme le remarque Olivier Roy dans une analyse des causes des mouvements de contestations en Tunisie, qui est également un outil pour la compréhension du cas égyptien, il y a une « légitimité renouvelée » de la demande autochtone de démocratie : grâce paradoxalement à l'affaiblissement des États-Unis au Moyen-Orient et au pragmatisme de l'administration Obama, la démocratie « n'est plus un produit d'importation ».

Il n'y a pourtant pas que des doctrines occidentales qui sont importées dans le discours politique des jeunes égyptiens. L'influence de l'élément international sur les protestations analysées a été liée à d'autres doctrines étrangères : Francesca Corrao souligne par exemple l'influence de la pensée gandhienne dans ces mouvements, tout en particulier chez les jeunes (Corrao 2011).

Il est d'ailleurs toujours utile de préciser que l'engagement protestataire qui est l'objet d'étude ne peut pas être résumé dans le cadre d'une lutte pour les valeurs occidentales, mais plutôt pour des « principes » partagés au niveau transnational. Dans cette perspective s'insère la contribution de Domenico Melidoro (Melidoro et Sibilio 2014, 214-217), qui montre les similitudes entre le discours politique du Printemps arabe et une interprétation minimale de la libéral-démocratie, où le libéralisme est conçu non comme théorie individualiste et rationaliste - ses aspects qui peuvent le plus se considérer comme résultat d'une évolution historique occidentale -, mais dans une

perspective « minimale », comme théorie des limites au pouvoir étatique. Dans cette vision, la démocratie est conçue comme forme de gouvernement marquée par « un ensemble d'institutions politiques finalisées à la formulation de décisions collectives, c'est-à-dire élections libres, suffrage universel, règle de majorité, etc. ». Melidoro, qui précise que cette interprétation ne s'adapte bien évidemment pas aux composantes des révolutions arabes qui visent à substituer des régimes autoritaires avec des théocraties, souligne comment cette conception minimale de libéral-démocratie peut, dans certaines limites, « répondre aux demandes de justice et de démocratie formulées par les jeunes en révolte sur les places des villes les plus importantes du Moyen-Orient ».

De plus, l'influence étrangère peut être insérée parmi les causes du niveau de politisation de la jeunesse en termes d'aptitude au débat et au pluralisme. Dakhliya parle, pour le cas tunisien, de l'« implication politique par substitution » : une formation au langage et aux dynamiques de la politique pluraliste et démocratique véhiculée par les médias français et italiens. Dakhliya mentionne également une possible influence de la pratique d'Al Jazeera de transmettre des débats contradictoires, ainsi que du rôle des réseaux sociaux Twitter et Facebook, « symptôme[s] de cette aspiration à vivre le débat et le pluralisme » (Dakhliya 2011, 100). L'apprentissage au débat démocratique est d'ailleurs au centre d'un des programmes internationaux les plus célèbres parmi ceux dédiés à la formation de la jeunesse arabe, *Young Arab Voices*. Ce dernier, fruit de la collaboration entre le British Council et la Fondation Anna

Lindh, a été lancé en Égypte en 2011 avec pour but de former les jeunes au dialogue, au respect de l'opinion d'autrui et à la recherche de solutions partagées. L'initiative est ensuite élargie aux jeunes du Maroc, d'Algérie, de Libye et de Jordanie, pour un total de plus de quatre-vingt mille jeunes participants à des centaines de groupes de discussions. Parmi les thèmes abordés au cours du débat, la plupart sont liés au présent et à l'avenir des sociétés, et ils comprennent également des sujets très sensibles et controversés, tels que la liberté d'expression, les droits des femmes, l'euthanasie, la libéralisation des drogues, le rôle de la religion au sein de l'État. Le manuel fourni aux participants, intitulé « Le débat public en principes et pratique », fait d'ailleurs référence directement aux démocraties libérales anglaise et américaine : le paragraphe « Débattre dans des démocraties » affirme que « Le débat fait parti des systèmes de gouvernement démocratiques, où les organes délibérants, tels que les parlements et les assemblées législatives s'engagent dans des débats. Des débats formels entre les candidats aux fonctions électives, tels que les débats des dirigeants au Royaume-Uni et les débats des candidats présidentiels aux États-Unis sont également courants dans les États démocratiques. Le résultat de tels débats est souvent déterminé par un vote des membres du public, législateurs élus ou détenteurs de droit de vote à travers une élection générale »⁵⁹. Dans le cadre du programme, des compétitions de débat sont organisées au niveau régional,

⁵⁹ Young Arab Voices, *Public Debating in Principle and Practice*, 5, http://www.youngarabvoices.org/sites/default/files/training-materials/public_debating_-_principle_and_practice.pdf (consulté le 10 juillet 2017)

national et international (ces derniers avec des participants du Royaume-Uni), avec la finalité de favoriser le dialogue et la compression mutuelle parmi les jeunes.

Malgré des accusations de viser à former de nouveaux dirigeants filo-occidentaux, ce programme représente une réussite, comme le montrent les nombres cités et l'enthousiasme et l'engagement des jeunes participants, qui sont l'expression d'un fort désir de s'exprimer au sein de sa propre communauté, comme à l'extérieur, ce qui peut être apprécié en regardant les enregistrements des débats disponibles en grand nombre sur YouTube (LINK). Emad Karim, responsable des activités de formation en Égypte et en Libye, associe la réussite de l'initiative à la situation historique des pays arabes : « Dans cette période de transition, la jeunesse perçoit la nécessité d'une culture du dialogue et du débat public ⁶⁰.

2.7 La place du religieux parmi les jeunes révoltés

Les régimes laïques de Ben Ali et Moubarak ont imposé un rapport avec la religion bien précis. Si leurs constitutions identifient l'Islam comme religion d'État (article 1 de la constitution tunisienne de 1959, article 2 de la constitution

⁶⁰ KIHILGREN GRANDI, Lorenzo (2014a), « Il futuro del mondo arabo? I giovani lo costruiscono con il dibattito » , *Corriere della Sera*, 9 janvier, <http://buonenotizie.corriere.it/2014/01/09/young-arab-voice-il-mondo-arabo-va-a-scuola-di-dialettica-per-riscoprire-i-diritti/> (consulté le 10 juillet 2017)

égyptienne de 1971 qui, suite à l'amendement du 1980, considère la sharia islamique comme la « première source du droit »), les raïs avaient continué le travail de leurs prédécesseurs pour empêcher que l'Islam développe un courant politique qui puisse s'opposer à leur gestion du pouvoir. Voici donc l'origine de la ferme et violente répression de toute instance politique des Frères musulmans, dont en fait les activités se limitaient, à l'aube des révolutions, surtout aux services sociaux, ce qui explique pourquoi ils ont adhéré aux émeutes dans un second temps. Néanmoins, les régimes, tout en excluant l'expression d'un islam politique indépendant, ont visé à influencer la doctrine en profondeur et à l'utiliser comme appui pour ses propres politiques. La pratique de la rémunération et du contrôle du personnel religieux par l'État avait comme exemple le plus célèbre la figure de l'imam de la mosquée Al-Azhar au Caire, généralement reconnu comme la plus importante autorité de l'Islam sunnite, dont la nomination venait du président égyptien lui-même.

Selon Roy, le mouvement du Printemps arabe est « séculier », car il sépare religion et politique. La pratique religieuse « s'est individualisée ⁶¹ » et d'ailleurs « les jeunes savent que les régimes islamistes sont devenus des dictatures : ils ne sont fascinés ni par l'Iran ni par l'Arabie saoudite. Ceux qui manifestent en Égypte sont précisément ceux qui manifestaient en Iran contre Ahmedinejad ». L'Arab Barometer, dans son enquête, déjà citée, sur la population égyptienne menée en

⁶¹ Le Monde, 12 février 2011

juin 2011, soutient la renommée des Égyptiens comme peuple modéré : 80 % des citoyens interrogés se déclaraient convaincus que la religion constitue une question privée et que comme telle elle devrait être séparée des affaires politiques et sociales. Cette vision est également partagée par 73 % de ceux qui se décrivent comme religieux⁶².

Néanmoins, ces jeunes ont grandi dans un contexte où, comme le décrit Olivier Roy (2003), les états se sont justement préoccupés de créer et de renforcer un « Islam officiel » pour mieux gérer les développements d'une prédication autrement sauvage, à travers, par exemple, la nomination des imams des grandes mosquées et des hommes chargés de l'enseignement religieux, comme cela s'est produit en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Égypte, en Syrie, en Turquie, etc. Les régimes autoritaires se sont par ailleurs légitimés, dans les vingt dernières années, à travers les concessions conservatrices, en favorisant une forme d'islamisation de la société : Hamit Bozarslan parle à ce propos d'un « contrat implicite » qui consiste en l'interdiction de l'expression de l'Islam politique « tout en accordant en contrepartie toujours plus de concessions à l'islamisation conservatrice de la société » (Aubert et Bozarslan 2011, 18).

Les conditions actuelles nous obligent à parler, selon Roy, de « post-islamisme », un phénomène qui peut être résumé

⁶² 61 % des personnes interrogées se considèrent religieuses dans une certaine mesure, 37 % se considèrent religieuses, et 2 % se considèrent non religieuses.

comme privatisation de la réislamisation : les acteurs islamiques du présent ont su s'adresser à la bourgeoisie qui, et c'est le cas par exemple en Tunisie, a su profiter des libéralisations et de la crise des grands monopoles étatiques. Le discours religieux s'éloigne ainsi des discours de goût socialistes qui ont souvent caractérisé la prédication des islamistes traditionalistes influencés par la gauche : on assiste à un nouvel islamisme qui a su s'approprier des éléments des courants antiétatiques et du libéralisme économique – une richesse bien sûr à « purifier » à travers la *zakat* : Roy y voit des ressemblances avec le modèle « puritain » théorisé par Weber (Roy 2003, 39 et suivantes).

Comme le remarque Karam (2011, 35-36), les jeunes, en étant des interlocuteurs de plus en plus influents des contextes culturels-religieux – qu'ils soient membres actifs de mouvements d'inspiration religieuse, aussi bien que s'ils s'y opposent activement –, sont en train de dessiner les contours des politiques religieuses des années à venir.

L'entrée par le geste créateur et l'attention donnée aux acteurs culturels juvéniles offrent une perspective privilégiée pour saisir les aspects principaux de cette transformation et les instruments de communication choisis pour communiquer sa vision du rôle de la religion dans l'espace public. L'analyse se focalisera ainsi sur l'âme principale de la seconde révolution égyptienne : celle d'inspiration laïque - aujourd'hui divisée entre sympathisants et opposants du président Al-Sisi, bien différente de celle en faveur de l'islam politique, liée à l'ex-président Morsi

et maintenant reliée à une condition semi-clandestine par le gouvernement⁶³.

2.8 L'identité générationnelle

Dans la perspective choisie, il devient essentiel de définir le sentiment d'appartenance à la jeunesse, autrement dit l'identité de cette génération.

Le groupe de la jeunesse, conçu au niveau transnational aussi bien que national, est bien évidemment très composite, au point de rendre utile une individualisation d'une unité plus circonscrite basée sur des indicateurs partagés en termes de localisation, de religion, de vision politique, d'éducation, etc. Ainsi, le groupe visé par cette recherche, pour son style de vie, sa formation, sa maîtrise des outils informatiques et son ouverture sur le monde, ne peut pas se considérer comme représentatif de la jeunesse égyptienne tout entière.

⁶³ Il est utile de souligner à ce sujet le rôle joué dans le domaine de la composition entre modernisation et repli sur les valeurs religieuses de la diaspora égyptienne dans les pays du Golfe, et tout particulièrement en Arabie saoudite. Osman parle à cet égard de « modernisation superficielle ». La familiarisation avec les biens de consommation, produits de la culture populaire occidentale – surtout américaine – tels que les séries télévisées, était « compartimentée » : produits utilisés tout en étant attirés par le conservatisme religieux, propre de la vision wahhabite (Osman 2011, 79-80).

Parmi les différentes pratiques de formation d'une identité de cette partie de la jeunesse égyptienne, on prend ici en compte tout particulièrement la socialisation en ligne à l'échelle transnationale – aspect fondamental dans la vie des jeunes du monde entier⁶⁴. Ce moment se produit à l'intérieur du temps libre qui est d'ailleurs, comme le rappellent Bonnefois et Catusse, « occasion d'expériences singulières et collectives qui contribuent ensemble à faire “génération” » (2013, 18), d'autant plus que la difficile situation du marché du travail lui donne souvent une importance centrale dans le quotidien.

Il s'agit d'ailleurs d'un hiatus qui marque la région arabe toute entière : Hoffman et Jamal montrent comment l'utilisation d'Internet et les études universitaires, indicateurs fondamentaux pour cette thèse, sont deux variables liées à une perception politique particulière, étant donné que plus augmentent ces valeurs, moins les jeunes se montrent en faveur de l'Islam politique et de l'application de la loi islamique (Hoffman et Jamal 2012, 183).

Afin de saisir les dynamiques à la base de la naissance d'un sentiment identitaire dans cette partie de la jeunesse égyptienne, se révèle utile la référence au concept d'« unité générationnelle », introduit par Mannheim: « la jeunesse qui fait l'expérience des mêmes problèmes historiques peut être définie comme partie d'une même génération à proprement parler ; tandis que ces

⁶⁴ Selon le rapport 2017 de Global Web Index, les réseaux sociaux représentent les médias en ligne les plus fréquentés (32 % en moyenne, ce qui équivaut à plus de deux heures par jour – 34 minutes de plus qu'en 2012). Au niveau global, c'est la tranche d'âge des 16-24 ans qui passe le plus de temps sur Internet, avec 2 heures et demie de plus que la tranche des 55-64 ans.

groupes à l'intérieur de la même génération, qui élaborent le matériel de leurs expériences en commun de différentes façons spécifiques, constituent des unités générationnelles séparées » (304). Étant donné que, comme le souligne Mannheim, les « unités générationnelles » se basent sur des « tendances formatives communes », « du slogan occasionnel à un système de pensée raisonné, du geste apparemment isolé à l'œuvre d'art finie » (305), l'individualisation d'une unité générationnelle implique la recherche de ces tendances et les pages et profils des réseaux sociaux en représentent une source féconde.

Mannheim propose enfin un dernier niveau, encore plus circonscrit, s'inscrivant à l'intérieur d'une unité générationnelle, qu'il appelle « groupe concret », l'unité dans laquelle se vérifie une interaction directe entre les membres et où se sont créés les concepts fondamentaux de cette unité, leurs nouvelles « attitudes partisans intégratives » (307), qui seront ensuite développés ultérieurement par les autres membres du groupe. Une vision qui bénéficie des intégrations proposées par Margaret et Robert Braungart, selon lesquels « on dit qu'une génération politique vient au monde quand un groupe d'âge rejette l'ordre établi, s'unit et essaie de diriger le cours de la politique comme sa mission générationnelle » (Braungart et Braungart 1986, 217).

Déclinée au contexte égyptien, arabe et transnational, cette approche se révèle extrêmement utile. Il est possible de saisir, au sein de la jeunesse égyptienne, au moins deux unités générationnelles principales : celle des jeunes proches de l'Islam politique et des Frères musulmans et celle, objet de notre étude,

laïque et libérale, au sens large du terme. Comme mentionné au cours des pages précédentes, la collaboration entre ces deux unités, réalisée au cours de la révolution du 25 janvier, ne s'est plus reproduite ensuite, jusqu'à arriver à la polarisation de la révolution du 30 juin 2013, ce qui rend davantage incomplet, voir erroné, de qualifier les gestes contestataires (révolution du 30 juin *in primis*) comme des gestes de la « jeunesse égyptienne » tout court.

La présente recherche, comme nous l'avons déjà indiqué, se focalise sur le développement du message des membres d'une unité générationnelle qui, sans ambition d'intégrer le « groupe concret » dans le sens décrit auparavant, adhèrent, à travers les outils offerts par les médias sociaux, au message créé par ce dernier, en amplifiant davantage sa force et son ampleur. Le groupe concret, qui ne représente pas l'objet de cette recherche, est constitué par de jeunes activistes qui, comme Ghonim, déjà mentionné, jouent le rôle d'inspireurs, de connecteurs et d'animateurs de l'activisme en ligne et de sa fonction de soutien et de visibilité aux actions de la rue. Dans ce groupe, on compte également la présence de jeunes qui se sont formés, dans leur geste contestataire, au cours de précédentes expériences, notamment celle de Kefaya et du Mouvement du 6 avril (Ahmed Maher étant le nom le plus célèbre). Les participants de ce groupe, pour leur activité d'orientation, inspiration et avant-garde du mouvement juvénile égyptien, représentent une cible de la répression du gouvernement - de Moubarak, et ensuite, de Morsi et Al-Sisi (voir chapitre 1.4).

La vision de Mannheim s'adapte par ailleurs aussi bien à l'échelle transnationale : l'adhésion au et le développement du message créé par le groupe concret à la base de l'unité demande la possibilité d'interagir, mais sans nécessiter un contact personnel direct. Le médium d'Internet, uni à la maîtrise de la langue anglaise, permet aux attitudes et tendances formatrices de se propager bien au-delà des frontières nationales grâce aux interactions qu'il permet. Des interactions qui peuvent lier différents contextes géographiques, sociaux, culturels, religieux : tous ceux qui partagent une grammaire d'expression commune et des valeurs à la base d'une identification qui dépasse les frontières nationales.

Comme il sera illustré dans la partie finale de la thèse, l'analyse des profils et des pages des réseaux sociaux permet en effet de saisir ce que Mannheim définit comme des « véhicules de tendances formatives et d'attitudes intégratives fondamentales » (305). À travers le geste créatif de création d'un contenu visuel ou audiovisuel, l'interaction avec les contenus, leur partage - sans ou avec modification - les jeunes utilisateurs de ces plateformes fournissent une liste riche et une évolution participative continue de leurs « tendances formatives » à l'échelle transnationale. Tout cela est bien sûr adapté à l'impact des réseaux sociaux sur la communication internationale, basée sur une compression de l'espace et du temps qui fera l'objet d'une analyse dans la partie suivante de ce travail.

Dans le cadre d'une analyse des interactions parmi les jeunes gens du monde entier, il est utile de faire référence à ce que Cicchelli définit comme la « condition cosmopolite » (2016, 36), une situation où le rapport à l'altérité devient celui de l'inclusion dans la définition de soi - ce qui ne signifie pas la négation d'un sentiment d'appartenance locale et particulière. Au contraire, comme illustré au cours des pages suivantes, les jeunes Égyptiens montrent maîtriser une grammaire communicationnelle où les éléments locaux et globaux sont simultanément présents, parfois en dialogue, parfois même fusionnés pour créer des collages composites inédits.

Dans le royaume virtuel connecté, on repère d'ailleurs une infinité d'unités générationnelles dont les membres sont en mesure d'agir ensemble pour des buts partagés et qui peuvent viser les membres seulement ou dépasser l'unité pour toucher un éventail plus large de personnes ou bien la société tout entière. Les buts eux-mêmes peuvent varier énormément, et peuvent être liés tant à un élan civique (batailles environnementales, pour la démocratie et les droits, etc.) quant à une approche destructrice et même meurtrière, comme celle des différentes unités terroristes qui utilisent Internet pour communiquer, recruter, renforcer la motivation des adhérents et planifier leurs activités, comme toute autre communauté en ligne. Comme le souligne Cardon (2010, 81), un élément commun à ces communautés, c'est leur nature élective – bien loin du « modèle traditionnel de la communauté de destin, d'identité ou d'appartenance ». Bien que ces communautés doivent donc leur naissance et leur ampleur à un lien assez faible, dans

certaines conditions, ce dernier peut se consolider et donner donc lieu à une coopération bien plus forte. Dans la troisième partie de la thèse, on analysera les conditions qui permettent à des communautés partageant des revendications de se transformer en acteurs politiques et on mettra en lumière la nature et les limites d'une telle dynamique.

2.9 La jeunesse comme narration sociale

À plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, la jeunesse a fait l'objet d'une narration qui véhiculait des caractéristiques de moteur de changements sociaux et politiques.

Ces narrations ont souvent inclus une caractérisation de la jeunesse en forte rupture avec les générations précédentes. Les exemples sont nombreux, dans des contextes extrêmement différents. Pour n'en citer que quatre, dans différents contextes historiques et géographiques, bien que tous appartiennent à la zone méditerranéenne : les « Ragazzi del 99⁶⁵ » italiens au cours

⁶⁵ Les « ragazzi del '99 » : les garçons italiens qui en 1917 aurait eu 18 ans et qui, suite à un entraînement très rapide et superficiel, ont été envoyés à la guerre contre l'Empire austro-hongrois. Le sentiment d'avoir combattu une guerre sanglante pour défendre les intérêts d'une élite non représentative, ainsi que le sentiment de frustration de ne pas avoir vu son propre sacrifice reconnu par cette dernière, a fourni un terrain culturel fécond pour les formations de contestation violente de l'après-guerre, d'inspiration socialiste aussi bien que nationaliste, et de la montée du fascisme.

de la Première Guerre mondiale, les Jeunes turcs de Atatürk, les jeunes officiers de Nasser, les étudiants de Mai 68.

Les quatre exemples cités, malgré les contextes culturels, sociaux et politiques très différents, partagent au moins trois éléments : la perception d'une rupture nette avec l'establishment sociopolitique, avec lequel le dialogue s'interrompt pour laisser la parole aux actes de contestation ; une forte assimilation entre mouvements de contestations et jeunesse, avec la revendication de la part de cette dernière de son rôle d'agent de changement, et enfin le bouleversement de l'ordre sociopolitique et culturel, avec la diffusion et enfin la « normalisation » de la narration promue par le groupe. S'il est peut-être trop tôt pour évaluer le troisième élément, les deux premiers trouvent de forts parallèles avec les événements révolutionnaires arabes.

De nombreux indicateurs mettent en valeur le clivage entre les jeunes Égyptiens et les générations précédentes : meilleure éducation, maîtrise des langues étrangères bien plus répandue et outils offerts par la révolution du web 2.0 et 3.0 (médias sociaux et médias sociaux géolocalisés respectivement), impact bien plus marqué de la mondialisation et diffusion ultérieure d'un imaginaire cosmopolite (voir chapitre 4.1), difficultés à s'insérer à plein titre dans la société à cause d'un taux de chômage inédit à l'époque de leurs parents et grands-parents.

Ainsi, la perception de représenter une rupture - autrement dit, de représenter une hérésie par rapport à un cadre auquel ils ne peuvent (ni, parfois, ne veulent) s'assimiler - ne s'appuie donc

pas principalement sur l'élément de l'âge. L'application de cette rupture ne se lie au concept de jeunesse pas plus qu'à celui de marginalisation (d'un point de vue socio-économique aussi bien que politique), perçue au niveau transgénérationnel par la grande partie de la population exclue des privilèges d'une élite elle non plus pas forcément âgée : voici un des éléments partagés par une grande partie des jeunes du monde entier qui interagissent de façon directe dans le cadre des réseaux sociaux. Dans le cas spécifique de l'Égypte, par exemple, l'une des causes principales du déclenchement des révoltes au cours des années 2000 avait été le refus de la succession à la tête du système, du fils cadet de Moubarak, Gamal.

Ce qu'il serait utile de souligner est pourtant la manque de la mise ne place des mouvements de contestation. Si la composante juvénile a représenté sans doute le moteur et l'acteur principal dans ces révoltes, son action a été accompagnée par d'amples portions des générations plus âgées (voir chapitre 1.6 pour la participation du mouvement syndical). Très utile à cet égard, l'analyse de Jocelyne Dakhliya sur les rapports entre générations suite à la révolution en Tunisie, marquée par la « prise de conscience réciproque des interdépendances et des solidarités entre générations », aussi bien que par la « découverte », par les générations plus âgées, d'une « jeunesse consciente et soucieuse du politique » (Dakhliya

2011, 90-91)⁶⁶. À propos de ce dernier point, on remarque un parallèle avec la description d'Hannah Arendt du mouvement protestataire étudiant des années 1960 – début des années 1970 : l'observation de l'engagement de ces jeunes révèle, selon Arendt, une conduite inédite par rapport aux générations précédentes, marquée par une « détermination à agir, la joie dans l'action, l'assurance d'être capables de changer les choses à travers ses propres efforts » (Arendt 1972, 202). Il s'agit de deux contextes très différents, mais unis par la capacité des jeunes gens de bouleverser, plus ou moins efficacement et en profondeur, l'ordre politique et social d'un pays.

Il faut souligner que toute rupture demande la présence d'un cadre normatif contre lequel s'adresse une action propulsive et innovante. Par exemple, selon Vittorino Andreoli, la manque en Italie de protestations comparables à celles des Pays arabes, malgré les grandes difficultés affrontées par les jeunes dans leur affirmation dans le monde adulte et tout particulièrement sur le marché du travail, seraient dues à l'absence d'un véritable « cadre réglementaire » auquel

⁶⁶ Dans cet ouvrage, Dakhliya remarque que si c'est vrai que le rôle principal dans les révoltes a été joué par les jeunes, leur engagement s'est déroulé à côté de celui des autres générations, qui ont participé activement aux gestes contestataires. Ce qui change, selon Jocelyne Dakhliya, c'est le rapport entre les générations : « il y a eu, sans que nul l'ait prévu, une prise de conscience réciproque des interdépendances et des solidarités entre générations. La société s'est découverte non pas unie, mais solidaire, sortant en cette occasion de l'individualisme dominant » (Dakhliya 2011, 91). Malgré cela, Dakhliya présente le risque que ce processus soit suivi par un retour au statu quo, en exaspérant le sentiment des jeunes « d'avoir été durement sacrifiés » (2011, 104).

s'opposer, ce qui cause « l'impossibilité des jeunes d'être hérétiques »⁶⁷. Il n'y a pas de doute qu'en Égypte, tout comme en Tunisie, la jeunesse se retrouvait face à ce « cadre réglementaire », formel aussi bien qu'informel, qui limitait grandement son épanouissement personnel et professionnel, comme illustré dans les pages précédentes de ce travail. Ce cadre statique ne pouvait pas faire l'objet d'une négociation - le débat sur les fondements des équilibres sociaux et politiques étant placé par le régime en dehors des opportunités discursives de la société civile, aussi bien que de ses instances (partis politiques, syndicats, médias, etc.).

Il est ainsi possible de lire la capacité des régimes à conserver leurs cadres suite aux différentes tentatives juvéniles de s'y opposer au cours des années 2000 comme l'une des causes du déclenchement si bruyant des révoltes. Le geste contestataire juvénile est ainsi allé bien au-delà de la provocation, typique instrument juvénile de protestation, définie par Marc Breviglieri comme « le reflet d'une hésitation à vouloir s'affirmer en public » (Breviglieri 2010, 380). Breviglieri, en partant des réflexions d'Hannah Arendt, souligne que la provocation n'est pas que l'expression du désir de produire des espaces de potentialité dans le domaine public : la provocation témoigne aussi de « ce que la communauté politique refoule, dissimule ou opprime, car elle ne parvient pas, dans sa construction même, à reconnaître totalement la complexité de l'architecture du soi et la pleine épaisseur de la personne, dans la continuité de la vie et la

⁶⁷ 8 e 1/2, débat télévisé sur la chaîne italienne *La 7*, 11 janvier 2014

différence des âges, dans ses failles et ses potentialités » (Breviglieri 2010, 387). Le geste des jeunes Tunisiens, Égyptiens, Yéménites, Syriens, etc., dépasse largement cette pratique : malgré la manque d'un projet politique précis et partagé à opposer au régime, c'est le refus du *statu quo* imposé par de ce dernier à agir comme catalyseur de l'action contestataire collective.

2.10 L'imaginaire culturel de cette jeunesse

Comme anticipé, une clé de lecture fondamentale pour comprendre la nature et la portée de cette communication transnationale juvénile est représentée par la diffusion parmi les jeunes des classes moyennes du cosmopolitisme. Le terme « cosmopolite » est ici appliqué dans son sens le plus moderne et répandu, qui se différencie sous plusieurs aspects du cosmopolitisme des élites, un phénomène présent depuis des siècles, voire des milliers d'années, pour indiquer l'intellectuel ayant voyagé de façon extensive et étant devenu ainsi un citoyen du monde ⁶⁸. Au contraire, on utilise ici la définition et

⁶⁸ L'Égypte sous le contrôle britannique représente d'ailleurs l'un des exemples plus célèbres de ce cosmopolitisme : les romans de l'écrivain anglais Lawrence Durrell, notamment *Le Quatuor d'Alexandrie* (publié entre 1957 et 1960) dresse un portrait très exhaustif de l'Alexandrie cosmopolite des années 1930. Comme le soulignent Singerman et Amar, au cours des années 1920 et 1930, les nationalistes libéraux égyptiens ont montré un attachement à une démarche cosmopolite marquée par la redécouverte d'appartenances

l'encadrement du phénomène par Vincenzo Cicchelli de « double appartenance, [...] double proximité, à la fois, à son pays, à sa culture et au monde globalisé, ses valeurs, ses technologies » (Cicchelli 2013) - un cosmopolitisme « esthétique-culturel », car il se manifeste « par des formes de curiosité et d'attraction à l'égard de produits, d'œuvres et de pratiques dont les codes esthétiques et culturels se situent en dehors du canon esthétique et du corpus de la culture nationale de l'individu » (Cicchelli et Octobre 2017, 13).

La référence à ces concepts se révèle d'utilité fondamentale pour une étude de la jeunesse égyptienne, étant donné que celle-ci est en train de devenir une caractéristique commune à la jeunesse connectée du monde entier et non plus limitée à des élites des pays occidentaux. Il s'agit d'un phénomène que les études sur le contexte urbain égyptien, et tout particulièrement cairote, avaient souligné à partir des années 2000 : Singerman et Amar parlent d'un cosmopolitisme « plus vernaculaire, moins élitiste, non-eurocentrique » (2006, 33).

On assiste ainsi aujourd'hui à un phénomène où le cosmopolitisme a abandonné son lien exclusif avec les classes les plus aisées pour devenir une pratique « ordinaire », basée largement sur la consommation de biens culturels. Bien sûr, comme mentionné précédemment, en Égypte le mot « ordinaire » présente une acception plus restreinte qu'en

culturelles multiples, notamment celles liées au passé pharaonique, méditerranéen et hellénistique (2006, 31). À noter pourtant que cette forme de cosmopolitisme, tout en célébrant « la diversité ethnique et religieuse, la mobilité et la découverte et l'ouverture intellectuelle » à l'étranger, ne s'opposait pas aux différentes formes de ségrégation et hiérarchie dans le pays (Singerman 2009, 20).

Europe ou aux États-Unis : on parle ici des jeunes de la bourgeoisie urbaine, issus des élites et des classes moyennes-moyennes supérieures, les seules à avoir accès à cette consommation et à disposer des outils matériels et des compétences nécessaires pour en profiter pleinement.

Comme le remarque Peterson dans sa recherche sur la jeunesse connectée du Caire, cette partie de la jeunesse présente une « orientation transnationale » qui n'est pas nécessairement liée au voyage, mais à l'aptitude à « regarder plus loin que le local – le quartier, la ville, la nation, la région arabe – pour se focaliser sur sa propre participation dans un monde plus ample de courants économiques et culturels » (Peterson 2011, 7).

En même temps, une caractéristique lie les deux formes, élitiste et ordinaire, de cosmopolitisme : il s'agit d'une aptitude qu'on apprend à travers un apprentissage et une familiarisation à des produits culturels étrangers. Si le cosmopolitisme des élites était basé sur la lecture des grands classiques étrangers – à laquelle pouvait s'ajouter un voyage dans leurs terres d'origine – aujourd'hui, grâce aux possibilités offertes par les nouvelles technologies dans les domaines des transports et de la communication, entrer en contact avec des cultures différentes et distantes - de manière directe ou virtuelle - n'a jamais été si facile, rapide et économique ⁶⁹. Ainsi, l'exposition aux produits

⁶⁹ On remarque dans la diffusion du matériel audiovisuel une accélération dans les années qui ont précédé la vague des révoltes arabes. Par exemple, Singerman et Amar présentent dans l'introduction à l'ouvrage collectif « Cairo Cosmopolitan » (2006), une consommation audiovisuelle encore influencée par la possibilité de se permettre le prix, relativement élevé, des billets des cinémas (2009, 32).

culturels diffusés et très facilement accessibles globalement – chansons, films, séries télévisées – a contribué à une nouvelle sensibilité vis-à-vis d'autrui, malgré les différences de milieu socioculturel et de systèmes éducatifs. Les nouvelles technologies qui ont permis cette dynamique, dont une analyse approfondie sera proposée dans les chapitres suivants, représentent bien évidemment un élément de plus en plus envahissant dans la vie des jeunes générations, partout dans le monde, influençant en profondeur leur vision des rapports sociaux au niveau local, national et international. Dans l'analyse proposée, on se focalise sur ces derniers, en éclairant les outils qui permettent aux usagers les plus jeunes de se familiariser avec des contextes socioculturels distants et de maîtriser des codes de référence qui trouvent une diffusion internationale, voire globale. La portée de ce processus est toujours plus marquée, comme en témoignent les statistiques citées par Cicchelli en ce qui concerne l'utilisation de matériel audiovisuel en langue autre que la langue maternelle par classe d'âge (2016).

Le processus de formation et de diffusion de cet imaginaire cosmopolite trouve une clé de lecture féconde dans les plus récentes contributions d'Arjun Appadurai à propos de la socialisation transnationale des couches populaires indiennes. L'anthropologue indien, après avoir étudié les relations entre mondialisation et violence (Appadurai 2007), fournit une réflexion sur ce qu'il appelle la « globalisation d'en bas », une globalisation « cellulaire » représentée par une « convergence complexe entre ce qu'on avait coutume de percevoir de façon

isolée comme des institutions de la société civile, des organisations transnationales et des mouvements sociaux populaires » (Appadurai 2007, 185).

La socialisation observée au cours du travail d'analyse du matériel de communication transnationale publié par des groupes de soutien aux démarches révolutionnaires égyptiennes peut être aisément replacé dans cette perspective : « Ce cosmopolitisme vernaculaire dépasse les frontières de la classe, du voisinage et de la langue maternelle, mais il fait cela sans une évaluation abstraite de l'idée d'humanité ou du monde comme un endroit généralement connu ou connaissable [...] son but est celui de produire une géographie préférée du global à travers l'extension stratégique des horizons culturels locaux, non pour dissoudre ou nier les intimités du local, mais pour combattre ses indignités et exclusions. Il est ainsi étroitement lié à la politique de l'espoir et à la promesse de démocratie en tant qu'espace de dignité aussi bien que d'égalité. Il est tout à fait correct d'appeler ce style de vie cosmopolitisme, mais il s'agit de cosmopolitisme guidé par les exigences de l'exclusion plutôt que par les privilèges (et l'ennui) de l'inclusion » (Appadurai 2013, 198).

Selon Appadurai, la séparation entre ce cosmopolitisme par le bas (*cosmopolitanism from below*), et le cosmopolitisme des élites n'empêche d'apprécier pas des éléments en commun, qu'on repère tout particulièrement dans « l'urgence d'étendre ses propres horizons actuels de soi-même et de son identité culturelle » et dans « le désir de se connecter avec un monde plus ample, au nom de valeurs qui, en principe, peuvent appartenir à tous et s'appliquer à toute circonstance » (Appadurai 2013, 198).

Le cas d'étude d'Appadurai, le *housing movement* de Mumbai, a ainsi su et pu développer des liens avec des organisations similaires dans les bidonvilles en Afrique du Sud, au Népal, aux Philippines et en Thaïlande, avec des échanges d'informations, des rencontres chez les uns ou les autres, la création de mécanismes de financements, la réalisation de campagnes globales et de stratégies de pression sur les décideurs locaux, nationaux et internationaux coordonnées - ce qu'Appadurai appelle « construction transnationale de ponts culturels » (*transnational cultural bridge building*)⁷⁰.

Appadurai souligne le pouvoir d'inspiration et d'espoir engendré par ce cosmopolitisme par le bas, avec « un renforcement de la capacité d'avoir des aspirations, dont la source principale se trouve dans les histoires crédibles [histoires de réussites, de bonnes pratiques, etc.] de la possibilité d'aller en avant, au-dehors et au-delà » (Appadurai 2013, 214), même dans les conditions d'extrême pauvreté des bidonvilles indiens. Il y aurait ainsi une narration globale qui circule et renforce ces revendications, de la même façon que ce qui se passe parmi les mouvements de justice sociale à forte composante juvénile. La clé de ce phénomène se trouve donc dans la capacité d'établir des liens de communication qui dépassent les frontières, une capacité qui se base sur le désir d'« imaginer des futurs possibles » et engendre un élargissement de son propre horizon culturel (Appadurai 2013, 213).

⁷⁰ Au sujet de la « construction de ponts » entre individus et collectivités différentes, il est utile d'évoquer la différence entre cette sociabilité, dite de type « bridging » et celle de type « bonding », basé sur une forte interconnexion (Auray 2016, 47).

L'analyse de l'approche esthétique opérée par ces jeunes pour exprimer différents messages de protestation politique permet ainsi d'ajouter une nouvelle perspective à l'étude du cosmopolitisme chez les jeunes Égyptiens. Le travail de terrain analysé dans la quatrième partie permet à la fois de saisir le lien entre cette forme particulière et nouvelle de cosmopolitisme et la nature et la portée d'une politique de sensibilisation et d'engagement transnationaux sur des sujets politiques et sociaux.

2.11 L'impact culturel de la mondialisation

L'impact culturel de la mondialisation est différent d'un pays à l'autre, ainsi même qu'au sein de chaque pays. L'impact de la mondialisation sur la jeunesse arabe a été, selon Azza Karam (2011, 34), très rapide et direct, même si à son avis les conséquences sociales restent encore à découvrir – tâche à laquelle cette recherche désire apporter sa contribution. L'interprétation de la mondialisation donnée par Karam ne peut d'ailleurs pas se définir comme exclusivement positive, vu qu'elle « tend à marginaliser les jeunes les moins éduqués et avec des compétences inférieures, ce qui, en échange, contribue à augmenter les proportions de pauvreté » (Karam 2011, 31).

Cicchelli (2012) illustre qu'une partie des aspirations des jeunes arabes qui ont participé aux révoltes « relève de normes et de valeurs d'une modernité qu'a engendrée la mondialisation » - un phénomène qui marque une différence significative par rapport aux générations précédentes - ce qui pousse le sociologue franco-italien à considérer que le Printemps arabe est « la première révolution cosmopolite dans l'espace euro-méditerranéen », pas seulement à cause d'un alignement avec les valeurs portantes de ce cosmopolitisme (Cicchelli on cite quelques-unes, telles que l'aspiration à des conditions de vie décentes, un État démocratique garantissant dignité et respect pour tous, le refus de la brutalité policière et des exactions de fonctionnaires corrompus, etc.), mais aussi, comme on le décrira mieux dans le prochain paragraphe, pour l'utilisation des modes opératoires de la modernité, tels que les réseaux sociaux, les blogues et les sites Internet contestataires, etc.

Il est utile de mentionner que les citoyens égyptiens, dont la majorité se montre critique envers les politiques adoptées par les États-Unis dans la région arabe, expriment néanmoins une appréciation de leur culture : 63 % des personnes interrogées partagent l'idée que « Les cultures américaine et occidentale ont des aspects positifs »⁷¹.

⁷¹ Arab Barometer, *Egypt Country Report II*, 2011, <http://www.arabbarometer.org/country/egypt> (consulté le 7 juillet 2017)

2.12 L'hybridation culturelle

Les contacts directs et virtuels parmi les différents répertoires culturels se multiplient chaque jour : cela rend pertinente une attention toute particulière à l'hybridation des pratiques culturelles. Penser aux cultures comme à des unités isolées n'a jamais été opportun et aujourd'hui encore moins : comme le souligne Edward Said, « nous appartenons à une société dont l'identité historique et culturelle ne peut se limiter à une seule tradition, une seule race ou une seule religion » (Said 2004, 95). Une vision véritablement séculière et démocratique, dont l'essence s'oppose à la levée de l'animosité entre les civilisations suivant les attentats du 11 septembre.

On utilise ici la définition d'hybridation donnée par Néstor García Canclini : des processus socioculturels au cours desquels des structures ou des pratiques discrètes, qui existaient de façon séparée, se combinent pour engendrer de nouvelles structures, de nouveaux objets et de nouvelles pratiques (Canclini 2010, 19). Bien évidemment, le phénomène n'est pas récent, car les conquêtes, les guerres, le commerce et les migrations ont toujours créé des hybridations : les sources de l'hybridation sont d'ailleurs le résultat d'hybridations précédentes elles-mêmes - l'idée même de « culture pure », qui constitue le recours fréquent du discours politique xénophobe, est fallacieuse. De plus, comme illustré de façon détaillée dans le chapitre suivant, le XX^e siècle marque une accélération des hybridations, une dynamique

qui accompagne celle de la globalisation, et qui, comme cette dernière, a été accélérée davantage par l'introduction des nouveaux médias et des médias sociaux.

Les arts sont bien évidemment un secteur privilégié pour rencontrer l'hybridation des cultures. Youssef El Chazli analyse l'hybridation dans le secteur de la production musicale à Alexandrie, en remarquant une parabole qui présente des éléments en commun avec la *digital folk art* décrite dans la partie suivante de la thèse. Au cours des années 2000, on assiste ainsi à l'émergence de groupes musicaux inspirés de la musique occidentale (métal et rock en particulier), pour ensuite « évoluer lentement vers des productions plus originales », où « ces musiques importées s'hybrident, fusionnent ». Il s'agit, remarque El Chazli, d'une tendance présente dans plusieurs autres pays arabes, d'où la formation, parmi ces musiciens, de « réseaux transnationaux d'interconnaissance » (2013, 359). Dans ces réseaux, une sensibilité commune ne peut qu'être également tributaire d'une exposition aux mêmes médias globaux de communication de masse, ou encore à des parcours de formation scolaire ou informelle qui présente des éléments d'origine étrangère, etc.

C'est en fait surtout à travers l'utilisation des médias sociaux que l'imaginaire culturel de la jeunesse cosmopolite égyptienne peut être défini comme globalisé, un phénomène qui unit les jeunes connectés du monde entier. Mark LeVine, auteur d'une recherche sur la scène musicale alternative dans les pays musulmans de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, tire des

conclusions positives de l'impact culturel de la mondialisation au sein de ces pays : « même s'il est vrai que la mondialisation a renforcé la marginalisation économique et politique de la plupart des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, générant différentes formes d'identités négatives et de résistance, elle a aussi permis, et en fait même encouragé, une plus grande ouverture culturelle et l'amélioration de la communication et de la solidarité à travers la région et entre les musulmans et l'Occident » (LeVine 2008, 6).

Cette dynamique assume une valeur encore plus importante si on la lie au fait que la production culturelle égyptienne représente, on l'a déjà rappelé, l'un des phares du monde arabe, notamment dans les domaines de la prose et de la poésie, du théâtre et du cinéma, au point de représenter le « creuset de la pensée et des activités culturelles, politiques et religieuses de la région » (Corrao 2011, 4).

Cette vitalité se retrouve dans une approche qui, loin de pouvoir être définie de simple réception d'une hégémonie culturelle à la Gramsci, voire de contribution active dans l'évolution de la grammaire et du contenu, est une sorte de métissage qui sera illustré avec des exemples pratiques dans la partie finale de la thèse.

On anticipe ici qu'un processus de métissage est très clairement en cours dans les contenus visuels produits en Égypte, notamment les collages composites ayant recours aux mêmes. Que leur but soit l'ironie, l'humour ou l'engagement, de plus en plus de mêmes nationaux sont produits et diffusés sur

les médias sociaux, notamment sur Facebook. Une partie d'entre eux, véhiculée par des pages servant de connecteurs entre les instances nationales et le public transnational, a la possibilité de devenir globale et de contribuer à son tour à l'évolution d'un discours et d'une grammaire à la nature participative et délocalisée.

Afin de mieux comprendre la construction de soi et les interactions sociales chez les jeunes, il est utile d'analyser les espaces publics virtuels comme terrains d'enquête, ce qui sera le sujet central de la prochaine partie de la thèse. L'espace public demeure en fait un élément central de toute réflexion sociologique sur l'adolescence - d'après les mots de Breviglieri (2007), « le domaine public rayonne pour lui [l'adolescent] d'une visibilité nouvelle et devient prégnant dans son existence ». Dans une vie toujours plus connectée, l'espace public virtuel n'est pas moins important que l'espace réel dans ces dynamiques.

TROISIÈME PARTIE

La coopération et révolution dans l'ère des médias sociaux

3.1 Introduction

Les révolutions du Printemps arabe ont suscité une réflexion très féconde sur l'apport des technologies du numérique dans toutes les étapes des contestations, étant donné que la société civile - notamment sa composante juvénile - a pu et su largement profiter, dans son geste contestataire, des outils offerts par Internet et notamment ses plateformes sociales. Le riche débat a donné lieu à de très nombreuses interprétations, véhiculées à la fois par les nouveaux médias, qui ont tout particulièrement donné une ample visibilité à deux visions déterministes : celle des partisans de la portée démocratisante d'Internet et celle du destin d'une génération nouvelle, capable de revendiquer son rôle dans la société.

La première étape de toute analyse de cet apport ne peut que s'appuyer sur l'observation que, depuis les premiers jours des protestations en Tunisie et Égypte, le recours à Facebook, Twitter et YouTube a contribué de façon remarquable à

l'organisation des mobilisations, tout comme à leur communication, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur du pays. C'est grâce à la diffusion des smartphones et des médias sociaux qu'il y a eu une si vaste circulation des images et des vidéos amateurs qui documentent les événements, des appels et revendications, ayant recours ou pas au geste créatif. De plus, l'analyse des nouveaux médias représente sans doute un élément essentiel pour comprendre la portée de ces révoltes et la vitesse avec laquelle elles se sont propagées dans la région, aussi bien que l'impact que ces dernières ont eu sur des sociétés géographiquement, socialement et culturellement distantes telles que celles d'Europe et des États-Unis. Comme il sera illustré dans les pages suivantes, l'étude de cette forme de communication permet de saisir la portée d'une redéfinition des notions de communauté, d'espace et de temps, profondément influencées par la diffusion des réseaux sociaux et des outils de communication et l'élaboration de données (Rheingold 2002, Rushkoff 2013, Jenkins 2016). On se concentrera ici sur l'élément de l'interaction solidaire, visée aussi bien que réelle : on analysera la genèse et l'évolution de cette dynamique, ses éléments inédits par rapport à ses déclinaisons traditionnelles, et tout particulièrement sa capacité à favoriser une mobilisation collective dans laquelle l'élément territorial se scinde, rassemblant autour d'objectifs précis et définis une collectivité éparpillée dans le monde entier, mais capable de communiquer et de structurer son action de façon efficace.

En même temps, ces pages auront souvent recours à l'approche de la diffusion transnationale d'une dynamique

cosmopolite mentionnée précédemment, telle qu'elle a été présentée par Vincenzo Cicchelli : une approche qui permet de relier « pluriel et commun », c'est-à-dire la diffusion d'esthétiques cosmopolites globales et l'encadrement dans la culture et la société locales (Cicchelli 2016).

Le rôle joué par les nouveaux médias dans ces dynamiques ne devrait de toute manière pas surprendre. Les groupes contestataires ont toujours su s'appuyer sur tout moyen technique capable d'amplifier la diffusion et la force de leur message. Deux exemples célèbres de cette relation « symbiotique⁷² » sont représentés par le télégramme que Lénine envoya à ses camarades le 6 avril 1917 pour annoncer son départ de la Suisse à la Russie, et l'utilisation du magnétophone à bande par Khomeiny lors de son exil français, afin d'enregistrer ses discours, ensuite diffusés dans tout l'Iran par ses partisans.

En même temps, comme le rappelle Dominique Cardon, ce serait une erreur de voir Internet comme une révolution linéaire des médias des communications, car il « invente des formes inédites de partage du savoir, de mobilisation collective et de critique sociale » (Cardon 2010, 8), dont l'analyse se révèle nécessaire pour saisir la nature et la portée de l'objet de cette recherche.

⁷² MOROZOV, Evgeny (2011a), « The dark side of Internet for Egyptian and Tunisian protesters », *The Globe and Mail*, 28 janvier

Néanmoins, il ne faudra pas surestimer la contribution de ces technologies dans le processus protestataire. Il serait incorrect de qualifier le Printemps arabe (ou la « Vague verte » iranienne de 2009) uniquement à travers les célèbres slogans de « révolution Facebook » ou « révolution Twitter » : les blocages des médias sociaux opérés par les régimes n'ont pas arrêté les protestations. De plus, dans le cas égyptien, le blocage de 5 jours, du 28 janvier au 2 février 2011 - mesure prise par le gouvernement Moubarak pour bloquer l'incroyable activisme en ligne des utilisateurs du pays, marqué par la création, au cours des deux semaines précédentes, d'environ 32 000 groupes et 14 000 pages⁷³ - a été perçu par la majorité des utilisateurs égyptiens de Facebook comme positif pour les dynamiques contestataires, en contribuant à motiver une participation active et hors-ligne des citoyens⁷⁴. Néanmoins, une fois le blocage terminé, on a observé une croissance encore plus marquée des réseaux sociaux, désormais devenus un endroit incontournable où s'informer, se coordonner et s'exprimer. De plus, les événements en Égypte montrent comment, dans le cas de campagnes protestataires conduites simultanément en ligne et hors-ligne, il serait risqué de supposer un potentiel majeur d'engagement d'Internet: le cas de la récolte de signatures du mouvement Tamarod (voir chapitre 1.9) montre que

⁷³ BOSKER, Bianca (2011), « Egypt's Facebook Use Skyrockets Following Internet's Return », *The Huffington Post*, 2 février, http://www.huffingtonpost.com/entry/egypt-facebook-use-Internet_n_817710.html (consulté le 7 juillet 2017)

⁷⁴ *Arab Social Media Report*, Vol. 1, NO 2, mai 2011

l'engagement direct a le potentiel d'obtenir un succès et une adhésion bien plus vastes.

Le matériel diffusé sur Internet (appels, slogans, informations, images et photos), aussi bien que les interactions qu'il engendre, se révèle donc des ressources indispensables pour toute analyse complète de ce phénomène protestataire et pas seulement parce qu'il représente un aperçu des sentiments et de l'état d'esprit des manifestants. Il paraît limitant de considérer ce matériel comme un simple reflet du malaise des utilisateurs de ces réseaux. En tant qu'outil de communication, ce matériel a contribué à rendre possible l'éclosion des protestations et, comme il sera illustré dans les pages suivantes, il représente également un outil pour susciter la solidarité transnationale autour de revendications locales.

3.2 Les technologies à la base d'une nouvelle architecture du social

Afin de saisir la nature et la portée du recours aux médias sociaux dans le contexte d'étude, il se révèle nécessaire d'expliquer brièvement l'impact général de cette technologie dans les relations interpersonnelles. Malgré les rapides progrès techniques de ces dernières décennies, la contribution du « père » des *media studies*, Marshall McLuhan reste d'extrême actualité. La portée révolutionnaire de la démarche du

sociologue et philosophe canadien consiste à mettre l'accent sur le médium, c'est-à-dire sur le moyen de transmission de l'information, qu'il estime affecter l'utilisateur plus que le contenu du message. Cette vision d'un médium qui ne peut donc pas être considéré comme neutre trouve une forme de validation ultérieure dans la nature et la forme de la communication analysée dans la quatrième partie de la thèse : le collage composite, avec sa grammaire diffusée globalement, faisant référence à un imaginaire culturel à la fois global, hybride, voire cosmopolite. Les chapitres suivants sont précisément dédiés à mettre en lumière comment le médium d'Internet se révèle ainsi, dans ces cas d'étude, être le berceau d'origine du contenu, de sa forme, de l'interprétation de son message.

L'actualité de McLuhan est également liée à sa capacité à saisir les dynamiques évolutives des médias. En 1964, dans son célèbre *Understanding Media. The Extensions of Man*, il affirmait : « la vitesse électrique, en regroupant toute fonction sociale et politique dans une implosion soudaine, a relevé la conscience de responsabilité de l'homme à un degré intense. Il est ce facteur implosif qui altère la position du nègre, de l'adolescent, et de quelques autres groupes. Ils ne peuvent plus être *contenus*, dans le sens politique d'association limitée. Ils sont maintenant impliqués dans nos vies, comme nous le sommes dans les leurs, grâce au média électrique » (McLuhan 1964, 3-5).

L'arrivée de l'ère de la « galaxie Internet » - terme que Manuel Castells choisit pour marquer le nouvel univers de la communication qui suit et dépasse ce que McLuhan a

baptisé « galaxie Gutenberg » (Castells 2001, 11) - a effectivement révolutionné la façon de laquelle les citoyens interagissent entre eux et les événements égyptiens n'en sont qu'un exemple. Le courrier électronique, les chats, la téléphonie Internet (le *VoIP – Voice over Internet Protocol*), les réseaux sociaux (blogues, Facebook, Twitter, YouTube, etc.) se sont tous révélés des moyens d'une communication le plus souvent libre et indépendante du contrôle et de la censure des autorités.

Dans le cadre de cette nouvelle « galaxie », les médias sociaux témoignent de la façon dont le développement et la diffusion d'un ordre en réseau ont effectivement marqué la naissance de nouvelles morphologies sociales, en conférant aux individus la faculté de s'agréger par un « ensemble de revendications et d'aspirations qui peinent à trouver leur expression dans les cadres classiques de la représentation » (Castells 2001, 343). À ce sujet, Hussherr souligne la nature inédite de l'impact social d'Internet, « capable de fédérer l'énergie humaine avec une force encore jamais vue dans l'Histoire » (Hussherr 2006, 167).

Le très célèbre slogan de McLuhan, « Le message, c'est le médium » (*the media is the message*), a ainsi fait l'objet d'une adaptation, de la part de Manuel Castells, qui le rend encore plus pertinent au terrain d'enquête de cette recherche : le sociologue catalan propose une mise à jour qui donne une place centrale à l'architecture de l'action sociale suite à l'introduction des médias sociaux : « le message, c'est le réseau » (Castells 2001, 11). Il n'a pas ailleurs été beaucoup écrit sur la puissance agrégative d'Internet, comme il sera illustré dans les pages suivantes. Clay

Shirky, qui figure parmi les voix les plus enthousiastes des opportunités sociales inédites offertes par ces technologies, remarque leur capacité à envahir les sociétés : « nous vivons, pour la première fois, dans un monde où faire partie d'un groupe globalement interconnecté est la situation normale de la plupart des citoyens » (Shirky 2010, 16).

Les résultats atteints par les révoltes de 2011 et 2013 en Égypte mettent également en lumière la nature toute particulière de ce réseau. Selon Manuel Castells, Internet représente un réseau *atypique*, dans le sens qu'il ne prévoit, ni d'ailleurs ne nécessite, de hiérarchie : la coordination des fonctions, la concentration des ressources sur des objectifs précis, l'accomplissement de tâches complexes montrent « une association sans précédent de souplesse et d'efficacité, de prise de décision coordonnée et d'exécution décentralisée, d'expression personnelle et de communication horizontale planétaire, qui offre une forme d'organisation supérieure à l'activité humaine » (Castells 2001, 10). Cette forme d'organisation est par ailleurs offerte à toute forme de finalité, y compris des fins criminelles telles que l'incitation à la haine et à l'organisation d'attentats, comme le montre par exemple la maîtrise des réseaux sociaux de la part de groupes racistes ou terroristes, tels que l'État islamique⁷⁵. Comme le remarque Cardon, il s'agit d'espaces

⁷⁵ À ce propos, il est utile mentionner la réponse du mouvement de hackers Anonymous face aux profils liés à l'État islamique. Une campagne de cyberattaques a été commencée suite aux attentats de Charlie Hebdo et a été renforcée davantage suite aux attentats du Bataclan. Voir « Anonymous menace à nouveau l'État islamique », Le Monde, article non

virtuels situés à la marge d'Internet, très mal classés en termes de hiérarchie de la visibilité (le *page rank*, duquel dépend l'ordre des résultats sur les moteurs de recherche), mais néanmoins accessibles à tout utilisateur qui les cherche (Cardon 2010, 42). Malgré le fait que les administrateurs aient toujours effacé les contenus signalés par les autorités ou les utilisateurs comme terroristes ou incitant à la violence, un effort de grande échelle dans ce domaine n'arrive qu'en décembre 2016, quand Facebook, Twitter, Microsoft et YouTube ont issu un communiqué conjoint pour annoncer la création d'une base de données partagée de ces contenus, ce qui est censé permettre leur élimination rapide⁷⁶.

3.3 Le débat actuel sur l'impact des médias sociaux sur la société

Le très riche débat actuel sur les conséquences sociales de la propagation de l'utilisation des médias sociaux couvre différentes positions qui vont de l'enthousiasme pour les nouvelles possibilités offertes au scepticisme sur la valeur de leur impact, jusqu'à la dénonciation de la multiplication des risques pour les utilisateurs - dont l'ampleur se multiplierait pour ceux

signé du 16 novembre 2015, disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/pixels/article/2015/11/16/anonymous-menace-l-etat-islamique_4810856_4408996.html (consulté le 7 juillet 2017).

⁷⁶ Facebook Newsroom, « Partnering to Help Curb Spread of Online Terrorist Content », 5 décembre 2016, <https://newsroom.fb.com/news/2016/12/partnering-to-help-curb-spread-of-online-terrorist-content/> (consulté le 7 juillet 2017)

qui ont recours à Internet comme instrument d'opposition à des régimes autoritaires.

Parmi les voix les plus célèbres de débat figure Fred Turner, qui soulignait déjà en 2006 qu'« il n'y a rien à propos des ordinateurs ou des réseaux d'ordinateurs qui impliquent nécessairement qu'ils nivellent les structures organisationnelles, rendent les individus plus complets psychologiquement, ou conduisent à la création de communautés intimes, malgré leur éparpillement géographique » (2006, 3). Le rapport du World Economic Forum déjà mentionné appuie cette interprétation, surtout pour les plus jeunes : 68 % des adolescents affirment avoir sollicité et obtenu un soutien au cours de moments difficiles de la part de leurs contacts sur les plateformes sociales. Cette dynamique est également présente à bien plus grande échelle, permettant l'amplification de réponses transnationales à des crises humanitaires, telles que le tremblement de terre au Népal en 2015. Le rapport révèle également la perception des utilisateurs à l'échelle globale en termes d'empathie : 54 % des personnes interrogées attribuent aux médias numériques un impact positif en termes de leur niveau d'empathie (2016, 26 - 34).

Néanmoins, au sujet de l'intensité de ces relations virtuelles, on ne repère pas d'accord. Ainsi, selon Malcom Gladwell, les médias sociaux ne peuvent donner lieu qu'à des liens faibles, caractérisés par un activisme individuel très limité, qui ne comporte pas d'effort et est marqué par l'absence de

dirigeants⁷⁷. Selon José Luis Dader, qui souligne néanmoins la capacité des réseaux sociaux à rendre accessible à tous l'actualité politique, cette « pénétration capillaire » se rapproche d'une « mise en scène populaire, qui souvent n'arrive pas à « franchir le seuil de la banalité distrayante » (Dader, 2012). Cette vision trouve un certain appui dans l'observation des équilibres politiques égyptiens sortants des révoltes populaires anti-Moubarak et anti-Morsi, où le leadership a été saisi par des groupes préexistants aux révoltes populaires - Frères musulmans et Armée - malgré les critiques incessantes et répandues sur les réseaux sociaux réservés à ces derniers, avec la multiplication des mèmes ou collages composites à but de satire politique.

L'une des voix critiques le plus célèbres, celle de Bauman, se focalise non pas sur les outils technologiques eux-mêmes, mais sur leurs utilisations. Le sociologue polonais décrit ainsi la propagation sur Internet d'une conduite hédoniste et triviale, avec l'éloignement des enjeux plus importants et la diffusion de l'information « la plus brève, la plus superficielle et la moins chargée de sens - avec un effet négatif évident sur la pensée stratégique et la propagation d'une attention à courte durée (Bauman 2011, 91). À ce propos, il est évident que la massification d'Internet a engendré en même temps la naissance de nouvelles formes de participation bien moins chargées intellectuellement que celles des premières communautés

⁷⁷ GLADWELL, Malcom (2011), « Twitter non fa la rivoluzione », *Internazionale* no 883, 4 février, 32-37

virtuelles. Les interactions très immédiates telles que les « j'aime » sur Facebook, Twitter ou YouTube, sont à la base de la pratique de quantifier l'ampleur de la faveur du public virtuel à travers leurs clics, ce qui est souvent accusé de dériver d'une expansion des logiques commerciales de monétarisation des contenus et des actions des utilisateurs de ces plateformes. Comme le souligne Cardon (2010, 80), la disqualification de ces actes de la part des partisans d'un Internet plus engagé et raffiné « n'est qu'une manière élitiste et conservatrice de fermer la porte aux nouveaux publics d'Internet ». De plus, comme on le verra dans la quatrième partie de la thèse, dédiée à l'analyse de terrain, différents niveaux de participation peuvent coexister et se renforcer mutuellement, grâce à l'architecture de ces réseaux sociaux qui permettent le développement de discussions plus ou moins approfondies à travers l'ajout de commentaires, et ouvrant ces commentaires à la logique plus immédiate, mais en même temps très efficace en termes de hiérarchisation des contenus en ligne, des « j'aimes ».

D'autres voix se prononcent avec vigueur sur les possibles conséquences néfastes des nouvelles technologies sur la société et les mouvements sociaux, comme celle du sociologue biélorusse Evgeny Morozov. Parmi les éléments les plus souvent mentionnés figure le risque de violation de la vie privée par les grandes entreprises d'Internet et, comme l'a montré l'affaire Snowden, par les gouvernements, même démocratiques. Lié à cet aspect, se trouve la possibilité offerte aux régimes oppressifs de tracer leurs adversaires. Une maîtrise de l'architecture

d'Internet et de la grammaire des médias sociaux par les gouvernements autoritaires peut d'ailleurs offrir une opportunité de diffusion de propagande gouvernementale et de mensonges⁷⁸, un aspect souligné même par les « enthousiastes », tels que Rheingold (2002, 20), et rendu particulièrement actuel par les activités de prosélytisme et de désinformation de l'État islamique, qui lui permettent d'attirer de nouvelles recrues par le biais d'Internet. Le courant « sceptique » dénonce enfin les limites du potentiel informatif d'Internet, en soulignant le phénomène contraire de la « ghettoïsation » virtuelle des internautes, liée à l'habitude de se référer uniquement à un nombre limité de sources, sans profiter du pluralisme des voix présentes dans le cyberspace. Ainsi, la majorité des internautes, selon Bauman⁷⁹, ne profite pas des possibilités d'un véritable dialogue, mais se referme dans une « zone de confort ». De plus, le contrôle, exercé par l'utilisateur des médias sociaux sur ses cercles d'interaction, avec la possibilité d'inclure et d'exclure des personnes, résulte selon Bauman en une version édulcorée et plus superficielle de l'interaction sociale. » Les médias sociaux ne nous apprennent pas le dialogue, car c'est trop facile d'éviter la controverse », met en garde le sociologue polonais, selon lequel la majorité des membres des réseaux sociaux utilise ceux-

⁷⁸ MOROZOV, Evgeny (2011a), « The dark side of Internet for Egyptian and Tunisian protesters », *The Globe and Mail*, 28 janvier. Morozov parle de « i-opium » des masses, qui peuvent ainsi être éloignées de la politique.

⁷⁹ BAUMAN, Zygmunt (2016), « Social media are a trap » , *El Pais*, 21 janvier - http://elpais.com/elpais/2016/01/19/inenglish/1453208692_424660.html (consulté le 10 juillet 2017)

ci pour valider ses propres opinions, dans une espèce de « zone de confort » virtuelle dépourvue de dialogue.

En parallèle de ces interprétations, on trouve celles qui soulignent au contraire l'impact positif d'Internet et des médias sociaux dans la vie quotidienne des individus et des communautés. Parmi ces groupes d'« enthousiastes », on compte notamment Nicholas Negroponte, Henry Jenkins et Yochai Benkler⁸⁰, ainsi que Dominique Cardon et Clay Shirky, déjà cités. Cette approche met l'accent sur l'observation que l'espace virtuel connecté, tout comme les démocraties, est basé sur le partage d'informations, sur le dialogue collectif, une attitude bien plus active et participative que celle engendrée par le système d'information précédent, basé sur les médias de masse (Benkler 2006, 465). Ce courant souligne la différence entre l'utilisation passive et individuelle de la culture, propre du XX^e siècle, et les nouvelles formes de conduite active et de participation permises par les outils numériques et les nouveaux médias, notamment le partage de sa propre opinion, y compris en ayant recours au geste créatif. Dans son « La démocratie Internet », Cardon met en valeur la dynamique d'émancipation rendue possible par Internet : le public, jadis relégué dans un rôle d'audience, a su s'approprier des opportunités offertes par le web de prendre la parole sans qu'on le lui demande », exposer sa vie privée et ainsi

⁸⁰ Benkler, tout en présentant une interprétation très positive de l'impact d'Internet sur la société, ne manque pas d'exprimer ses craintes pour une évolution qui pourrait trahir ses valeurs fondatrices de décentralisation du pouvoir et de liberté d'action. Il évoque en fait le risque qu'Internet évolue « vers un système qui amplifie le pouvoir dans les mains de l'État et d'une classe concentrée d'acteurs privés » (Benkler 2016, 19).

créer de nouveaux liens sociaux, produire des connaissances, définir les sujets desquels débattre et s'organiser. À travers cette dynamique, Internet propose une nouvelle forme de démocratie que Cardon définit comme son « avenir » : auto-organisée et non soumise à un contrôle supérieur – malgré les tentatives de normaliser cette situation, telles que l'attaque à la neutralité du net (dont on parlera dans les pages suivantes) et les limites imposées par l'architecture même de la toile, favorisant la voix des plus actives au détriment des silencieux et des non connectés.

Dans son livre *Cognitive Surplus – Creativity and Generosity in a Connected Age*, Clay Shirky présente sa vision très positive des possibilités offertes – et tout de suite saisies – avec l'introduction des médias sociaux, en analysant de nombreuses « bonnes pratiques ». Shirky présente les réseaux sociaux comme des « instruments qui permettent et récompensent la participation » (Shirky 2010, 42). Au sein des plateformes qui réunissent des personnes liées par leurs propres intérêts, « l'interaction et même l'action de chaque internaute est valorisée » (Hussherr et Hussherr 2016, 161). Cet élément est utile pour comprendre la diffusion des formes de création, de récréation et de partage d'images visant à susciter de la solidarité transnationale, une démarche qui présuppose une mise en valeur de l'opinion des autres usagers (voir chapitre 4.8). Le fait que cela soit la contribution de l'individu qui permet de mesurer sa participation dans ces espaces virtuels présente bien évidemment des différences avec les espaces réels, où les conditions d'âge, sociales ou culturelles peuvent constituer des obstacles insurmontables pour l'affirmation de soi. L'analyse

dans la prochaine partie de la thèse éclaircira la nature transnationale et transculturelle de certains espaces publics, où le ciment se retrouve justement dans la réalisation d'un but commun, pour lequel la contribution de chacun est la bienvenue.

Autre aspect souligné par ce courant, la possibilité offerte par ces moyens de créer une communauté globale, grâce à leur capacité à surmonter les limites géographiques (Negroponte 1995), la seule limite de la diffusion d'un message étant la compréhension du langage utilisé (limite réduite avec la propagation de la traduction automatique sur les réseaux sociaux et la présence de sites, logiciels et applications de traduction tels que Google Translate⁸¹). À ce propos, les médias sociaux se sont effectivement montrés un outil efficace dans la communication directe et immédiate des événements locaux au-delà des barrières nationales, comme le montrent les différentes formes de journalisme citoyen ayant fleuri au cours des révoltes dans les différents pays arabes.

L'approche utilisée dans ce travail, tout en prenant en compte les apports des différentes interprétations, se situe plutôt dans une position intermédiaire, fruit de la mise à l'épreuve des deux approches avec les événements égyptiens. En parallèle de l'analyse des nouvelles possibilités de communication transnationale offertes aux mouvements sociaux par les médias sociaux, et tout particulièrement de la capacité inédite offerte aux contenus qui suivent une grammaire spécifique (chapitre 4.9) d'obtenir une diffusion, rediffusion et transformation en d'autres

⁸¹ <https://translate.google.com> (consulté le 10 juillet 2017)

contenus à vaste échelle, l'évaluation des limites des pratiques ainsi engendrées, notamment sur le plan du changement politique réel, ne manquera pas.

Ainsi, même si les dynamiques d'engagement et d'activisme *in locu* ne représentent pas l'objet central de cette recherche, on tiendra compte de l'impact dans le monde réel des communications politiques virtuelles, tout particulièrement dans le cas où le régime est capable d'en identifier les auteurs, malgré leurs démarches pour l'anonymat. Il ne sera également pas ignoré que la grammaire et les pratiques qui visent à créer une solidarité transnationale peuvent servir une multiplicité de dynamiques autres que la lutte contre un régime répressif, y compris celles qui visent à diffuser des contenus et informations partiels, factieux ou encore criminels et terroristes. Comme le soulignaient déjà en 2002 James E. Katz et Ronald E. Rice, on assiste à une « tapisserie finement ouvragée d'individus qui s'engagent dans ce qu'ils font dans d'autres arènes, pour le bien et pour le mal, tout en multipliant les possibilités pour des nouvelles formes de pensée, interaction et action » (Katz et Rice 2002, xix).

3.4 L'impact des réseaux sociaux sur la sphère politique

La « révolution numérique », à travers son impact sur la façon de socialiser et de communiquer des jeunes, présente bien

évidemment un fort potentiel social et politique, comme le montrent les événements décrits dans la première partie de cette thèse.

Cette dimension était d'ailleurs bien présente dès l'introduction de l'ordinateur personnel et renforcée davantage par la mise en réseau des ordinateurs, comme illustré par Fred Turner (2006). Au début des années 1980, les « pionniers », jeunes Américains fortement influencés par la contre-culture hippie de la décennie précédente, considéraient l'informatique et Internet comme des outils pour une nouvelle société et une relation inédite au pouvoir politique. Ces technologies de communication décentralisée auraient permis de donner une place centrale aux individus et de créer des communautés par la base, incompatibles avec toute régulation venant du pouvoir central. En d'autres termes, ces pionniers visaient à changer la société sans même avoir des ambitions de pouvoir. Ce but était bien conscient de l'échec de la vague de contre-culture précédente, qui avait montré l'ambition de réaliser des buts tout à fait similaires, mais en construisant des communautés réelles séparées des communautés traditionnelles - le plus souvent loin de ces dernières, comme dans les bois - et où les pratiques traditionnelles et les rapports de pouvoir entre classes, sexes, races n'existaient plus - des expériences aboutissant fréquemment à une désagrégation de la communauté, voire à sa transformation en secte.

Le concept de solidarité est ainsi présent dès le début de la connectivité numérique, ancré dans l'origine même d'Internet. Des formes inédites de solidarité, dépassant ses déclinaisons

traditionnelles, liées aux corps religieux, sociaux ou nationaux, sont évoquées et pratiquées par les fondateurs mêmes et les premiers utilisateurs de cette nouvelle technologie de communication.

Cet élan utopique original trouve une formalisation dans la *Déclaration d'indépendance du cyberspace*, rédigée par le poète et activiste américain John Perry Barlow, fondateur en 1990 de l'ONG internationale *Electronic Frontier Foundation*, dévouée à la « défense des libertés civiles dans le monde numérique⁸² ». Dans ce document, imprégné d'un élan libertaire très hostile à l'État, le cyberspace est présenté comme « le nouveau domicile de l'esprit », siège d'un « espace social global » au-delà des frontières étatiques et dans lequel les gouvernements n'ont pas de souveraineté⁸³. Une démarche très nette, qui trouve un écho dans de nombreuses initiatives informatiques faisant appel à la collaboration de tout utilisateur visant à répondre à des thèmes d'ampleur transnationale. La formule du juriste américain Lawrence Lessig, « code is law » (le code, c'est la loi⁸⁴), évoque bien la primauté de l'architecture informatique sur les lois étatiques, comme la récente histoire égyptienne illustrée dans les pages précédentes l'a bien montré. Autrement dit, Internet agit

⁸² <https://www.eff.org/> (consulté le 10 juillet 2017).

⁸³ Le texte de la Déclaration est disponible sur le site de l'Electronic Frontier Foundation à cette adresse : <https://www.eff.org/cyberspace-independence> (consulté le 10 juillet 2017).

⁸⁴ LESSIG, Lawrence, *Code: Version 2.0*, New York, Basic Book, 2006, cité en Cardon 2010, 95.

comme « extenseur de la liberté individuelle » (Dagnaud 2017, 111).

Le mouvement pour le logiciel libre, précédemment cité, animé par la Free Software Foundation, ne représente donc pas seulement un appel à la coopération technique, mais aussi à la diffusion d'une nouvelle éthique sur laquelle baser les rapports sociaux : un but clairement progressiste, délimité par ses fondateurs et encore perdurant, malgré certains risques de concentration du pouvoir (voir note 81).

La définition de Laurence Allard (citée dans Cefai 2003, 178) de projet « sociotechnique », paraît donc très pertinente. Cette double finalité technique et sociale est bien clairement présente dans la présentation de la Free Software Foundation : « Le mouvement du logiciel libre est l'un des mouvements sociaux les plus réussis issus de la culture informatique, animé par une communauté mondiale de programmeurs éthiques dédiés à la cause de la liberté et du partage »⁸⁵.

En même temps, avec la massification d'Internet, l'idée qu'il constitue un espace séparé où bâtir une société meilleure a perdu son élan, et se retrouve reléguée dans des communautés spécifiques. Comme le souligne Cardon, cette « fiction communautaire de l'Internet a aujourd'hui explosé sous l'effet de la diversification des publics » (Cardon 2010, 31), qui peuvent profiter des amples possibilités communicatives offertes et incluant « l'expression de soi, le plaisir de l'échange, la quête de

⁸⁵ www.fsf.org/about (consulté le 10 juillet 2017).

visibilité, le goût de la participation, la promotion de certaines valeurs, les prises de position morale, l'engagement politique, etc. » (Dagnaud 2017, 111).

Cardon ajoute que ce nouveau rapport d'intégration virtuel/réel prend la dimension d'« enclaves communautaires regroupant, sur la base de la proximité sociale, géographique et culturelle, des individus partageant des traits communs » (ibid.) : c'est bien l'analyse de ces traits communs - de nature culturelle, mais pas forcément géographique et sociale - qui permet de saisir la portée du cas d'étude de la présente recherche.

L'analyse de l'intégration entre ces deux espaces publics représente l'un des terrains principaux de la recherche sur Internet. À cet égard, bien avant l'introduction à grande échelle d'Internet, Harvey Molotch adaptait à sa façon le slogan de McLuhan, en lui conférant une acception qui s'adapte bien à cette démarche, aussi bien que, en plus de la contribution de Castells déjà mentionnée, à l'objet de la présente recherche : « le médium est le mouvement » (Molotch 1988, 81). Le rôle des médias se révèle en effet central à différents niveaux du conflit politique et social, en particulier en ce qui concerne leur fonction dans la construction même de l'identité de ces mouvements à travers la définition des problèmes, en facilitant en même temps la communication interne, le recrutement de nouveaux membres et en rendant plus facile l'engagement des membres existants. Molotch ne se limite pas à souligner l'influence du médium sur la communication du mouvement, mais également sur sa nature

et sa structure : « le résultat de ces décisions [médiatiques] n'affecte pas uniquement le succès du mouvement, mais façonne son leadership et son sens auprès du grand public et de ses propres adhérents - bref, ce que le mouvement est en réalité » (ibid.). Cette opinion est partagée par Lievrouw, qui parle à ce sujet de « mobilisation médiatisée » (*mediated mobilization*), dynamique dans laquelle « les activistes politiques et culturels utilisent Internet et les médias numériques pour surmonter les limitations informatives, géographiques et culturelles de l'organisation traditionnelle du mouvement social », ce qui engendre la création de « nouveaux mouvements connectés qui sont plus flexibles, inclusifs, lâchement connectés et vastes que les mouvements traditionnels » (2011, 176).

Bien plus qu'un simple support, le médium obtient ainsi la valeur de véritables processus d'une telle dynamique et toute analyse du mouvement ne peut donc que l'inclure.

Dans le cadre des mouvements égyptiens de contestation, les cas célèbres de groupes avec une présence marquée dans le cyberspace - notamment, comme déjà illustré, le Mouvement du 6 avril, le groupe Nous sommes tous Khaled Said et le Mouvement Tamarod - peuvent s'inscrire dans cette dynamique de réflexivité entre virtuel et réel, le premier ne se limitant pas à être un instrument du second, mais en influençant directement la portée, la nature des actions, le rapport avec les membres et sympathisants à proximité tout comme à des milliers de kilomètres, etc. « La révolution ne sera plus télévisée », écrivait en 2006 Thierry Vedel.

Cela sans oublier bien évidemment qu'il existe de nombreux autres instruments d'information et de communication, à commencer par les médias traditionnels, desquels il serait incorrect de négliger l'impact. Joseph W. Roberts (2009) souligne notamment l'importance persistante de l'interaction interpersonnelle directe - sans laquelle il ne serait pas possible pour le groupe de mobiliser ses ressources et de maintenir une cohésion solide entre les participants, qui se révélerait autrement transitoire. Cet aspect représente, dans l'analyse de Roberts, l'une des trois limitations majeures de l'utilisation politique de ces nouvelles technologies, avec l'impossibilité de contacter la partie de la population (considérable, dans le cas de l'Égypte - voir chapitre 3.10) qui ne possède pas les instruments pour accéder à cette forme de communication et la question de la sécurité, c'est-à-dire les risques, plus au moins limités par une maîtrise des moyens informatiques, liés à la diffusion de contenus contestataires dans un contexte de fort contrôle étatique des moyens de communication (Roberts 2009, 197).

En matière de conséquences pratiques, le recours aux médias sociaux et la convergence entre Internet et la téléphonie mobile fournissent aux groupes protestataires de toute nature les moyens de baisser leurs coûts de participation, d'organisation, de sensibilisation, de recrutement et d'entraînement : « Internet est capable de fédérer l'énergie humaine avec une force encore jamais vue dans l'Histoire » (Hussherr 2006, 167). Mais dans quelle mesure s'agit-il de moyens technologiques capables

d'influencer l'action sociale et politique ? Dans quelle mesure l'action sociale et politique a-t-elle influencé l'évolution de ces technologies ? En abordant ces questions, il paraît utile de mentionner le débat actuel entre deux perspectives opposées : celle du « déterminisme technologique » (*technological determinism*) et celle du « façonnement social de la technologie » (*social shaping of technology*). La première démarche, comme le suggère le nom, voit la technologie comme la dynamique principale derrière le changement social.

Les médias sociaux seuls, bien évidemment, n'ont aucune possibilité d'instiguer une révolution, en l'absence de conditions sociales et politiques précises qui engendrent une action dans l'espace public réel. Il faut néanmoins remarquer que l'utilisation des réseaux sociaux a contribué, comme l'affirme Hmed Choukri à propos du cas tunisien, à la création d'une « communauté d'expériences vécues dans un cadre national » (Choukri 2011, 10). L'un des atouts principaux de cette « subversion des moyens de communication », la plus rapide de l'histoire humaine (Lévy 2002, 21), consisterait donc à avoir permis la circulation, puis l'unification des revendications (« Travail, liberté et dignité nationale »), des modes d'action (la destruction des portraits du Président, les manifestations pacifiques, les sit-in, les chaînes humaines, etc.) et des slogans (« Dégage ! ») (Choukri 2011, 11). Cette dynamique, comme cela s'est vérifié également en Égypte, est marquée par le recours à des moyens internationaux (Facebook, Twitter, YouTube, etc.) pour la création d'arènes politiques nationales, d'espaces publics autonomes vis-à-vis du

système médiatique officiel égyptien fortement contrôlé par l'État.

De plus, le recours aux nouvelles technologies dans le processus contestataire juvénile à échelle nationale est profondément lié aux conséquences des actes défiants des régimes répressifs tels que l'Égypte de Moubarak ou la Tunisie de Ben Ali, où la réponse des autorités aux actes de protestation est particulièrement dure. Sur ce plan, l'activisme en ligne se différencie profondément de l'activisme en personne : la nature du web, dont la maîtrise permet l'anonymat, influence profondément l'action contestataire, surtout par les membres de groupes marginalisés par les autorités et/ou par la société. La possibilité de se mettre en réseau, d'échanger des opinions et des informations sur les pages Facebook ou les pages d'un blogue comporte en plus des conséquences sur la perception et la confiance en soi et dans les groupes contestataires d'appartenance. Bien évidemment, dans la majorité des lieux virtuels de contestations à des régimes répressifs - blogues, pages Facebook, profils Twitter, etc. - les utilisateurs utilisent un pseudonyme plutôt que l'anonymat - un choix lié au fait que le pseudonyme permet la création d'une réputation virtuelle basée sur un historique d'actions, nécessaire à la formation de la confiance, élément fondamental de toute interaction participative. L'action contestataire peut ainsi bénéficier, sans risques pour son auteur, de ce que Clay Shirky appelle une motivation intrinsèque, c'est-à-dire une motivation dans laquelle la récompense se trouve dans l'action elle-même, car elle est

alimentée par le sentiment d'appartenance et de partage⁸⁶ dans un groupe, autrement dit une motivation sociale (Shirky 2010). Monique Dagnaud (2017) souligne la composante de l'« autoréalisation » et de la « satisfaction personnelle » dans ces dynamiques, qui ne doivent donc pas être assimilées à la logique du don, à une démarche éminemment altruiste, où encore à une forme d'utilitarisme social, car la présence et l'intensité d'un retour sur ses propres actions n'est jamais assuré de la part des autres utilisateurs. La quatrième partie de la thèse s'occupera justement de saisir les conditions qui se révèlent le plus capables de susciter le retour d'une audience transnationale.

Dans ce cadre, il est utile de mentionner un autre élément de nouveauté offert par les réseaux sociaux numériques, qui est la possibilité offerte aux usagers de doser leurs propre visibilité et traçabilité : la majorité des réseaux sociaux offrent différentes possibilités aux internautes pour choisir l'audience souhaitée pour chacune de ses interactions sur le réseau, sur une échelle qui va de l'anonymat à la visibilité totale. Les utilisateurs peuvent ainsi limiter la visibilité de leurs propres profils ou de leurs contenus publiés - dans leur totalité ou pour une partie d'entre eux- à ses propres contacts, à certains d'entre eux ou encore en en bloquant d'autres.

Le risque d'effectuer une évaluation erronée de l'impact politique des nouveaux médias est également lié au fait que,

⁸⁶ Comme le souligne Eliasoph (2013), ce sentiment d'identification peut être construit à travers la participation à une communauté exclusivement virtuelle, sans besoin d'interaction avec d'autres membres dans le monde réel.

dans les pays autoritaires, les médias occidentaux n'ont souvent pas d'autres moyens de suivre l'évolution réelle d'une crise qu'à travers les médias sociaux - tout particulièrement Twitter et YouTube, nouveaux instruments du journalisme citoyen. À noter pourtant que, quand le gouvernement de Moubarak prit la décision de bloquer Internet, ceci non seulement n'arrêta guère les protestations dans la rue (qui, on l'a déjà vu, au contraire devinrent encore plus importantes), mais ne se révéla pas non plus utile pour bloquer le trafic Internet lui-même, qui continua - bien qu'à vitesse réduite - à travers la technologie d'accès à Internet par ligne commutée, c'est-à-dire par le biais des lignes téléphoniques traditionnelles, avec le soutien d'activistes et de hackers à l'étranger⁸⁷. De plus, toute décision de bloquer Internet ne peut désormais que causer d'énormes conséquences pour l'économie nationale, globalement dépendante des communications en ligne. Bloquer le système d'échanges informatiques coïncide d'ailleurs, dans les stratégies militaires modernes, avec le blocage du pays tout entier, comme en témoigne la mise en place de plans pour la cyberattaque des états ennemis par les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni.⁸⁸

⁸⁷ Daily Mail, « How the Internet refused to abandon Egypt: Authorities take entire country offline... but hackers rally to get the message out », 30 janvier 2011, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1351904/Egypt-protests-Internet-shut-hackers-message-out.html> (consulté le 10 juillet 2017).

⁸⁸ GREENWALD, Glenn et MACASKILL, Ewen (2013), « Obama orders US to draw up overseas target list for cyber-attacks », *The Guardian*, 7 juin, <http://www.theguardian.com/world/2013/jun/07/obama-china-targets-cyber-overseas> (consulté le 10 juillet 2017)

Ainsi, à travers son impact sur les mouvements sociaux, le médium affecte également le cadre supérieur, c'est-à-dire celui de l'état nation, dont le pouvoir de contrôle se révèle limité. Pierre Buhler illustre la retombée de cette dynamique sur les équilibres institutionnels étatiques, qui : « imperceptiblement, mais en profondeur, érode les fondements de la puissance étatique [...] en conférant aux individus un pouvoir que l'organisation en réseau agrège et démultiplie dans des proportions auparavant inconnues » (Buhler 2011). Néanmoins, comme l'a montré l'affaire Snowden, les capacités des gouvernements à surveiller ses propres citoyens ne doivent pas être sous-estimées : le progrès des technologies d'espionnage d'État demande des compétences avancées et un consentement jour pour jour pour s'assurer une présence anonyme sur la toile. Dans le contexte égyptien, la prise de conscience du régime des possibilités politiques offertes par les réseaux sociaux arrive suite aux émeutes de Mahalla en avril 2008, le premier exemple de mobilisation politique d'opposition à grande échelle véhiculée par Internet, dont l'ampleur n'avait pas été prévue par le gouvernement. Suite à cet épisode, le système Moubarak - puis Morsi et al-Sisi - s'est doté des compétences pour sonder l'activité des groupes d'activistes, de manière à mettre en place une répression rapide et efficace. L'ampleur de la participation

BLITZ, James (2013), « UK becomes first state to admit to offensive cyber attack capability » , *The Financial Times*, 29 septembre - <http://www.ft.com/cms/s/0/9ac6ede6-28fd-11e3-ab62-00144feab7de.html#axzz2hQE2Ag2Y> (consulté le 10 juillet 2017).

aux révoltes de janvier 2011, lancées sur Facebook, tout comme de celles de juin 2013, se révélait bien supérieure aux évaluations du régime, jusqu'à aboutir à une masse critique contre laquelle l'État ne possédait plus d'instrument pour la contenir.

À propos de la suite des mouvements permis, facilités et accompagnés par une mobilisation en ligne, il est utile d'effectuer un rappel à propos de la structure hautement décentralisée de l'interaction dans le cyberspace. Il s'agit, on l'a déjà mentionné, de communautés virtuelles très vastes et composites, formées par des utilisateurs dont la participation est poussée par des motivations hétérogènes. En effet, l'analyse des espaces virtuels qui ont donné de la visibilité, encouragé et accompagné les révoltes - et en large mesure rendu possible leur succès - révèle un ensemble dont l'ampleur doit être liée au très faible coût d'entrée et à la facilité de soutenir une cause par le biais d'un simple clic, sans nécessiter un lien d'appartenance fort. Ainsi, comme le souligne Cardon, « il est impensable qu'un collectif aussi hétérogène délègue à un corps de représentants le droit de parler en son nom » (2010, 89). Une question qui paraît donc légitime se pose : doit-on tenir compte de cette caractéristique des communautés virtuelles lorsqu'on analyse l'évolution politique de l'Égypte après les deux révolutions ? Le manque de hiérarchie, d'autorité centrale ou de directoires du mouvement de revendication en ligne semble se refléter dans le manque d'une nouvelle élite politique en mesure de se substituer à l'ancienne. Cette hétérogénéité, miroir des différents acteurs qui ont intégré les deux révolutions, rend quasi impossible la désignation d'un référent individuel ou collégial qui puisse

parler au nom de tous les usagers inscrits et actifs dans ces espaces virtuels.

Il est enfin utile de mentionner - sans approfondir, car peu pertinent pour le cas d'étude - un dernier élément de l'impact d'Internet sur la politique, celui du volant pour la transparence des administrations publiques - une pratique incompatible avec une gestion autoritaire du pouvoir, qui ne présente évidemment pas l'intention de dévoiler les détails de ses actions et de les soumettre au scrutin de ses propres citoyens.

3.5 L'accès aux informations, entre neutralité, informations non vérifiées, bulles de filtres et chambres d'écho

Afin de saisir la nature et l'ampleur de la contribution des réseaux sociaux aux révoltes, objet de recherche, il convient de prendre en considération quatre aspects fondamentaux de l'architecture même d'Internet : la neutralité du net, la diffusion d'informations erronées (*fake news*) et deux phénomènes connus sous le nom de « bulle de filtres » (*filter bubbles*) et chambres d'écho (*echo chambers*).

Le premier est un élément souvent oublié dans le débat sur l'impact politique et social d'Internet, car lié à la perception courante, démocratique et égalitaire de ce médium. Il fait

pourtant l'objet de débats très animés, surtout aux États-Unis⁸⁹. La neutralité du net implique que les fournisseurs d'accès à Internet doivent acheminer dans les mêmes conditions les données à leurs clients, empêchant ainsi de privilégier la qualité du service pour un site plutôt qu'un autre et donc d'imposer une hiérarchie basée sur l'achat d'un tel privilège. La neutralité a d'ailleurs de lourdes conséquences en termes de contenu : elle est à la base du web 2.0, de la *mass self-communication*, de la possibilité de toute personne non seulement d'accéder à tout contenu mais aussi d'utiliser la toile pour diffuser des produits textuels et audio-visuels (originels ou modifiés), informer (y compris le journalisme citoyen), susciter une réaction de la part d'autres usagers dans le monde virtuel, avec un large éventail d'implications potentielles dans le monde réel. En même temps, la neutralité permet d'accéder librement à toute forme d'information - et de contre-information - dépassant les logiques marchandes, comme la censure et l'information

⁸⁹ Depuis quelques années les partisans de la neutralité du net se confrontent aux grands fournisseurs des services de connexion Internet, un débat où considérations techniques et politiques se mélangent. La neutralité du net implique que les fournisseurs d'accès à Internet doivent acheminer dans les mêmes conditions les données à leurs clients - ce qui, pour les premiers constitue un obstacle aux investissements dans les infrastructures mais qui, pour les seconds représente une tutelle de la liberté d'expression. Aux États-Unis, entre la fin de 2014 et le début de 2015, le débat a eu une très grande visibilité, grâce au soutien du président Obama pour la cause et aux plus de quatre millions de citoyens signataires d'un appel à la Federal Communication Commission (FCC). Le 26 février, la commission a donné raison aux partisans de la neutralité, tout en indiquant une série d'interdictions relatives à la création d'un accès privilégié à certains sites de la part des fournisseurs. La décision de la FCC, première prise de position de l'État américain dans le domaine de la démocratisation de la structure d'Internet, montre la nécessité de l'intervention des autorités pour préserver la liberté d'expression, dépendante de la Constitution américaine.

univoque des régimes non démocratique. Elle permet la formation de nouvelles identités et esprits d'appartenances politiques, religieuses, culturelles et sociales. Cette caractéristique d'Internet contribue ainsi à lui conférer une importance de premier plan dans la dissidence à tout régime : elle peut viser un public circonscrit - quartier, ville, nation - ou extrêmement vaste, correspondant potentiellement au nombre total d'utilisateurs d'Internet.

Le potentiel de cette dynamique trouve l'une de ses limites principales dans la diffusion de fausses informations et les bulles de filtres. Dans le premier cas, il faut préciser que les plateformes de partage de contenus telles que Facebook ou Twitter ne possédaient pas de filtres pour limiter ou empêcher la diffusion d'informations imprécises ou même entièrement fausses à l'époque des événements étudiés en Égypte. Le manque d'esprit critique et de compétences dans la gestion des sources d'informations est à la base de ce phénomène. Aucun remède efficace en termes d'algorithmes à la base du fonctionnement des plateformes sociales ou d'intervention ponctuelle de rédacteurs capables de vérifier ces informations n'a été présenté. Il s'agit donc d'une dynamique qui ne cesse de produire ses effets : au cours de l'année 2016, deux grands événements - la victoire du Brexit et l'élection à la présidence des États-Unis de Donald Trump - ont contribué à développer le débat sur la fiabilité des informations en ligne, suite à la circulation de nombreuses informations mensongères sur les réseaux sociaux qui auraient influencé, selon les perdants de ces votes, les résultats. Il n'est

donc pas étonnant que le « Mot de l'Année » de l'Oxford Dictionary pour 2016 soit *post-truth* (post-vérité), définie comme "*concernant ou dénotant des circonstances dans lesquelles des faits objectifs sont moins influents dans la formation de l'opinion publique que des appels à l'émotion et à la croyance personnelle*"⁹⁰.

La bulle de filtres, terme créé par l'activiste américain Eli Pariser (2011), se réfère au contraire aux conséquences d'une décision des plateformes sociales d'introduire, dans l'architecture des principales plateformes du net telles que Facebook et Google, des filtres ayant pour but de « personnaliser » l'expérience en ligne, mais dont le résultat peut engendrer la ghettoïsation, citée précédemment, dont parlait Bauman. À travers la récolte d'informations sur les usagers - contacts, partage d'informations, « likes », etc. - les algorithmes à la base de ces plateformes visent à proposer de façon privilégiée la partie d'Internet correspondant le mieux aux intérêts de l'utilisateur, en réduisant ainsi de façon sensible la possibilité qu'il accède à des contenus éloignés des goûts précédemment exprimés (Bozdog 2013). Il n'est donc pas surprenant qu'une enquête du Pew Research Center sur la population étatsunienne disposant d'un compte Facebook souligne que seul un faible pourcentage de cette population (13 %) remarque qu'une majorité d'opinions politiques présente sur le réseau ne sont pas proches des siennes ; la grande majorité

⁹⁰ <https://en.oxforddictionaries.com/word-of-the-year/word-of-the-year-2016> (consulté le 10 juillet 2017)

estime qu'elles lui correspondent en partie ou complètement (85 %) ⁹¹.

Un trait commun à ces architectures est le choix de plateformes telles que Facebook et Google de ne pas charger leurs employés d'effectuer ce tri, mais de demander à l'algorithme de le faire : cela leur a permis de renvoyer la responsabilité des informations affichées sur l'utilisateur lui-même, étant donné que cet algorithme se limite à observer, identifier et reproduire ses préférences précédemment exprimées par un clic de souris. De cette manière, il est difficile d'accuser ces plateformes de censure. Néanmoins, l'effet de ces algorithmes limite fortement la portée pluraliste de ces réseaux - un des éléments à la base du courant susmentionné des « enthousiastes » de l'impact sociopolitique des réseaux sociaux - afin de rendre l'expérience de l'utilisateur plus agréable, car marquée par la rencontre avec des textes et matériels audiovisuels compatibles avec les intérêts des usagers.

De plus, les usagers sont libres de trier eux-mêmes les publications qui leur sont proposées : afin de ne pas voir de contenus jugés désagréables, tout usager peut cacher l'affichage de publications de certains contacts, voire les effacer de sa liste d'amis, mettant ainsi fin à toute interaction sur cette plateforme. C'est ainsi que les usagers peuvent se retrouver à l'intérieur d'une *echo chamber*, où tout le monde partage la même opinion,

⁹¹ MITCHELL, Amy, GOTTFRIED, Jeffrey, KILEY Jocelyn et al. (2014), « Section 2: Social Media, Political News and Ideology », site Internet du Pew Research Center, 21 octobre, <http://www.journalism.org/2014/10/21/section-2-social-media-political-news-and-ideology/> (consulté le 4 juillet 2017).

ce qui engendrait d'ailleurs le risque d'induire sa diffusion généralisée au sein de la société.

Cette « validation » de sa propre sensibilité, y compris bien évidemment celle dans le domaine politique, risquerait ainsi d'isoler les usagers situés dans des communautés virtuelles ayant entre elles des interactions très limitées et partielles. L'architecture du réseau affecte ainsi en profondeur l'impact politique potentiel d'Internet : comme le remarque Pariser, « La démocratie exige que les citoyens voient les choses d'un point de vue différent, mais au contraire nous sommes de plus en plus enfermés dans nos bulles. La démocratie exige de s'appuyer sur des faits partagés ; au contraire, des univers parallèles mais séparés nous sont offerts » (Pariser 2011, 8). Cela n'empêche pas certains de ces « univers » d'atteindre des proportions considérables, et de le faire au-delà des frontières nationales, culturelles, sociales, religieuses, etc. C'est le cas des pages Facebook, objet de cette recherche, suivies de façon continue par des usagers connectés depuis le monde entier.

Une situation où, même sans avoir besoin de recourir à la notion de bulles de filtres et de chambres d'écho, l'utilisateur risque de se retrouver isolé, sans disposer des outils pour profiter de l'ampleur et de la diversité des informations présentes en ligne. Le risque de repli sur soi est donc présent, comme le souligne Richard Edelman, expert en relations publiques, qui affirme à ce propos que « dans cette ère de technologies médiatiques explosives, il n'y a pas de vérité à l'exception de celle qu'on crée pour soi-même » (cité dans Rushkoff 2013, 59). Ce n'est pas

surprenant que le journalisme professionnel, en crise en raison de la diminution d'achats de journaux, revendique son rôle de sélectionneur de sources et d'informations, avec la création de versions en ligne et constamment mises à jour de tous les principaux quotidiens et magazines. À côté des informations fournies par leurs journalistes, ceux-ci proposent une sélection des contenus de la toile - ce qui transforme ces sites en portails web « guidés », un geste proche de celui des rédacteurs de *Courrier International* et d'autres magazines similaires.

Une enquête publiée en mai 2017 sur l'utilisation des moteurs de recherche aux États-Unis et dans six pays européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne et Pologne) invite néanmoins à ne pas surestimer l'effet d'isolation engendré par les *fake news*, *filter bubbles* et *echo chambers*. Cette recherche du Quello Center de la Michigan State University, conduite par le professeur William H. Dutton, montre que la grande majorité des usagers d'Internet (plus de 80 %) restent sceptiques sur les contenus accessibles sur Internet, et vérifient les informations à travers les moteurs de recherche (Dutton et Reisdorf 2017). Déjà en 2010, Cardon invitait à ne pas craindre une « balkanisation » de la discussion politique sur Internet, étant donné la dimension marginale et limitée à des groupes d'extrémistes de ce phénomène : « sur le web comme dans la vie réelle, la vie politique est agonistique » (Cardon 2010, 93).

À cet égard, la valeur des affiliations à des pages avec des buts politiques et sociaux clairs, promouvant souvent un activisme de la part des usagers, ne devrait pas être exagérée. Il

se révèle en effet difficile de saisir la portée exacte de l'engagement des usagers dans le geste contestataire : le fait d'utiliser son propre écran d'ordinateur pour accéder, même de façon régulière, à la narration contestataire - par exemple en suivant un profil Twitter ou une page Facebook - voire de profiter des outils du web 2.0 (partage, commentaire, j'aime⁹², etc.) pour soutenir directement et contribuer aux discussions virtuelles, n'engendre pas nécessairement un engagement contestataire dans le monde réel. Cela devient encore plus évident dans le cadre d'un régime répressif, comme celui étudié ici, où les efforts et les risques, très limités, demandés aux usagers virtuels dans ces interactions sont bien loin de ceux liés à la participation active à des groupes contestataires clandestins. Comme le souligne Thierry Vedel, l'adhésion à une pétition n'implique pas forcément un engagement fort vis-à-vis de cette dernière, et malgré la diffusion de nouveaux espaces virtuels de débat, les « émetteurs » se révèlent bien plus nombreux que les « récepteurs »⁹³. Ainsi, Internet semble représenter un terrain

⁹² La fonction « Like » (ou J'aime, dans la version française de Facebook), représentée par l'icône d'un petit pouce en l'air, est disponible en bas de tout contenu - mots, images, vidéos - publié par un individu ou une page. Une fois appuyé sur cette icône, le compteur à côté marquera un numéro de plus, et le contenu sera automatiquement affiché sur la page de bienvenue Facebook des contacts de l'auteur du Like. Le partage d'un contenu, effectué en appuyant sur l'icône d'une petite flèche, affiche le contenu sur la page personnelle du partageur, ainsi que sur la page de bienvenue de ses contacts. La différence se trouve donc dans le fait que le partage laisse une trace permanente sur la page de l'auteur - qui a néanmoins la possibilité d'effacer le contenu dans le futur.

⁹³ VEDEL, Thierry (2016), « Snowden a montré une autre réalité d'Interne », *site de Sciences Po*, 11 octobre, <http://www.sciencespo.fr/actualites/actualit%C3%A9s/%E2%80%9Csn-owden-montr%C3%A9-autre-r%C3%A9alit%C3%A9-d'Internet%E2%80%9D/2490> (consulté le 10 juillet 2017)

fécond pour cette nouvelle forme de communauté virtuelle, à adhésion scalaire et en moyenne plus faible que dans son équivalent réel : selon Bauman, c'est bien cet aspect, uni à la nature temporaire et provisoire des réseaux sur Internet, qui rend les communautés virtuelles bien plus attractives pour un grand nombre de personnes (Bauman 2011, 92). Cette adhésion apparaît en même temps plus inclusive, avec la présence dans les communautés virtuelles d'une diversité et différence sociale plus forte - un phénomène encore plus marqué par la forte diversité déjà présente dans les communautés urbaines dont parle Richard Florida (2003).

De plus, même parmi les jeunes générations de l'Égypte du dernier Moubarak et de Morsi, il serait erroné de surestimer le rôle du web dans la formation de la conscience politique au point d'oublier l'impact des interactions au sein des communautés réelles. Comme le rappelle Simone Sibilio, « dans le monde arabe il y a plusieurs lieux et acteurs qui participent à la formation des opinions publiques nationales et internationales » (Corrao 2011, 85) : écoles et mosquées (plus aisément contrôlées par les régimes), presse, chaînes de radio et télévision nationales, aussi bien que celles disponibles sur satellite, qui au cours du Printemps arabe ont partagé avec le monde entier leur attention (et dans plusieurs cas leur faveur) pour les instances de contestation. Un regard d'ensemble appréhendant les différents facteurs de formation de cette conscience, tels que celui esquissé au cours de la première partie de la thèse, permet ainsi de saisir une image plus proche du réel : « sur le plan de la

communication audiovisuelle et de la production des médias c'est, à mon avis, la convergence de plusieurs facteurs à avoir alimenté, au cours des dernières décennies, une nouvelle conscience sociale, culturelle et politique, et à avoir forgé une opinion publique arabe qui résiste au discours gouvernemental dominant » (Simone Sibilio, *in* Corrao 2011, 86).

Il semble enfin intéressant de mentionner, à propos de l'accès aux informations sur le web, la valeur d'une dynamique de « serendipité », comme le fait Auray (cité en Cardon 2010, 59). Ce mot dérive du terme anglais *serendipity*, que le dictionnaire Merriam-Webster définit comme « la faculté ou le phénomène de trouver de valeur ou agréables des choses non recherchées ». Il semble apte à décrire la nature non linéaire et rationnelle de l'expérience de la plupart des réseaux sociaux, à l'intérieur desquels on se retrouve face à des contenus inattendus, non recherchés mais amenés sur nos écrans par un conjoint d'algorithmes, basés sur les choix de nos amis et de nos précédents comportements sur le réseau. Ceci n'empêche bien sûr pas l'utilisation des réseaux sociaux pour obtenir une information ou du matériel numérique spécifique - par la fonction des *hashtags*, ou les mots-clés. Toutefois, il ne faudrait pas s'étonner, si Facebook rendait ces données disponibles, qu'une bonne partie de l'audience des contenus de la page constituant l'objet d'étude soit arrivée sur cette dernière guidée par ces algorithmes, plutôt que par sa propre décision.

3.6 Les implications politiques des dimensions spatiales et temporaires du cyberspace

La vitesse et la diffusion planétaire du cyberspace a bien évidemment affecté en profondeur la perception quotidienne de l'espace et du temps pour ses usagers. L'environnement numérique connecté est très fréquemment considéré comme l'expression du temps réel. Jamais dans l'histoire, une part aussi importante de l'humanité - environ 3 207 059 millions de citoyens connectés à Internet en 2015⁹⁴, sur une population mondiale de 7 349 millions⁹⁵ - a eu la possibilité d'accéder en temps réel aux mêmes contenus et sources d'information - bien évidemment à l'exception des pays qui imposent des filtres (plus ou moins efficaces) à la navigation, tels la Chine ou la Corée du Nord.

Cette disponibilité immédiate (ou presque) de contenus engendre différents effets, en commençant par ceux de nature psychologique: selon Douglas Rushkoff, « il s'agit plus d'une diminution de tout ce qui n'est pas en train de se passer maintenant », au point que, suite à un siècle marqué par le futurisme, le XXI^e siècle pourrait être celui du « présentisme »

⁹⁴ Source : base de données de l'Union internationale des télécommunications pour 2015: <http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx> (consulté le 6 juin 2016).

⁹⁵ Nations Unies, Département des Affaires Economiques et Sociales, Division de la Population, (2015). *World Population Prospects: The 2015 Revision, Data Booklet*, https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2015_DataBooklet.pdf (consulté le 10 juillet 2017).

(Roushkoff 2013, 7). S'il est vrai que l'architecture informatique connectée offre la possibilité d'une interaction immédiate - possibilité largement exploitée au cours des protestations en Égypte décrites auparavant - il est également vrai que la disponibilité permanente (ou presque) du matériel publié sur la toile permet un large accès asynchrone. Cette caractéristique d'Internet a été observée il y a vingt ans par Negroponte (1995). Comme illustré plus en détail dans les pages suivantes, l'asynchronie est d'ailleurs un élément nécessairement présent dans l'interprétation créative du présent, résultat d'une interprétation artistique des événements. L'analyse des contenus partagés en ligne au cours des protestations contre le président Morsi montre la coexistence d'éléments à différents niveaux de synchronie avec les événements dans les rues, de la presque immédiateté des collages de photos des foules dans les rues des différentes villes égyptiennes, à un certain décalage temporel (mesurable en termes d'heures, voire de jours) pour les images satiriques ou de propagande, créées en adhésion avec une grammaire et une esthétique partagées au niveau global (voir chapitre 4.9).

Il semble en effet possible de voir ces deux effets de la synchronie et de l'asynchronie, apparemment inconciliables, comme deux contributions au large éventail de possibilités que la toile offre aux usagers. Ceux-ci n'ont jamais été aussi libres de se procurer, quand ils le souhaitent, toute sorte de contenus. C'est ainsi à l'utilisateur de choisir d'intégrer ou non les dynamiques de la synchronie, en toute liberté, en pouvant toujours profiter, de façon très simple, de la « grande archive »

d'Internet. Ainsi perçue, la relation au temps ne semble pas susciter les préoccupations de conséquences néfastes liées à la synchronie, souvent identifiée comme l'une des conséquences principales d'Internet et accusée par exemple de créer un « état d'inadéquation de la pensée » (Lévy 2002, 23), où, « plutôt que trouver un point d'appui stable dans l'ici et maintenant, nous nous retrouvons à réagir à l'assaut toujours-présent d'impulsions et commandes » (Rushkoff 2013, 9).

Les conséquences du point de vue de la production culturelle, et tout particulièrement de celle d'amateurs et celle spontanée, éloignées des logiques du marché de l'art, sont très prononcées. Rushkoff parle à ce propos de « *now-ist pop culture* », une culture populaire du présent (2013, 28). En utilisant les canaux adéquats - c'est-à-dire les possibilités offertes par les plateformes sociales virtuelles - l'écart entre production artistique et sa diffusion peut devenir quasiment inexistant. La réception de produits culturels procède de la même façon : c'est justement cette vitesse qui permet aux contenus de devenir « viraux », de se diffuser « par contagion » d'usager à usager à travers le partage, dans un geste collectif. De plus, c'est toujours grâce à cette dimension temporelle que les usagers ont la possibilité de participer à cette dynamique de façon active et créative, en intervenant rapidement sur les contenus, à travers des modifications ou intégrations d'autres éléments. Cette temporalité de consommation est profondément ancrée parmi les jeunes générations connectées du monde entier, et contribue, comme le soulignent Cicchelli et Octobre (2017), à décréter le

succès de produits culturels « immédiats », notamment l'audiovisuel (cinéma, séries télévisées, clips sur les réseaux sociaux, etc.), et à négliger la littérature, soit-elle nationale ou internationale.

Néanmoins, la production « virale » restera ensuite toujours disponible, et les instruments de recherche de plateformes telles que Facebook, Twitter, YouTube et Google permettront de retrouver aisément ces contenus à tout moment.

L'impact du cyberspace sur la spatialité a souvent été décrit en termes similaires à celui sur la dimension temporelle : « Notre monde est à la fois partout et nulle part » écrivait en 1990 John P. Barlow dans sa *Déclaration d'indépendance du Cyberspace*. Du point de vue technique, l'architecture spatiale d'Internet est explicitée dans le célèbre « http » qui précède toute adresse Internet ; il correspond à « *Hypertext Transfer Protocol* » (protocole de transfert hypertexte), car les pages d'Internet sont définies comme des hypertextes, c'est-à-dire des documents liés entre eux par un lien (ou plus précisément un hyperlien), qui permet la navigation de l'une à l'autre. Les lieux d'origine des contenus sur Internet ont perdu en grande partie leur valeur, car les hyperliens lient les pages de façon très intriquée : le terme « toile » est donc tout à fait approprié pour se référer à Internet. C'est ainsi, à partir des interconnexions sémantiques, que cette architecture est constamment organisée, intégrée et réorganisée, et cela dans tous les domaines présents sur Internet.

Il s'agit donc d'une architecture, nous l'avons déjà remarqué, de nature profondément horizontale. Sur Internet, il n'existe pas de structure de contrôle ni de hiérarchie de pouvoir, comme le relève Pierre Lévy : « plutôt que des organisations, ce sont des médias en ligne, ou des communautés virtuelles en réseau, avec toute leur diversité, leur productivité, leur fluidité, qui se développent du côté de l'opposition planétaire, par opposition aux hiérarchies de pouvoir classiques des partis et des syndicats à l'ancienne mode » (Lévy 2002, 157). Il n'est pas surprenant que de nombreux groupes d'activistes - notamment ceux qui se sont développés autour de blogues ou pages Internet, tels le Mouvement 5 Etoiles⁹⁶ en Italie ou le Parti pirate⁹⁷ - aient indiqué que cette horizontalité, si éloignée de la pratique quotidienne de la politique, constitue un instrument nouveau et plus efficace dans les dynamiques telles que les consultations populaires et les élections, un instrument pour réaliser facilement la démocratie directe.

À côté du discours des partisans de la démocratie directe, l'une des assomptions les plus diffusées à propos de l'impact politique d'Internet est celle que les réseaux sociaux rendraient plus difficile la viabilité d'un régime autoritaire. Cette opinion

⁹⁶ Parti politique fondé en 2009 par Beppe Grillo, comicien, et Gianroberto Casaleggio, entrepreneur informatique. La principale source d'informations et de coordination du parti est le blogue personnel de Grillo, <http://www.beppegrillo.it/> (consulté le 10 juillet 2017).

⁹⁷ Le Parti pirate est né en Suède ; en décembre 2016, il est présent dans 69 pays, selon le site international du mouvement <https://pp-international.net/pirate-parties/> (consulté le 10 juillet 2017).

est partagée par de nombreux décideurs occidentaux, notamment par l'ancien président des États-Unis, Barack Obama qui, le 27 janvier 2011 dans une interview YouTube, a comparé le *social networking* à des libertés universelles telles que la liberté d'expression⁹⁸. L'une des contributions fondamentales et les plus célèbres sur ce point, fortement orientée vers l'impact politique positif de ces plateformes, est celle de Pierre Lévy. Dans son ouvrage *Cyberdémocratie*, paru en 2002, Lévy se focalise sur les nouvelles pratiques politiques engendrées par le développement du cyberspace et la mondialisation de l'économie et de la communication. Dans ce volume, rédigé avant le 11 septembre 2001, Lévy présente ceux qui s'opposent à la mondialisation comme la « principale force politique dissidente dans le nouvel espace public », capable d'expérimenter des « nouvelles formes d'organisations souples et décentralisées » (Lévy 2002, 10). Les tendances observées par Lévy le poussaient à préconiser à long terme une diffusion des régimes marqués par la liberté intellectuelle: « des formes d'organisation sociale dans lesquelles les individus sont plus libres - et donc mieux capables d'actualiser leur potentiel - et dans lesquelles les procédures et les outils de coopération intellectuelle sont plus efficaces ont un "avantage compétitif" sur les sociétés dans lesquelles les gens sont opprimés (ou les singularités étouffées) et la coopération intellectuelle découragée ou faiblement outillée » (ibid, 16).

⁹⁸ Comme le souligne Pierre Buhler, « Les États-Unis ont choisi de faire des TIC un outil de politique étrangère, un mode de projection de leurs idées, de leurs valeurs, de leurs intérêts, à l'image de ce qu'il avait représenté Radio Europe Libre pendant la guerre froide » (Buhler 2011, 346).

À présent, les nouvelles technologies du numérique et les plateformes sociales virtuelles ne semblent pas se présenter, on l'a déjà illustré, comme un instrument suffisant à elles seules, à former et faire surgir une nouvelle classe politique susceptible de bâtir un nouveau système démocratique. Le principe même de régulation des rapports entre participants aux réseaux sociaux, c'est-à-dire la possibilité pour tous de communiquer librement et de s'exprimer sur chaque sujet avec ses propres opinions – défini par Edoardo Boria (2011) comme « une conception anarchiste des rapports intersubjectifs » – engendre d'ailleurs des conséquences négatives du côté de l'organisation du mouvement de protestation lui-même. Un obstacle peut notamment surgir dans la sélection d'une élite indispensable à tout système représentatif. Evgeny Morozov est du même avis : il invite à ne pas sous-estimer les difficultés que les nouvelles structures démocratiques décentralisées nées sur Internet devront affronter dans un futur proche, pour faire face à la diffusion de forces fortement centralisées telles que les partis islamistes ou ceux liés au régime précédent⁹⁹.

L'observation des dynamiques politiques véhiculées à travers les réseaux sociaux, comme le rappelle Olivier Roy, montre d'ailleurs que le désir de démocratie n'en est que l'un des moteurs. L'effet « club de discussion » ne toucherait, affirme Roy

⁹⁹ MOROZOV, Evgeny (2011b), « Rete bucata. Se Facebook e Twitter limitano la democrazia », *Corriere della Sera*, 30 octobre

(2003, 128), qu'une intelligentsia déjà convoitée dans la vie publique de son propre pays. Une grande partie des usagers de ces plateformes ne recourraient pas aux possibilités d'échange transnational qu'elles offrent, y compris la confrontation avec une culture différente : le courant religieux majoritaire dans le terrain d'enquête resterait donc le dogmatisme du néo-fondamentalisme, représenté par une intelligentsia dé-territorialisée qui s'exprime à travers les nouveaux médias. La communication en ligne de l'État islamique ou d'Al-Qaïda, vouée à attirer sympathies et nouvelles recrues, n'en est qu'un exemple, et la dynamique des bulles de filtres, citée précédemment, ne fait qu'amplifier l'impact de leurs communications vers les usagers intéressés par ce type de contenus, en amplifiant les risques de radicalisation.

De plus, comme illustré auparavant, les gouvernements autoritaires, après avoir essayé la stratégie de la censure et même du blocage d'Internet, se sont souvent pour la plupart convertis eux-mêmes à l'utilisation de ces réseaux. C'est le cas par exemple de l'Iran, avec son « Internet halal » fortement censuré, ou du gouvernement turc, qui a mis en place une équipe de 6 000 experts volontaires pour influencer la diffusion des informations à travers les réseaux sociaux¹⁰⁰.

Le travail sur l'utilisation politique des réseaux sociaux permet d'ailleurs de saisir des dynamiques qui évoquent partiellement celles que Habermas définit comme la « re-

¹⁰⁰ SMOLOVIC, Ksenia (2013), « Le gouvernement turc découvre l'influence des réseaux sociaux pour son image », *La Tribune*, 17 septembre.

féodalisation » de la sphère publique (Habermas 1974). La propriété des médias sociaux appartient en effet à des groupes privés, avec des intérêts économiques bien évidents, et malgré leur communication mise tout sur les opportunités gratuites offertes aux usagers, la viabilité économique de Facebook, Twitter et des autres principales plateformes sociales représente un but soigneusement suivi, et qui consiste dans la monétarisation de l'activité des usagers, dont le profilage est vendu à des entreprises privées tierces.

Néanmoins, ces plateformes constituent en même temps des espaces virtuels de critique, comme illustré dans la première partie de la thèse : on est donc loin d'un « affaiblissement étrange » des fonctions critiques de la sphère publique. L'effet « bulle de filtres » déjà mentionné limite certes l'ampleur potentielle de ce débat pourtant présent, même en présence d'obstacles mis en place par des pouvoirs étatiques autoritaires et répressifs.

De plus, les pages Facebook à but politique peuvent effectivement montrer, comme dans le cas d'étude, une nature double : espace de dialogue et de débat à l'intérieur, et acteur public à l'extérieur, capables de « participer effectivement dans le processus de communication publique ». En référence à cette seconde dimension, la définition de Habermas de l'espace public contemporain paraît très pertinente : « un espace public d'individus privés organisés prendrait la place d'un corps public d'individus privés reliés individuellement entre eux ».

Vers quoi se dirigent les dynamiques de ces liens?
Autrement dit, qui parle à qui ?

Pour répondre à cette question, il est utile de faire référence à la hiérarchie de toute page Facebook, très claire et constante : au sommet se trouve l'administrateur, auquel est reconnu le rôle principal d'impulsion des interactions sur la page. L'administrateur est le seul à avoir le privilège de publier un nouveau contenu indépendant de toute autre publication précédente. Les usagers peuvent néanmoins contribuer de façon féconde à l'activité de la page à travers les commentaires et leurs « j'aime » - éléments communs dans l'architecture de la plupart des médias sociaux. Bien sûr, le « j'aime » est un élément assez limité, qui ne permet pas de mesurer l'intensité de l'approbation du contenu ; le commentaire représente un outil bien plus utile pour appréhender la nature et la portée de la réception du contenu et de l'engagement qu'il peut éventuellement susciter. La nature de cet outil est, de façon structurelle, publique, étant donné que les usagers n'ont pas la possibilité de limiter la visibilité de leurs interactions aux contenus d'une page. En effet, tout « j'aime » et tout commentaire sont destinés à rester sur la page pour toujours ; un usager peut néanmoins retirer à tout moment son « j'aime », et effacer ou modifier un commentaire ; l'administrateur peut également effacer un commentaire sans nécessairement justifier cet acte auprès des gérants de la plateforme.

3.7 Le recours politique de l'intelligence collective

Élément clé de la reconfiguration spatiale du cyberspace, l'intelligence collective est définie par Pierre Lévy (2002, 199), créateur du terme, comme l'« art d'échanger les connaissances, de partager la mémoire, la perception, l'imagination et de multiplier les intelligences les unes par les autres ». Le recours à cet échange, ancré dans la nature même du web 2.0 ou du web participatif, peut se repérer aisément dans le cas d'étude, c'est-à-dire dans les interactions au sein des groupes et pages Facebook de soutien aux révoltes dans les rues contre le gouvernement du président Morsi. Comme le souligne Nina Eliasoph (2013), la présence en ligne se révèle souvent un aspect fondamental de l'activisme dans le monde réel, et cela pour de nombreuses raisons qui vont de l'organisation de rencontres réelles à la participation aux campagnes médiatiques à travers ses propres profils sur les médias sociaux.

Néanmoins, la participation à cette dynamique, à la différence de l'engagement physique dans les révoltes, ne présuppose évidemment pas une contiguïté spatiale - ni temporelle : « A l'époque du cyberspace, l'ensemble de la société humaine participe à l'intelligence collective. [...] Plus elle pratique l'interconnexion et l'intelligence collective et plus l'humanité se connaît elle-même directement, sans passer ni par des théories sur l'autre ni par la médiation de pouvoirs partiels » (Lévy 2002, 272).

Les conséquences en termes de création d'une interaction animée par un commun sentiment contestataire se trouvent profondément modifiées. L'infrastructure technologique ouvre ainsi la porte à des possibilités inédites ; pour la première fois, une intermédiation active ne serait plus nécessaire pour structurer cette rencontre : l'infrastructure numérique permet de façon immédiate cette interaction entre les citoyens du monde entier, jadis rendue possible uniquement à travers des entités physiquement présentes dans les divers territoires, telles que les cellules d'un parti, mouvement ou encore foi religieuse. La solidarité transnationale, thème qui sera détaillé dans les pages suivantes, trouve ainsi les moyens de se développer comme jamais ce ne fut le cas auparavant.

Du côté procédural, il faut noter que l'intelligence collective n'est pas une simple division du travail, car il lui manque une structure organisationnelle fixe et hiérarchique, et des organismes qui puissent la faire respecter : on ne peut donc pas parler de solidarité *organique* dans le sens de Durkheim (1983), symbolisée justement pas la division du travail, et qui nécessite l'intervention des pouvoirs publics pour son bon fonctionnement.

Selon Durkheim, cette solidarité est propre aux sociétés modernes, qu'il oppose aux sociétés traditionnelles dans lesquelles s'observent une solidarité *mécanique* et une existence marquée par cet « ensemble de croyances et de sentiments communs » (46) qu'il nomme conscience collective. Dans ce

contexte, précise Durkheim, « non seulement tous les membres du groupe sont individuellement attirés les uns vers les autres parce qu'ils se ressemblent, mais ils sont attachés aussi à ce qui est la condition d'existence de ce type collectif, c'est-à-dire à la société qu'ils forment par leur réunion » (73).

C'est plutôt la solidarité mécanique qui semble se rapprocher le plus des pratiques décrites auparavant, mais deux modifications se révèlent nécessaires. Tout d'abord, on assiste à un rapport différent entre la dimension spatiale et l'appartenance nationale – Durkheim liait la conformité entre consciences à la commune appartenance à une patrie, ce qui engendrait une tendance à préférer ses propres concitoyens aux étrangers. De plus, manque dans la solidarité mécanique décrite par Durkheim l'intégration de l'élément volontaire, de l'individualisme, que Durkheim associe à la solidarité organique, qui « n'est possible que si chacun a une sphère d'action qui lui est propre, par conséquent une personnalité » (101). Ainsi, cette homogénéité entre participants, requise par cette solidarité par similitude, semble se vérifier dans des conditions inédites : les « semblables » le sont en raison de leurs choix, et non par naissance. Ils peuvent se réunir à échelle globale, se familiariser les uns avec les autres à travers les plateformes sociales, engendrer des formes de coopération et d'entraide dans des domaines d'intérêt commun. Le concept de conscience collective semble utile pour décrire l'objet d'étude, à la différence que l'adhésion à cette dernière s'effectue de manière volontaire, sans y être imbriqué dès la naissance. En cela, la

société contemporaine semble avoir fusionné pratiques sociales archaïques et modernes, dans le but de construire des réseaux relationnels qui permettent à l'individu de s'épanouir à travers sa participation à une ou plusieurs collectivités électives.

La fluidité et, l'apparente anarchie de ces interactions n'ont pas empêché la réalisation de résultats autrement hors de portée, en permettant la diffusion d'une nouvelle forme de coopération libre et spontanée entre individus, basée dans la plupart des cas sur la contribution bénévole motivée par le partage d'un objectif - élément central de la vision de Clay Shirky déjà mentionnée (2010). C'est bien pour cela que la collaboration ne présuppose pas, comme les événements égyptiens le montrent, des éléments de contiguïté géographique ou culturelle : ces réseaux ont le pouvoir d'héberger des communautés virtuelles ouvertes, tout en étant souvent marqués par une fréquentation majoritairement jeune. Le discours de Lévy sur l'intelligence collective contribue ainsi au débat sur la valeur de la spatialité dans le cyberspace : les échelles de ces dynamiques sont extrêmement hétérogènes, étant animées par des communautés à extension territoriale internationale, nationale ou même locale, comme dans le cas des réseaux d'habitants du même quartier ou de la même rue (les « *smart communities* »). Ces communautés ont toutes la possibilité de profiter des nombreux instruments gratuits mis en place par les plateformes sociales - Facebook en premier lieu - pour dialoguer et coordonner l'agir commun : publication de contenus ouverts à la modification et aux commentaires, pétitions, sondages, partage d'informations et matériel

audiovisuel, débats et discussions, etc. Il s'agit, dans la plus grande majorité des cas, de ce que Cardon définit comme des « micro-prises de parole », pratique inédite avant la massification d'Internet, dont la nature se rapproche plus de l'échange verbal que de la publication d'un article (Cardon 2010, 50). À ce propos, Jenkins souligne comment, bien que ce processus coopératif soit exploité dans la plupart des cas pour des buts bien éloignés de la politique, notamment le jeu et les loisirs, ces pratiques sont en train d'être appliquées dans des domaines plus « sérieux » : il souligne ainsi les modifications déjà en cours dans l'éducation, le droit, la politique, la publicité et même l'armée (Jenkins 2013, 24). Les expériences égyptiennes de coordination des protestations dans un contexte politique répressif, à partir du Mouvement du 6 avril 2008 (voir chapitre 1.4), se présentent de manière évidente comme un exemple de cette dynamique appliquée à l'engagement politique citoyen.

Les possibilités offertes par les nouvelles technologies d'Internet en termes de communication à l'échelle planétaire sont ainsi à l'origine d'une vaste réflexion sur la nature de la collaboration, dont la portée politique a été mentionnée dans les pages précédentes. Yochai Benkler est l'auteur d'une systématisation de cette pratique, qu'il n'hésite à identifier comme une étape fondamentale de l'histoire humaine. Benkler identifie ainsi trois modèles socio-économiques, basés sur trois visions différentes de la société (Benkler 2011). Le premier modèle, représenté par le « Leviathan » de Thomas Hobbes, présente une société qui nécessite un contrôle pénétrant et

sévère, afin d'empêcher les égoïsmes naturels des individus de se nuire l'un à l'autre. Le deuxième modèle est celui de la « Main Invisible », inspiré par Adam Smith, qui considère que l'égoïsme individuel est capable de bénéficier à autrui, dans le cadre d'une économie du marché. Doté d'une vision totalement différente, le « Pingouin » - référence au pingouin Tux, la mascotte du système opérationnel gratuit et participatif *Linux* - se focalise sur la capacité humaine d'une conduite vertueuse. Benkler indique que les théories précédant ce modèle sont les écrits de Jean-Jacques Rousseau (principale référence théorique d'autres partisans de la portée démocratisante d'Internet, tels que le Mouvement 5 Etoiles déjà cité, et tout particulièrement son cofondateur Gianroberto Casaleggio), David Hume, d'Adam Smith (*La Théorie des Sentiments Moraux*), et les ouvrages des philosophes anarchistes Pierre-Joseph Proudhon et Peter Kropotkin.

Dans la vision de Benkler, ce nouveau modèle suit chronologiquement plusieurs cycles de « Leviathan » (par exemple les monarchies européennes des XVIIe et XVIIIe siècles) et de « Main Invisible » (Révolution industrielle et l'ascension au pouvoir des commerçants). Le « long règne » de la Main Invisible en Europe et aux États-Unis est présenté comme la cause de grandes inégalités, dont la célèbre crise de 1929. Leviathan est ensuite mis sous les projecteurs, avec les totalitarismes de Hitler et de Staline. D'autres alternances, avec des effets moins douloureux, sont identifiées par Benkler jusqu'à la crise du système économique actuel, où ni un système de contrôle central ni un laissez-faire ne semblent s'imposer,

n'ayant pas réussi à prouver qu'ils apportaient des solutions efficaces. La thèse de Benkler est ainsi que le « Pingouin », plus qu'une pensée utopique, donnerait lieu à des systèmes sociaux et économiques résistant aux crises.

3.8 De la collaboration aux économies du partage et du don. L'intelligence connective

Les apports de Lévy et Benkler fournissent un cadre utile pour saisir l'un des aspects fondamentaux de la « révolution du numérique », c'est-à-dire la diffusion de services basés sur la collaboration des usagers. Si on a déjà illustré les conséquences de cette collaboration au cours des protestations de 2008, 2011 et 2013 en Égypte, les contributions de ces auteurs permettent de situer ces dynamiques au sein d'un processus plus large. Ce processus est marqué par une portée inédite de l'engagement actif des usagers dans un environnement virtuel, un geste qui se dirige premièrement vers des individus qui perçoivent la collaboration aussi bien comme une valeur que comme un instrument pour réaliser des buts partagés. Dans ce large cadre se trouvent ainsi, à côté de l'activisme social et politique, des dynamiques entrepreneuriales souvent « *for profit* », qui ont su néanmoins saisir la portée et profiter des possibilités offertes par cette nouvelle forme de collaboration. Il s'agit du modèle de l'économie du partage (*sharing economy*), qui représente la source primaire du succès de certaines jeunes entreprises, devenues célèbres en offrant des services à l'échelle transnationale. C'est le

cas d'Airbnb, qui propose le plus grand nombre de chambres et appartements au monde, mais se limite en réalité à offrir une plateforme web et une application pour smartphones qui permettent la mise en relation de voyageurs et de particuliers souhaitant louer leur logement. De façon similaire, Uber, la plus grande société au monde de location de voitures avec chauffeur, ne possède aucune voiture ; elles appartiennent toutes aux chauffeurs, dont les services sont requis par toute personne ayant téléchargé l'application créée et gérée par cette société¹⁰¹.

Au-delà de ces deux cas, probablement les plus célèbres, les exemples de succès s'appuyant sur une contribution des usagers en échange d'un service de coordination sont très nombreux : c'est le cas du site Couchsurfing, qui permet aux voyageurs nécessitant un lit de trouver des gens prêts à les héberger gratuitement. A l'origine, on retrouve la valeur d'entraide parmi

¹⁰¹ À côté des appréciations du modèle de la *sharing economy* émises par les académiciens et entrepreneurs, de plus en plus de critiques émergent. La nature collaborative comporte en effet de nombreuses limites, tels que diffusion d'une précarité perpétuelle du travailleur, inégalités des revenus. L'idée que ce système technologique "diffusé" et participatif assure des résultats équitables et démocratiques est également mise en cause, tout comme l'idée que l'écosystème numérique connecté assure une méritocratie technologique, qui récompense la maîtrise des compétences. Du point de vue économique, la vision de Benkler semble ainsi trouver une réalisation cohérente dans celle du "*platform cooperativism*", conçue par Trebor Scholz comme alternative au modèle dominant, pour assurer, à côté de la durabilité économique, droits, tutelles et revenus appropriés pour les participants. Ce modèle consiste en des plateformes sur le net qui sont possédées et gérées par les usagers qui dépendent d'elles. Il existe des exemples du succès de ce modèle coopératif d'offres de travail sans intermédiaire sur le site allemand de commerce en ligne Fairmondo, le service de *ride sharing* des propriétés des chauffeurs La Zooz, la coopérative de freelance Loconomics, aussi bien que différentes solutions à disposition des artistes : Resonate (musique), Member's Media (vidéo-art) et Stocksy (photographie).

les adeptes des voyages, et des règles qui incitent à une réciprocité différée de la coopération - tout « couchsurfer » est invité par la compagnie à devenir également hôte. La communication étant vitale dans la création de ces liens de collaboration et confiance, le management de CouchSurfing a conçu le site de manière à favoriser le dialogue et l'interaction, l'échange d'informations sur les localités touristiques, et propose un critère d'évaluation des hôtes par les voyageurs et réciproquement.

Dans le contexte égyptien, l'exemple plus pertinent de cette dynamique du secteur entrepreneurial est peut-être représenté par Bey2ollak ¹⁰², une application pour smartphones. Son fonctionnement dépend également du recours à l'interaction sociale coopérative parmi les usagers. Cette application, disponible gratuitement sur toutes les plateformes (Nokia, Apple, BlackBerry, Android et Windows Phone), présente des informations sur le trafic au Caire et dans les principales villes égyptiennes. Les informations affichées résultent des signalisations des utilisateurs eux-mêmes, dont le nombre a augmenté exponentiellement depuis les révoltes anti-Mubarak et la congestion routière qu'elles ont causée, permettant ainsi à l'application de fournir des informations précises et constamment actualisées.

Le succès mondial de Airbnb, Uber et Couchsurfing ou national de Bey2ollak - aussi bien que celui de nombreuses autres entreprises nées récemment sur Internet - se montre

¹⁰² <http://www.bey2ollak.com/> (consulté le 10 juillet 2017)

effectivement largement tributaire de l'engagement des usagers et des contenus résultant de leur interaction coopérative. Il s'agit d'outils toujours gratuits, afin d'être adoptés le plus largement possible. L'instauration de la confiance, élément fondamental dans toute coopération, est, elle aussi, déléguée aux usagers eux-mêmes. Cette caractéristique est également largement présente parmi les plateformes Internet dont le but premier est commercial, telles Amazon, sur laquelle les objets en vente sont évalués par les précédents acheteurs.

Il s'agit d'une logique qui ne se limite pas au monde du profit, comme le montre l'exemple de Wikipédia. Cette encyclopédie en libre accès, en lecture comme en écriture, est financée par la Wikimedia Foundation, organisation américaine à but non lucratif; elle démontre le potentiel de l'intelligence collective, pour reprendre le terme de Lévy. De plus, ce site représente un cas emblématique montrant comment Internet rend possible la création de structures de gouvernances procédurales très articulées et en mesure d'assurer une coopération efficace entre usagers et d'encadrer la résolution des controverses. Comme le souligne Cardon (2010, 88), Wikipédia « constitue l'expérimentation grandeur nature la plus aboutie des formes de gouvernance en réseau que permet et encourage Internet » : la surveillance décentralisée et participative d'un usager sur l'autre permet ainsi à tout conflit d'édition de se régler de façon pacifique, sans avoir besoin de faire appel à une autorité supérieure. Il est d'ailleurs possible de se rendre compte de ces débats en consultant

l'onglet « discussion » des pages dont le texte a fait l'objet d'un débat. Il s'agit bien évidemment d'un travail de rédaction collectif et bénévole, dont d'ailleurs Wikipédia constitue l'exemple le plus célèbre.

Cette plateforme d'utilité publique et à but non lucratif illustre en fait l'importance centrale du don - sous la forme d'une contribution bénévole en termes de temps et de compétences - dans l'espace virtuel : dès 2008, le succès global de cette dynamique lui a permis de devenir la plus grande encyclopédie jamais créée (plus de 35 millions d'articles en 53 langues différentes, en mars 2015). De plus, l'expertise des rédacteurs bénévoles de Wikipédia a permis à cette encyclopédie d'atteindre un niveau de précision comparable à celui de l'encyclopédie Britannica¹⁰³. Ayant choisi de ne pas afficher de publicités sur son site, son existence dépend des donations économiques.

Un autre exemple très célèbre de plateforme basée sur la collaboration bénévole est celui de Change.org¹⁰⁴. Elle est lancée en 2007 par l'entreprise américaine (à but lucratif) *Change.org, Inc.* ; son but est de fournir un espace virtuel dans lequel personnes et organisations du monde entier puissent lancer des pétitions afin de susciter un changement positif dans la société. Selon les chiffres fournis par la plateforme en octobre 2017, elle

¹⁰³ BLANDING, Michael (2015), « Is Wikipedia More Biased Than Encyclopædia Britannica? » , *Harvard Business School*, 19 janvier, <http://hbswk.hbs.edu/item/is-wikipedia-more-biased-than-encyclopedia-britannica> (consulté le 10 juillet 2017).

¹⁰⁴ <https://www.change.org/> (consulté le 16 octobre 2017).

compte plus de 100 000 organisations et 160 millions de particuliers, provenant de 196 pays.

Un autre exemple célèbre est celui de Mozilla Firefox, le deuxième navigateur web le plus utilisé au monde en janvier 2016. Créé en 2002, son code, ouvert, peut être modifié librement ; tout comme le système d'exploitation Linux susnommé, il est devenu le symbole même des partisans du logiciel libre. Cette dynamique, animée par la Free Software Foundation créée par Richard Stallman¹⁰⁵, va bien au-delà des simples aspects techniques ; elle propose une nouvelle forme d'interaction fondée sur la coopération et l'amélioration d'un produit informatique sur une base volontaire et ouverte à tous. Ce sont en effet des initiatives qui doivent leur succès et leur durabilité aux contributions et améliorations générées par d'innombrables contributeurs, parmi lesquels on retrouve des bénévoles aussi bien que des travailleurs, salariés par des organisations ou des entreprises, qui peuvent redistribuer le produit, gratuitement ou non. Le terme « libre » (*free* en anglais) ne doit donc pas être traduit par gratuit. Il indique cette liberté d'accès, de modification et de redistribution. L'importance et la portée de ce phénomène de collaboration ont été reconnues et soulignées par l'UNESCO, qui promeut activement la diffusion de logiciels libres dans le monde entier et offre depuis 2001 un

¹⁰⁵ www.fsf.org (consulté le 10 juillet 2017).

portail Internet dédié à ce sujet, avec une liste des logiciels libres¹⁰⁶ régulièrement mise à jour.

Il faut préciser que, comme pour les initiatives à but lucratif, les dynamiques collaboratives *non profit* ne sont pas nécessairement liées à la dimension transnationale. Un exemple où cette dynamique prend une dimension locale est celui de Nextdoor ¹⁰⁷, plateforme qui a su acquérir des soutiens importants comme Google et Amazon. Sur ce réseau social gratuit, des communautés circonscrites (quartier, voisinage, etc.) peuvent s'échanger des informations, services ou objets.

« Impossible ¹⁰⁸ », plateforme fondée en 2014 par la mannequin et actrice britannique Lily Cole constitue un autre exemple. Basée explicitement sur l'altruisme, Impossible permet aux usagers de demander ou de proposer gratuitement de l'aide liée à des compétences artistiques ou techniques pour accomplir de façon participative des tâches plus ou moins importantes, dans un modèle défini par sa fondatrice d'« économie du don »¹⁰⁹.

Le dernier exemple de cette courte liste consiste en l'« humanisation » d'autrui pour susciter générosité et coopération : le site de microcrédit kiva.org se base sur la logique

¹⁰⁶<https://fr.unesco.org/foss> (consulté le 1 novembre 2017).

¹⁰⁷ <https://nextdoor.com/> (consulté le 10 juillet 2017).

¹⁰⁸ <https://impossible.com/> (consulté le 10 juillet 2017).

¹⁰⁹ COLE, Lily (2014), « Welcome to the gift economy, where the kindness of a stranger rules », *The Guardian*, 20 mars, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/mar/19/lily-cole-impossible-social-network-gift-economy> (consulté le 10 juillet 2017).

des cycles d'emprunt, une pratique courante dans les pays en voie de développement. Sur kiva.org, ceux qui demandent des financements sont invités à intégrer leur appel avec des photos et à fournir des informations personnelles. Comme souligné par Benkler (2006, 75), ces éléments réussissent à « humaniser » les requérants, et permettent aux mécanismes de l'empathie d'engendrer une conduite solidaire - le taux d'emprunt étant si faible qu'il ne peut être considéré comme la raison du succès des campagnes lancées sur cette plateforme.

De cette liste, qui ne se veut pas exhaustive de ce secteur en expansion des différentes formes de coopération et solidarité en ligne, émerge néanmoins le portrait esquissé de ce qui, en empruntant les mots de Laurence Allard, pourrait être défini comme « une nouvelle génération de militance technologique, nourrie de la culture du mouvement pionnier de l'informatique libre et mobilisée contre la "médiomorphose" d'Internet » (Cefai 2003, 184). Ces bonnes pratiques confirment la capacité d'un large groupe d'hommes et de femmes de tout âge, origine et parcours personnel à réaliser, à travers des formes de coopération à distance et en profitant des outils offerts par des infrastructures connectées, des produits et services dont la qualité est évidente et reconnue. En rendant possible une interaction rapide parmi les usagers, les réseaux sociaux représentent très souvent la clé de voûte utilisée pour maximiser les possibilités de coopération : ces initiatives proposent souvent une intégration avec les réseaux sociaux les plus célèbres (comme Airbnb, qui s'appuie pour son inscription sur

Facebook), ou représentent elles-mêmes des plateformes sociales (Wikipédia), favorisant ainsi la création d'un environnement virtuel basé sur la confiance. Comme le remarquent François-Xavier et Cécile Husserr, et Marie-Estelle Carrasco, la confiance est un élément nécessaire du partage et du don, un « élément fondamental de la construction de la connaissance, dans un réseau qui se démultiplie par le nombre de niveaux contacts et où l'information se déploie en flux continu, en provenance de nombreuses sources » (2016, 164-165).

Comme le souligne Manuel Castells, la nature de ces dynamiques découle de l'architecture d'Internet. C'est celle d'un réseau atypique, au sens où il ne souffre pas de le handicap qui rendraient les hiérarchies nécessaires : la coordination des fonctions, la concentration des ressources sur des objectifs précis, l'accomplissement de tâches complexes, « une association sans précédent de souplesse et d'efficacité, de prise de décision coordonnée et d'exécution décentralisée, d'expression personnelle et de communication horizontale planétaire, qui offre une forme d'organisation supérieure à l'activité humaine » (Castells 2001, 10).

Ces dynamiques de coopération n'engendrent d'ailleurs pas seulement des effets positifs. Comme le souligne Jaron Lanier, on observe également l'impact négatif du web participatif sur les industries culturelles et créatives de l'industrie musicale, de la photographie, des librairies, etc. ; le partage non rémunéré à travers les médias sociaux engendrerait

une polarisation du marché selon le model « *winner takes all* », c'est-à-dire sa concentration entre les mains d'un nombre très limité de compagnies. La part de marché toujours plus grande d'Amazon dans le domaine de la vente des livres ou de Spotify pour la musique pourraient en effet corroborer cette interprétation. Cette dynamique, selon Lanier, serait également présente au sein du secteur académique, à travers la diffusion d'enseignements gratuits ou presque sur Internet¹¹⁰.

3.9 Contribution d'autres disciplines sur les motivations à la base de la collaboration

L'encadrement de l'origine de la collaboration dont la nature et la portée sont analysées dans cette recherche peut bénéficier de l'apport de trois disciplines complémentaires : l'interprétation évolutionniste de la diffusion des modèles sociaux, la psychologie et l'économie comportementale.

La première remonte aux années 1970, grâce en particulier à E. O. Wilson, considéré comme le père fondateur de la sociobiologie, et représente un outil fondamental dans l'élaboration de la célèbre théorie du « gène égoïste » de Richard Dawkins (voir chapitre 4.2). Le terme « égoïste » n'est pas

¹¹⁰ STAGLIANÒ, Riccardo (2016), « Il web sta uccidendo la classe media », *La Repubblica*, 29 avril, http://www.repubblica.it/venerdi/2014/07/04/news/il_web_sta_uccidendo_la_classe_media-127780611/ (consulté le 10 juillet 2017).

employé ici au sens courant ; il qualifie toute conduite capable de maximiser les chances de transmettre ses propres gènes aux générations suivantes - ce qui peut se réaliser à travers des actes égoïstes tout comme à travers une démarche coopérative et altruiste. La contribution de W. D. Hamilton, intitulée « sélection de parentèle », est intégrée par Dawkins pour expliquer que les actes altruistes envers les membres de sa propre famille vont exactement dans ce sens, c'est-à-dire celui d'une conduite qui favorise la conservation et la diffusion des gènes partagés.

Pour expliquer la coopération avec des individus avec lesquels nous ne sommes pas liés par le sang, l'interprétation évolutionniste utilise le concept de « réciprocité ». Robert Trivers parle de réciprocité directe, une pratique observée également dans le monde animal, mais cela ne suffit pas à saisir certaines conduites de l'être humain. En effet, à la différence des autres animaux, les humains collaborent également sans qu'il y ait la possibilité d'une réciprocité : c'est le cas de la plupart des coopérations en ligne, y compris celles faisant l'objet de cette recherche. Richard Alexander, dans son ouvrage *The Biology of Moral Systems* (1988), explique cette conduite à travers l'introduction du terme de « réciprocité indirecte », dont la définition est proche de celle d' « égoïsme » à l'échelle génétique : toute personne peut se trouver dans une situation de dépendance d'aide à autrui.

À cet égard, il est utile de remarquer qu'en prenant en considération ses effets, la coopération ne peut être considérée *per se* comme un acte positif. Une bonne partie des atrocités de l'histoire ont en effet été perpétrées dans l'intention de *préserver*

et/ou de *promouvoir* ; c'est le cas des persécutions raciales ou politiques qui ont causé des millions de morts au XX^e siècle. Comment être alors raisonnablement confiants dans ce système, et dans sa capacité à concilier exigences universelles et intérêts particuliers ? L'observation des règles et conditions des lieux virtuels faisant appel à des formes de collaboration fournit des débuts de réponses : des filtres automatiques inclus dans l'architecture informatique visant à exclure appels et matériels incitant à la discrimination, la haine ou la violence (à travers l'individuation d'une liste de mots-clés), associés à des systèmes fiables de réputation tels que décrits auparavant. Les pratiques appliquées au sein de ces collaborations sont très différentes les unes des autres, mais partagent justement le recours au système *réputationnel* déjà mentionné. La réputation virtuelle des individus, aussi bien que des groupes formels ou informels agissant et s'exprimant d'une seule voix, est ainsi formée à travers les opinions de tout autre usager ayant interagi avec ce(ux) premier(s). Le biologiste David Haig s'exprime à ce sujet de façon très efficace : « pour la réciprocité directe on a besoin d'un visage ; pour la réciprocité indirecte d'un nom »¹¹¹. La construction d'une réputation virtuelle ne se différencie d'ailleurs pas de celle liée au monde des interactions directes : dans un réseau social, véhiculé ou non par les nouvelles technologies numériques, tout participant peut exercer une certaine influence sur les autres membres du réseau. Les systèmes coopératifs de réputation, souligne Benkler, jouent un rôle important dans la préservation de l'honnêteté des gens. Une

¹¹¹ Cité dans Benkler 2011, 42.

telle vision est dans la continuité de celle proposée par Hervé Fisher, selon lequel l'âge du numérique engendre de nouvelles interdépendances qui agissent comme un « contrepoison éthique face à l'anonymat mécanique des masses » (2014, 39). De là, selon Fisher, la diffusion d'une militance active pour une « éthique planétaire qui gicle notre salut collectif par le reste des liens qui nous unissent l'un à l'autre, au-delà des différences culturelles et identitaires » (ibid.).

Boyd et Richerson (1985) proposent un modèle de synthèse, instrument qui s'avère très utile pour enrichir l'analyse sur la nature des échanges de solidarité transnationale, objet de cette recherche. Il s'agit du modèle « *gene-culture convolution* », selon lequel la conduite des individus est influencée par les gènes aussi bien que par la culture. Ainsi, les individus génétiquement plus aptes à s'engager dans des pratiques considérées comme désirables par la culture dominante auront un avantage sur les autres, dans un renforcement mutuel entre gènes et pratiques : « les gens qui sont prédisposés à la coopération adopteront ces pratiques culturelles qui encouragent la coopération, et cette évolution favorise les cultures qui possèdent pratiques de coopération au détriment de celles qui ne les possèdent pas. Nous en sommes le résultat » (Benkler 2011, 51). Ce modèle peut être ainsi appliqué au cas concret, avec la précision que le terme de culture partagée n'implique pas nécessairement une dimension locale ou nationale, mais peut aussi indiquer celle du cosmopolitisme ordinaire décrit par Vincenzo Cicchelli (voir chapitre 2.10). L'adhérence à cette forme de cosmopolitisme se

manifeste justement à travers la maîtrise et l'utilisation de répertoires culturels et d'une grammaire précise qui seront illustrés dans la partie suivante de la thèse.

Comme le rappelle Benkler (2011, 56), une autre branche utile pour saisir la nature et la portée de la coopération est la psychologie, et tout particulièrement son débat autour des forces qui déterminent le degré de l'agir coopératif dans une situation déterminée. Elle met l'accent sur le large éventail des forces, conscientes ou non, formées par les nécessités, objectifs et valeurs, qui contribuent à la création d'une motivation individuelle à l'action. Le choix d'agir de façon égoïste ou altruiste devrait donc être lié à l'activation d'une certaine combinaison de nécessités et d'objectifs qui coexistent dans chaque individu. Cela n'implique pas que toute personne pourrait agir de façon coopérative ou égoïste : les différentes conduites observées au cours d'une même expérience montrent que les personnes sont plus ou moins collaboratrices.

Enfin, la contribution de l'économie comportementale (dont les pères sont Amos Tversky et Daniel Kahneman) s'avère très utile. En prouvant à travers des expériences sociales la fausseté de la conception de l'économie traditionnelle, selon laquelle l'individu est principalement poussé par la maximisation du profit, elle montre l'influence du contexte dans lequel la décision est prise. La coopération ne fait pas exception, comme le montrent les variations sur le *Dilemme du Prisonnier* de Lee et Ross (Benkler 2011, 59), où les individus coopèrent bien

plus que la théorie ne le prévoit. La véritable différence entre une attitude coopérative et une égoïste peut être liée, d'après les résultats des études de Lee et Ross, à la façon dont l'interaction est présentée aux acteurs : l'utilisation de termes chargés de valeurs culturelles tels que « communauté », suffirait à engendrer une conduite collaborative. Un résultat qui justifie la naissance et l'expansion du rôle de *community manager*, dont toutes les grandes entreprises se sont dotées afin de gérer leur communication sur les réseaux sociaux et de favoriser la réponse participative et créative des usagers - tout en conservant les instruments pour exercer une censure (*ex post*, à travers l'effacement des contenus, et/ou *ex ante*, à travers le blocage de certains usagers). Cette démarche n'est pertinente que pour le privé : au sein des branches du gouvernement local et national, des organisations à but non lucratif et des groupes plus ou moins informels - tout particulièrement ceux à large composante juvénile - l'attention accordée par les gérants à leurs pages respectives sur les réseaux sociaux pour stimuler un lien est évidente. Ce lien doit prendre la nature du sentiment d'appartenance ou d'affiliation grâce à la possibilité de s'abonner aux mises à jour de la page, de participer à des sondages et concours, d'exprimer ses opinions en réagissant aux publications officielles et parfois même de publier directement des contenus sur le forum/mur de l'entité. Au cours des dernières années, la diffusion de ces pratiques dans le milieu politique local, national (ministères, présidence du Conseil des ministres ou de la République, etc.) et international (institutions et programmes européens, onusiens, etc.), aussi bien qu'auprès des hommes

politiques eux-mêmes, mettent en évidence un apport toujours plus structuré du virtuel au réel, avec la mise en valeur d'interaction de particuliers qui n'a pas de précédents dans l'histoire.

3.10 Le cas égyptien

Nous terminons cette partie en nous concentrant sur l'environnement virtuel connecté auxquels les jeunes égyptiens qui ont soutenu les révoltes contre le régime de Moubarak en 2011 et contre celui de Morsi en 2013 accèdent et qu'ils animent. Comme nous l'avons déjà illustré dans la première partie de la thèse, les possibilités de communication et de coordination offertes par les nouvelles plateformes sociales ont eu un grand impact sur les révoltes en Tunisie comme en Égypte : dans les deux cas, les photos et les vidéos des « *citizen journalists* » ont envahi l'espace virtuel ; grâce à la structure même des réseaux sociaux, elles sont devenues virales, constituant une source primaire pour la presse, les radios et télévisions étrangères. Le cas égyptien présente néanmoins une dynamique virtuelle bien plus structurée, en partie héritée des contestations précédentes ; son centre se trouve dans des pages Facebook explicitement conçues pour sensibiliser les citoyens égyptiens, les informer et

coordonner les actions de protestation dans les rues du pays¹¹². Ces pages ont d'ailleurs inspiré d'autres personnes, avec le but inédit de diffuser des informations et contenus audio-visuels, souvent créatifs, à un public étranger - processus qui constitue justement le terrain de la présente recherche. Pour comprendre la portée de cette dynamique, il se révèle nécessaire de saisir les différents facteurs ayant favorisé la diffusion des médias sociaux dans le pays.

De manière générale, le recours aux nouveaux médias par la jeunesse contestataire égyptienne s'explique bien évidemment en prenant en considération le fait que le système Moubarak, comme celui de Ben Ali en Tunisie, a été marqué par l'attention particulière portée à la création d'un consensus national. Ce consensus, comme le souligne Owen, « étant donné l'absence générale d'institutions démocratiques, était plutôt imposé qu'émergeant d'une discussion et d'un débat public » (Owen 2004, 232). Parmi les instruments employés pour réaliser ce but, on trouve une forte limitation de la dialectique politique indépendante, voire contestataire. Des lois électorales très

¹¹² En Tunisie, Facebook, beaucoup plus populaire que les blogues cités à la note 119, a sûrement contribué à catalyser l'attention, puis la participation, des jeunes citoyens par rapport aux actions menées dans la rue. Comme le remarque Lecomte (2011), "il semble que Facebook a contribué, avant que les rues du centre de la capitale ne soient finalement investies massivement, à renforcer le sentiment de solidarité entre Tunisiens, le mécontentement, mais aussi la conviction de plus en plus forte que tous [...] un véritable changement". Néanmoins, ces dynamiques sont le résultat du partage viral de matériel et d'informations entre usagers, sans travail structuré et constant d'édition de matériel et de coordination d'actions concrètes de la part d'administrateurs de pages Facebook, comme cela a été le cas en Égypte. L'existence de pages Facebook capables de sensibiliser une audience transnationale est une autre dynamique propre au cas égyptien.

restrictives, le maintien de l'état d'urgence et le syndicat unique en sont les exemples les plus célèbres (Corrao 2011).

La suspicion envers le loyalisme de ses citoyens (Owen 2004, 4) a été en Égypte, aussi bien qu'en Tunisie, à l'origine de la longue tradition de contrôle étatique sur l'establishment religieux et le système éducatif, sans oublier la presse, la radio et la télévision. Ces démarches ont permis d'établir une hégémonie idéologique effective basée sur des notions de nationalisme, socialisme et populisme, et s'appuyant bien évidemment sur l'armée (en Égypte plus qu'en Tunisie, où l'armée n'a jamais représenté un vrai pilier du régime), la police et les très puissants services secrets. Toute décision politique était prise à portes fermées, de manière de présenter un front uni à la population. En outre, des élections contrôlées et l'absence de sondages d'opinion ou de referendums rendent difficiles la compréhension de la vraie nature de l'opinion publique et la portée de ses sentiments. Il s'agissait d'ailleurs de régimes ne tolérant pas de groupes organisés autres qu'à l'intérieur de leurs propres structures : la naissance de la conscience de classe a été ainsi fortement étouffée et limitée. Dans ces systèmes politiques autoritaires, avant l'arrivée des satellites et de la connexion Internet, l'information libre était bien plus complexe à obtenir, étant donné qu'à côté de la censure de l'état, on assistait à des phénomènes fréquents d'autocensure de la part des médias privés nationaux et locaux.

C'est donc dans ce contexte que l'introduction des nouveaux médias en Égypte a offert des espaces inédits et libres d'informations et de formation d'une identité politique et d'une esthétique qui dépassent les limites imposées par le gouvernement. Il est donc possible d'adhérer à ces plateformes, plus faciles d'accès, ce qui permet une participation à intensité très variable, allant de l'activiste expérimenté dans la rue jusqu'à l'internaute qui désire tout simplement s'approprier un « *brand* » à la mode.

Cette hétérogénéité des raisons de l'engagement dans des démarches activistes connectées n'empêche pas ces lieux virtuels d'héberger de « véritables communautés [...] d'internautes, qui se servent des réseaux informatiques pour y créer des sites, blogues, forums, entrelacs informels, afin de rameuter des correspondants, d'aboutir à cristalliser des mouvements d'opinion par le biais de la Toile » (Bozzo et Luizard 2011, 63).

Les nouvelles possibilités d'interaction offertes, la rapidité et la quasi-gratuité de la reproduction et de la transmission de l'information numérique ne suffisent pourtant pas à expliquer le succès de ces plateformes en Égypte. Parmi les causes fondamentales il faut compter, paradoxalement, les politiques gouvernementales : les vastes campagnes d'alphabétisation et celles pour la maîtrise de la langue anglaise et du langage numérique, ont représenté, au cours des dernières années des instruments privilégiés par les gouvernants arabes pour « moderniser » leur pays. Le temps libre, déjà mentionné, dont dispose une grande partie de la jeunesse au chômage ou

sous-occupée ainsi que la pénurie d'infrastructures sociales telles que clubs, syndicats, cercles de loisirs, dont la diffusion est bien inférieure en Égypte - et en général dans le pays MENA - qu'en Europe ou aux États-Unis, constituent d'autres facteurs clés de la diffusion des médias sociaux.

Il ne faut pourtant pas surestimer la portée du médium d'Internet sur la globalité de la population égyptienne. Un sondage de Arab Barometer pour le mois de juin 2011 montre que 72 % des Égyptiens ne recouraient pas à Internet pour consulter les nouvelles, et que seulement 9 % le faisaient quotidiennement (6 % une fois par semaine, 3 % une fois par mois et 11 % rarement). Il s'agit donc d'une partie limitée de la population égyptienne, mais qui, pour la plupart, faisait une utilisation politique de ce médium : parmi ces internautes, en 2011, 66 % disent s'informer en ligne à propos des activités politiques se déroulant dans leur pays, 52 % l'utiliser pour exprimer des opinions politiques et 67 % pour y chercher des informations concernant des opinions politiques d'opposition dans le pays¹¹³.

Comme illustré dans la première partie de la thèse, à partir de 2004, l'Égypte a assisté à l'émergence de lieux de narration politiques, virtuels et alternatifs aux médias officiels, contrôlés par l'État. C'est surtout à travers les membres de la principale

¹¹³ Arab Barometer, *Egypt Country Report II*, 2011, <http://www.arabbarometer.org/country/egypt> (consulté le 7 juillet 2017).

composante juvénile de Kefaya, « Jeunesse pour le Changement » (voir chapitre 1.4), que les blogues deviennent des lieux alternatifs d'informations, à travers desquels les abus du régime et des forces de sécurités sont narrés et commentés. Ces blogues, comme le soulignent Gunning et Baron (2014, 57), « fournirent un espace pour développer objectifs, identités et tactiques », en se révélant ainsi cruciaux dans l'émergence du mouvement d'opposition égyptien. Une étude comparative de la blogosphère en langue arabe, effectuée en 2010 par Bruce Edling et d'autres membres du Bergman Center for Internet & Society de l'Université de Harvard, montre que l'Égypte était le pays le plus représenté, avec presque un tiers des blogues. Les blogueurs égyptiens figuraient déjà parmi les plus actifs politiquement, et critiquaient le président Moubarak et son gouvernement depuis différentes perspectives - réformiste séculière, panarabiste, celle des défenseurs des droits de l'Homme, liée aux Frères Musulmans, etc. (Edling et Kelly 2010).

L'Égypte a d'ailleurs été le premier pays du monde arabe à utiliser de façon extensive des formes d'intégration virtuelle - réelle à but politique : c'est le cas des « *smart mobs* » promus depuis les présidentielles de 2005, manifestations non autorisées et coordonnées sur Internet dans un but de protestation politique. Howard Rheingold, créateur du terme, définit cette pratique comme la capacité des gens « à agir de concert même s'ils ne se connaissent pas entre eux ». Cette possibilité est fournie par les capacités d'élaboration et de communication mobiles. Ces nouvelles technologies, précise Rheingold,

vont « permettre aux gens d'agir ensemble de nouvelle manière et dans des situations où l'action collective n'était pas possible auparavant » (2002, 17).

Le cas égyptien (tout comme celui de la Tunisie) ne doit pourtant pas être considéré comme unique. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que cette forme d'organisation et de communication, qui dépend du partage et de l'engagement des citoyens véhiculés par les nouvelles technologies, contribue efficacement à provoquer la chute d'un chef d'État. Le premier exemple remonte au 20 janvier 2001, quand Joseph Estrada, alors président des Philippines, perd son pouvoir suite à une manifestation de quatre jours, au cours de laquelle plus d'un million de citoyens manifestent dans les rues de Manille grâce à une convocation partagée par texto - un moyen très efficace au vu de la rapide diffusion des téléphones portables aux Philippines (5 millions de portables en 2001 pour une population de 70 millions)¹¹⁴. La liste des pays ayant connu des protestations politiques avec une coordination ou une impulsion sur Internet ou liées aux outils de communication portables est d'ailleurs très longue : Madrid en 2004, l'Iran et l'Islande en 2009, etc.

Avec l'introduction de Facebook, la jeunesse contestataire égyptienne y a vite vu une opportunité d'échange et de coordination, qui permettait en même temps une **communication et une interaction à l'échelle globale**.

¹¹⁴ Rheingold définit cet épisode comme la naissance de la "légende de la Génération Txt" (Rheingold 2002, 172).

Facebook constitue la principale plateforme utilisée au cours des protestations - il n'est donc pas étonnant que l'Égypte occupe depuis toujours la première place parmi les pays arabes en termes d'utilisateurs de cette plateforme sociale. Selon les données de l'Arab Social Media Report publiées par la Dubai School of Government, en avril 2011, l'Égypte, avec ses 6 586 260 usagers Facebook, représentait à peu près le quart du total des usagers de la région : la révolution a engendré un record régional d'inscription à cette plateforme : on compte presque deux millions de nouveaux usagers entre le 5 janvier et le 5 avril 2011, soit 7,66 % de la population¹¹⁵. Au niveau de la région arabe, le nombre d'usagers a augmenté de 30 % au cours du premier trimestre 2011, soit 27 711 503 usagers au total.

Au niveau régional, les statistiques de la Dubai School of Government indiquent que la grande majorité des usagers Facebook sont des jeunes : presque 70 % ont entre 15 et 29 ans. En Égypte et en Tunisie, ils représentent 75 % des usagers en avril 2011. Par ailleurs, 64 % des usagers de la région en avril 2011 sont des hommes ; cette donnée s'oppose à la moyenne mondiale, puisque les femmes représentent 61 % des usagers¹¹⁶.

Un autre sondage de la Dubai School of Economics permet d'ailleurs d'éclairer la finalité de l'utilisation de Facebook en Égypte durant les premiers mois de 2011. La raison principale de son emploi (30,93 %) est de sensibiliser à l'intérieur du pays sur

¹¹⁵ Dubai School of Government, « Facebook Usage: Factors and Analysis », *Arab Social Media Report*, vol. 1, no 2, mai 2011.

¹¹⁶ Ibid.

les causes des mouvements citoyens ; la deuxième raison tient à l'organisation d'actions et la gestion de leurs activistes (30,93 %). A la troisième place figure l'utilisation qui représente l'objet de la présente recherche, c'est-à-dire la diffusion à l'international d'informations sur les mouvements et leurs actions (24,05 % - un pourcentage presque identique à celui de l'utilisation de la langue anglaise pour ses communications, 24,60 %) Ces trois premières utilisations traduisent la nature fortement politique du recours à la plateforme. A la quatrième place seulement se trouve l'utilisation « originelle » de Facebook : 12,37 % des interviewés déclaraient l'utiliser pour s'amuser et communiquer avec leur propre cercle d'amis.

Comme expliqué précédemment, les révolutions en Égypte et en Tunisie se différencient par la façon dont elles ont débuté aussi bien que par le niveau de structuration de l'activisme sur les réseaux sociaux. En Tunisie, tout a ainsi commencé à travers une mobilisation spontanée, à Sidi Bouzid, suite à l'immolation de Bouazizi ; les réseaux sociaux ont joué un rôle de catalyseurs dans l'engagement dans les mobilisations successives. En Égypte la protestation résulte des appels à descendre dans les rues du 25 janvier. Ils sont lancés justement sur Facebook, par le biais d'un événement qui avait dépassé les 85 000 participants ¹¹⁷ et l'engagement fort de pages. Ce sont devenus de vrais points de

¹¹⁷ HAUSLOHNER, Abigail (2011), « Is Egypt About to Have a Facebook Revolution? », *Time*, 24 janvier, <http://content.time.com/time/world/article/0,8599,2044142,00.html> (consulté le 8 août 2017).
La page Facebook de l'événement - https://www.facebook.com/events/115372325200575/?sw_fnr_id=915681020&fnr_t=0 - n'est malheureusement plus disponible au 8 août 2017.

référence pour les activistes comme pour les journalistes étrangers, à l'instar des pages déjà mentionnées *We Are All Khaled Said* et *April 6th Youth Movement* (toutes deux initialement en arabe, avant que leurs pages jumelles ne soient créées en anglais. Nous en parlerons dans la quatrième partie de la thèse).

Le modèle égyptien de l'appel en ligne a d'ailleurs été ensuite adopté par les citoyens de l'ensemble des pays arabes touchés par la vague des protestations : au Yémen les 3 et 10 février, en Syrie le 4 février (seul exemple de première mobilisation qui a échoué, mais suivie d'un autre appel efficace pour le 15 mars), au Bahreïn le 14 février, en Libye le 17 février, etc.¹¹⁸ Les données poussent ainsi la Dubai School of Economics à considérer les révolutions comme la cause principale de la diffusion des médias sociaux dans la région, dans les premiers mois de 2011 : +29 % en Égypte, +17 % en Tunisie, +47 % au Yémen, etc.¹¹⁹

En mai 2013, à l'aube de la défenestration de Morsi, la diffusion de Facebook en Égypte a davantage augmenté : avec 13 833 980 usagers (taux de pénétration de 16,2 %), le pays arabe est le plus présent sur la plateforme. Il représente 25 % des 54 552 875 usagers dans la région arabe (où le taux de

¹¹⁸ Dubai School of Government, « Facebook Usage: Factors and Analysis », *Arab Social Media Report*, vol. 1, no 2, mai 2011.

¹¹⁹ Ibid.

pénétration se situait à 15 %) ¹²⁰. 61 % des usagers utilisent l'arabe, 31 % anglais et 6 % une autre langue (statistiques du mois de mars 2013¹²¹). L'écart homme-femme reste constant en Égypte (tout comme dans les autres pays de la région arabe): 64 % d'hommes, 36 % de femmes.

L'identité « rebelle » de Facebook rejoint celle de la célèbre plateforme de *micro-blogging* Twitter : les hashtags les plus utilisés dans le monde arabe au cours du premier quart de 2011 étaient #egypt (1 400 000 mentions), #jan25 (1 200 000 mentions), suivis de #libya (990 000), #bahrain (640 000) et du plus générique #protest (620 000)¹²².

Entre le 1er janvier et le 30 mars 2011, l'Égypte compte 131 204 usagers Twitter actifs (qui publient au moins un tweet toutes les deux semaines) ; elle arrive ainsi en troisième position dans la région arabe, derrière les Émirats Arabes Unis (201 060) et le Qatar (133 209). Ainsi, 2 160 000 « tweets » sont publiés par les usagers égyptiens dans la même période (représentant 9,30 % de l'ensemble des tweets de la région arabe) : le pays se situe donc en cinquième position régionale, derrière le Koweït, le Qatar, les Émirats et l'Arabie Saoudite. Néanmoins, le pourcentage d'utilisateurs de Twitter sur la population

¹²⁰ Dubai School of Government, « Transforming Education in the Arab World: Breaking Barriers in the Age of Social Learning », *Arab Social Media Report*, no 5, mai 2013.

¹²¹ Ibid.

¹²² Dubai School of Government, « Facebook Usage: Factors and Analysis », *Arab Social Media Report*, vol. 1, no 2, mai 2011.

égyptienne est alors l'un des plus bas de la région arabe, avec presque sept millions d'utilisateurs (dont 131 204 actifs, équivalant à un taux de pénétration de 0,15 %), dont 51 % sont concentrés au Caire. Cette préférence manifeste des Égyptiens pour Facebook par rapport à Twitter au cours de la révolution du 25 janvier peut d'ailleurs s'expliquer par l'absence, à l'époque, d'une version en langue arabe de Twitter, au contraire présente pour Facebook.

En mars 2013, la pénétration de Twitter en Égypte a augmenté, atteignant 0,61 %, avec 512 000 utilisateurs actifs : des chiffres bien inférieurs à ceux de Facebook. Néanmoins, les 40 300 000 tweets de ce mois placent l'Égypte en deuxième position dans le monde arabe (12 % du total), derrière l'Arabie Saoudite (158 100 000 tweets soit 47 %), à égalité avec le Koweït¹²³.

Ces statistiques permettent de saisir la portée de ces plateformes en termes de véhicules de narrations alternatives par rapport à celles des médias traditionnels contrôlés par les régimes. Il s'agit, selon le célèbre blogueur contestataire Alaa Abdel Fattah (actuellement emprisonné, avec une condamnation de cinq ans pour organisation de manifestation non autorisée), d'une véritable « bataille pour la narration ». Une dynamique qui, loin de s'éteindre suite à la chute de Moubarak, a gagné en importance, suite à l'obligation du gouvernement d'accepter le

¹²³ Dubai School of Government, « Transforming Education in the Arab World: Breaking Barriers in the Age of Social Learning », *Arab Social Media Report*, no 5, mai 2013.

compromis avec les forces révolutionnaires - tout en essayant, selon le blogueur, de prendre leur place au centre de la narration politique nationale et, ce faisant, de la contrôler et la limiter. Fattah estime que le front révolutionnaire a commencé à perdre cette « bataille » - qu'il avait directement combattue par ses mots, pour la plupart en arabe, sur les réseaux sociaux et dans les quotidiens nationaux - à partir de 2013. C'est à cette époque que commence à s'imposer une « poissonneuse antithèse entre un étatsisme pseudo-laïc militarisé et enragé et une forme d'islamisme vicieusement sectaire et paranoïaque »¹²⁴. Une polarisation virulente à laquelle l'État, selon Fattah, a décidé de mettre fin par le massacre de Rabaa¹²⁵.

À côté d'Alaa Abdel Fattah, il est utile de mentionner le rôle joué par un autre activiste égyptien parmi les plus célèbres du monde en ligne : le blogueur Wael Ghonim. Né en 1980, Ghonim est l'un des créateurs de la susnommée page « Nous sommes tous Khaled Said ». Également emprisonné pour son activisme, Ghonim a reçu de nombreuses distinctions à l'étranger pour son rôle d'inspiration et de coordination de l'activisme de la jeunesse

¹²⁴ FATTAH, Alaa Abdel, « Ricordando la primavera », *The Guardian, Internazionale* no 1139, 5 février 2016.

¹²⁵ Il faut d'ailleurs remarquer comment la prise du pouvoir par Al-Sisi a radicalisé ce discours, en particulier après le massacre de Rabaa en août 2013. Fattah décrit une opinion publique majoritairement désillusionnée, qui ne considère plus le régime de Al-Sisi comme une victoire de la révolution ; les événements de 2013 ne constituent plus un objet de débat. Et si, même parmi les supporters de Al-Sisi, on ne s'attend plus à l'arrivée du bien-être, Fattah admet qu'il est plus difficile d'évaluer les sentiments des partisans des Frères Musulmans, qui n'estime pourtant pas capables de promouvoir un front de protestation uni contre le régime (ibid.).

égyptienne. Il compte ainsi parmi les personnes les plus influentes de l'année selon le *Time* et le magazine *Arabian Business*. Fattah et Ghonim, tout comme leurs collègues égyptiens et tunisiens¹²⁶, représentent une nouvelle forme de

¹²⁶ En Tunisie, un rôle central a été joué par un agrégateur de blogues, *nawaat.org*, créé par Sami Ben Gharbia, déjà actif dans l'information indépendante à travers la plateforme Internationale de blogueurs "Global Online Voices".

nawaat.org a remporté le prix Netizen 2011, décerné par Reporters sans Frontières. Avec l'opération Tunileaks, inspirée par WikiLeaks, il avait publié les rapports de l'Ambassade américaine à Tunis, révélant les irrégularités du régime de Ben Ali et la connivence des États occidentaux.

L'un des blogueurs tunisiens les plus célèbres parmi ceux qui soutenaient la révolution dans leur pays, Slim Amamou, était d'ailleurs devenu ministre de la Communication du gouvernement de transition de Muhammad Ghannouchi - avant de donner sa démission suite à la fermeture de plusieurs sites de la part du gouvernement, suite aux pressions de l'armée (Sibilio in Corrao 2011, 104).

Un autre nom célèbre est celui de la militante féministe Aliaa Magda al-Mahdi, née en 1991. Le 23 octobre 2011, elle décide de publier sur son blog <http://arebelsdiary.blogspot.it/> une photo d'elle-même, vêtue seulement d'une paire de bas, qu'elle décrit comme "un cri contre une société de violence, racisme, sexisme, harcèlement sexuel et hypocrisie". Cette photo suscite un grand nombre de critiques, incitations au meurtre aussi bien que de manifestations de soutien du monde entier, y compris à travers la publication de photos de femmes dévoilées, comme celle d'un groupe d'une quarantaine de femmes israéliennes. Suite aux nombreuses menaces de viol et de mort reçues et à un enlèvement (ASAD, Amira, « The Egyptian feminist who was kidnapped for posing nude », *Vice*, 14 février 2013, <http://www.vice.com/read/the-egyptian-feminist-who-was-kidnapped-for-posing-nude>), elle a obtenu l'asile politique en Suède en 2013, où elle s'est unie au mouvement féministe international Femen (blogue officiel: <http://femen.org/>), fondé en Ukraine en 2008 et rapidement devenu célèbre pour ses revendications au cours desquelles ses activistes se montrent partiellement ou totalement nues.

Enfin, il faut mentionner la blogueuse tunisienne Lina Ben Mhenni, née en 1983, auteure du blogue en arabe, anglais et français *A Tunisian Girl* - <http://atunisiangirl.blogspot.it/>, censuré par le gouvernement Ben Ali pour ses publications sur la liberté d'expression et les droits de l'Homme. Elle a représenté l'une des principales sources d'information de la révolution tunisienne, en se rendant en décembre 2010 et janvier 2011 à Sidi Bouzid, puis à Kasserine. Pour son engagement, elle a figuré comme candidate au Prix Nobel pour la paix en 2011 avec d'autres cyberdissidents tels que les déjà cités Wael Ghonim et Israa Abdel Fattah - le prix ayant finalement été décerné à Ellen Johnson Sirleaf, Leymah Gbowee et

journalisme engagé. Ces noms de détenus, célèbres justement grâce au partage de leurs contributions sur les réseaux sociaux, sont dans l’imaginaire politique égyptien étroitement liés à la révolution. Ils ne représentent pourtant pas - du moins jusqu’à présent - une nouvelle élite politique, mais plutôt la voix des lieux de révolte, des sources d’information et d’inspiration pour les activistes et sympathisants.

Au délaï de ces quelques noms célèbres, comme déjà illustré, les usagers ont largement recouru, dans le cyberspace égyptien, à la possibilité de se rendre anonymes, voire d’utiliser un pseudonyme pour apporter leur contribution. Concernant les œuvres créatives, objet de la recherche, images visant à susciter la solidarité transnationale, l’anonymat est presque omniprésent. L’auteur ne signe que très rarement son œuvre (que ce soit une photo, un dessin ou un collage composite) et l’administrateur de la page qui le partage (ou re-partage) n’en indique généralement pas l’auteur ou l’origine.

Par moments, dans le cadre des lieux virtuels de contestations - blogues, pages Facebook, profils Twitter, etc. - les usagers utilisent un pseudonyme plutôt que l’anonymat, afin de permettre la création d’une réputation virtuelle basée sur un historique d’actions. Comme illustré dans la partie suivante de la thèse, le choix de certains administrateurs de pages Facebook de s’identifier avec la page elle-même sans révéler leur identité

Tawakkul Karman (*The Nobel Peace Prize for 2011*, site du Prix Nobel pour la Paix : http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2011/press.html).

pourrait en effet être mis en relation avec l'analyse de Shirky (2010) sur les motivations intrinsèques des amateurs. Comme le souligne Shirky, les amateurs - qui sont les auteurs de la plupart des œuvres qui apparaissent sur les pages Facebook sélectionnées - agissent tout d'abord pour une motivation intrinsèque : pour l'*amour* de cette pratique, comme l'indique l'ethnologie du mot « amateur » même. L'approbation et l'éloge de la part d'un public - dont l'expression est permise par l'architecture des médias sociaux - jouent, selon Shirky, un rôle fondamental : les réactions positives deviennent une « récompense intrinsèque » (2010, 36) pour l'auteur, présente et efficace, même s'il n'utilise pas son vrai nom.

3.11 Une construction « connective » du futur ?

Les discours, souvent utopistes, des partisans de l'intelligence collective, tracent effectivement des dynamiques tout à fait en lien avec les actions réalisées et idéaux professés par une large partie des jeunes activistes présents sur Internet. Parmi eux, on compte les jeunes égyptiens initiateurs des pratiques ici étudiées. Ces derniers ont montré, à travers les contenus diffusés sur Internet et analysés dans la prochaine partie de la thèse, qu'ils visaient une forme de progrès au moins comparable à celle décrite par Lévy (2002, 18), c'est-à-dire un processus « orienté vers un accroissement de puissance, une ouverture des possibilités » qui inclut « les avancées morales,

juridiques et politique de l'émancipation humaine », autrement dit un « progrès de la liberté ».

Néanmoins, quinze ans plus tard, la cyberdémocratie préconisée par Lévy est de toute évidence bien distante de son affirmation, surtout en ce qui concerne ses aspects décisionnels : « pour chaque problème, les positions et les arguments se distribueront en de multiples forums virtuels, comme dans un cerveau géant allumant ici et là ses assemblées de neurones, décidant par vote électronique d'un droit conçu comme formulation provisoire d'un apprentissage collectif toujours ouvert » (Lévy 2002, 11).

Notons que l'idéal démocratique, y compris dans sa déclinaison cybernétique, ne figure pas dans les communications véhiculées par les pages Facebook analysées, malgré leur mise en valeur constante des solidarités fortement transnationales (voir les exemples dans les chapitres de 4.12 à 4.15). La construction de liens interpersonnels transnationaux n'est ainsi pas - ou pas encore - explicitement présentée comme une étape vers une structure politique alternative quelle qu'elle soit. Les événements du Printemps arabe, comme déjà souligné, ont ainsi vu les revendications pour un changement démocratique passer au second plan par rapport aux critiques du *statu quo* sociopolitique et aux appels à la justice et à l'égalité. On peut lier cela à des raisons historiques : la création de régimes démocratiques là où il n'y en avait pas a été le fil conducteur de la politique étrangère d'intervention des néoconservateurs américains, au pouvoir avec l'administration de George W. Bush, en Irak et Afghanistan. Les conséquences désastreuses de ces

interventions ont fortement affaibli et discrédité toute pratique d'exportation ou d'importation d'une démocratie à l'occidentale, perçue comme inefficace, voire liée à une imposition de valeurs externes aux traditions locales.

Une dynamique bien différente de celle illustrée par Lévy, selon lequel les processus en cours dans le cyberespace attaqueraient toute forme d'uniformisation locale, telle que l'identité nationale : « plutôt qu'une uniformisation galopante mettant en danger la diversité des cultures, nous vivons en réalité un processus d'universalisation de la diversité qui menace les uniformités locales » (2002, 226). Comme détaillé dans la prochaine partie de la thèse, le recours aux référents nationaux - les drapeaux notamment - a été au contraire plutôt fréquent, tant dans les contenus au sujet national que dans l'expression de la solidarité transnationale, dont les formes collectives - *sit-in*, manifestations, etc. - sont marquées par la présence des drapeaux du pays d'origine et de destination du message solidaire (voir chapitre 4.13).

Les partisans de la cyberdémocratie ont d'ailleurs repoussé son affirmation dans le futur : Gianroberto Casaleggio, fondateur en Italie avec Beppe Grillo du déjà mentionné parti politique « MoVimento 5 Stelle », a été l'auteur d'une célèbre vidéo¹²⁷ devenue virale dès sa publication sur YouTube en octobre 2008. Il y préconise une cyberdémocratie mondiale qui

¹²⁷ *Gaia - The future of politics*, mise en ligne sur YouTube le 21 octobre 2008, 306 196 vues au 11 octobre 2016, <https://youtu.be/sV8MwBXmewU>

partage différentes caractéristiques avec celle présentée par Lévy. Elle est toutefois pensée comme le résultat d'une dynamique destructrice de portée inédite, qui serait capable de convaincre la population d'adopter ce système suite au risque d'extinction causé par un conflit mondial, nouveau et tragique.

Ce hiatus entre le but de susciter une réponse solidaire nationale et transnationale et l'absence d'un clair plan politique à moyen ou long terme se présente de manière évidente lorsque l'on analyse les dynamiques de l'activisme en ligne du Printemps arabe - et notamment le cas égyptien. Si ce cas d'étude permet d'apprécier la contribution déterminante des plateformes virtuelles pour assurer la participation aux gestes politiques de protestation des citoyens, et tout particulièrement des jeunes, le discours concernant leur impact dans le processus de construction d'un consensus national et d'un régime démocratique, comme l'actualité politique égyptienne en témoigne, est bien différent. Les blogues, les groupes et les pages Facebook, fondamentaux pour coordonner et motiver les protestations, se sont révélés très peu utiles en tant que lieux de définition des priorités et modalités politiques, de dialogue politique parmi les différentes composantes de l'opposition à l'ancien régime. Comme mis en évidence dans la première partie de la thèse, la polarisation politique égyptienne au cours de la présidence Morsi ou Al-Sisi n'a guère trouvé sur Internet de lieux de construction d'alternatives efficaces, ni n'a contribué à l'affirmation d'une nouvelle classe politique. Le front de la

révolution s'est vite éparpillé selon des logiques traditionnelles d'appartenance politique.

Une limitation ultérieure dans la mise en place de cette cyberdémocratie peut être liée au poids, variable, dont certains usagers arrivent à bénéficier suite à leur conduite en ligne. Comme le souligne Cardon (2010), au-delà de l'apparente égalité parmi les membres des grands collectifs organisés sur le cyberspace, tels que Wikipédia, on peut repérer une inégalité dans la visibilité, qui bénéficie aux usagers les plus actifs au détriment de ceux qui, en raison de leur attitude ou de leur peu de temps libre disponible, sont moins présents lors des activités de débat et prises de décision en ligne. L'architecture du web participatif, qui privilégie la vitesse et la quasi-immédiateté, fournit ainsi aux usagers les plus actifs et disponibles un avantage en termes de visibilité. Cet avantage permet d'apporter sa contribution dans le cadre des « *trending topics* », sujets les plus débattus sur les médias sociaux, dont la liste, en évolution continue, représente le principal « papier de tournesol » des humeurs du web.

Dans la lignée des lois de cette « démocratie des actifs » (Cardon 2010, 100), l'émergence à la notoriété des activistes les plus connus des révoltes que nous avons analysées, tels que Maher ou Ghonim, qui doivent leur position de primauté autant à la qualité qu'à la fréquence de leurs interventions, réagissant aux évolutions des arguments les plus débattus du moment, est récompensées donc par l'architecture des réseaux sociaux avec

une large exposition et donc avec un fort potentiel d'obtenir un « j'aime » ou d'être partagé par les autres usagers.

Ces exemples montrent le potentiel des processus de création et de partage des connaissances - un processus dont la rapidité, la productivité et la performance n'auraient pu être atteintes à travers une division traditionnelle du travail. Pour souligner le rôle central de cette coordination connectée des contributions des usagers, et s'éloigner en même temps des visions utopistes et iréniques qui voient une intelligence supérieure se développer à travers les nouvelles plateformes, l'analyse des expériences présentées me pousse à préférer au terme d'intelligence collective, celui d'*intelligence connective*. Ce terme est créé par Fisher (2014, 155) pour décrire ce processus, sans néanmoins assumer que ces technologies engendrent « une prétendue intelligence humaine diffuse comme une aura autour du globe » ni ne donnent lieu à une « intelligence fusionnelle planétaire ». Cette approche semble bien s'adapter au cas égyptien, où les processus de révolte contre Moubarak et Morsi ont montré le potentiel lié à la connectivité des citoyens, tout comme les périodes qui les ont suivis ont mis en lumière l'absence de vision partagée et commune sur le futur du pays. L'observation a permis de saisir des dynamiques davantage marquées par la reproduction d'une vision spécifique - solidaire, sécularisée, libérale - que par l'élaboration de solutions inédites à travers des débats. Comme nous l'illustrerons dans la quatrième partie de la thèse, une campagne de sensibilisation transnationale peut trouver dans le recours aux médias sociaux

une impulsion grâce aux manifestations de soutien provenant du monde entier. En même temps, il est toutefois utile de remarquer que le cadre technique choisi - c'est-à-dire les instruments de dialogue offerts par la plateforme sociale virtuelle - n'est pas pleinement exploité dans sa valeur de production d'une innovation politique, fruit de l'interaction des usagers. La plateforme choisie joue ainsi un rôle de mégaphone, de caisse de résonance transnationale et participative d'un message fortement ancré dans une dimension locale, auquel une grande partie des usagers n'ont pas accès - tout simplement à cause de la distance géographique.

Ainsi, l'observation du cas égyptien montre que le discours de la cyberdémocratie peut être considéré, comme le fait Armand Mattelard (1999), comme la conséquence d'une approche qui privilège l'innovation technologique aux dynamiques d'alliance et d'affrontement. En d'autres termes, bien que l'infrastructure permettant de dépasser ces logiques politiques traditionnelles soit déjà en place, les pratiques observées ne s'alignent pas sur cette finalité, qui demeure ainsi fortement utopique.

À propos des espaces virtuels, objets de notre analyse, un certain nombre de questions méritent d'être examinées : s'agit-il de communautés démocratiques et plurielles ? Les idées peuvent-elles librement y circuler, être débattues et critiquées ?

La liberté d'expression est-elle respectée ? Ces questions seront abordées dans la prochaine partie de la thèse.

Il apparaît donc nécessaire de se focaliser sur l'analyse du contenu des interactions virtuelles du cas d'étude, dont les pratiques - apparues grâce aux innovations technologiques - sont également tributaires de la capacité des partisans du changement politique en Égypte à concevoir et pratiquer les communications transnationales de façon créative et inédite dans le contexte de l'opposition aux régimes autoritaires de la région.

QUATRIÈME PARTIE

Construire la solidarité internationale à travers le visuel

4.1 Aux sources de la créativité dans le cyberspace : diffusion d'une esthétique cosmopolite

L'élément visuel, dans ses déclinaisons qui animent l'espace numérique connecté, présente de nombreuses caractéristiques inédites, qui questionnent en profondeur la valeur du geste créatif à son origine, aussi bien que le rôle de ses auteurs. Comme souligné par le World Economic Forum dans son rapport *Digital Media and Society: Implications in a Hyperconnected Era*, publié en 2016, la participation de millions d'utilisateurs au processus créatif a été rendue possible par la diffusion globale des réseaux sociaux (World Economic Forum 2016, 15).

La création, la reproduction, la modification et le partage des œuvres créatives dans le cyberspace se révèlent en effet profondément influencés par l'architecture de ce dernier. Il ne

s'agit plus seulement de la « reproductibilité technique » de l'œuvre d'art que décrivait Benjamin dans son célèbre essai de 1935 : à côté de la parfaite rediffusion, la nature numérique des contenus et la diffusion de logiciels pour leurs modifications engendrent l'entrée en scène à l'échelle mondiale du geste créatif de tout usager, artiste professionnel ou amateur quel qu'il soit. Les nouvelles géographies, temporalités et hiérarchies de l'espace connecté, présentées dans la partie précédente, impactent en profondeur le rapport entre œuvre créative, son auteur et le public. Il s'agit de dynamiques dont l'ampleur est directement proportionnelle à la diffusion du réseau social qui, comme le rappelle Cardon, représente un « véritable instrument de re-territorialisation », capable de transformer « l'univers anonyme du web en un espace familier » (Cardon 2010, 59), dans lequel tout individu peut s'exprimer librement à travers son propre geste créatif.

Ces gestes de création et de récréation, pris dans le contexte égyptien, doivent être replacés dans le phénomène plus vaste de la mondialisation, et de son impact sur les imaginaires culturels locaux. Comme esquissé dans le chapitre précédent, la définition *strictu sensu* du phénomène de la mondialisation, celle de « projet de construction d'un espace homogène de valorisation, d'unification de normes de compétitivité et rentabilité à l'échelle planétaire »¹²⁸, ne permet pas de saisir les contours de son influence sur cette dynamique créative à échelle transnationale.

¹²⁸ Citation de Henri Lefebvre, *Le Manifeste différentialiste* (1970), dans Mattelart 1999, 64.

De plus, cette approche de la mondialisation se révèle partielle, car elle ne souligne qu'un aspect du processus, dont la compréhension profonde ne peut qu'inclure le mouvement, seul apparemment opposé et inconciliable, vers l'élément local et identitaire. Ce dualisme entre particulier et universel se repère aisément dans l'étude des contenus sur les médias sociaux, y compris les images qui constituent l'objet de la présente enquête et qui poursuivent un idéal de solidarité transnationale. On adoptera ainsi l'acception de « monde cosmopolite » proposée par Cicchelli (2016, 31), porteuse de cette dualité « irréductible », résultat de processus transnationaux de séparation aussi bien que d'unification, où le particulier coexiste avec l'universel ou, pour le dire avec les mots de l'académicien italo-français, le « pluriel » coexiste avec le « commun ». Il s'agit donc d'intégrer les perspectives qui mettent l'accent sur la production des interdépendances et celles qui soulignent l'impact d'une dynamique d'homogénéisation : deux phénomènes qui ne s'excluent pas mais caractérisent conjointement un processus de « multiplications et coexistence des référents culturels et identitaires » (ibid., 20). La jointure de ces deux dimensions de la mondialisation est justement individuée par Cicchelli dans le tournant cosmopolite ordinaire, illustré dans les pages précédentes.

Le rôle des nouveaux médias - la télévision satellitaire et Internet notamment - dans cette dynamique est lié tout d'abord à leur contribution à la diffusion d'un nouvel imaginaire, où les références à la culture de masse occidentale s'intègrent aux

différents éléments de la tradition et de la production culturelle locales. Dans les régions du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, cette dynamique est très forte et a fourni aux activistes et sympathisants des révoltes des révolutions arabes des instruments utiles à la communication transnationale de leurs sentiments et objectifs. L’analyse des images effectuée dans les pages suivantes permet de saisir l’élan créateur de cette communication, capable d’attirer l’attention des médias et des analystes occidentaux. Mark LeVine, auteur de l’enquête sur le *heavy metal* dans les pays islamiques, précédemment citée, s’exprime avec admiration au sujet de la capacité de la région du Moyen Orient et de l’Afrique du Nord à s’approprier avec créativité un langage culturel devenu mondial : « dans aucun endroit le potentiel positif de la mondialisation n’est plus évident que dans les médias et la culture populaire de la région aujourd’hui » (LeVine 2008, 6). Cette dynamique a été rendue encore plus évidente à l’occasion de la vague de révoltes, comme le remarque Simone Sibilio : « sur la rive sud de la Méditerranée, entre 2010 et 2011, une nouvelle époque de la production des médias et de la consommation culturelle a démarré » (Corrao 2011, 99).

La présence d’un répertoire de références culturelles se situant à la base de la communication transnationale ne représente pas un phénomène entièrement nouveau. Pendant des siècles, un rôle similaire de raccord transnational, bien qu’à une échelle numériquement inférieure, a été joué par l’humanisme occidental, dans sa valeur de « noyau littéraire et

philosophique propre au canon des cultures occidentales (Said 2004, 26). Il s'agit de l'imaginaire sur lequel s'appuyaient la compréhension et le dialogue parmi les classes privilégiées des différents pays, qui avaient eu accès à l'étude des textes qui en composaient le corpus.

Aujourd'hui, le clivage entre la nature populaire des produits culturels les plus diffusés et les fondements d'une culture haute et de niche, s'appuyant sur une liste d'œuvres fondamentales de l'humanité, est évidente. Il paraît utile de se référer à ce propos à la polémique alimentée par Umberto Eco dans les années 1960 avec son *Apocalittici e Integrati* (1964). Le sémiologue italien propose un regard inédit sur la distance entre la culture « haute » et celle populaire. Selon lui, cette distance se réduit : « jusqu'à quel point ne se trouve-t-on pas devant les deux faces d'un même problème et jusqu'à quel point les textes apocalyptiques ne représentent-ils pas un produit plus sophistiqué que l'on offre à la consommation de masse ? » (Eco 1964, 10). L'une des clés de lecture de cette nouvelle approche se trouve justement dans la nouvelle place accordée aux médias de communication de masse, et aux réactions qu'ils provoquent dans le public. La réception du média n'est ainsi plus identifiée exclusivement comme un phénomène passif. Elle est également capable d'influencer la nouvelle production ; la mythopoïétique, la création des mythes de la culture populaire, présente une « coparticipation populaire d'un répertoire mythologique clairement institué par le haut » ; elle présente des « caractéristiques d'universalité car en effet, elle est commune à toute

Figure 1

une société ; et elle a les caractéristiques de la création du bas » (Eco 1964, 227-228)¹²⁹.

En analysant les contenus de cette production - et reproduction - culturelle, on constate aisément la prépondérance de l'apport des États-Unis. Cependant, la contribution d'éléments dont l'origine se situe en dehors de ce pays est également notable ; comme le soulignent Cicchelli et Octobre, « les foyers de production culturelle se sont multipliés et les produits et les œuvres culturels ont circulé de manière croissante » (2017, 8). Les démonstrations de la pluralité des sources et de la capacité à les recombinaison en intégrant des éléments locaux sont nombreuses dans la région : il suffit de mentionner le phénomène des « *dz mangas* », le type de bandes dessinées le plus diffusé en Algérie et fortement inspiré des mangas japonais (image 1).

Ce phénomène montre, à la fois la coexistence hybride du « pluriel et [du] commun », étant donné que cette technique japonaise a été utilisée pour illustrer des histoires nationalistes (notamment la célébration de la lutte pour l'indépendance contre

¹²⁹ 50 ans plus tard, quand la victoire des "intégrés", grâce à Internet, semble totale, Eco propose une nouvelle division : une élite formée par ceux qui utilisent de façon critique les instruments informatiques et cultivent soigneusement la mémoire et le savoir et "une masse qui ne le fait pas, non pas parce que l'accès au savoir leur a été fermé, mais parce qu'on leur a donné trop, sans l'organiser. Ce sera donc encore une masse assujettie, mais par excès de démocratie" (Lorusso 2015, 142)

la France) et la mise en valeur de traditions locales telles celles relatives aux Berbères¹³⁰.

Un exemple de mouvement dans la direction opposée est celui de l'appropriation de l'image du dieu égyptien Medjed par la culture populaire japonaise (image 2)¹³¹. Sa diffusion résulte de l'exposition à Tokyo, en 2012, d'un ancien papyrus provenant du British Museum de Londres. Un portrait du dieu y figure ; il est représenté comme un homme recouvert d'un drap laissant seulement voir ses yeux et ses jambes.

Cette représentation s'adapte bien aux canons du *kawaii* (mignon, adorable), une qualité qu'ont la plupart des célèbres personnages-mascottes japonais tels que Hello Kitty ou les Pokémon. Son appropriation a donc été favorisée par les artistes professionnels et amateurs japonais, qui ont diffusé leur version du portrait du dieu sur le net. Présentes tout d'abord dans les pages en langue japonaise, elles sont ensuite devenues un mème à l'échelle mondiale et ont fait leur apparition parmi les mèmes égyptiens¹³² : c'est donc un exemple du mouvement circulaire

¹³⁰ KIHILGREN GRANDI, Lorenzo (2014b), « I giovani algerini reinterpretono il Giappone: il fenomeno dei DZ manga » , *Arab Media Report*, <http://arabmediareport.it/i-giovani-algerini-reinterpretono-il-giappone-il-fenomeno-dei-dz-manga/> (consulté le 10 juillet 2017).

¹³¹ Page dédiée sur le site *Know Your Meme* : <http://knowyourmeme.com/memes/medjed> (consulté le 10 juillet 2017).

¹³² Publié le 29 septembre 2016 dans les commentaires sur la page Facebook *Edgy Egyptian Memes* - <https://www.facebook.com/Edgyptian/photos/a.1518712451745000.1073741828.1514925322123713/1781923635423879/?type=3&theater>

des pratiques et des produits culturels véhiculés par les réseaux sociaux.

Notons que, dans les deux cas, l'origine culturelle « autre » du produit culturel originel n'est pas niée : le nom « manga » permet d'attester son origine japonaise, tout comme l'iconographie des portraits japonais de Medjed contient de nombreuses références à l'Égypte (image 2). Les dynamiques décrites n'effacent donc pas l'élément national, qui subsiste et conserve sa portée culturelle, faite de traditions anciennes et récentes.

En même temps, les multiples exemples de cette dynamique - d'autres seront illustrés dans les prochaines pages, au cours de l'analyse des images sélectionnées - montrent que la distance géographique à l'ère d'Internet et des médias sociaux ne représente plus un obstacle pour les interactions et contaminations culturelles. Celles-ci se déroulent en temps presque réel, comme illustré dans le chapitre précédent. La diffusion d'œuvres culturelles par Internet représente un terrain privilégié pour observer cette compression du temps. Contrairement aux différentes expressions culturelles du passé, qui se diffusaient et obtenaient leur succès de manière décalée d'un point de vue temporel (et spatial) - au début dans leur lieu d'origine, puis plus loin - aujourd'hui, le succès d'une telle œuvre peut être immédiat, grâce aux interconnexions multiples entre les usagers d'Internet du monde entier. Le cyberspace a ainsi bouleversé en profondeur les repères temporels

traditionnels, et la pratique de l'utilisation politique de l'art en a été profondément affectée. Un exemple de ce dernier point est représenté par les images publiées sur les groupes Facebook, objet de la recherche. Nous le soulignerons au cours des pages suivantes, ces images présentent souvent un lien très marqué avec l'actualité. Les images étudiées ont, comme tout matériel des réseaux sociaux, la caractéristique d'être instantanément accessibles partout dans le monde et d'engendrer des réactions locales - à la seule exception des pays qui ont mis en place des systèmes efficaces de limitation de l'accès à Internet. Cela n'empêche néanmoins pas les administrateurs de ces pages de proposer à plusieurs reprises des images liées à un événement conclu dans le passé, mais perçu comme particulièrement significatif, afin de lui donner un écho ou de relancer un débat à son sujet.

Le recours à une grammaire globale, ainsi que l'utilisation et le partage de répertoires formés à distance, souvent dans d'autres pays, dans le contexte de l'immédiateté de l'accès aux contenus, sont ainsi à la base de la déjà mentionnée nouvelle perception de l'espace. Cette dernière se présente comme profondément marquée par une utilisation et modification de styles et contenus, pour des buts globaux et locaux, capables ainsi de forger des produits composites et hybrides¹³³, fruit d'une communauté délocalisée plutôt que d'une culture spécifique. La vaste adhésion à ces structures limite donc fortement toute

¹³³ On utilise ici l'acception d'hybridité telle que définie par Singh : "mélange de différentes influences dans l'art" (Singh 2011, 8-9).

référence à une discordance entre pratiques culturelles locales et structures étrangères, au moins dans le contexte des réseaux sociaux. A la suite de ces dynamiques, tout discours de colonialisme culturel - souvent évoqué par les opposants à la mondialisation - perd en grande partie de son efficacité. Si la trajectoire de ces répertoires comme la définition de leur grammaire et des pratiques de modification et partage présentent souvent à leur origine un ancrage dans les sociétés occidentales, notamment celle américaine, on est loin de pouvoir les définir comme les seules sources, ou de lire ces échanges exclusivement sous la lumière d'un rapport de force et de domination. On se retrouve plutôt, on l'a déjà remarqué, face à un (cyber)espace culturel flexible et toujours en mouvement. C'est sans doute une innovation, conséquence de la structure d'Internet : auparavant, avec les médias traditionnels - y compris la télévision - il était également possible d'entrer en contact avec des réalités venues des quatre coins du monde ; les destinations étaient toutefois choisies par l'émetteur/rédacteur. Ce n'est plus le cas avec les médias sociaux, qui cèdent la barre du timon à tout usager, pourvu qu'il dispose de connaissances pour naviguer dans le cyberspace. Ainsi habilités, les utilisateurs peuvent rencontrer de manière autonome les contenus audio-visuels et écrits, et disposent des moyens d'approfondir, de commenter, d'interagir, et de participer avec les usagers liés à la situation à laquelle ces contenus se réfèrent.

Parmi les causes à la base de la diffusion de cette réponse issue de la rencontre esthétique se trouve effectivement

l'intelligibilité du message ainsi véhiculé. Dans le cadre d'une communication transnationale à l'aspiration globale, la nécessité de recourir à ces répertoires esthétiques globalisés pour rendre son propre message compréhensible est évidente. Le partage de son propre point de vue représente en fait la première cause de partage d'un contenu créatif sur un réseau social (47 %) ; il est suivi par le désir de présenter des informations utiles (37 %) et divertir (35 %), selon les chiffres de l'enquête globale du World Economic Forum, déjà évoquée plus haut (2016, 15).

Ces buts évoquent donc ce que Cicchelli nomme « besoin d'un référent commun » (2016, 35). Comme déjà précisé, il ne s'agit pas d'un obstacle à la diversité culturelle ou à la participation à ce processus de la part d'agents locaux, qui ont au contraire la possibilité de s'affirmer à la fois à l'échelle planétaire. C'est également vrai pour les expressions culturelles très circonscrites géographiquement ou traditionnellement isolées, comme certaines traditions culinaires recevant les honneurs médiatiques d'acteurs transnationaux très présents sur les réseaux sociaux, tels Slow Food¹³⁴. De nombreux exemples de cette dynamique montrent que « l'unification économique, communicationnelle et peut-être bientôt politique de l'humanité ne doit pas être identifiée à une uniformisation », souligne Lévy (2002, 224).

¹³⁴ <http://www.slowfood.com>

4.2 Les mèmes

Un exemple de la fécondité de cette approche intelligible est représenté par les mèmes, phénomène très répandu sur les réseaux sociaux et capables de véhiculer une vaste gamme de messages recourant à des référents culturels dont l'origine peut être des plus variées.

Terme inventé par le scientifique Richard Dawkins dans les années 1970, le mème incarne en effet l'aspect central de l'Internet 2.0 : le processus de participation à la création et à la diffusion du contenu. Les mèmes, omniprésents dans le cyberspace, ont toujours été présents dans l'histoire humaine, comme le souligne la signification du mot-lui même, très large, présentée par Dawkins dans son célèbre *The Selfish Gene*¹³⁵ : « une unité de transmission culturelle, ou une unité d'imitation » (2006, 192). Dans son ouvrage, Dawkins propose ainsi une analogie entre l'évolution culturelle et génétique : le mot unit en effet la racine grecque du mot mémoire, μιμη- (mim-) et l'assonance avec le mot gène.

¹³⁵ Le discours sur la solidarité transnationale véhiculé par les mèmes trouve un parallèle second dans le débat autour du titre même de cet ouvrage. Dawkins, dans l'introduction à l'édition du 30ème anniversaire du *Selfish Gene*, répond ainsi aux critiques sur le titre : après avoir expliqué que l'égoïsme du gène est lié au processus de sélection naturelle qu'il affronte, l'auteur avoue qu'il aurait peut-être dû l'appeler *The Altruistic Vehicle*, soulignant ainsi la distinction entre "véhicule" (ou organismes) et "replicateurs" qui voyagent à l'intérieur (les gènes). Autres propositions, *The immortal gene*, liée à sa durée, et même *The Cooperative Gene* – allant apparemment à l'opposé du titre originel mais conçu dans le sens de collaboration parmi des gènes qui suivent ce pour quoi ils ont été programmés.

Une caractéristique essentielle du mème est sa façon particulière de se propager ; selon Dawkins, elle repose sur l'imitation : "*imitation, in the broad sense, is how memes can replicate*" (ibid., 194). Les qualités mentionnées par l'auteur comme nécessaires pour la réplication à large échelle des mèmes sont, selon Dawkins, les mêmes que celles des gènes : longévité, fécondité et *copying-fidelity*, c'est-à-dire la fidélité dans la reproduction - élément à l'origine du débat actuel sur le copyright dans le cyberspace. Cela n'implique pas que l'élément originel se présente comme immuable : au contraire, bien que dans ses caractéristiques fondamentales, le mème du succès doit rester identifiable, une altération est inévitable pour Dawkins. Il parle de mutation continue et de *blending*, ou mélange (ibid., 195).

Sans utiliser le terme mème, d'autres auteurs ont réfléchi à la formation et la portée des « unités de transmission culturelle ». À ce sujet, Umberto Eco parlait en 1964 de *mythisation*, l'« identification de l'objet avec la somme de finalités pas toujours rationalisables, projection dans l'image de tendances, aspirations, craintes tout particulièrement émergentes dans un individu, dans une communauté, dans une époque historique entière » (Eco 1964, 223). Eco identifiait dans cette dynamique une « *mythopoiétique* mise en œuvre par le poète moderne. Il s'agit donc de l'identification privée et subjective, à l'origine, entre un objet et une somme de finalités, conscientes ou pas, afin qu'il se produise une unité entre image et aspirations » (ibid., 226). Une description qui s'adapte bien aux pratiques culturelles de l'activisme en ligne égyptien qui, comme les

prochaines pages l'illustrent, emploie effectivement une identification œuvre - finalité, afin de transmettre de manière immédiate au public une interprétation du présent.

Dans le cyberspace, ce genre d'images évoquant un message est désormais un instrument utilisé par les usagers de tous les pays et cultures. Dans le monde arabe et de sa révolution, l'Égypte en a créé de très nombreux, comme le témoignent les pages Facebook qui leur sont dédiées¹³⁶. Dans le cas égyptien, comme ailleurs, à côté de l'utilisation de mèmes déjà globalement connus, ces pages en proposent de nouveaux, issus des événements nationaux.

Comme on l'a déjà évoqué, des nombreux mèmes naissent effectivement de la fusion d'éléments locaux et globaux. En prenant en considération les usagers égyptiens, le répertoire choisi pour ajouter une touche locale est souvent lié à l'époque des pharaons, référence évoquant l'Égypte par excellence. Voici trois exemples où le buste d'un pharaon, l'un des symboles les plus célèbres de cet imaginaire, fusionne avec des symboles issus de la culture occidentale contemporaine. Dans les premiers deux cas (images 3 et 4), le visage du buste égyptien a été intégré avec

¹³⁶ *Egyptian meme*, page en anglais et arabe (347 075 likes au 3 octobre 2016) - <https://www.facebook.com/E.Memes12345/> (consulté le 10 juillet 2017) - *Edgy Egyptian Memes*, page en anglais. (54 086 likes au 3 octobre 2016) - <https://www.facebook.com/Edgyptian/> (consulté le 10 juillet 2017) - *Egyptian meme*, page en anglais (1 746 likes au 3 octobre 2016) - <https://www.facebook.com/EgyptianMemes/> (consulté le 10 juillet 2017)

les traits du masque de Guy Fawkes adopté par V, protagoniste de *V for Vendetta* (bande dessinée, publiée entre 1982 et 1988, et film culte, sorti en 2005), devenu par la suite le symbole du mouvement transnational de hackers Anonymous¹³⁷. Le but est bien évidemment d'évoquer l'adhésion des Égyptiens à la démarche anarchiste proclamée par le mouvement Anonymous.

Les deux pharaons constituent l'image de profil de deux pages Facebook : la déjà mentionnée *Operation Egypt* et *Walls of Freedom*, espace virtuel dédié à l'art de rue de la révolution égyptienne.

Malgré le sujet des images soit le même, on remarque une forte disparité en termes de techniques artistiques et de résultats. L'image de *Operation Egypt* représente un exemple typique des images fruit d'un geste créatif d'un amateur anonyme, dont le travail s'est limité à une modification d'une photo du célèbre masque funéraire du pharaon Toutankhamon, auquel il a superposé les traits de Guy Falques. Dans le cas de *Walls of Egypt* on se retrouve au contraire face à une œuvre d'art originelle, avec un soin évidant dans le choix des traits et des couleurs utilisés. N'étonne pas que l'auteur de cette image, réalisée avec la technique du *stencil mural*, tout comme son photographe (respectivement Marwan Shahin et Tyson Marsh) soient précisés, ainsi que la ville où se trouve le graffiti (Alexandrie).

¹³⁷ Image du profil de la page Facebook "Walls of Freedom", publiée le 15 mai 2013 - <https://www.facebook.com/WallsOfFreedom/photos/a.514435998602596.1073741825.514430378603158/532572086788987/?type=1&theater> (consulté le 10 juillet 2017)

Un autre exemple de la fusion d'éléments exogènes est celui du buste d'un pharaon associé à l'image de Ronald McDonald, célèbre clown mascotte de la chaîne de fast-food McDonald's, souvent utilisé pour faire référence à l'américanisation des styles de vie, généralement connotés négativement (image 4)¹³⁸. Il s'agit dans ce cas d'un buste réalisé en matériel plastique, œuvre d'un artiste professionnel dont le nom n'est pas mentionné par les administrateurs de la page.

Dans ce dernier cas, on se retrouve face à un exemple de ce que Lievrouw définit « *culture jamming* » (sabotage culturel), c'est-à-dire un genre d'expression créative qui « capture et subvertit les images et les idées de la culture médiatique dominante pour soulever un point critique », et cela à travers l'utilisation de « la *forme* de la culture populaire, mais avec le *but* de subvertir et critiquer cette culture » (Lievrouw 2011, 73). Comme l'analyse des contenus dans les prochaines pages le montre, le « *culture jamming* » est une pratique tout à fait marginale dans le cadre de la communication à but de sensibilisation de l'audience transnationale. La forte démarche critique de la plupart de ces contenus ne se dirige contre la culture populaire dominante, mais contre une partie du spectre politique du pays - ses valeurs, ses pratiques, ses protagonistes. Cela ne devrait d'ailleurs pas

¹³⁸ Image publiée le 12 août 2016 sur la page Facebook *Edgy Egyptian Memes*, <https://www.facebook.com/Edgyptian/photos/a.1518712451745000.1073741828.1514925322123713/1758558157760427/?type=3&theater> (consulté le 10 juillet 2017)

surprendre, si l'on considère que ces contenus utilisent pour la plupart les éléments de la culture *mainstream* comme outils visant à évoquer des concepts immédiatement compréhensibles car liés à des répertoires partagés, et de les appliquer au contexte politique national comme clé de lecture pour un public transnational. Cette pratique n'implique pas nécessairement une adhésion acritique et pleine à la culture dominante, mais une utilisation de la grammaire et des répertoires de cette dernière, afin de faciliter la diffusion de son propre message autrement intelligible aux seuls usagers ayant une connaissance approfondie du contexte politique et social égyptien.

Le débat sur les interactions culturelles entre global et local est extrêmement vif et fournit de nombreux outils de réflexion sur le sujet de cette recherche. Les principales approches peuvent être divisées en deux groupes :

1) celui qui souligne la place prééminente de la culture américaine, véhiculée à travers la globalisation. George Ritzer, auteur de *The McDonaldization of society. An investigation into the changing character of contemporary social life* (1992) en est un représentant célèbre. Cette position est partagée par de nombreux groupes d'altermondialistes, tels que Slow Food mentionné ci-dessus ; il publie d'ailleurs en Italie les œuvres de Ritzer.

2) celui qui souligne l'existence d'une diversité des cultures transnationales dont les centres sont situés non seulement en Europe et aux États-Unis, mais également en Asie, en Amérique

latine et en Afrique. Arjun Appadurai soutient cette idée dans *Disjuncture and difference in the global cultural economy* (1991). Certains auteurs mettant l'accent sur les échanges à double sens, la « *remix culture* » et la créolisation appartiennent à ce groupe : Robertson (1992), Lessig (2008), Shirky (2010), Cicchelli (2016), Jenkins (2016).

Cette seconde démarche se révèle la plus utile pour saisir la nature et la portée des œuvres sélectionnées, desquelles on met on lumière, dans les pages suivantes, la multiplicité de références culturelles, la capacité d'appropriation et de modification de celles originaires d'autres contextes culturels, aussi bien que leur partage à une audience locale, nationale ou internationale.

L'analyse de l'échantillon d'images sélectionnées permet ainsi de saisir les caractéristiques d'utilisation et réutilisation d'une grammaire formée à distance, souvent dans d'autres pays. Mais il s'agit, là aussi, d'une distance géographique, que la nature de l'espace connecté, où règne l'immédiateté d'accès aux contenus, rend peu ou pas perceptible. Sans considérer qu'une vaste adhésion à ces répertoires ou leur fréquente utilisation pour des buts locaux ou nationaux fassent de ces œuvres en circulation des produits d'une communauté délocalisée plutôt que d'une culture spécifique. Ces dynamiques peuvent être aisément insérées dans la définition de culture participative de Henry Jenkins : « culture avec barrières relativement basses pour l'expression artistique et l'engagement civique, un support très

fort pour créer et partager ses propres créations », une culture dans laquelle « les membres estiment que les contributions importent, et sentent un certain degré de connexion sociale les uns avec les autres - au moins ils se sentent concernés par ce que les autres personnes pensent à propos de ce qu'ils ont créé » (Jenkins et al. 2016, 4).

Les œuvres analysées montrent, comme nous l'analyserons dans les pages suivantes, une adhésion libre et pleine à ces pratiques, qui préviennent donc et rendent inutile, pour le contexte d'analyse, toute référence à une discordance entre structures locales et structures étrangères.

Sur le plan historique, enfin, il semble opportun de confronter ces créations avec le cadre de la succession des trois médiasphères théorisées par Debray : logosphère, graphosphère et vidéosphère. Elles correspondent respectivement à l'ère des idoles, de l'art et du visuel (Debray 1992, 286). Ces sphères se succèdent, selon Debray, dans un processus millénaire sans interruption, où le spectateur s'est vu proposer un « système de correspondances symboliques », capable d'affecter « les représentations subjectives de leurs spectateurs » ; il est invité à contribuer à « former leur situation dans le monde » (Debray 1992, 71). Toutefois, on ne peut pas insérer les contenus de l'objet d'étude dans la troisième sphère telle que définie par Debray : « la vidéosphère serait l'ère à la fois la moins messianique et la moins dialectique que l'humanité ait connue, si elle devait recevoir de nous les pleins pouvoirs » (Debray 1992, 501). L'ère

dialectique dans laquelle nous nous trouvons marque en effet une rupture par rapport à la vidéosphère théorisée par Debray au début des années 1990. L'écran de la télévision, et non celui de l'ordinateur connecté à Internet, était alors la clé de la révolution médiatique. Le fort contenu écrit - dans la grammaire des contenus aussi bien que dans la contribution écrite des usagers qui, comme illustré plus en avant, peut être considérée comme partie intégrante du contenu même - permet d'encadrer les œuvres de l'échantillon dans une quatrième sphère, qui fusionne les caractéristiques des deux dernières et prévoit le rôle actif du public, jusque-là inédit. Cette nature hybride ne constitue d'ailleurs pas une rupture avec l'approche de Debray, qui admet des intégrations entre les sphères, au point que chacune se trouve « en germe dans son aînée ».

Parmi les éléments que notre ère partage avec cette troisième sphère, il y a le temporel - la vitesse est propre du règne du visuel, décrit par Debray comme « rotation constante, rythme pur » - et le spatial - pour ce qui concerne les espaces de circulation, vu « que la troisième sphère est « conçue de la fabrication pour une diffusion planétaire ». Même la langue maternelle coïncide, c'est-à-dire l'anglais (ou mieux, comme le dit Debray, l'américain) et sa nature ironique et expérimentale, de démystification et détournement (Debray 1992, 289 et suivantes). Néanmoins, l'originalité de ces contenus réside dans le fait qu'ils ne partagent pas l'élan vers l'innovation propre aux artistes contemporaines, objet de l'analyse de Debray. On n'assiste d'ailleurs pas à « une détente progressive du spectateur » ni à un « lent désengagement des fabricants », étant

donné que ces œuvres ont justement pour but de stimuler le spectateur, d'obtenir son « j'aime » et son « je partage », bien plus que sa seule distraction ou étonnement.

4.3 La « Remix culture »

L'objet de la présente analyse évoque le concept de « remix culture », terme rendu célèbre par le juriste et activiste américain Lawrence Lessig. Au cours du XX^e siècle, la culture a vécu une professionnalisation jamais expérimentée avant, remarque Lessig, même pour la culture populaire (Lessig 2008, 29). Ce qui a engendré ce phénomène, pour reprendre la célèbre expression de Benjamin, c'est la reproduction technique des innovations technologiques qui ont permis la diffusion de ce que Lessig définit comme la *RO culture*, (ou *Read Only culture*), la simple lecture ou reproduction d'une copie exacte de l'œuvre d'art pour la réception passive. Un élément qui s'insère aisément dans un modèle économique basé sur la consommation, qui a d'ailleurs créé des millions de postes de travail dans le monde entier¹³⁹. La diffusion globale de la *RO culture*, grâce à ses prix modérés, a permis la création d'un répertoire culturel globalisé auquel nous faisons référence dans cette recherche. Qu'il s'agisse d'un morceau musical, d'une photographie, d'un film ou d'un

¹³⁹ Environ 30 million de postes de travail dans le secteur des industries culturelles et créatives en 2015 (Lhermitte, Blanc et Perrin 2015).

tableau, la technique permet aux citoyens du monde entier de se familiariser avec l'œuvre d'art reproduite.

La *RW culture* (*Read/Write*), celle à laquelle s'intéresse la présente recherche, doit sa diffusion aux possibilités offertes par Internet et les réseaux sociaux. Elle ne constitue pas non plus un phénomène entièrement nouveau, étant donné qu'elle se réfère à la recréation d'objets culturels – qu'il s'agisse d'une chanson, d'une sculpture ou d'une peinture – avec un effet, plus ou moins marqué, de transcendance du contexte d'origine. Bien que ce phénomène ait gagné une ampleur inédite grâce aux médias sociaux, ses origines précèdent bien évidemment la création d'Internet : dans le domaine du visuel, le collage composite a par exemple été utilisé largement par les artistes appartenant au dadaïsme (Olivier 2009).

Lessig remarque la différence entre RO et RW culture en termes d'auteurs : la première se présente comme étant du domaine des professionnels ; ses créations sont copiées et diffusées pour une consommation. Dans la RW culture, les professionnels aussi bien que les amateurs (Lessig 2008, 84) sont admis, ces derniers figurant parmi les auteurs principaux de l'échantillon choisi. Ces œuvres ne peuvent donc pas être soumises aux mêmes critères que les œuvres d'art traditionnelles, dont la valeur est liée à l'authenticité ou au caractère unique, ou encore (dans le cadre de la reproductibilité technique) au caractère unique de leur créateur (Debray 1992, 88).

Bien que la RW culture soit souvent perçue comme une menace par la RO - en particulier en cas d'infraction du droit d'auteur - tout comme la RO était perçue comme une menace pour l'art à l'heure de l'introduction de ses techniques pour la reproduction (Lessig 2008, 23), les deux formes de culture ne semblent pas s'exclure l'une l'autre. Comme le souligne Lessig, le futur « ne doit pas être moins RO ou plus RW : il peut être les deux » (Lessig 2008, 34).

4.4 Le *mashup*

À côté des termes de *Remix culture* et *RW culture*, on emploie également dans cette recherche celui de *mashup*, proposé par Clay Shirky. Pour mettre l'accent sur la nature composite de l'œuvre, il définit ce terme comme « *the combination of existing materials into something new* » : il peut être ainsi traduit par « collage composite », et se rapproche du concept de « *derivative work* » dont parle Hiroki Azuma (2009, 25). Comme souligné auparavant, le parcours de création et de diffusion de pratiques culturelles telles que le *mashup* présente de nombreuses similarités avec le messianisme de la génétique, mais se montre bien plus rapide et apte à se diffuser à travers le mécanisme de l'imitation (Benkler 2011, 46).

Shirky inclut le *mashup* dans l'« art digital populaire » (*digital folk art*), dont il constitue l'exemple le plus représentatif. Il fait également partie intégrante de l'ensemble des « médias du divertissement » (*entertainment media*) de la culture de masse (ou

populaire) d'aujourd'hui (Crane 2002, 1). Cet univers, qui inclut également les jeux-vidéos, comporte, selon Auray, la « vulnérabilité » de « sombrer dans l'addiction ludique » (Auray 2016, 47-48).

L'utilisation du *mashup* présente de nombreux points communs avec celle d'autres familles d'images de la culture populaire. Les exemples les plus courants sont constitués d'images strictement humoristiques ou visant à provoquer l'attendrissement – on en veut pour preuve le phénomène des chatons, que l'expert en marketing Mirko Pallera (2012) considère comme le symbole de l'image numérique virale. Des éléments qui peuvent, selon Auray (2016), « susciter une rétention des utilisateurs sur un temps important » et « générer une envie d'immersion » – une dynamique qui s'appuie d'ailleurs sur la structure même des principaux réseaux sociaux, où les contenus audio-visuels similaires sont liés les uns aux autres en d'interminables galeries. À la lumière de cela, cette recherche intègre un aspect qualitatif qui permet de saisir la portée des interactions des usagers qui, tout en profitant de l'aspect ludique, ne s'abandonnent pas passivement à cette « immersion », mais contribuent au but social des espaces publics virtuels à travers différentes formes d'interactions avec les administrateurs et les autres usagers.

4.5 Les auteurs et leur rapport avec le public

Il est évident, d'après la narration historique dans la première partie de la thèse, que le droit de critiquer avait été fortement limité dans le système Moubarak, et que les politiques mises en place par le gouvernement Morsi supposaient une vision unilatérale et exclusive de l'agir public, ce qui a d'ailleurs engendré des politiques restrictives dans le domaine de l'expression artistique, à la base de la révolte des artistes égyptiens. Le système Morsi, dans ce sens, s'était révélé encore plus restrictif que celui de Moubarak, et était porteur d'une interprétation de la religion, celle de l'islam politique des Frères Musulmans, dont le dogme de la primauté religieuse et morale était utilisé comme instrument pour imposer interdictions et restrictions.

Il n'est donc pas étonnant que, en ce qui concerne les œuvres créatives objet de la recherche, les collages composites, l'anonymat et, dans une moindre mesure, la pseudonymie, sont presque omniprésents – le seul signe distinctif étant parfois le symbole de la première page Facebook qui le partage. Cette approche de l'appropriation d'une œuvre d'art peut bien être liée à sa nature composite et donc non attribuable à un seul auteur. La diffusion de tels produits culturels pourrait en effet être à l'origine de l'habitude de ne plus citer les auteurs ; selon Cicchelli et Octobre, il pourrait s'agir d'une pratique distinctive des jeunes (2017, 55).

Ces œuvres ne peuvent donc pas être soumises aux mêmes critères que les œuvres d'art traditionnelles, produites par un auteur spécifique. Néanmoins, elles ne sont pas diminuées par

l'absence d'une attribution claire : à la différence de l'œuvre d'art contemporaine, qui nécessite souvent une interprétation de ses symboles et messages et d'un encadrement dans le corpus de l'auteur - éléments qui bien des fois échappent à la majorité du public - les symboles de ces images sont immédiatement compréhensibles par les usagers du réseau. Elles visent à susciter une réponse immédiate. L'approbation d'une œuvre de cette catégorie et le partage de son message peuvent d'ailleurs être aisément mesurés à partir du nombre de « j'aime » ou de « je partage ». La distance entre artiste et public se raccourcit jusqu'à presque disparaître lorsque des modifications successives de l'image de la part de l'usager-artiste suivant. Il se crée donc en même temps un hiatus très prononcé entre ces expressions créatives et le monde de l'art contemporain : « nous ne trouvons plus de terrain commun entre ces artistes et nous, les profanes », écrit Debray à propos de l'art occidental contemporain (Debray 1992, 98), selon lequel « plus une œuvre symbolise, plus l'artiste peut s'absenter de la scène » (ibid., 86).

Même s'il n'est pas possible de retracer la chaîne de création et de recréation des œuvres sélectionnées, il paraît légitime de supposer que la plupart des auteurs appartiennent à la jeunesse - le groupe d'âge protagoniste des révolutions, qui représente en outre la majeure partie des usagers des réseaux sociaux, et la plus active. Ce lien, créé par la jeunesse arabe, entre le recours à une pratique créative déterritorialisée et fluide et le geste politique, a été illustré par Federico Costanza (2016) : « Les mouvements se sont nourris durant ces années d'un flux continu

de production artistique et créative indépendante : du cinéma au théâtre, aux arts plastiques et visuels, à la musique, le monde de la culture alternative arabe a représenté une source non seulement de talents mais d'idées, d'activisme et d'expérimentations, qui a favorisé l'émergence de contextes démocratiques et participatifs en sociétés qui avaient subi, au cours des dernières décennies, l'oppression et la fermeture envers l'étranger ». Un recours si fréquent et extensif à des références et techniques éloignées des traditions culturelles locales indique d'ailleurs une aisance et une ouverture vers les expressions issues d'autres cultures - expressions qui ne sont donc plus perçues comme des éléments extérieurs, mais constitutifs de sa propre identité, évoquant ainsi ce que Singh appelle « vaisseaux d'identités culturelles collectives » (2011, xxi). L'attitude de la jeune génération arabe, et tout particulièrement égyptienne, consistant à « naviguer » sur ces vaisseaux se situe dans la lignée de l'interprétation, fortement politique, du concept de culture participative donné par son fondateur même, Henry Jenkins : elle « embrasse les valeurs de diversité et démocratie¹⁴⁰ à travers tout aspect de l'interaction mutuelle » (Jenkins, Ito et Boys 2016).

Comment se bâtit donc la confiance envers les messages véhiculés par ces contenus, dans une fréquente absence

¹⁴⁰ Si la référence à la démocratie ne résulte pas souvent dans ces œuvres, pour les motivations déjà illustrées dans la première partie de la thèse, la pratique créative et celle de partage, fortement influencées par l'architecture horizontale des réseaux, se développent, au sein des groupes de l'échantillon, de manière tout-à-fait démocratique.

d'identification de leur(s) auteur(s) ? Comment ne pas les soupçonner de propagande mensongère ? Une forme de confiance similaire à celle qui était auparavant accordée aux artistes engagés par les partisans de la même vision politique, est souvent attribuée, dans le contexte d'étude, aux administrateurs des pages où ces contenus sont (re)publiés. Pas nécessairement connu - l'anonymat et le pseudonyme se révèlent souvent opportuns dans le cas d'étude - l'administrateur est la personne ou le groupe qui gère la page et est responsable de la sélection et présentation des contenus ; il s'engage fréquemment dans des échanges avec les autres usagers, dans le cadre de discussions stimulées par ses publications. Comme dans le cas de la page *Occupy Egypt* présenté dans les prochaines pages, les administrateurs ont souvent l'habitude de préciser à plusieurs reprises leur point de vue, leur analyse des événements en cours, et engagent les autres usagers dans des débats et une participation active, profitant ainsi pleinement du potentiel d'interaction propre aux réseaux sociaux.

L'analyse du matériel de cette typologie de communication et des dynamiques qu'elle engendre doit donc nécessairement inclure une évaluation du degré de liberté : dans quelle mesure cet espace se fait partisan d'une vision fermée aux critiques ? Existe-t-il du dogmatisme dans cette communication ?

Une fois de plus, ce point doit être analysé en tenant compte de la structure du réseau social, et tout particulièrement de la façon dont elle encadre l'interaction sociale dans les pages. Comme déjà illustré, toute publication sur Facebook peut faire l'objet d'une interaction de la part des usagers qui y ont accès.

L'administrateur d'une page peut limiter l'accès à l'aide de filtres géographiques ou linguistiques - ce qui permet par exemple aux Nations Unies de publier différentes versions du même contenu dans ses langues officielles et limiter la vision de ces posts aux usagers parlant une langue précise. De plus, les administrateurs peuvent interdire les contenus à des usagers particuliers - une mesure qui permet par exemple de se protéger des diffamations ou des attaques, mais dont l'abus peut conférer un haut degré de dogmatisme à cet espace public.

Enfin, les administrateurs peuvent effacer certains contenus publiés par des usagers. Les pouvoirs conférés aux administrateurs permettent donc d'effectuer une véritable censure - bien que nécessitant une intervention *ex post* pour les usagers qui n'ont pas été bloqués. Cette nature *ex post* remonte aux premiers exemples du principe de la « publication ouverte » (*open publishing*) tels que Indymedia, plateforme de médias alternative née en 1999¹⁴¹ ; elle est ensuite devenue, comme le remarque Cardon, une « règle d'or » de ces nouvelles formes de publication sur Internet (Cardon 2010, 39-40).

Notons que cette pratique, à cause de l'écart temporel entre publication de l'utilisateur et intervention de l'administrateur, ne permet pas d'éliminer complètement l'impact d'une campagne de dénigrement ou critique, ce qui se produit régulièrement, et

¹⁴¹ <https://indymedia.org> Le site a cessé son activité de publication en 2013 (consulté le 20 juillet 2017)

pour les plus différentes motivations, contre certaines pages de compagnies, associations, personnages publics ou institutions.

4.5.1 Les contenus signés. Le cas de Mohamed Gaber

Bien que la plupart des contenus créatifs affichés sur ces pages n'affichent donc aucune mention de leurs auteurs, il existe des exceptions. La plus célèbre est celle du plus connu des jeunes créateurs de mèmes politiques égyptiens : Mohamed Gaber. Gaber doit principalement sa renommée internationale à la diffusion d'un de ses *calligraphiti* politiques (style artistique qui associe la calligraphie traditionnelle arabe et les graffiti), le « Sois avec la révolution » (*Koun maa al-thawra*) (image 6). Créé en 2008 pour soutenir la révolte à Mahalla, il a fait l'objet d'une vaste diffusion à l'échelle régionale à partir de l'hiver 2010/2011: transformé en pochoir, il est vite apparu sur les murs des villes arabes touchées par la vague de révoltes et révolutions¹⁴².

Gaber s'est engagé directement en critiquant le président Morsi, et l'a fait à travers la création d'une autre image devenue rapidement virale sur les réseaux sociaux (image 7). Voici son analyse.

¹⁴² Profil de Mohamed Gaber sur Behance, réseau social pour artistes et créatifs - <https://www.behance.net/gallery/1183271/Be-With-The-Revolution>- (consulté le 20 juillet 2017).

Titre: Morsillini

Source : Gaberism, le blogue de l'artiste égyptien Mohamed Gaber¹⁴³

Date : 27 novembre 2012

Légende (en anglais et arabe): Ceci est un concept de poster interactif que tu peux télécharger depuis ce lien¹⁴⁴ & y écrire dessus le message ou slogan que tu veux [faire] dire au nouveau dictateur d'Égypte Morsillini -comme nous l'appelons maintenant- s'il te plaît télécharge-le, écris le slogan et poste-le sur twitter avec une mention à mon pseudonyme twitter @gue3bara ou mets-le juste en ligne quelque part et poste-le ici dans une réponse. Cette affiche se trouve sous licence d'attribution Creative Common¹⁴⁵.

Cette image représente une caricature de Mohamed Morsi, alors président de l'Égypte, immédiatement identifiable : le dessin reprend sa forme du visage et des yeux, sa barbe et son teint. Comme le révèle son auteur, la source d'inspiration primaire de cette image est Morsi lui-même, qu'il définit

¹⁴³ <http://gaberism.net/blog/2012/11/27/interactive-poster-morsillini> (consulté le 20 juillet 2017).

¹⁴⁴ <https://app.box.com/s/3mx0wnx3nzem5hsggpvt> (consulté le 20 juillet 2017).

¹⁴⁵ <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/> (consulté le 20 juillet 2017)

comme « une marionnette hilarante qui m'inspire chaque fois que je la regarde à la télévision »¹⁴⁶.

Le style dont Gaber s'est inspiré pour cette image est tout-à-fait familier pour l'utilisateur type de réseau social, en Égypte comme ailleurs : le trait, aussi bien que la palette de couleurs, reprennent ceux du japonais Akira Toriyama, auteur du célèbre manga (devenu ensuite un dessin animé) Dragon Ball, qui fait pleinement partie du répertoire culturel du cosmopolitisme ordinaire décrit auparavant.

Toriyama est connu pour l'humour que contient ses œuvres, qui incluent différents antagonistes imaginaires et caricaturaux, généralement très méchants, mais infantiles, tels que le général Red, le chef suprême de l'armée du Ruban Rouge, la plus puissante organisation militaire sur terre ¹⁴⁷. Ces antagonistes ont en commun certains traits, ridicules, repris dans cette image : très petite stature - avec une disproportion évidente entre le corps et la tête - et un large sourire qui, associé au regard levé vers le ciel, évoque l'arrogance et la stupidité.

D'autres références à forte et évidente valeur politique sont faites à Benito Mussolini - dans le titre, aussi bien que dans le salut romain et l'uniforme - et à Adolf Hitler, avec la moustache

¹⁴⁶ ABOU BAKR, Thoraia (2013), « *Political memes enliven Egypt's art scene* », *Daily News Egypt*, 4 Février, <http://www.dailynewsegyp.com/2013/02/04/political-memes-enliven-egypts-art-scene/> (consulté le 20 juillet 2017).

¹⁴⁷ Profil du général Red sur Wikipédia: https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e_du_Ruban_Rouge#G.C3.A9n.C3.A9ral_Red (consulté le 20 juillet 2017).

et le ruban rouge autour du bras (le salut romain et l'uniforme également).

Il convient de noter que sur le chapeau figure le logo officiel des Frères Musulmans. Le choix d'utiliser ce logo - et non l'emblème national de l'Égypte - a également une valeur politique : « Morsillini » est le représentant des intérêts d'un groupe précis de la société égyptienne, et non pas de sa totalité.

L'image de Morsillini, aussi bien que les publications à ce sujet sur le blogue de Gaber (qu'il relançait sur ses profils Twitter ¹⁴⁸ et Facebook ¹⁴⁹) montrent ainsi l'engagement de l'auteur dans le discours contestataire, et son désir d'engager ses lecteurs/fans dans un processus d'activisme artistique.

Comme l'explique sa légende, cette image représente en effet la contribution volontaire d'un artiste au processus de *mashup* à but de satire politique. Les internautes sont ainsi invités à utiliser l'image pour diffuser leur propre message, et à le retransmettre sur Twitter en mentionnant l'auteur de l'œuvre originelle, comme prévu par la licence Creative Commons attribution ¹⁵⁰. Gaber autorise ainsi toute modification et utilisation de l'image, à conditionner de mentionner l'auteur,

¹⁴⁸ <https://twitter.com/Gue3bara> (consulté le 20 juillet 2017).

¹⁴⁹ <https://www.facebook.com/gu3bara> (consulté le 20 juillet 2017).

¹⁵⁰ Comme l'explique le pôle français de Creative Commons, hébergé par le Centre d'Études et de Recherches de Science Administrative (CERSA / CNRS), Creative Commons "est une organisation à but non lucratif qui a pour dessein de faciliter la diffusion et le partage des œuvres tout en accompagnant les nouvelles pratiques de création à l'ère numérique" <http://creativecommons.fr/> (consulté le 20 juillet 2017).

mais sans demander d'autorisation préalable ; en même temps, comme illustré sur le site français de Creative Commons, cette licence n'implique pas une approbation, un aval ou un soutien de l'œuvre ainsi modifiée¹⁵¹.

Un exemple de cette utilisation est donné par Gaber lui-même ; le 28 novembre 2012, il poste l'image 8 sur son profil Twitter, avec ce texte, en anglais et arabe : « Morsillini est un hipster ». La valeur humoristique de l'image est ici accrue par la phrase « *Because democracy is so mainstream* » : l'accusation faite au président de ne pas respecter les valeurs démocratiques est ainsi liée à une imaginaire démarche anticonformiste, typique du groupe des hipsters, fréquent objet de moquerie sur Internet¹⁵². L'association établie entre Morsi, représentant des Frères Musulmans, et la sous-culture hipster, vise ainsi à provoquer l'hilarité en raison de son absurdité.

4.6 La viralité

La singulière utilité du mème dans la présente recherche réside dans le fait de créer un lien compréhensible et immédiat, qui dépasse les frontières nationales et culturelles. Si les contenus peuvent varier énormément, la grammaire du mème -

¹⁵¹ <http://creativecommons.fr/licences/> (consulté le 20 juillet 2017).

¹⁵² Une liste de sept sites qui se moquent des hipsters est disponible ici : <http://www.makeuseof.com/tag/7-great-websites-poking-fun-hipsters/> (consulté le 20 juillet 2017).

proportions, police et dimension du texte, etc. -, elle, reste presque identique. La plupart des mèmes qui apparaissent dans les pages Facebook égyptiennes analysées relèvent de la culture globalisée à forte composante américaine et respectent cette grammaire, mais sont intégrés avec des références à l'actualité nationale égyptienne. Parmi les images les plus connues se trouvent celles qui présentent un contenu humoristique et dérisoire, très utile pour créer de la dénonciation à travers le paroxysme, l'hyperbole, la litote ou la métonymie, figures rhétoriques dont on présentera plusieurs exemples dans les pages qui suivent. Afin d'évaluer le succès d'un mème, il est utile de présenter le concept de viralité. Ce mot évoque ici la capacité du contenu de se diffuser de personne à personne, comme un virus pendant une épidémie. Tout comme un virus, de petites évolutions peuvent en faciliter la propagation : l'intégration d'éléments locaux peut ainsi être associée à la dynamique décrite par Benkler : « les traits culturels évoluent à travers un mécanisme similaire à celui des gènes (voire plus rapide) » (Benkler 2006, 46).

Il y a pourtant une différence principale entre ces éléments numériques et ces points de comparaison biologique, et elle se trouve dans l'élément temporel, comme l'explique Bruno Gonçalves de Université d'Aix-Marseille : « les contenus viraux ont une date d'expiration. Les gens s'ennuient de lire la même nouvelle, ou de regarder la même vidéo, et ils arrêtent d'en

parler »¹⁵³. Pour cela, la diffusion de mèmes efficaces implique que leurs auteurs aient la capacité de choisir des éléments suffisamment répandus pour être compressibles, mais pas encore entrés dans cette forme d'obsolescence sémantique, qui risquerait de devenir un obstacle à leurs dynamiques de diffusion dans l'espace connecté.

En ce qui concerne la portée numérique des contenus viraux, il faut considérer qu'à chaque instant les usagers de Twitter partagent 9 000 tweets, que sur Facebook, 10 000 actions se déroulent, que 100 000 vidéos sont en train d'être regardées sur YouTube et que 2 000 photos sont publiées sur Instagram. Mais seulement un petit pourcentage de ces actions provoque des interactions avec les autres usagers, et présente une diffusion encore moins exponentielle.¹⁵⁴

Il n'existe pas de vraie « formule » pour la création d'un contenu viral, comme le montrent les insuccès de grandes compagnies publicitaires.¹⁵⁵ Berger et Milkman ont néanmoins pu saisir une hiérarchie émotionnelle des vidéos virales : les vidéos les plus partagées sont celles qui provoquent une émotion positive (vidéos amusantes et tendres), puis celles responsables d'une réaction négative (indignation, dégoût) et seulement ensuite les vidéos neutres (Berger et Milkman 2012, World Economic Forum 2016). Michela Del Vicario et Alessandro Bessi

¹⁵³ BERRUTO, Gaia, DI SALVO, Philip, GENTILE, Andrea et SCHILLACI (2015), Omar, « La Formula della viralità », *Wired Italia*, mai

¹⁵⁴ Ibid.

¹⁵⁵ Ibid.

montrent comment la possibilité des usagers de se concentrer sur des contenus sélectionnés sur la base de leur message est le « premier volant de la diffusion de contenus et génère la formation de cluster homogènes », c'est-à-dire les susmentionnées « chambres à écho » (Del Vicario et Bessi 2016).

Si la recette d'une viralité globale reste à déchiffrer, il est donc néanmoins possible de prévoir une diffusion « par contagion » à l'intérieur de ces « chambres » pour les contenus compatibles avec la sensibilité de leurs membres, en agissant comme un « collant » de la communauté virtuelle. Cette dynamique contredit en partie la vision de Debray selon laquelle « L'erreur du jour consiste à croire qu'on peut faire une communauté avec des communications » (Debray 1992, 82), bien qu'on parle ici de communautés éminemment virtuelles, étant donné que la proximité spatiale ne représente pas forcément un critère d'adhésion - dans l'échantillon de recherche, elle ne le représente du tout. Cette dimension spatiale inédite des contenus des objets d'analyse impose ainsi une approche également inédite, capable de se distancier aussi bien de l'application de cadres conçus pour les contextes occidentaux - approche qui s'est vue accuser d'ethnocentrisme médiatique par les *Cultural Studies* (Claire Talon dans Bozzo et Luizard 2011, 441) - que de la définition d'une spécificité égyptienne, arabe ou méditerranéenne. Comme l'analyse qui suit permet de le constater, il s'agit de contenus qui arrivent à fusionner des éléments locaux et internationaux selon une grammaire globale,

dont la stricte observation représente une condition nécessaire à leur succès à toute échelle.

Néanmoins, il paraît utile de mentionner un trait fondamental de la culture arabe en général, et égyptienne en particulier, qui contribue à expliquer un si vaste recours et une si ample diffusion de contenus humoristiques dans ces pays : la forte tradition de l'ironie et de la dérision. Une telle démarche à l'encontre des détenteurs du pouvoir représente en effet en Égypte une tradition de plus de trois mille ans. Dans une exposition de 2011 au *Metropolitan Museum* de New York, il apparaît, discrètement, mais bien perceptiblement que les artistes avaient par exemple ajouté des traits de fatigue sur le visage d'un général puissant et un air de préoccupation sur celui d'un scribe - allant même jusqu'à attribuer, avec une ironie discrète, des expressions comiques à des animaux sacrés.¹⁵⁶

La littérature arabe représente un outil précieux pour l'analyse de la diffusion transnationale de contenus à forte composante humoristique et ironique. C'est le cas des contes de Guha, protagoniste d'anecdotes comiques où il montre toute sa stupidité - une attitude qui le conduit dans des situations absurdes desquelles il ne se sort pas toujours bien. Ces contes, dont la première version écrite est arabe et remonte au VII^e siècle, se sont diffusés dans le bassin méditerranéen : on retrouve ainsi Giufà en Sicile, Giucca en Toscane, Zha en Maroc, Nasreddin

¹⁵⁶ MELIKIAN, Souren (2011), « Finding Ancient Egypt's Sense of Humor », *The International Herald Tribune*, 21 mai 2011, <http://www.nytimes.com/2011/05/21/arts/21iht-Melikian21.html> (consulté le 16 août 2017)

Hoca en Turquie, Djoha dans la tradition juive et même un Guhi en Perse et un Gawha en Nubie.

La capacité du conte de Guha de se diffuser si largement se base sur des caractéristiques très similaires à celles qui ont permis la diffusion de la communication par mèmes dans les sociétés méditerranéennes et du monde entier. La réponse au comique de qualité se révèle ainsi la même, quel que soit le contexte de réception. Comme le remarque Francesca Maria Corrao, malgré des références au folklore local, « le comique du personnage reste universel et, en dépassant les frontières géographiques de sa propre origine, se montre appréciable dans tout continent et toute époque » (Corrao 2001, 139).

Tout comme dans le cas des mèmes, la grammaire des anecdotes de Guha présente des éléments fixes: le protagoniste se conduit toujours à l'inverse de ce que le sens commun aurait dicté, mais sa « folie » cache une sagesse inattendue et parfois profonde, qui offre un nouveau regard sur la réalité, un « monde à l'envers » où les vainqueurs se retrouvent vaincus, et vice-versa. Un autre élément fixe est celui de l'âge : comme les personnages des mèmes, Guha ne vieillit pas, et ses aventures le présentent toujours comme un jeune homme et un fils - « le personnage se caractérise, et se différencie, dans le passage d'une aire culturelle à une autre, tout en maintenant inaltérées ces caractéristiques structurelles qui le rendent universel » (Corrao 2001, 145).

Une autre composante de la littérature vernaculaire humoristique arabe évoque des parallélismes avec les dynamiques observées dans le cadre de la présente recherche : il s'agit des blagues de la satire politique. Outre les personnages naïfs et stupides tels que Guha, les populations arabes ont, depuis des siècles, montré leur aptitude à ridiculiser avec des mots les puissants et leur entourage. Comme le remarque Paolo Branca, ces blagues « mettent en lumière le peu de considération des citoyens pour les classes dirigeantes [...], dénoncent la corruption publique, le féroce des régimes et des services secrets ou la stupidité des militaires » (Branca, De Poli et Zanelli 2011, 64).

Les blagues satiriques sont, dans le monde arabe, une tradition aussi vivace aujourd'hui qu'autrefois - c'est-à-dire avant de l'islam¹⁵⁷ - et qui ensuite n'a pas même épargné les successeurs du Prophète, les califes.

La diffusion de cette forme de dérision a été particulièrement marquée lorsque les régimes politiques devenaient plus répressifs, et l'histoire moderne de l'Égypte le confirme, avec Nasser, Sadat et Moubarak, moqués l'un après l'autre et figurant parmi les personnalités-cibles préférées au cours des périodes de durcissement de leur gestion politique. Ce qui s'est passé en ligne pendant les révolutions présente une continuité évidente. Les parallélismes entre la diffusion des blagues et la viralité de contenus sur Internet ne s'arrêtent pas là : tout comme pour ces derniers, on ne connaît que très rarement

¹⁵⁷ Ibid.

les auteurs des blagues, et ils sont pratiquement impossibles à bloquer par la censure (et l'autocensure) imposée par les autorités. De toute manière, ces deux formes de communication ne visent pas à bouleverser un régime – elles ne sont ni créées, ni transmises à cette fin –, mais montrent tout leur potentiel en termes de diffusion d'une réflexion publique (où le comique se mêle à l'amertume) sur les défauts de la politique. Elles exercent très clairement une fonction de catharsis collective et confirment une certaine capacité à l'autocritique.

À remarquer que ce recours à l'humour et au comique représente une caractéristique internationalement reconnue de l'Égypte, au point de constituer peut-être « le trait le plus distinctif de sa propre identité nationale » (Zanelli, in Branca, De Poli et Zanelli 2011, 103). La forte diffusion sur les réseaux sociaux des contenus politiques viraux d'origine égyptienne permet de parier sur la confirmation de cette renommée du pays dans les décennies qui viendront.

4.7 L'intégration du public dans le contenu

Dans le monde virtuel, la séparation entre espace public et espace privé, tout particulièrement depuis l'introduction du web participatif, se retrouve transformée en profondeur. L'introduction d'avancées technologiques a bien sûr eu un impact considérable sur la société – il suffira de mentionner

l'introduction des médias de masse –, mais cette innovation dans la toile a bouleversé une caractéristique commune à tous les médias de communication précédents : dans la presse, comme à la télévision ou à la radio, on assiste à un fort contrôle éditorial des contenus, y compris de la voix du public, encadrée et reléguée à des espaces limités. Le web a montré à d'innombrables reprises la possibilité que les mots des non-professionnels de la communication, le plus souvent sans formation dans la production de contenus, atteignent une visibilité très large, parfois globale. Le *citizen journalism*, aussi bien que la simple publication de photos ou de différentes formes de matériel audiovisuel, ont d'ailleurs constitué un axe fondamental pour la connaissance des révolutions arabes, se déroulant dans des conditions de forte censure (et d'autocensure) des médias traditionnels.

Dans le même ordre d'idée, la nouvelle approche des usagers d'Internet vis-à-vis de leurs audiences primaire et potentielle contribue à expliquer la diffusion de ces contenus. À ce propos, on remarque une évaporation de la séparation entre discours privé et public, dynamique à relier à l'architecture même des réseaux sociaux. Jusqu'à quel point les mots des usagers des réseaux peuvent être considérés comme une communication étendue à la globalité du réseau social, ou même du cyberspace ? La réponse peut se retrouver dans la structure de ces plateformes, basées sur les cercles d'amitiés qui réunissent les membres d'un groupe ou les abonnés d'une page Facebook, les « followers » sur Twitter, les abonnés aux chaînes YouTube,

etc. Il s'agit, dans tous les cas, de rassemblements virtuels d'utilisateurs unis par des traits communs, qu'il s'agisse de démarches politiquement, socialement ou culturellement engagées (comme dans notre cas d'étude), ou qu'il s'agisse simplement d'apprécier un même style musical, un même artiste ou une même production culturelle, telle qu'une série télévisée ou un film.

En participant aux discussions dans le cadre de ces unités virtuelles, les utilisateurs expriment des opinions en principe adressées aux autres membres, mais qui sont pourtant pleinement publiques, dans le sens où elles permettent la lecture - et les interactions - de la totalité de la communauté connectée (avec la seule et éventuelle limitation de l'intelligibilité du langage utilisé). Comme le souligne Cardon (2010, 69), il s'agit donc d'expressions « dont la forme et la qualité sont souvent très éloignées de toute préoccupation publique », ayant plutôt l'aspect de « conversation entre proches ».

L'identité du « proche » est pourtant très particulière, car il ne s'agit que rarement de collectivités virtuelles fixées en termes d'adhésion : la majorité des groupes et la totalité des pages Facebook sont ouvertes aux nouveaux membres/inscrits. La visée géographique primaire de ces cercles peut bien évidemment varier considérablement : de l'échelle locale (quartier, ville, département...) jusqu'à l'échelle nationale, régionale ou internationale - mais tant qu'il s'agit d'entités privées ou secrètes (accessibles sur Facebook pour les groupes, mais non pas pour les pages), rien n'empêche d'autres utilisateurs,

extérieurs à ces frontières sélectives, d'accéder aux discussions et d'y participer activement.

Cette ouverture, permise par l'architecture de la plateforme, engendre ainsi une tension chez un public toujours plus large. Les nouveaux usagers veulent contribuer au cercle qu'ils rejoignent et, en même temps, s'identifier avec ce dernier à travers les « j'aime » attribués aux contenus affichés, aussi bien qu'à travers les « partages » sur leurs profils personnels ; des actions qui seront visibles de l'utilisateur du réseau social et deviendront ainsi des éléments constitutifs de sa propre identité virtuelle.

L'ampleur de cette ouverture et la dynamique d'adhésion varie bien évidemment très largement d'une page à l'autre et d'un groupe à l'autre. Au cours de la première partie de la thèse, on a mentionné les espaces virtuels les plus connus du mouvement contestataire juvénile égyptien. Parmi ces espaces se trouvent les pages rédigées en arabe *We Are All Khaled Said* et *April 6 Youth Movement*, vite devenues, au cours des révoltes, non seulement des lieux de renforcement de l'identité de leurs membres, mais aussi de véritables instruments de coordination militante. Médias d'information reconnus, ces pages ont fini par devenir deux des sources principales pour les journalistes professionnels des médias de masse tels que les chaînes satellitaires Al Jazeera ou CNN. On ne s'étonnera donc pas que la quasi-totalité de ces médias à contenu édité ait intégré leur offre d'information avec une présence directe sur les réseaux

sociaux, dans le but d'attirer de nouveaux publics vers les articles ou reportages et autres contenus (galeries photographiques, vidéos, infographies).

Néanmoins, et pour en revenir au sujet de la temporalité, qu'il s'agisse d'un contenu rédigé par des professionnels ou un groupe d'amateurs, cette dynamique qui consiste à capter massivement et virtuellement l'attention et de la diriger vers un ou plusieurs de ces contenus, en général qualifiée de « buzz », se révèle souvent éphémère, étant liée plus au contenu qu'à la page en elle-même. Cela peut facilement se vérifier à travers les éléments fournis par Facebook pour quantifier la diffusion d'un contenu : nombre de « j'aime », de partages et de commentaires. L'analyse de la page Operation Egypt, présentée dans les pages suivantes, révèle l'ampleur de l'écart de ces indicateurs parmi les différentes publications : l'attention et la participation du grand public n'est pas acquise une fois pour toute, et un exploit n'implique pas la fidélisation aux contenus successivement publiés. Toute page peut expérimenter ce va-et-vient entre grand public et public d'aficionados, et toute définition globale du public d'une page doit ainsi prendre en considération ses contours dynamiques et fortement variables.

Si d'un côté ces pratiques permettent à toute personne de repérer une vaste quantité d'informations sur les sujets les plus débattus, de l'autre, elles impliquent de nombreux risques, qui vont de la diffusion précédemment citée des « *fake news* » au choix de mettre en avant les aspects censés faire le « buzz », tels

que des anecdotes ou des jugements sur les personnalités publiques, au détriment de l'exposition détaillée des événements.

Dans ce cadre d'absence de contrôle éditorial structuré, on peut trouver une explication dans le rôle même des usagers-lecteurs. Comme le souligne Cardon (2000), l'information dans l'espace numérique connecté repose en grande partie sur le pari d'attribuer aux usagers le recours à une distance critique, qu'ils utilisent à différentes reprises pour démontrer la fausseté des déclarations de certains hommes politiques. Au comité éditorial se substituerait ainsi la multitude des lecteurs, parmi lesquels se trouvent souvent les personnes en mesure d'utiliser les informations présentes sur Internet pour exposer publiquement les erreurs et les mensonges.

4.8 Les caractéristiques sociales du visuel dans les réseaux sociaux

Dans le cadre de cette thèse, il est particulièrement utile d'analyser plus en profondeur les interactions possibles avec les auteurs du matériel visuel, qui représentent la typologie de contenus la plus diffusée dans le cadre du terrain d'enquête.

Le premier élément qui accompagne l'élément visuel (tout comme l'audio-visuel) est sa légende. Dans la plupart des cas, lorsque les administrateurs des pages et groupes Facebook ou

des comptes Twitter ou Instagram publient une photo ou une vidéo, ils l'accompagnent d'un texte qui présente ce contenu, souvent en utilisant le même registre utilisé dans l'image (ironie, dérision, paradoxe, métaphore, etc.). Dans les réseaux sociaux qui permettent aux usagers de créer des hyperliens, les légendes incluent souvent des mots-clés (ou *hashtags*) pour relier ce matériel à tout autre qui couvre le même thème ou sujet.

Comme toute plateforme intégrant le potentiel du web 2.0, c'est-à-dire celui de la participation ouverte des usagers, Facebook et les autres réseaux sociaux permettent aux usagers de réagir au matériel et à la légende, comme expliqué précédemment. Par ordre croissant d'intensité, ils peuvent tout d'abord indiquer (grâce à la mention : « j'aime ») leur assentiment à l'image et la partager avec une partie (sous forme de fichier joint à un message dont ils peuvent choisir les destinataires) ou la totalité de leurs amis (à travers une publication sur leur propre profil). Dans ce dernier cas, les usagers ont la possibilité d'insérer des « tags », c'est-à-dire de créer des liens entre le contenu et un profil personnel ou la page d'une organisation privée ou publique présente sur le réseau social. Cette technique, très simple à utiliser (il suffit d'ajouter le caractère @ avant le nom du destinataire), permet de relancer le contenu vers la personne ou l'organisation qui, ainsi « taguée », recevra une notification. De plus, à moins que l'utilisateur destinataire n'ait restreint la visibilité des contenus dans lesquels il est tagué, l'image apparaîtra sur son mur, devenant ainsi visible à la totalité de son cercle de contacts. Taguer permet ainsi d'attirer l'attention d'une personne ou d'une entité (et de ses

contacts) sur un contenu, pour l'inviter à exprimer son avis ou à le diffuser davantage.

La liste des possibles interactions inclut celle d'écrire des commentaires sur l'image/vidéo ou la légende, et sur les commentaires. Ces commentaires peuvent inclure à la fois d'autres images et d'autres vidéos. La possibilité d'insérer des commentaires représente, selon Benkler, « la deuxième innovation critique du web inscriptible » (Benkler 2011, 217). Cette possibilité, exploitée tout d'abord à l'intérieur des blogues, représente en fait l'âme du web 2.0, le web qui permet à ses usagers d'interagir.

On assiste ainsi à ce qu'Eco décrit comme « une alternance continue entre la libre prise de parole et la critique à cette crise de parole ». S'il est vrai que, pour reprendre les termes du sémiologue italien, n'importe quel « crétin » peut s'exprimer sur le web 2.0, il ne semble pas approprié d'adopter la définition d'Eco de « pseudoparticipation » (Lorusso 2015, 139-140) au sujet des interactions qui font l'objet de cette étude. L'analyse des mêmes et des réactions qu'ils engendrent permet de constater un recours continu à la possibilité de critiquer et, dans certains cas, c'est cette critique qui devient plus célèbre que l'opinion de départ - et cela pour toutes sortes de motifs. Parfois, ces commentaires deviennent viraux et sont véhiculés par des pages ou des groupes faisant office d'agrégateurs de contenus (c'est le cas des commentaires humoristiques de la page *9gag*, en anglais, ou de *Commenti Memorabili*, en italien). Il n'y a pas que l'humour qui rende ces commentaires célèbres : parfois, c'est la qualité de l'argumentation, quand par exemple des experts, des analystes

ou des journalistes répondent à des contenus imprécis diffusés sur les réseaux sociaux.

À noter que ces chaînes de commentaires sont néanmoins soumises à trois filtres : le premier est automatique, le deuxième est lié à l'intervention de l'administrateur de la page ou du groupe où les contenus originaux sont postés, le troisième est l'œuvre des usagers. En ce qui concerne le filtre automatique, il s'agit du même filtre que celui appliqué aux contenus originaux décrits auparavant, qui élimine tout post dont les algorithmes individuels sont considérés comme une incitation à la haine, au racisme ou contiennent tout autre forme de violence verbale, ainsi que des contenus audiovisuels pornographiques (les algorithmes déterminent dans ce dernier cas le pourcentage de peau montrée dans les images).

Deuxièmement, Facebook offre aux administrateurs de la page la possibilité de modérer un contenu de différentes manières (en cachant le commentaire à tous sauf à son auteur, où en l'effaçant). Facebook stipule très clairement que ces actions peuvent être faites par les usagers en leur nom ou en celui des pages qui gèrent les contenus. Il arrive ainsi assez fréquemment que les pages qui partagent une même sensibilité interagissent entre elles et montrent leur soutien réciproque à travers ce système. La troisième forme de contrôle permet aux usagers de signaler un contenu - qu'il soit verbal ou audiovisuel - aux administrateurs de Facebook, en fournissant les motivations de leur signalisation : cette possibilité a été intégrée car il est apparu que l'efficacité des algorithmes antiviolence et anti-pornographie n'est pas totale.

4.9 Les images sélectionnées et leur classement

Comme nous l'avons évoqué auparavant, le terrain de la présente recherche consiste en un échantillon d'images publiées sur la plus célèbre page Facebook, dévouée à la création d'un sentiment de solidarité transnationale et réunissant des revendications contre le président Morsi. D'une manière plus générale cette page vise à sensibiliser l'opinion publique internationale aux défis que doit affronter la société égyptienne. Elle accorde une attention toute particulière à sa composante juvénile.

Dans le cadre de l'abondance et de la variété des moyens d'information disponibles sur Internet, ces images n'ont pas pour but premier d'informer, mais plutôt d'offrir une interprétation de l'événement. Exprimé à travers un langage souvent humoristique et ironique via l'utilisation d'éléments propres à la culture cosmopolite globalisée, cet événement est immédiatement intelligible pour l'audience, qui déborde souvent les frontières nationales. Ceci crée une participation émotionnelle mesurable. Les administrateurs de la page, de même que le chercheur, peuvent mesurer cette participation à travers les trois interactions, rendues possibles par l'architecture de Facebook : « J'aime », « Partager » et « Commenter ».

José Luis Dader (2012), comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, recommande de ne pas surestimer l'impact politique de l'humour politique sur Internet, car il ne franchit pas forcément « le seuil de la banalité distrayante ». L'étude des interactions des usagers avec les contenus de l'échantillon d'images offre une confirmation de cette perspective : les images de « succès » affichent un nombre de partages et de « j'aime » bien supérieur au nombre de commentaires, instruments pour commenter des images et débattre avec les autres usagers sur leur contenu et leur portée. Néanmoins, cela ne semble pas diminuer la portée de cette communication politique qui se veut, dans les présentations des groupes et des pages sélectionnées, transnationale, et qui dépend ainsi des « j'aime » et des partages pour atteindre son but de diffusion maximale. L'utilisation de la grammaire des mêmes - avec sa nature d'immédiateté - vise bien plus à provoquer une réponse émotionnelle, elle-même immédiate, de soutien ou/d'indignation, qu'à inclure les « followers » du monde entier dans un débat constructif sur le futur politique du pays.¹⁵⁸

Avant de procéder à l'analyse ponctuelle des images, il est utile d'en retracer les éléments communs. Au-delà du fait qu'ils

¹⁵⁸ Utile également, la mise en garde de Dader sur l'ambiguïté des effets politiques de ces contenus : d'un côté proposer un discours alternatif à celui des groupes dominants, de l'autre le risque de diffusion d'une vision simpliste et futile qui risque « d'éloigner l'attentionné citoyen des authentiques causes des problèmes et de leur possibilités complexes de résolution » (Dader 2012).

visent à sensibiliser l'opinion publique étrangère sur les dynamiques en cours en Égypte ainsi qu'à encourager et mettre en lumière les expressions de solidarité transnationale, ces contenus se distinguent souvent de ceux des autres pages Facebook dédiées aux mouvements de contestation égyptiens par l'utilisation plus fréquente d'éléments d'origine étrangère. Cela se produit par le biais de références à un imaginaire esthétique cosmopolite globalement partagé qui permet la création des liens solidaires mentionnés. Rendre l'image immédiatement compréhensible à l'échelle transnationale revient ainsi à poser des limites aux auteurs de ces images. Il s'agit bien évidemment d'une limite importante à la créativité artistique, et tout particulièrement à la « polysémie inépuisable » propre aux images artistiques, et dont parle Debray (1992, 79). On pourrait ainsi affirmer que l'« Œuvre ouverte¹⁵⁹ » de Eco s'est ouverte encore davantage. Il reste néanmoins des limites, notamment dans le message, qui se veut sans ambiguïté. Ce phénomène se place en ligne directe avec ce qui avait déjà été indiqué par Eco : « une œuvre peut permettre une multiplicité d'interprétations, mais ça ne signifie pas que toute interprétation est la bonne. L'œuvre est donc le paramètre pour identifier les mauvaises interprétations qui ne tiennent pas » (Eco 2011, 33). Le bagage culturel cosmopolite des jeunes permet ainsi aux auteurs qui en maîtrisent les contenus et la grammaire, d'utiliser un canal de communication clair et sans équivoque sur son interprétation.

¹⁵⁹ « Structurée, l'œuvre est tout de même sans cesse modifiée par son lecteur, par son spectateur » (Eco 2011, 32).

Les éléments techniques des images sont également partagés, car étroitement influencés par le medium d'Internet - et plus précisément de Facebook. La plateforme américaine pose en effet une série de limitations à ses contenus, dont les plus importantes sont les dimensions et la définition des images mises en ligne par les usagers. Il s'agit de limitations liées à la nécessité d'un compromis entre qualité de l'image (directement liée au poids de l'image en termes d'octets) et vitesse de son affichage (où le lien est bien évidemment inverse). Les images affichées pèsent ainsi entre quelques dizaines et 500-600 Ko - toute image de poids supérieur étant automatiquement réduite afin de permettre une navigation fluide à l'intérieur du réseau. On parle ainsi d'images dont la qualité est sans doute suffisante pour l'affichage sur écran, mais souvent trop limitée pour permettre de les imprimer dans des formats plus grands qu'un A5 (148 × 210 mm) ou alors avec une perte limitée mais perceptible de qualité, A4 (210 × 297 mm). D'ailleurs, il ne s'agit pas d'images conçues pour être imprimées, mais partagées le plus possible sur le réseau social.¹⁶⁰

Au niveau de la création, les techniques utilisées sont les suivantes :

- Photomontage, réalisé à travers des logiciels de retouche numérique d'image (tels qu'Adobe Photoshop, Corel

¹⁶⁰ Certains artistes impliqués dans l'activisme proposent néanmoins sur Facebook et d'autres médias sociaux des images conçues pour être imprimées, coupées et utilisées comme base pour des stencils. C'est le cas, par exemple, du "Sois avec la révolution" de Mohamed Gaber (image 6).

Paint Shop Pro, CorelDraw, GIMP, etc.). Cette technique est utilisée principalement pour créer un résultat humoristique - voir images 32 et 38 - et pour rassembler une série d'images, dans le but de fournir à l'observateur différentes perspectives d'un même phénomène - voir image 12.

- Caricatures et bandes dessinées ; il s'agit souvent de caricatures effectuées par des artistes professionnels, égyptiens aussi bien qu'étrangers, signés ou non et publiées sur le mur de la page sans aucune référence aux droits d'auteur - voir images 7, 8, 10, 35, 36 et 37.

- Superpositions de textes : narrations, dialogues, onomatopées, légendes. A l'instar des affiches publicitaires ou des images de propagande, les œuvres étudiées présentent un langage immédiat et simple afin de faciliter la compréhension rapide de la part de l'audience ciblée. Le modèle principal est celui des « posters de motivation » (*motivational posters*), soit des posters avec des images et des mots visant à inspirer et motiver les gens et qui, utilisés dans un but opposé à celui de la dénonciation, de l'ironie, ou du simple humour - souvent à travers l'utilisation combinée des mêmes - prennent le nom de « poster de démotivation » (*demotivational poster*), l'un des produits les plus diffusés sur les réseaux sociaux. Quand le texte est présent, sa syntaxe est elle aussi très simple, la plus souvent n'excédant pas une seule phrase. De nombreuses images illustrent des textes qui font partie intégrante des mêmes affichés, tels que le *that escalated quickly* avec le personnage de Ron Burgundy (protagoniste de deux films humoristiques homonymes, voir images 32 e 33) ou le *Yao*

Ming's bitch please avec le visage du célèbre joueur de basket chinois Yao Ming (voir images 11 et 12). La diffusion virale de ces expressions a d'ailleurs mené à l'adoption de cette dernière dans les slogans des jeunes, en donnant une confirmation inattendue aux propos de Debray : « Si l'image était une langue, elle serait "parlée" par une communauté, car pour qu'il y ait langage, il faut qu'il y ait groupe » (Debray 1992, 77).

En ce qui concerne la structure logique, par nécessité d'immédiateté - un des éléments clé de la grammaire des mèmes - celle des créations est plutôt simple, souvent marquée par des juxtapositions, superpositions de différents éléments et concepts, sans chaînes de causalité, disjonctions ou hypothèses complexes. Cela se repère également sur le plan temporel : le plus souvent ces images sont liées à des événements appartenant au passé immédiat, et elles font office de commentaires, sans liens temporels complexes. En analysant les images des groupes sélectionnés, on peut ainsi reconstruire une chronologie des événements qui ont su attirer - et retenir - massivement l'attention et le débat.

Enfin, en ce qui concerne les protagonistes, on observe la présence prééminente du Président de la République, dont l'un des actes est représenté sur l'image. De nombreuses autres images sont dédiées à des entités publiques - le Gouvernement - et à des collectivités - telles que celles qui réunissent les partisans d'une vision politique, comme les Frères Musulmans, ou encore

la totalité des citoyens d'Égypte. L'image dédiée à une collectivité est toujours utilisée dans le cadre d'une opposition de volontés et de visions politiques¹⁶¹.

L'affrontement idéologique est un élément que l'on retrouve dans toutes les pages Facebook égyptiennes favorables aux révoltes. Ce phénomène est particulièrement évident dans l'utilisation de l'appellatif « takfiri » (« excommunicateur »), écrit en alphabet latin (légende des images 31, 36 et 37). Ce mot arabe est utilisé pour désigner un musulman qui accuse un autre musulman d'apostasie. Dans notre contexte d'étude, Morsi et ses partisans sont accusés (et ridiculisés) à travers ce terme d'« excommunier » leurs adversaires, au prétexte d'une soi-disant non-adhérence à l'interprétation correcte de l'islam dont ils seraient porteurs.

Avant de procéder à l'analyse des images, il est utile de rappeler le principal contexte politique au sein duquel l'échantillon a été sélectionné : celui du mouvement Tamarod, devenu lui-même, dans des médias sociaux, un mème.

Comme nous l'avons déjà mis en lumière dans la première partie de la thèse, l'activisme on-line n'est pas un phénomène nouveau en Égypte. En Égypte, la première utilisation à grande échelle d'une plateforme Internet abritant la contestation politique remonte à 2008, quand les partisans du Mouvement 6 Avril utilisèrent le réseau pour donner une visibilité aux

¹⁶¹ Des photographies montrant de vastes foules sont publiées par les administrateurs pour mettre l'accent sur l'ampleur de la participation à un événement : voir images 18 et 31

chômeurs de Mahallah et leur exprimer leur solidarité. Un autre élément que partagent les expériences d'activisme virtuel et leur intégration au cœur des protestations dans la rue, c'est le manque d'organisation hiérarchique. Au-delà d'un certain nombre d'activistes devenus célèbres pour leurs activités en ligne (voir chapitre 1.4), le manque d'un leadership structuré est évident : l'échantillon d'étude fait référence, sur le plan des opposants au gouvernement Morsi, à des collectivités (médecins, artistes, femmes, personnes âgées, etc.), sans se faire porte-parole de personnalités spécifiques du mouvement de contestation. De plus, la page qui constitue notre objet d'étude, très proche du mouvement, liste de façon exhaustive les actes de protestations de masses (protestations dans les rues des villes égyptiennes : images 18, 19, 20, 21 et 31), sans les interpréter comme le résultat d'un activisme en ligne. Le déroulement des événements a d'ailleurs montré que le rôle joué par les activistes a été déterminant dans la chute de Morsi, mais éphémère par la suite, quand les militaires de Al-Sisi, acteurs traditionnels de la politique égyptienne, se sont montrés capables de prendre (ou reprendre) le pouvoir.

Tamarod (« rebelle »), comme déjà mentionné, est un mouvement de contestation politique né sous forme de campagne sur Facebook et appelant à une protestation de masse pour le 30 juin 2013 - date marquant le premier anniversaire du gouvernement Morsi. À côté de sa composante en ligne, la campagne Tamarod a organisé une récolte de signatures dans l'Égypte entière afin de demander d'autres élections. *On et off-line* ont véhiculé conjointement le même du « rebelle », montré

dans les images 13, 14 et 30. Les résultats de la campagne Tamarod permettent d'encadrer la portée réelle des médias sociaux dans les protestations. Les 22 millions de signatures déclarés par les organisateurs du mouvement face aux 488 milles « j'aime » montrent une coïncidence entre la volonté exprimée sur Internet et celle manifestée dans les rues, mais cela montre également que la majorité de la population égyptienne n'avait pas accès à Facebook, ou avait choisi de manifester son activisme à travers des moyens de protestation traditionnels.

En plaçant les contenus de l'échantillon dans le cadre de cette dynamique, l'analyse permettra de saisir les modalités sous lesquelles des stratégies de communication transnationales ont été employées pour sensibiliser et informer, notamment en ce qui concerne les politiques nationales objectives (destitution du Président Morsi, abolition de nombreuses mesures prises par ce dernier). Cette analyse permettra également d'évaluer la nature et la portée de la réponse transnationale à ces stratégies.

4.10 Méthodologie

L'approche analytique s'appuie sur une démarche expérimentale et novatrice, qui consiste en un regard transdisciplinaire, ayant recours à l'historicisation et aux outils de différentes disciplines (sémiologie, sociologie de l'art, sociologie des médias, sociologie des mouvements

contestataires) pour aborder le focus selon différentes perspectives, sans pour autant les mêler dans une approche interdisciplinaire. Comme le remarque Anna Boschetti, « l'étude des phénomènes locaux ou nationaux et l'étude des relations transnationales ne sont pas des spécialités séparées, mais des niveaux qui peuvent et doivent s'intégrer, par des variations d'échelle permettant de tenir compte de leurs articulations et des diverses inscriptions des agents » (Boschetti 2010, 11).

L'approche choisie vise à saisir le sens de l'image, les symboles dont son auteur s'est servi, et sa valeur sur la page Facebook. Une démarche qui implique donc de se mettre à la place à la fois de l'auteur de l'image et de l'administrateur de la page, afin, d'une part, de comprendre les décisions de sélection et de composition et, d'autre part, d'établir une relation avec la situation très particulière de l'Égypte sous Morsi.

L'analyse partira du *signifiat* (le sens premier, immédiat), pour arriver au signifié, c'est-à-dire au sens que l'image aura acquis au cours de son interprétation, ceci afin de comprendre les rhétoriques de l'image. Le principal répertoire d'interprétation utilisé se révélera être la culture cosmopolite globalisée, à laquelle se réfèrent de nombreux éléments issus de l'étape de création ; les ajouts tirés de l'actualité et de la culture locale, eux aussi présents, seront analysés afin d'évaluer leur compatibilité avec la grammaire qui accompagne les autres éléments globalisés, ce qui permettra d'en saisir le degré de compatibilité.

Enfin, l'analyse comportera une démarche quantitative qui vise à saisir la portée de l'interaction virtuelle nationale et internationale engendrée par les contenus publiés sur la page *Occupy Egypt*. Cette partie de la recherche s'appuiera sur Netvizz, logiciel d'analyse statistique à travers lequel la base de données de Facebook relative à *Occupy Egypt* sera interrogée, tout comme – à titre de comparaison – celles relatives aux deux pages qui partagent ce but, c'est-à-dire les versions en anglais des pages *We Are All Khaled Said* et *April 6 Youth Movement*, que nous avons déjà mentionnées. Les résultats permettront donc de schématiser le positionnement géographique de la campagne de communication lancée par cette page dans le contexte transnational propre au media social sur lequel elle a été lancée, et d'analyser la portée du réseau d'interactions ainsi construit.

Les deux côtés de la recherche (qualitatif et quantitatif), se focalisent sur la période du 28 avril 2013, jour du lancement de la campagne *Kifaya sharia*, et sur le 3 juillet 2013, jour où le général Al-Sisi, dans une annonce à la télévision, évince le président Morsi. Une période de 67 jours qui marque, comme illustré dans la première partie de la thèse (chapitres 1.8 et 1.9), le moment de l'écroulement majeur de la présidence Morsi. C'est au cours de cette même période, et plus exactement à partir du 30 mai, jour où le gouvernement Morsi a congédié Inés Abdel-Dayem, la directrice de l'Opéra du Caire, que les membres du monde de l'art et de la culture, ont renforcé les mouvements de contestations dans le monde réel aussi bien que virtuel.

4.11 Operation Egypt et son public

Cette page Facebook,¹⁶² lancée le 25 janvier 2011 par des administrateurs anonymes, présente très clairement ses buts dans sa « description » (une des informations requises pour les gérants de pages) : « Prise de position globale en solidarité avec le peuple égyptien qui lutte pacifiquement pour ses droits ».

Il s'agit de la page plus active parmi celles qui publient des posts en anglais sur l'activisme citoyen égyptien. Son activité est marquée par plusieurs publications par jour, et par un très haut degré d'interaction avec ses membres, et notamment par la présence régulière de dialogues entre administrateurs et usagers via l'outil des commentaires.

La sensibilité politique affichée par les administrateurs à travers leurs posts et leurs interventions directes dans les débats suscités par ces derniers est fortement démocratique et séculaire : à travers l'analyse des posts dans les pages qui suivent, apparaît très clairement la critique qu'adressent les administrateurs aux politiques d'inspiration religieuse, propres au gouvernement Morsi.

Conformément à cette démarche, les administrateurs dénoncent et critiquent certaines prises de position du Président et des autres membres influents des Frères Musulmans. Cela est

¹⁶² <https://www.facebook.com/opegypt/> (consulté le 8 août 2016)

arrivé par exemple le premier mai, quand l'interview vidéo¹⁶³ d'un leader des Frères Musulmans, proposée par Al Jazeera, a été postée sur la page. L'interviewé déclare (en arabe, sous-titré en anglais) que les partisans civils de Assad « doivent être combattus tout comme les soldats ». La légende des administrateurs de la page est la suivante :

« Peux-tu imaginer la réaction des médias s'il avait dit la même chose des civils américains ?!

Cet homme est « extrêmement » populaire et ses mots sont en train d'être appliqués « littéralement » par ses adeptes. Cette chaîne de news est trop généralisée. Pourquoi une telle opinion n'a pas été durement condamnée ? Pourquoi de telles affirmations n'ont pas été discutées dans les médias traditionnels ? Qu'est-ce qu'il se passe ? » (4 likes, 2 shares, 0 commentaires au 8 août 2016).

De plus, les administrateurs ont montré leur soutien au plus célèbre homme politique égyptien libéral et laïque, Mohamed el-Baradei,¹⁶⁴ en partageant à plusieurs reprises ses déclarations. Cela s'est par exemple produit le 24 avril, quand les

¹⁶³ Le vidéo n'est plus disponible sur YouTube, plateforme sur laquelle elle avait été chargée, mais elle est disponible sur le profil de *Operation Egypt* sur Vimeo (autre réseau social vidéo), à l'adresse : <https://vimeo.com/56546992> (560 visualisations au 8 août 2016).

¹⁶⁴ Ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique et fondateur du Parti de la Constitution, libéral et séculier.

administrateurs ont partagé deux de ses tweets du 23 et 21 avril, dans lesquels le politique égyptien appelait à la réconciliation et dénonçait l'étouffement du pouvoir judiciaire.¹⁶⁵

À partir du 11 mai 2013, les administrateurs donnent également une visibilité à la campagne Tamarod - y compris à ses affiliations étrangères.

Une fois Morsi destitué, la page dénonce initialement les irrégularités du côté des forces de sécurité, ainsi que la répression politique, mais successivement adopte une ligne éditoriale favorable au gouvernement, avec une diminution conséquente de la fréquence des publications (voir chapitre 4.18).

Comment décrire le public qui fréquente *Operation Egypt* et interagit avec ses contenus ? Dans cette tentative de définition, il paraît utile de remarquer la différence entre les définitions (au sens strict du terme) proposées par le public « esthétique » et le public associatif. Cela est dû au fait que le public de cette page (et des pages similaires) présente des caractéristiques composites, mixtes et inédites. D'un côté il y a sans doute une composante politique telle qu'elle est présente dans les groupes et associations ayant pour but de faire réfléchir et d'influencer l'espace public. Mais parmi les réactions que cette page vise à

¹⁶⁵

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/628429157185550/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016)

13 j'aime, 0 partage, 2 commentaires

D'autres partages de tweets de El Baradei sont effectués le 7, 11 et 27 mai et le 10 juin.

susciter, il n'est particulièrement question de descendre dans la rue - à la différence des pages comme *We Are All Khaled Said* ou *April 6 Youth Movement*. Cette démarche n'est pas complètement absente - la page donne une visibilité aux expressions de solidarité avec les émeutes égyptiennes à l'étranger -, mais le but premier est d'informer et de sensibiliser une audience internationale - d'où l'utilisation exclusive de l'anglais - afin de créer ce sentiment de solidarité transnationale dont on a déjà parlé. On ne discute pas ici d'alternatives concrètes pour le futur du pays. Ce manque d'alternatives proposées doit être lié, certes, à l'absence d'impulsion des administrateurs de la page, mais cette impulsion est également absente des interactions des usagers, dont les commentaires se contentent pour la plupart de réagir aux contenus publiés par les administrateurs.

La nature créative de l'élément clé de cette communication - le même, dont l'utilisation est analysée en détail dans les pages suivantes - confère au public une dimension esthétique toute particulière, car participative. Le rapport à l'œuvre est ici marqué par les outils offerts par l'architecture de la plateforme sur laquelle sont publiés les contenus et qui, comme déjà souligné, offre la possibilité d'ajouter des commentaires visibles de tous les autres usagers, ce qui permet de stimuler les débats. On repère ainsi dans cette interaction une importante différence par rapport aux publics constitués de lecteurs de journaux ou d'auditeurs/spectateurs de chaînes radio ou télévision, moyens de communications presque complètement unilatéraux - à l'exception des lettres publiées dans les journaux et des appels téléphoniques dans certaines émissions.

De plus, les technologies du numérique et la diffusion d'une approche inédite des droits d'auteur permet de recréer et de partager de cette image en ligne, grâce aux mouvements informatiques libertaires décrits au cours des pages précédentes. On ne peut donc pas parler exclusivement de public récepteur, bien que la plupart du répertoire de cette communication soit formé par des éléments véhiculés de façon unilatérale - et globalisée, dans le cadre de l'objet d'étude (voir chapitre 2.10) - et provenant d'une ample gamme de produits, des images issues des journaux télévisés aux séries télévisées et aux films d'origine étrangère.

Le public présente donc des caractéristiques mixtes. Or, la mixité est recherchée par les administrateurs, car elle permet d'obtenir davantage de réponses positives vis-à-vis des appels politiques à la solidarité transnationale. Notons également qu'il n'existe pas de hiérarchie entre les différentes interactions. Les interactions qui ont eu lieu au cours de la période analysée présentent une nature pacifique, marquée par un dialogue respectueux des différentes opinions, sans exemples de conflit. La plupart des débats, on le verra dans les pages suivantes, encadrent et intègrent, le plus souvent en anglais, le message de la publication à travers une réflexion sur son contenu et sur la forme sous laquelle il est présenté, contribuant ainsi au but général qui consiste à informer et à susciter une réponse solidaire transnationale. Jusqu'à quel point l'activité de censure des administrateurs a été exercée ? Cela est difficile à déterminer : l'architecture technologique de Facebook permet en effet aux

administrateurs d'intervenir en dehors du cadre des posts sur le matériel et les mots publiés par les usagers.

Pour ce qui est de l'aspect temporel de cette étude, on remarque, parallèlement à une large majorité de posts dédiés à la situation égyptienne, des références à des pays voisins, notamment la Palestine et la Syrie, qui ont également pour but d'informer, voire de dénoncer, en attribuant à la démarche solidaire transnationale présentée dans la description une valeur bidirectionnelle. Dans le cas des protestations du parc Gezi à Istanbul, le soutien aux manifestants se nourrit d'une colère partagée contre les autorités, qui sont l'objet de la contestation - il ne faut pas oublier que le Président Erdogan a toujours soutenu et défendu publiquement les Frères Musulmans. Le premier juin, les administrateurs publient une image (9) de répression des protestations au parc Gezi, qui laisse clairement apparaître un élan de solidarité et de sympathie, comme l'explique la légende :

Comme si tous les flics du monde obtenaient la même "formation"! Un policier anti-émeute turque utilise des gaz lacrymogènes car les gens protestent contre le déracinement des arbres dans le parc Taksim Gezi d'Istanbul, dans le cadre du projet de piétonisation de Taksim, le 28 mai 2013. - Photo Reuters / Osman Orsal

Il s'agit de la célèbre image montrant une jeune femme en robe rouge et vers laquelle la police turque jette du gaz

lacrymogène - une photo reprise par les principaux médias internationaux et devenue virale sur Internet, un véritable mème de la révolte populaire contre un pouvoir autoritaire.

Le post, comme tout autre expression de solidarité transnationale publiée sur la page, a obtenu un succès plus marqué par rapport à la moyenne, surtout en termes de partages : 22 « j'aime », 165 partages, et 8 commentaires.¹⁶⁶

Parmi les posts non directement liés à la situation égyptienne figurent aussi ceux qui mettent en valeur les idéaux de dialogue et de tolérance entre différentes cultures, en accord avec la démarche solidaire de la page. Cela est arrivé par exemple le 2 mai, quand les administrateurs ont posté une vidéo, chargée sur le profil Vimeo de *Operation Egypt*,¹⁶⁷ du clip de « Hello », une chanson de Sevval Kayhan, jeune néerlandaise habillée d'un hijab, chantée lors de l'édition néerlandaise de « X Factor », un concours de chant international télévisé.

Le texte de la chanson, en anglais, la sonorité pop, avec le refrain qui est une invitation à la diversité culturelle (« Nihao, Fa waka, Es salamoe aleikoem, Hallo, Hoi, Stravee, Ola, Merhaba », explicité dans la chanson comme suit : « nous sommes tous une grande famille, avançons donc ensemble ». Le post, qui affiche le refrain en légende, a obtenu un succès très limité en termes de

¹⁶⁶

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/647384538623345/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016)

¹⁶⁷ <https://vimeo.com/65275761>, 5.466 visualisations au 8 aout 2016.

réponse des usagers : 3 « j'aime », 2 partages et pas de commentaires au 8 aout 2016.

4.12 Communiquer l'opposition au président Morsi : de la campagne Tamarod au 30 juin

À partir du 11 mai, les administrateurs de la page soutiennent ouvertement la campagne Tamarod. Ils postent une photo de la sœur de Khaled Said, qui montre une copie du *manifesto* de Tamarod et tient dans une main une chaine, qui symbolise une évidente accusation du gouvernement, lequel prétend soumettre les citoyens. Les administrateurs présentent ainsi la photo :

La soeur de Khaled Said rejoint le mouvement Tamarod. Tamarod est un mouvement populaire récent qui rassemble des signatures appelant au retrait de la confiance à Morsi et à l'organisation d'élections présidentielles anticipées. Khaled Saïd, pour ceux qui ne le savent pas, était un jeune homme égyptien qui a été torturé à mort dans la rue par des policiers égyptiens. Ce cas choquant, parmi d'autres, a contribué au mécontentement croissant dans les jours qui ont précédé la révolution égyptienne de 2011. Nous sommes tous Khaled Said

La légende contient enfin les liens vers les pages *We are All Khaled Said* (en anglais) et *Kullina Khaled Said* (la page originelle, en arabe). 37 « j'aime », 1 partage.¹⁶⁸

Le 18 mai, les administrateurs partagent un portrait dessiné du président Morsi (image 10) avec, en parallèle, le célèbre mème qui représente l'expression faciale du joueur de basket chinois Yao Ming¹⁶⁹ (image 11). Le but de la manœuvre est clairement humoristique. Sur l'image, Yao Ming-Morsi est en proie à un fou rire. Mise en parallèle avec la photographie du président, elle suggère l'hilarité de ce dernier face aux difficultés traversées par son pays, ce qui le présente comme indifférent à la contestation et convaincu de sa portée « risible ».

Contrairement à la plupart des dessins de cette page, celui-ci est très détaillé et réaliste. Il est donc sans doute l'œuvre d'un artiste expérimenté.

Pas de légende, ce qui empêche l'identification de l'auteur de l'image. L'image obtient ainsi un succès juste au-dessus de la moyenne, avec 50 « j'aime », 21 partages et 4 commentaires.¹⁷⁰

¹⁶⁸

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/636402643054868/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016).

¹⁶⁹ Profil du mème sur le site KnowYourMeme: <http://knowyourmeme.com/memes/yao-ming-face-bitch-please> (consulté le 8 aout 2016).

¹⁷⁰

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/639910119370787/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016)

Le 20 mai, un « collage composite » reprenant ce dessin est publié par les administrateurs (image 12).

Au centre de l'image, le dessin caricatural de Morsi publié le 18 mai, avec la phrase à laquelle le mème de Yao Ming est le plus souvent associée : « *Bitch Please* ». Au-dessus de l'image se trouve un *printscreen* (capture d'écran) du titre et du sous-titre d'un article portant sur la campagne Tamarod et paru le 13 mai sur le site Internet de *Al Ahlam* (Les Pyramides), le quotidien le plus diffusé d'Égypte (provenance évidente grâce à l'utilisation du logo du journal en ligne) : « La pétition contre Morsi prend de l'ampleur : les organisateurs ». À côté de la capture d'écran, une photo de la récolte des signatures par le mouvement.

Au-dessous de la caricature de Morsi, deux autres articles consacrés aux incidents survenus dans le Sinaï. Le premier, publié sur le site de la BBC (identifiable grâce à son logo) le 16 mai, est intitulé « Enlèvement du Sinaï : des soldats et des policiers égyptiens capturés » ; le second, provenant du site de l'agence de presse internationale Reuters (également identifiable grâce à son logo) et publié le 20 mai, est intitulé « Des hommes armés ont pris d'assaut les services de sécurité égyptiens dans la péninsule hors-la-loi du Sinaï ».

Ce collage, un parfait exemple de *mashup*, selon la définition de Shirky, a clairement pour but de communiquer trois éléments étroitement liés. D'abord, le mécontentement du peuple égyptien, symbolisé par la signature du mouvement Tamarod, apparu sur *ahramonline*. Ensuite, l'incapacité des

services de sécurité égyptiens à gérer la situation dans une partie du pays (articles de la BBC et de Reuters). Enfin, une réaction imaginaire du président Morsi, qui l'accuse de ne pas se soucier de tout cela, attitude symbolisée par le mème de Yao Ming et les paroles attribuées à Morsi.

L'utilisation du mème « fusion » de Yao Ming et Morsi, l'utilisation de l'anglais pour le texte de la caricature et le choix de trois articles provenant de célèbres sites d'information en anglais favorisent une compréhension transnationale rapide. Le fait que les trois articles proviennent de sources d'origines différentes (deux internationales, une égyptienne) contribue à donner une image d'impartialité et d'accord global à propos du signifié du collage. La légende insérée par les administrateurs ajoute une critique ultérieure : « *Humiliating ear pull* », « Tirage d'oreille humiliant ».

Il s'agit d'une image qui, néanmoins, sort des canons de l'immédiateté du matériel Facebook typique : bien que le signifié général soit immédiatement compréhensible, le collage des articles impose à l'observateur qui désire les lire un temps d'observation et d'analyse de l'image, bien supérieur à la moyenne, ce qui l'éloigne de la grammaire typique des collages composites. Cela semble avoir eu une conséquence assez limitée dans les interactions suscitées par cette image : 11 « j'aime », 11 partages, 0 commentaire.¹⁷¹

171

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/641087549253044/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

Le 27 mai, les administrateurs publient une autre référence à Tamarod, cette fois-ci en utilisant un dessin signé (Image 13).

Il s'agit d'une vignette en noir et blanc, qui montre un homme avec des proportions caricaturales - dos et jambes disproportionnellement larges, quasi absence de cou - habillé d'un costume noir et d'un chapeau, positionné dos à l'observateur : la tenue et l'absence de signes de distinction paraît voulue afin que les internautes puissent identifier cette personne, par synecdoque, avec l'establishment et le gouvernement en place. Sur son dos, se trouve un interrupteur. Sur la gauche de l'image un bras prolongé par une main, situé au premier plan et dont les dimensions semblent démesurément grandes par rapport aux bras de l'individu situé au centre : l'index est prêt à appuyer sur l'interrupteur et, sur la manche, on peut lire le mot « rebelle », en arabe et anglais. Ceci fait clairement référence au mouvement Tamarod, à son ampleur et à sa capacité d'éteindre le système du pouvoir.

En bas à gauche, il y a la signature de l'artiste avec la date, élément plutôt rare dans les images partagées sur cette page et sur les autres pages de soutien à la contestation politique égyptienne.

Avec ce spot, les administrateurs désirent stimuler un débat, comme explicité par la légende :

Es-tu avec ou contre le mouvement 'Rebelle', et pourquoi?

Avec seulement 5 « j'aime », 0 partage et deux commentaires,¹⁷² le but des administrateurs ne semble pas avoir été atteint.

Le 11 juin, une autre image de soutien à la campagne Tamarod est publiée sur la page, cette fois-ci pour mettre en valeur sa dimension internationale (image 14). Il s'agit de la photo d'un jeune Égyptien en Alaska, avec dans ses mains un drap blanc sur lequel est inscrit le mot « Tamarod » écrit en arabe.

Légende : *L'égyptien sauvage Omar Samra (@omarsamra), rejoint le mouvement REBELLE depuis "le bout du monde"! Mt. #Denali #Alaska*

Comme c'est souvent le cas dans cette page pour les photos affichant des supporters de mouvements contestataires à l'étranger, le succès du post est moyennement plus élevé par rapport aux autres catégories de posts : 46 « j'aime », 35 partages, deux commentaires.¹⁷³

¹⁷²

<https://www.facebook.com/oegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/644952555533210/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016)

¹⁷³

<https://www.facebook.com/oegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/652991074729358/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016)

Le 7 juin, les administrateurs publient un dessin, simplement accompagné de la légende de « Message de solidarité » (image 15). Il s'agit plus précisément d'une gravure à deux couleurs, se dégradant horizontalement du rouge au noir. La gravure présente une série d'images et de textes (en caractères latins) qui tentent de provoquer un élan de solidarité. Les paroles, « *Hella* (« trop bien », terme arabe familier) solidarité » en haut, et « d'*Oakland* à l'*Egypte* » (avec un cœur entre les deux) en bas, pour spécifier la direction de ce mouvement de solidarité. En plus petit, au fond de l'image, la signature de l'artiste « P.G. 2012 » ; un slogan pour souligner la nature solidaire, collective et informelle de cette expression de solidarité : « for the people, by the people », puis une indication géographique sur l'origine de l'image : « printed in Oakland, CA », précision utile étant donné que Oakland est le nom de nombreuses autres villes situées dans d'autres états nord-américains.

Entre les deux grandes lignes, l'auteur a dessiné des symboles de l'héritage égyptien - sphinx, pyramides. Tout au centre de l'image, une référence à l'occupation des lieux publics, symbole des protestations en Égypte, entourée d'images symbolisant les protestations. D'autres éléments de l'image permettent d'en saisir toute la portée critique vis-à-vis de la politique des États-Unis en Égypte. Un char de combat dirigé contre les tentes arbore le symbole du dollar et les mots « made in USA » (à gauche) ; à droite un cochon en train de manger, avec le symbole du dollar sur le front et « USA » sur le ventre. Deux hommes se tiennent à ses côtés avec l'affiche « 1 % »,

symbolisant le pourcentage de gens riches sur le total de la population. D'autres fiches sont insérées dans l'image, avec les slogans typiques des protestations contre les élites nord-américaines : "the whole world is watching", "the system needs to fail", "no wars", "99%" and "stop greed".

Il s'agit d'une gravure dont les symboles et les mots utilisés permettent de saisir très clairement la nature du message. Des éléments la situent en dehors du contenu typique des mèmes d'Internet : tout d'abord, la technique de la gravure, procédure compliquée et nécessitant une maîtrise artistique. Deuxièmement, la multiplicité d'éléments dans l'image demande un temps de lecture plus long, de prêter davantage attention aux détails que pour mème traditionnel. Cela pourrait aussi avoir contribué à la réception moyenne de l'image de la part des usagers Facebook inscrits : 35 « j'aime », 14 partages et pas de commentaires.¹⁷⁴

Les protestations représentent un sujet de plus en plus présent sur la page, au fur et à mesure que la tension contre le gouvernement Morsi augmente. Les administrateurs assument ainsi un rôle d'informateur concernant les mesures prises par le gouvernement et les réactions de la population qui en résultent. Un bon exemple de cette démarche d'information est ce post dédié à la répression violente d'un sit-in pacifique, organisé pour

¹⁷⁴

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/650818784946587/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016)

protester contre le ministre de la Culture, et publié le 13 juin par les administrateurs. La légende est longue et détaillée, contenant des liens externes pour approfondir le sujet des protestations. Les liens renvoient vers des contenus externes. D'abord, un article du quotidien anglais *The Guardian* portant sur des affrontements violents entre opposants et partisans du gouvernement en octobre 2012, place Tahrir. Ensuite, une vidéo YouTube où une manifestante venue protester devant le palais présidentiel en décembre 2012 accuse les Frères Musulmans et les Salafistes de l'avoir battue, humiliée et injustement accusée de possession d'armes (déclarations en arabe sous-titrées en anglais). Enfin, un article extrait de la version anglaise du quotidien égyptien Al-Ahram (que nous avons cité plus haut) au sujet de la récente protestation des artistes contre le Ministre de la Culture.

La légende accompagne une photo (image 16) où on voit des personnes protester et un homme couvrir la bouche d'une femme avec sa propre main - la légende explique que la photo a été prise lors de l'épisode de décembre raconté dans la vidéo. Voici la légende :

Dans un nouvel épisode de barbarie, les gens de Morsi attaquent un sit-in pacifique contre le Ministre de la Culture, et leurs dirigeants suprêmes s'en sortent impunément, avec les bénédictions de Morsi.

(La photo provient de leur précédent épisode de barbarie du 5 décembre 2012.)

Se faire mobiliser par ses propres dirigeants suprêmes contre des zones troublantes de protestation anti-gouvernementales, avec une intention prédéclarée de nettoyer par la force le site des manifestants, est décrit comme quoi, et qu'attendent-ils ?

C'est leur façon habituelle de pratiquer la démocratie et de gérer le pays, et ils l'ont déjà fait plusieurs fois, comme ils l'ont fait à: manifestation de Tahrir (12 octobre 2012), Palais du Président (5 décembre 2012), et enfin au sit-in auprès du Ministère de la Culture (juin 2012). Jamais le procureur général «indépendant» (nommé par Morsi!) n'a tenu l'un de ces assassins responsable de ses actes. Il n'a même pas été condamné par Morsi.

Quelques références :

- 12 octobre 2013 : <http://bit.ly/THekvT>*
- 5 décembre 2012 : <http://bit.ly/174bg4R>*
- 12 juin 2013 : <http://bit.ly/170uAjk>*

7 j'aime, 11 partages, pas de commentaires¹⁷⁵.

¹⁷⁵

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/653845641310568/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

Le 30 juin, jour de la célèbre manifestation contre Morsi (voir chapitre 1.9), les administrateurs se sont montrés actifs sur la page tout au long de la journée. Ils publient de nombreux posts qui décrivent les événements en cours en Égypte et le soutien transnational dont ils ont bénéficié. C'est clairement le but informatif qui prévaut au cours de cette journée : les publications, sous forme de photo légendée, mettent en lumière l'ampleur des protestations contre le gouvernement. Ainsi, des catégories professionnelles (médecins, artistes), des tranches d'âge (enfants, personnes âgées), aussi bien que des images de foules immenses occupant les rues du Caire et de différentes villes du pays sont accompagnées par des posts dédiés aux expressions de solidarité avec cette protestation se déroulant à l'étranger.

4.13 Documenter le geste de contestation national

Parmi les buts poursuivis par les administrateurs de la page, se détache nettement celui de véhiculer l'ampleur du mouvement contestataire contre Morsi et sa transversalité au sein de la société égyptienne.

Les administrateurs publient ainsi une série de photos qui montrent différentes catégories professionnelles, tranches d'âges et sexes exprimer leur opposition au président.

La première de cette série est une photo qui montre un groupe d'une dizaine de médecins, hommes et femmes (voilées), portant leur blouse et se tenant dans un endroit qui paraît être

un hôpital, un carton rouge entre les mains (image 17). La légende explique que ce symbole, issu du milieu sportif et universellement connu comme le signal de l'expulsion d'un joueur, a déjà été utilisé au cours des protestations politiques et des vignettes égyptiennes :

Des chirurgiens qui ne pouvaient pas descendre dans la rue donnent leur carton rouge à #Morsi.#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30¹⁷⁶

Les interactions atteignent un niveau supérieur par rapport aux images précédentes : 97 « j'aime », 57 partages, 1 commentaire.

À côté des médecins, les administrateurs donnent une visibilité à quelques-unes des figures fondamentales de l'opposition à Morsi et aux Frères Musulmans : les artistes (voir chapitre 1.9). Leur contribution aux protestations est l'objet d'un post le 30 juin même. Il s'agit de la photo d'une manifestation en face du Ministère de la Culture : une foule d'hommes portant des drapeaux égyptiens et des affiches avec des slogans (image 18). La légende de l'image est la suivante :

#Artistes et personnalités culturelles protestent en dehors du ministère #culture.

¹⁷⁶

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663566137005185/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016)

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

21 j'aime , 5 partages, pas de commentaires.

Deux photos publiées le 30 juin montrent que différentes générations participent aux manifestations. Il s'agit de la photo d'une famille composée d'un père, d'une mère et de leurs trois enfants (dont un dans une poussette), défilant dans la rue avec deux drapeaux égyptiens - un accroché à la poussette, l'autre dans la main droite de la mère (image 19). La légende souligne l'aspect intergénérationnelle de la photo :

Pour un meilleur avenir pour eux.

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

L'impact est moyennement bas : 32 « j'aime », 1 partage, 1 commentaire.¹⁷⁷

L'autre photo (image 20) montre une personne âgée - comme les cheveux blancs le suggèrent - assise sur une chaise sur le trottoir d'une rue, avec dans ses mains un carton rouge (symbole récurrent, comme nous l'avons vu dans l'image avec

¹⁷⁷

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663578707003928/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

les médecins) sur lequel est inscrit, en lettres capitales blanches : « *Get out* », « *Dégage* ». Cela représente le soutien de la population âgée à la manifestation, et instaure un dialogue avec la photo précédente : tout comme cette dernière photo montrait le futur, ici, c'est le passé qui s'oppose au Président. La légende est formée par les hashtags de la journée :

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

La réponse, en termes d'interactions des usagers, est similaire à celle de l'image précédente : 27 « j'aime », 1 partage, 2 commentaires¹⁷⁸.

La dernière photo de cette typologie visant à évaluer la participation au mouvement contestataire, non sans humour, représente deux dames voilées assises sur un canapé placé dans la rue, entourées d'autres gens, y compris des enfants (image 21). Sur le canapé est posé un drapeau égyptien, et une des deux femmes tient dans ses mains un autre drapeau et porte un carton autour du cou où il est écrit : « *Va-t'en* » en arabe et anglais.

La légende est utilisée pour renforcer l'élément comique : *Occuper 101: Faites comme chez vous!*

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

¹⁷⁸

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663627076999091/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

La réponse des usagers est bonne : 57 « j'aime », 50 partages et 1 commentaire.¹⁷⁹

4.14 Le soutien depuis l'étranger

Parmi les posts qui ont connu le plus grand succès de la journée en termes de réaction des usagers figurent ceux dédiés aux expressions de solidarité depuis l'étranger. Il s'agit de cinq photos qui montrent des membres des communautés d'émigrés égyptiens à côté de la population locale, dans des rassemblements solidaires avec les mouvements de protestation en cours en Égypte. La première photo de cette série (image 22) montre les manifestations anti-Morsi en face de l'Ambassade égyptienne à Londres. On remarque une foule de gens de différents âges, hommes et femmes, dont les différentes caractéristiques physiques et les teints laissent à penser qu'ils peuvent être aussi bien Égyptiens qu'Anglais. On voit également de nombreux drapeaux égyptiens. Sur le fond, le bâtiment de l'ambassade égyptienne, qu'on identifie grâce au drapeau égyptien hissé devant une fenêtre du premier étage.

La légende :

A l'ambassade égyptienne à #London, #UK.

¹⁷⁹

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663653770329755/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

La réponse du public est moyennement haute pour cette publication : 40 « j'aime », 32 partages, pas de commentaires.¹⁸⁰

Les administrateurs publient ensuite une photo provenant de Vienne (image 23), avec la légende :

Thank you #Vienna!

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

Les réactions engendrées par cette publication sont encore plus nombreuses que dans la précédente expression de solidarité transnationale : 70 « j'aime », 94 partages, 2 commentaires.¹⁸¹

Troisième exemple d'affichage des expressions de solidarité à l'étranger, une manifestation à Séoul, dans laquelle on voit un jeune homme portant un t-shirt avec des lettres arabes et un keffieh autour du cou (image 24). Son bras droit est levé, son poing est fermé, et sa bouche, grande ouverte, lui donne une expression de rage, suggérant chez lui une très forte implication

¹⁸⁰

<https://www.facebook.com/oegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663580027003796/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

¹⁸¹

<https://www.facebook.com/oegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663585190336613/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

émotionnelle. Le jeune homme est probablement de nationalité égyptienne. Il est entouré de 6 personnes, dont trois avec des traits asiatiques. On aperçoit un panneau qui indique, en anglais : « Le peuple demande la chute du régime, ENCORE! ». D'autres panneaux sont présents, avec des slogans en anglais et en coréen - sur trois d'entre eux, il est possible de voir le logo du Mouvement 6 avril - et dans le fond, on aperçoit un drapeau rouge avec des lettres arabes. Bien qu'il ne soit pas possible de saisir l'ampleur exacte de la manifestation, l'attitude du jeune protestataire et les panneaux montrent une manifestation inspirée et encadrée par le Mouvement du 6 avril - bien que ce dernier élément ne soit pas facile à lire, car il n'apparaît pas dans la légende et n'est perceptible seulement si l'on regarde très attentivement pour identifier le logo du mouvement. La légende est en fait très simple, similaire aux deux dernières images :

#Seoul, #Korea.

#OpEgypt #Egypt #June30 #Jun30

24 « j'aimes », 2 partages,¹⁸² chiffres bien inférieurs à ceux qui correspondent aux publications concernant le monde occidental, comme nous l'avons vu dans les deux posts précédents. L'intensité inférieure de la réaction des usagers peut être expliquée par les liens plus forts et plus étroits (en termes de

¹⁸²

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663639713664494/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

migrations, d'échanges culturels et économiques) qui unissent l'Égypte à ces pays européens.

Le quatrième exemple de soutien à l'étranger vient de l'Australie (image 25). La photo montre une foule importante, d'au moins une cinquantaine de personnes, hommes et femmes (non voilées), de différents âges. La bouche ouverte des gens suggère qu'ils crient des slogans ou chantent à voix haute. Les poings serrés et levés de quatre participants, symbole du mouvement 6 avril, permettent d'identifier au moins un lien avec ce dernier. Comme dans les manifestations en Égypte et Europe, de nombreux drapeaux égyptiens sont portés par les manifestants (on en aperçoit treize, dont un porté sur les épaules par la dame au premier plan).

La légende s'accorde, par son style simple et l'utilisation de hashtags, à celles que nous avons vues dans les exemples précédents de solidarité transnationale :

#Sydney, #Australia.

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

La réponse du public est donc la suivante : 45 « j'aime », 24 partages et 0 commentaires.¹⁸³

¹⁸³

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663640116997787/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

Le dernier exemple est dédié aux expressions de solidarité qui se sont déroulées dans les villes italiennes (image 26). Il s'agit dans ce cas du simple partage d'une publication d'un rassemblement de personnes en Italie, postée originellement par la page Facebook du célèbre quotidien égyptien *Ahram*. Il n'y a pas dans ce cas de légende originelle : l'administrateur s'est contenté de reprendre celle proposée par la page d'origine, qui utilise, à la différence de *Operation Egypt*, des hashtags en arabe :

7:30 Au moins cinq villes italiennes sont témoins de #protestations anti-Morsi, dont #Milan, #Rome, #Bologna, #Napoli et #Palerme, selon MENA.

#Egypt

#العدوية_رابعة

#مرسي

#تمرد

#تحرير

#Tahrir

#Morsi

#30_june

La réponse des usagers est dans la moyenne : 21 « j'aime » et 11 partages¹⁸⁴.

À côté des publications dédiées aux composantes de la protestation et à son soutien à l'étranger, les administrateurs de la page publient, au cours du 30 juin, une série de photographies - et collages de photographies - de foules en train de protester au Caire, à Alexandrie et dans d'autres lieux du pays.

Il s'agit de publications informatives, qui constituent une chronique, presque en temps réel, créée pour un public international. Les légendes sont elles aussi essentielles et basées presque exclusivement sur des hashtags avec des références géographiques en anglais (#Alexandria, #Cairo, #Damietta, #Mansoura, #Damanhour, #Minya, etc.), toujours accompagnées de hashtags issus de la page (#OpEgypt) et de la manifestation (#June30 et #Jun30).

Les réactions du public à cette série de publications sont différentes. Cela va d'une réponse très limitée pour une photo de la manifestation à Alexandrie, (représentant la rue Gamal Abdel Nasser, « 8 j'aimes », 2 partages, 0 commentaires¹⁸⁵) ou devant le

184

<https://www.facebook.com/ahramonline/photos/a.548383608545229.1073741825.138561829527411/571460959570827/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016).

185

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663589910336141/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016).

gouvernorat de Damanhour (11 « j'aime », 2 partages, 0 commentaires¹⁸⁶) à une réponse excellente, supérieure à la moyenne de la page, pour la publication représentant deux vues différentes de l'immense foule rassemblée sur la place Tahrir (100 « j'aimes », 120 partages, 3 commentaires¹⁸⁷ et 87 « j'aime », 217 partages et 12 commentaires¹⁸⁸ respectivement) ou pour la photographie de la marche protestataire à Alexandrie (72 « j'aime », 50 partages et 5 commentaires¹⁸⁹).

Les administrateurs publient ensuite une autre image qui répond à la grammaire, déjà illustrée, des « posters de démotivation » (*demotivational posters*) (image 27). Cette fois-ci il s'agit d'une composition verticale, formée de deux photos. La première montre Morsi avec un microphone dans la main droite et enlevant sa veste, sous laquelle il porte une chemise bleu ciel (et apparemment pas de gilet pare-balle). Morsi est entouré

¹⁸⁶

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663598567001942/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

¹⁸⁷

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663660240329108/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

¹⁸⁸

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663612767000522/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

¹⁸⁹

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663628710332261/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

d'hommes, devant ce qui semble être un grand poster (on aperçoit des lettres arabes).

Tout laisse à penser qu'il s'agit d'un discours public de Morsi. Le geste d'ôter sa veste - et de montrer son ventre, partie la plus susceptible d'être visée par un attentat -, suggère qu'il fait confiance au public et ce, bien qu'il soit entouré d'hommes.

La seconde image montre une entrée du palais présidentiel bloquée par des grands blocs de béton incurvés, pour empêcher toute entrée non autorisée. Au fond de l'image, au-dessous de la seconde photo, se trouvent les mots anglais : « En moins d'une année », répétés dans la légende (suivie des hashtags #OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30). Le but de l'image est clairement de montrer un changement dans l'approche de Morsi vis-à-vis du peuple : lui qui se montrait au milieu de tous sans gardes du corps ni protections prend désormais des mesures pour empêcher le peuple en révolte de parvenir jusqu'à lui. La réponse du public est dans la moyenne de la page : 27 « j'aime », 69 partages et 3 commentaires.¹⁹⁰

Enfin, la page publie l'image d'une affiche satirique sur Morsi, posée sur ce qui semble être un échafaudage (image 28). Il s'agit d'un collage composite formé par quatre éléments :

190

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663722170322915/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

- une photo du président Morsi, dont la bouche ouverte lui donne un aspect humoristique ;

- les mots : « *Egypt & Morsi Don't MIX* », en anglais indiquent que le post est destiné à un public plus large que les publics égyptien et arabophone. Les grandes majuscules blanches répondent à nouveau au style des « *demotivational posters* » ;

- le dessin stylisé d'un mixeur bleu, avec à côté un verre et des fruits, qui renforce le jeu de mots visant à souligner l'incompatibilité entre Morsi et l'Égypte ;

- un fond rouge, avec des taches de couleurs rouge plus foncé qui pourrait évoquer la couleur du sang et, partant, la violence de l'appareil de sécurité formel et informel lié à Morsi.

La réponse du public est moyennement bonne par rapport à la moyenne : 60 « j'aime », 45 partages et 6 commentaires, tous en anglais.¹⁹¹

191

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663591797002619/?type=3&theater> (consulté le 8 aout 2016)

4.15 Après le 30 juin : solidarité, célébration et dérision

Au cours de la journée ayant suivi la grande manifestation du 30 juin, les administrateurs du groupe publient des contenus qui s'alignent avec les finalités de célébration et d'information de la journée précédente. À ces contenus, s'ajoutent d'autres publications, plus fortement marquées par la satire et recourant à la caricature et aux collages composites.

Le premier exemple de continuité avec les publications de la journée précédente, et notamment celles qui véhiculent et mettent en valeur l'expression d'une solidarité transnationale avec la contestation égyptienne, est représenté par une photo d'une manifestation de soutien à Munich, en Allemagne (image 29). Une photo d'un groupe d'une cinquantaine de personnes, hommes et femmes de tout âge, posant pour la photo devant un bâtiment historique de la ville. Dans les mains des personnes présentes, souriantes pour la plupart, différentes affiches avec des slogans en arabe et en allemand, parmi lesquels : « Tamarod » (écrit en arabe), et des drapeaux égyptiens de différentes dimensions.

Ici, les chiffres relatifs aux réactions des usagers sont, comme pour la plupart des précédentes publications dédiées aux

manifestations de solidarité à l'étranger, plus importants que la moyenne : 116 « j'aime », 89 partages, 3 commentaires.¹⁹²

Par ailleurs, la publication de photos montrant l'ampleur et la diversité du mouvement de contestation contre le gouvernement Morsi se poursuit. Après les médecins, les jeunes, les vieux, les familles et les femmes, c'est le tour d'une nouvelle catégorie, cette fois-ci sportive et plutôt inattendue : celle des plongeurs. Les administrateurs publient en effet une photo, prise sous l'eau, de trois plongeurs avec deux drapeaux égyptiens et trois cartons affichants les slogans « *rebel* » et « *get out* » en arabe et en anglais (image 30). La légende souligne l'ubiquité du mouvement contestataire :

Où que tu ailles, il y a Rebelle. Ils sont f#@king partout ... littéralement!

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

Le lieu de la photo est inconnu des administrateurs eux-mêmes, comme ils l'indiquent dans un commentaire. La réponse

192

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/663754443653021/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

est au-dessus de la moyenne : 65 « j'aime », 55 partages, 4 commentaires.¹⁹³

Le 1^{er}, se poursuit également la célébration des grandes manifestations du jour précédent, à travers un collage d'images de foules dans les rues (image 31). Le titre du collage est placé en haut, au centre, et indique seulement par « Égypte, 30 juin 2013 », en arabe et en anglais. Chaque image a une petite légende inscrite en bas, en arabe et en anglais, indiquant l'endroit où elle a été prise : 3 photos du Caire (Tahrir, Kasr El Nil, Itihadeya,) puis une photo d'Alexandrie, une autre de Mahalla, une autre de Domiat et enfin, une de Zaqazig. La dimension des légendes, trop petite pour être lue aisément sur le mur d'une page (tout comme d'un profil personnel), montre que le collage n'est pas le produit d'un professionnel.

Les administrateurs de la page inscrivent comme légende « *Ceci est l'anti « takfiri » #Egypt* », ajoutant ainsi une connotation spécifique aux protestations : il s'agit non seulement de condamner le gouvernement mais aussi de poser les valeurs qu'inspirent ses actions.

La réponse des usagers est dans la moyenne : 66 « j'aime », 26 partages, 5 commentaires¹⁹⁴.

¹⁹³

<https://www.facebook.com/oegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/664156246946174/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016).

¹⁹⁴

<https://www.facebook.com/oegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/664156246946174/?type=3&theater>

Le 1er juillet, les administrateurs publient également des collages composites - et des bandes dessinées satiriques - sur l'événement du 30 juin. La rapidité avec laquelle ces œuvres sont produites et partagées - mesurable en heures - ne fait que confirmer le discours sur la nouvelle relation entre temps et geste créatif dans le cyberspace (voir chapitre 3.6).

Le premier collage composite de la journée (image 32) suit soigneusement la grammaire des mèmes dans le *demotivational* : usage du photomontage sur un mème diffusé globalement, utilisation de caractères latins en majuscules blanches bordées de noir pour en améliorer la lisibilité, utilisation de l'humour naissant du paradoxe d'une comparaison hilarante entre deux situations - une réelle et l'autre fictive - complètement éloignées dans le temps et l'espace.

Ce collage composite représente le visage de Morsi, superposé à celui d'un homme assis sur un siège dans son bureau, une bouteille de bière dans la main droite, avec la phrase en anglais : « bien, cela a dégénéré vite ». L'image originale, sur laquelle l'image du visage de Morsi (adoptant une expression ridicule, encore une fois avec la bouche ouverte) a été superposée, représente le corps de l'acteur Will Ferrel, dans une scène du film comique américain *Anchorman*, sorti en 2004 et

[192003674161436/664362173592248/?type=3&theater](https://www.flickr.com/photos/192003674161436/664362173592248/?type=3&theater) (consulté le 8 août 2016)

devenu, au début de 2012, un même (image 33). Repris avec la même phrase, il a été utilisé pour décrire une réaction de surprise face à l'ampleur inattendue d'un événement.¹⁹⁵ Le personnage fictif, Ron Burgundy, joué par Ferrel, est le présentateur du journal télévisé d'une chaîne locale de San Diego dans les années 1970. Un personnage stéréotypé dont la stupidité, le manque de culture et le machisme sont à l'origine de nombreux gags

Ce film, ayant obtenu une large diffusion internationale, fait à plein titre partie des références culturelles globalisées. Cette image montre ainsi, une fois de plus, la maîtrise des codes culturels globalisés de la part des auteurs de l'image et des administrateurs, qui créent et véhiculent respectivement un contenu où le local (le visage de Morsi) se fond au global (le même), tout en obtenant de ce dernier une clé de lecture. Cette superposition, pleine de dérision et d'humour, vise clairement à faire rire, but qu'elle partage avec de nombreux autres collages composites consacrés au président.

En bas à droite de l'image, on remarque l'adresse Internet « quickmeme.com ». Il s'agit d'une base de données de mèmes qui permet également la modification de mèmes de large diffusion. Le recours à cette page permet ainsi de créer des collages composites sans avoir besoin de maîtriser les logiciels de retouche d'image.

Enfin, sur le côté gauche, on trouve sur l'image superposée d'un timbre circulaire rouge avec, au centre, les lettres ESS et

¹⁹⁵ Dedicated page on the KnowYourMeme website: <http://knowyourmeme.com/memes/that-escalated-quickly> (consulté le 8 août 2016)

autour, l'adresse internet : www.ess.mx et le slogan : « *for the common lulz* » (modification de l'acronyme lol, « *laughing out loud* », « éclater de rire »). Il s'agit du logo de la célèbre page Facebook humoristique *Egypt Sarcasm Society* (l'adresse indiquée était celle de la page Internet officielle, lancée en mai 2012¹⁹⁶ mais au mois d'avril 2017, elle était inactive). La présence de ce timbre ne signifie pas nécessairement que les administrateurs ont eux-mêmes créé ou commissionné le collage composite, mais simplement que ce dernier a été partagé précédemment sur la page et le site *Egypt Sarcasm Society*. Le partage d'une image estampillée du nom d'une autre page confirme l'application d'une nouvelle approche de la propriété intellectuelle et des droits d'auteur et permet de différencier une bonne partie du matériel circulant sur les réseaux sociaux (voir chapitre 4.2).

La bonne maîtrise des outils et de la grammaire des collages composites satiriques, particulièrement appropriés pour une diffusion transnationale et transculturelle est à l'origine d'une réponse des usagers moyennement haute : 78 « j'aime », 54 partages et 10 commentaires, tous en anglais¹⁹⁷.

¹⁹⁶ Comme illustré dans un post sur la page Facebook officielle : <https://www.facebook.com/Eg.Sarcasm.Society/posts/271311156299679> (consulté le 8 août 2016).

¹⁹⁷ <https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/664214190273713/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016).

Le premier juillet, l'administrateur communique les résultats de l'utilisation d'un autre outil offert par Facebook pour favoriser l'interaction au sein des pages : le sondage (image 34). Ce sondage montre dans un camembert le nombre de votants, ainsi que les pourcentages sur le total de trois réponses possibles (favorable, défavorable, ou sans opinion) à la question : « Quelle est ton opinion à propos de la déclaration des forces armées et des démarches qu'elles ont mis en place ? » La grande majorité, soit 81 % (32 800) se déclare favorable. Parallèlement, on dénombre 13 % de votes défavorables (5 231). 6 % des usagers se déclarent sans opinion (2 344). La légende est très simple :

Dans un récent sondage FB, il y a 6 heures, avec la question : « Quelle est votre opinion sur la déclaration des forces armées et à propos des mesures qu'elles ont prises? » Les réponses sont les suivantes.

On remarque ainsi la faible utilisation de *hashtag* liés à la protestation, ce qui met en lumière la nature particulière de cette publication. Si les votants (au nombre de 40 375) sont réels – mais il est impossible de le vérifier- il s'agit d'un nombre très vaste, qui dépasse largement le total d'inscrits à la page (15 079 au 3 avril 2017). Cela serait techniquement tout à fait possible, pour peu que le sondage ait été diffusé de manière virale. Il aurait alors très bien pu « déborder » le cercle d'inscrits à la page, notamment à travers des chaînes de partage. Le post et ses

résultats ont reçu une réponse plutôt limitée : 12 « j'aime », 2 partages et 4 commentaires (tous en anglais).¹⁹⁸

Le 2 juillet, les administrateurs publient trois vignettes caricaturales du même auteur, non indiqué.

Dans la première (image 35), Morsi est accusé de ne pas être un bon musulman. Sur le dessin, un imam invoque Allah en lui demandant : « S'il vous plait, sauvez-nous des méchants ». Derrière cet imam âgé à barbe blanche se trouvent, en position de prière, Morsi et une petite foule, qui le regarde avec une expression fâchée et lui répondent : « Amen ». Ainsi, la prière elle-même devient outil de dénonciation politique. La publication n'est pas légendée et présente un niveau de réaction de la part des usagers plutôt limité : 19 « j'aime », 3 partages.¹⁹⁹

La deuxième image est dans le même style caricatural : le visage et la bouche des personnages sont très exagérés par rapport à la réalité (image 36). Ce dessin montre un homme à côté d'un tableau vert, une baguette d'enseignant dans la main gauche et un mégaphone dans la droite. De quelques traits autour du mégaphone, le dessinateur montre que le personnage

¹⁹⁸

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/664397580255374/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

¹⁹⁹

<https://www.facebook.com/opegyp/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/664539460241186/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

est en train de crier. Sur le tableau, que le personnage pointe de sa baguette, on peut lire : « *Leave = Get out* ». Sur la droite, se trouve Morsi, adoptant une expression ridicule due à sa grande bouche ouverte. Il regarde le tableau et un grand point d'exclamation rouge est dessiné au-dessus de sa tête, comme pour remarquer la surprise. Le message de ce dessin est donc évident : il accuse Morsi de ne pas avoir compris le message du peuple en colère, d'où la nécessité de le lui répéter.

La légende contient un autre exemple de l'expression « *takfiri* » :

*Ne vous attendez pas à ce qu'une personne #takfiri comprenne.
Il est aveuglé par la haine.*

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

La réponse du public est au-dessous de la moyenne : 20 « j'aime » et 17 partages, pas de commentaires.²⁰⁰

Le même message est répété dans un troisième dessin du même auteur (image 37). Morsi, caricaturé, se tient devant une fenêtre ouverte sur une foule immense répétant : « Dégage ». La réponse de Morsi est la suivante : « Quel monde ! Y-a-t-il un match de football ? ». Le point d'exclamation rouge apparaît à

200

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/664592943569171> (consulté le 8 août 2016).

nouveau, pour indiquer la surprise de Morsi face aux rassemblements.

La légende reprend, sur le ton de la dérision, l'insulte *takfiri* :

*Ne vous attendez pas à ce qu'une personne #takfiri comprenne.
Il n'a pas de cerveau.*

#OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30

La réponse du public est bien supérieure à la moyenne : 141 « j'aime », 125 partages et 14 commentaires (13 en anglais et 1 en allemand).²⁰¹

Ces trois images représentent donc un Morsi incapable de comprendre la nature et les causes de la protestation de son peuple, ce qui souligne très clairement son incompetence en tant que président de la République égyptienne.

La dernière publication de l'échantillon d'étude, quant à elle, est une bonne illustration du syncrétisme stylistique du contenu de la page, et du dialogue entre éléments locaux et globaux. Il s'agit d'un photomontage (image 38) publié le 2 juillet avec une légende formée exclusivement des hashtags les plus

²⁰¹

<https://www.facebook.com/opegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/664588700236262/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016)

fréquemment utilisée par les administrateurs de la page pour leurs publications liées aux événements du 30 juin :

#Tahrir #OpEgypt #Egypt #Cairo #June30 #Jun30

Cette image montre, à travers un photomontage, les anciens présidents, Moubarak et Morsi, allongés sur des brancards poussés par des hommes dont le visage a été substitué par le même du joueur de basket chinois Yao Ming. Une bulle a été ajoutée pour faire prononcer à Moubarak : « Ferme les yeux mec ».

La légende est composée d'une série de hashtags, de mots clés qui relient les contenus sur les réseaux sociaux, parmi lesquels figure l'hashtag officiel de *Operation Egypt*, #OpEgypt, des références au contexte géographique (#Cairo, #Egypt) et temporel (#June30 #Jun30, évoquant la révolution du 30 juin 2013) et un des mots-clés, universellement connu, des émeutes égyptiennes (#Tahrir).

L'image originale de l'Agence France Presse (image 38)²⁰², datée 7 septembre 2011, montrait seulement Moubarak allongé

²⁰² La fiche de l'image sur le site de l'Agence France Presse: http://www.imageforum-diffusion.afp.com/ImfDiffusion/Search/ViewMedia.aspx?numPage=2&srchMd=1&hashDocID=A87BFB8A05F8289271BB48C417D07611637A0EAD4313804194A70A80EB5634F1C2EC338F2D1753B42638B85B7F41386E&nbItems=76&IndexNumberInRequest=20&ID_Fulcrum=-386310301_0&NumPageOriginal=2&Psv=0&returnURL=aHR0cDovL3d3dy5pbWFnZWZvcnVtLWRpZmZlc2lvbi5hZnAuY29tL0ltZkRpZmZlc2lvbi9TZWFyY2gvUmVzdWx0cy5hc3B4P251bVBhZ2U9MiZzcmNoTWQ9

sur le brancard, escorté par les forces de sécurité à l'entrée du tribunal du Caire pour son procès suite à sa gestion de la révolution du 25 janvier.

Différents éléments techniques montrent une modification non professionnelle de cette image : les superpositions d'images sont faites de façon approximative, avec des contours peu soigneusement coupés, la bulle est de forme irrégulière, de même que la police du texte (arial), de dimension légèrement trop petite par rapport à la dimension de la bulle.

Le but de cette image est très clairement de se moquer des deux présidents : Morsi et Moubarak sont montrés comme des menteurs, des tricheurs qui tentent de se faire passer pour malades suite à leur arrestation, afin de générer la pitié auprès de l'opinion publique, et peut-être même d'attendrir les juges. Moubarak, plus expérimenté dans cette technique, suggère ainsi à Morsi de fermer les yeux, afin de mieux atteindre son but. La nature comique d'une telle situation imaginaire est soulignée encore davantage par le mème du célèbre joueur chinois de basket Yao Ming, lancé en 2010 et également associé aux expressions : « *bitch please* », « *dumb bitch* » ou encore « *fuck that shit* ». ²⁰³ Ce mème est fréquemment utilisé pour décrire une réaction de mépris. Dans cette image, elle suggère ainsi la réaction de l'observateur, celle de l'hilarité mais au même temps

[MSZJRF9GdWxjcnVtPS0zODYzMTAzMDFfMCZtdWk9MQ%3d%3d&mu=1](http://knowyourmeme.com/memes/yao-ming-face-bitch-please) (consulté le 6 août 2016)

L'auteur de la photo n'est pas indiqué.

²⁰³ <http://knowyourmeme.com/memes/yao-ming-face-bitch-please> (consulté le 6 août 2016).

celle du dédain exprimé face aux attitudes de faiblesse feinte des anciens présidents. Cette image - anonyme, facile à interpréter et avec un texte en anglais - s'accorde donc avec les buts d'*Operation Egypt*, et plus précisément en ce qu'il s'agit de « sensibiliser » les communautés locales et internationales et de « montrer et promouvoir solidarité globale mutuelle »²⁰⁴.

La réponse des usagers à cette image est bien supérieure à la moyenne de la page, surtout en termes de partages : 102 « j'aime », 8 commentaires (4 en anglais, 2 en français et 2 en arabe) et 330 partages (au 8 août 2016²⁰⁵), ce qui témoigne du succès de cette image et du désir de la véhiculer.

4.16 La recherche quantitative

Dans les pages précédentes, l'échantillon de publications choisies a été analysé de façon qualitative, intégré avec la mention de la portée numérique des réactions des usagers (« j'aime », partages et commentaires). Dans ce chapitre sur la page *Occupy Egypt*, les réactions des usagers seront évaluées

²⁰⁴ <https://www.oegypt.com/egypt/oegypts-principles> (consulté le 6 août 2016).

²⁰⁵ <https://www.facebook.com/oegypt/photos/a.192035324158271.52575.192003674161436/664804646881334/?type=3&theater> (consulté le 8 août 2016).

dans leur ensemble, dans le cadre temporel choisi (du 28 avril au 3 juillet 2013, pour un total de 67 jours). Cette intégration quantitative de la recherche, qui vise à évaluer la portée de cette communication à travers les réactions qu'elle engendre parmi les usagers de Facebook égyptiens et internationaux, consiste à interroger des bases de données relatives aux pages Facebook qui font l'objet de cette étude et à analyser les informations obtenues. L'analyse sera enrichie d'une comparaison entre les deux pages égyptiennes Facebook « *April 6 Youth Mouvement* » et « *We are All Khaled Said* », qui partagent avec *Occupy Egypt* le but d'effectuer une communication transnationale (les publications sont exclusivement en anglais), visant à informer et sensibiliser l'opinion publique mondiale non arabophone sur les révoltes égyptiennes.

Afin d'obtenir les données nécessaires, nous avons utilisé *Netvizz* (version 1.3), une application spécifique à Facebook qui permet d'interroger en temps réel la base de données de Facebook (ou du moins, la partie de la base de données que Facebook permet d'interroger, à savoir son interface de programmation applicative, ou API). *Netvizz* est un outil de recherche gratuit, créé en 2009 par Bernhard Rieder (2013), professeur associé de New Media à l'Université d'Amsterdam. Cet outil est un extracteur de données Facebook.²⁰⁶ Cette

²⁰⁶ RIEDER, Bernhard (2013), « Studying Facebook via Data Extraction: The *Netvizz* Application », *WebSci'13*, May 2-4, , Paris, France - http://thepoliticsofsystems.net/permafiles/rieder_websci.pdf (consulté le 6 août 2016).

application fait partie de la base de données des applications de Facebook - pour la visualiser, il suffit de taper son nom dans la barre de recherche. Son utilisation est assez simple et demande, pour y accéder, un accès à travers un compte personnel Facebook.

Netvizz permet d'accéder à de nombreuses informations disponibles sur trois différents éléments de l'architecture de Facebook : réseaux personnels d'amitié, groupes et pages.

Afin de procéder à l'analyse des interactions dans le cadre d'une page, Netvizz demande les coordonnées du profil, du groupe ou de la page qu'on souhaite étudier - localisé à travers son numéro d'identifiant, qui a été obtenu via le site Internet de Netvizz.²⁰⁷ Autre particularité utile de Netvizz : la possibilité d'interroger les bases de données relatives à un axe temporel spécifique. Cela nous a permis d'obtenir des informations relatives à notre période d'étude.

Netvizz permet au chercheur d'obtenir une série de données utiles pour la recherche, notamment celles relatives à l'activité des usagers des pages sélectionnées. Cela a permis d'analyser la totalité des publications (Netvizz limite ces interrogations à 999 publications, un chiffre qui n'a été atteint pour le période d'analyse ni par *Operation Egypt* ni par les autres pages mentionnées) et les interactions qu'elles ont suscitées.

207

<https://tools.digitalmethods.net/netvizz/facebook/netvizz/index.php?module=search> (consulté le 6 août 2016).

Pour ce qui est des interactions, Netvizz permet également de connaître le nombre total de « j'aime » et de commentaires (incluant ici ceux qui ont été effectués par les administrateurs eux-mêmes), ainsi que le nombre total des usagers qui en sont les auteurs.

Enfin, cette application permet de connaître la distribution géographique des inscrits à la page au moment de l'enquête (23 mars 2017), en les divisant par pays - cette distribution n'étant malheureusement pas disponible pour des dates antérieures.

Les données ainsi obtenues pour la page *Operation Egypt* (identifiant : 192 003 674 161 436) pour le période examinée sont les suivantes :

- la page a été animée par 478 posts, avec une moyenne de 7,1 par jour.
- au cours de cette période, il y a eu 11 123 interactions, pour un total de 9 293 « j'aime » et de 1.830 commentaires. Ce chiffre est à diviser entre les administrateurs - 1 045 interactions - et un total de 2 787 usagers, auteurs de 10 078 commentaires ou « j'aime » (soit une moyenne de 3,6 interactions par usager).

Voici la distribution géographique des inscrits à la page, divisés en fonction du pays (inscrit en abrégé) où les usagers se trouvaient au moment de leur inscription à la page :

AE	244
AR	48
AT	89

AU	214
BD	47
BE	74
BR	200
CA	299
CH	74
CL	44
CO	142
CZ	40
DE	469
DK	64
DZ	53
EG	6443
ES	234
FR	227
GB	494
GR	99
ID	178
IE	38
IL	59
IN	164
IT	255

JO	55
KW	83
MA	88
MX	154
MY	114
NL	125
NO	41
PE	43
PH	58
PK	106
PL	44
PS	41
PT	123
QA	83
SA	332
SE	78
TN	165
TR	96
US	2041
ZA	36

Sur un total de 14 198 inscrits, on remarque que le nombre d'utilisateurs situés en Égypte domine, équivalent à un peu moins de la moitié (6 443 sur 14 198) - élément commun aux pages *We Are All Khaled Said* et *April 6 Youth Movement*. Cela montre l'intérêt manifesté par les utilisateurs égyptiens pour ce type particulier de communication, bien que la cible initiale eût plutôt été les utilisateurs internationaux non arabophones. Cette présence prépondérante des utilisateurs égyptiens permet d'ailleurs d'interpréter le nombre de « j'aime », plus élevé que la moyenne des publications relatives à l'expression de solidarité à l'étranger (images de 22 à 26 et 29). Elle témoigne également d'un niveau d'interaction plus bas en ce qui concerne les posts exclusivement informatifs, étant donné que les utilisateurs égyptiens ont accès à de très célèbres pages en arabe, entièrement consacrées à cela (notamment les versions arabes de *We Are All Khaled Said* et du *Mouvement 6 avril*, dont l'activité frénétique au cours de la période d'étude est quantifiée dans les notes 88 et 93 respectivement).

Deuxième communauté nationale représentée, la communauté américaine (2 041 inscrits), plus de quatre fois supérieure à la deuxième, provenant du Royaume-Uni (494) ; les communautés allemande (469) et saoudienne (332) présentent des chiffres légèrement inférieurs. L'importance relative de la composante américaine peut être liée aux choix des créateurs de la page de lui donner un titre qui évoque les initiatives anti-establishment américaines sous le nom d'*Occupy*, telles que la

célèbre *Occupy Wall Street*, mouvement de protestation commencé en septembre 2011.²⁰⁸

4.17 Comparaison avec les pages similaires

À titre de comparaison, Netvizz a été utilisé pour repérer les données des deux autres pages égyptiennes, *April 6 Movement* et *We are All Khaled Said*, qui partagent avec Operation Egypt le but d'effectuer, de façon primaire ou secondaire, une communication transnationale de soutien aux révoltes populaires en Égypte. Il s'agit, dans les deux cas, des versions en langue anglaise de deux pages homonymes très populaires et véhiculant une communication presque exclusivement en langue arabe.

Les chiffres obtenus à travers les interrogations de la base de données de Facebook se présentent comme fortement inférieurs à ceux d'*Occupy Egypt* et de ses versions en langue arabe et ce, de manière absolue, également sur le plan de la fidélisation de l'engagement, mesuré à travers le nombre d'interactions par usager. Les paragraphes suivants sont donc

²⁰⁸ Très forte présence des groupes et des pages utilisant le mot "Occupy". La plus grande part, en termes d'inscrits, est représentée par *Occupy Democrats* - <https://www.facebook.com/OccupyDemocrats/> - avec plus de 6 millions d'inscrits, une page née dans le but de créer un lien entre le discours d'Occupy et le parti démocratique américain. Parmi les pages dédiées à des occupations précises, c'est *Occupy Wall St.* qui compte le plus grand nombre d'inscrits (plus de 845 mille) - <https://www.facebook.com/OccupyWallSt/> - suivie de *Occupy London* - <https://www.facebook.com/Occupy-London-124563204315456/> avec un peu moins de 142 mille inscrits (chiffres d'inscrits au 10 avril 2017).

dédiés à l'analyse de ces deux pages, précédée par une description de leur nature et de leur portée.

We are all Khaled Said -
<https://www.facebook.com/elshaheed.co.uk/>

Cette page, dont la communication est en grande partie composée de photos accompagnées de longues légendes, a été l'une des principales plateformes de communication internationale des instances révolutionnaires juvéniles égyptiennes au cours des soulèvements qui ont conduit à la chute de Moubarak et aux événements qui s'en sont suivis. Elle a été développée par un administrateur anonyme qui a agi, comme il l'explique dans le blogue lié à la page,²⁰⁹ en étroite collaboration avec Wael Ghonim, créateur de la célèbre page homonyme en langue arabe (voir chapitre 1.4), afin de sensibiliser les audiences internationale et égyptienne en parallèle.

Néanmoins, pendant la durée de notre période d'étude, son activité d'information et de dénonciation politique est devenue très limitée : 8 publications seulement du 28 avril au 3 juillet 2013. En effet, contrairement à la version en langue arabe, l'administrateur anonyme de la page a partiellement abandonné ses activités de publication et d'animation des débats dès que les

²⁰⁹ <http://www.elshaheed.co.uk/> (consulté le 6 août 2016)

frictions entre partisans et opposants de Morsi se sont radicalisées, c'est-à-dire au cours des premières semaines de 2013. L'administrateur explique ses motivations dans une déclaration datant du 15 février 2013, et dépourvue d'images ou de liens menant vers des contenus externes :

Beaucoup ont demandé, pourquoi la page ne publie plus ? Ma réponse est quand la révolution pour la liberté et la justice devient des luttes entre les factions politiques et idéologiques, je me retire. Je ne fais pas de politique. On est arrivé à un point où si vous ne rejoignez pas un de ces côtés politiques, alors vous êtes un traître et tous les côtés vous diffameront et vous accuseront d'appartenir à leurs adversaires. (J'attends des commentaires avec les accusations habituelles d'appartenir à une partie ou à une autre)

Les réactions des usagers sont : 409 « j'aime », 37 partages et 369 commentaires au 6 août 2016.²¹⁰

Au cours de la période d'analyse, cette position s'est davantage précisée. Le 29 juin, l'administrateur publie cette déclaration, sans y inclure d'images :

210

<https://www.facebook.com/elshaheed.co.uk/posts/503665949672394>
(consulté le 6 août 2016)

La page en anglais Nous sommes tous Khaled Said est actuellement neutre et ne supporte pas les manifestations organisées demain par des démonstrateurs pro ou anti #Morsi. La page ne peut tolérer aucune des violences attendues demain. Les Égyptiens ne devraient pas verser de sang à cause des différences politiques. Les supporters de Moubarak et les hooligans ont malheureusement envahi la place Tahrir. J'attends les insultes et les accusations habituelles des deux côtés pour ne pas prendre leur parti.

(566 « j'aime », 267 partages et 257 commentaires au 6 août 2016)

Cette page n'a donc pas participé à la campagne Tamarod, pas plus qu'elle n'a véhiculé les mêmes inspirés de *Kifayya sharia*. L'administrateur a choisi de ne pas donner d'espace aux opinions défavorables au gouvernement Morsi - auquel, il le précise, il n'est pourtant pas favorable.

Cette approche différencie cette page de sa page « mère » en langue arabe, ce qui montre, au cours de notre période d'étude, un manque d'alignement entre les deux en termes de contenus. La version arabe soutient au contraire la contestation contre Morsi. À titre d'exemple, on peut mentionner la publication d'un des collages composites analysés précédemment, « *En moins d'une année* » (image 27). L'image est identique, mais la phrase est écrite en arabe. La réponse des usagers est remarquable, et d'un tout autre ordre de grandeur

que la publication sur *Occupy Egypt* : environ neuf mille quatre cent « j'aime », sept mille partages et mille commentaires.²¹¹

S'il n'y a donc pas dans cette page d'espace pour les manifestations, les occupations et les activités culturelles issues de l'opposition à Morsi, ni pour les manifestations de solidarité depuis l'étranger ni pour toute forme de contenu ridiculisant le Président, son gouvernement ou ses partisans. Au contraire, l'administrateur dénonce, à partir du mois de juillet 2013, les violences qui ont affecté les partisans de Morsi, parlant explicitement de « coup militaire », comme dans le post publié le 12 juillet 2013, où il explique sa vision des récents événements :

Encore une fois, cette page n'est pas gérée ni administrée par Wael Ghonim. La page ne supporte pas Morsi et n'appelle pas à la réintégration de Morsi. Cette page est simplement contre le coup militaire en Egypte. Beaucoup de leaders révolutionnaires de la jeunesse sont contre Morsi et également contre le coup militaire. Ahmed Maher, le leader du mouvement du Mouvement Juvenile 6 Avril, a admis qu'il s'agissait d'un coup militaire (vérifiez ses tweets d'hier). Il a également dit qu'il sait qu'il sera insulté et appelé un traître pour l'avoir dit (tout comme je le suis appelé maintenant). Mais je ne suis pas effrayé par ceux qui ne respectent pas la liberté d'expression. C'est un coup militaire et cela a été un

211

<https://www.facebook.com/ElShaheed/photos/a.104265636289976.2684.104224996294040/581464368570098/?type=3&theater> chiffres vérifiés le 10 avril 2017.

énorme revers pour la démocratie et a inclus une attaque majeure contre les libertés et la justice, avec l'arrestation illégale de nombreux politiciens dont le président démocratiquement élu et ses conseillers que personne ne sait où se trouvent maintenant.

La réaction des abonnés à la page est très positive et confirme cette interprétation : plus de 1 000 « j'aime » et 300 partages sur Facebook (valeurs au 6 août 2016).

Voici donc les données recueillies à via Netvizz pour la page *We are all Khaled Said* (identifiant 133634216675571) :

- Seulement 8 publications, qui ont engendré 2.006 « j'aime » et 816 commentaires.
- 1.876 usagers sont responsables de 2500 de ces interactions (moyenne de 1,3 interaction par usager), et l'administrateur de 322.²¹²

La distribution géographique de ses inscrits présente de fortes similarités avec celle d'*Operation Egypt* :

NO 697

²¹² Pour cette période d'étude, la page originale en langue arabe, développée et gérée par Wael Ghonim (identifiant : 104224996294040), présente des chiffres d'un ordre bien supérieur : Netvizz reporte 265 publications (presque 4 par jour en moyenne) et 1.001.886 interactions (779.806 « j'aime » et 222.080 commentaires). Wael Ghonim représente l'administrateur le plus actif parmi les pages analysées, étant à l'origine du remarquable chiffre de 179.309 de ces interactions (822.577 les interactions de la part de 281.692 usagers, soit 2,9 interactions par usager).

DE	4450
BD	706
BE	759
PS	1004
PT	489
JO	1454
BH	501
DK	871
YE	499
FR	2139
LY	385
HU	877
SA	10986
BR	633
QA	1824
SD	351
SE	1057
MA	1416
DZ	857
ID	768
GB	5062
IE	352

OM	341
CA	3279
US	22871
EG	201141
IL	715
AE	3636
CH	639
IN	1154
SY	729
IQ	418
MX	1198
IT	2258
KW	2106
MY	2781
ES	1770
AT	784
AU	1356
LB	550
TN	2046
PK	995
TR	880
NL	1050

La communauté nationale, plus représentée est, dans ce cas également, la communauté égyptienne (201 141), et son poids relatif est remarquable : presque neuf fois plus nombreuse que la suivante, qui se trouve également aux États-Unis (22 871). Suivent les communautés saoudienne (10 986), anglaise (5 062) et allemande (4 450).

April 6 Youth Movement -
<https://www.facebook.com/April-6-Youth-Movement-199378773499996>

Il s'agit de la version en anglais de la célèbre page mentionnée dans le chapitre 1.4. Contrairement au cas précédemment analysé, le rapport entre les deux versions de la page est ici très étroit : la grande majorité de l'activité de cette page consiste en effet en la traduction en anglais (de qualité souvent médiocre, mais compréhensible) d'une sélection des publications de la page mère. On remarque pourtant des différences : la quantité minimale des posts publiés sur la page anglaise et le recours majeur, sur la page en arabe, aux mêmes, sous forme de collage composite et de bandes dessinées satiriques. De plus, la page anglaise se focalise sur la transmission des visions du mouvement à une audience étrangère, sans pour autant tenter de stimuler le débat ni les

contributions de cette dernière : la page assume ainsi sa nature d'instrument d'information indépendant, sans exploiter à fond les possibilités d'interaction avec le public, offertes par l'architecture de Facebook. La page donne également une visibilité à la presse étrangère : le 2 juillet, elle reprend les extraits d'une interview publiée dans le quotidien anglais *The Guardian*. Un assistant du président Morsi y est interrogé. Il se dit confiant quant au fait que le président bénéficiera d'un soutien américain.²¹³ Le lendemain, c'est au tour de la CNN et de Skynews d'être cités, ce qui montre l'intérêt des médias internationaux pour les événements en cours ; mais la réponse du public reste très limitée (1 « j'aime »²¹⁴).

La démarche critique vis-à-vis du régime de Morsi est particulièrement évidente dans cette page et atteint le niveau de virulence le plus élevé des pages prises en considération. Le 5 avril, un post affichant le logo du mouvement explique en détail les raisons de cette approche : « le régime n'est pas tombé et est encore vivant dans sa corruption rampante dans les institutions étatiques, la tyrannie, la répression des libertés, la persécution des dissidents [dont des membres du mouvement, à l'époque emprisonnés], la faillite politique et sociale. Nous sommes donc

²¹³

<https://www.facebook.com/199378773499996/photos/a.299712600133279.60180.199378773499996/388244961280042/?type=3&theater> 0 « j'aime », 0 partages et 9 commentaires, tous en anglais au 6 août 2016.

²¹⁴

<https://www.facebook.com/199378773499996/photos/a.299712600133279.60180.199378773499996/388609504576921/?type=3> (consulté le 6 août 2016).

encore engagés à le renverser ». Les deux pages célèbrent les actions des manifestants et donnent une ample visibilité aux manifestations et notamment à celles qui demandent la libération des prisonniers politiques.

À la différence des autres pages, cette page-ci reporte les mots de jeunes leaders, et notamment d'Ahmed Maher (voir chapitre 1.4). C'est le cas par exemple d'un post daté du 17 juin appelant à une vaste participation à la manifestation du 30 juin, qualifiant Morsi de « perdant » et les Frères Musulmans « d'organisation de fascistes qui mentent, sont des hypocrites qui agissent en violation de la loi divine, n'ont pas tenu les promesses qu'ils ont faites ». Néanmoins, Maher appelle également à une évaluation du parcours politique qui suivra ce soulèvement, et dont l'absence, suite à la chute de Moubarak, sera considérée comme une des causes de la situation critique. Les jours suivants, la page couvre les événements cités dans la première partie de la thèse.

À signaler enfin l'existence d'une série de pages de chapitres du Mouvement 6 avril à l'étranger, tels que : « Mouvement de la Jeunesse du 6 avril en France »²¹⁵ (7641 inscrits au 25 mars 2017), « 6 April America »²¹⁶ (11 562 inscrits au 25 mars 2017), « 6 April UK »²¹⁷ (3 177 inscrits au 25 mars 2017) ou encore « 6 aprile Movimento in Italia »²¹⁸ (3 090 inscrits au 25 mars 2017). Ces pages montrent une connexion très étroite

²¹⁵ <https://www.facebook.com/6avril.france/>

²¹⁶ <https://www.facebook.com/6aprilusa/>

²¹⁷ <https://www.facebook.com/6AprilUK/>

²¹⁸ <https://www.facebook.com/6april.italy/>

avec la page mère : leurs publications sont en premier lieu des partages à partir des pages arabes, elles-mêmes issues de la page mère - à l'exception de la page américaine, la plus importante en termes d'inscrits, qui propose surtout des contenus en anglais. Le recours très limité à la langue du pays, aussi bien qu'à des contenus originaux, limite fortement la portée de la transmission du message dans le pays, et fait ainsi plutôt office de caisse de résonance pour les communautés égyptiennes et arabophones de ces pays.

La page *April 6th Youth Mouvement* - identifiant : 199 378 773 499 996 - présente des chiffres assez limités en termes de publication (52, soit moins d'une par jour en moyenne) et surtout d'interactions : 149 « j'aime » et 39 commentaires, pour un total de 171 interactions de la part de 94 usagers (moyenne de 1,8 interaction par usager) et 17 de la part des administrateurs.²¹⁹ La polarisation des usagers sur l'Égypte est ici encore plus évidente, comme le montrent les données d'inscription obtenues via Netvizz :

AE	54
AR	5
AT	9
AU	11
BD	4

²¹⁹ Il s'agit de chiffres bien inférieurs à ceux de la page mère homonyme en langue arabe (identifiant : 32847763293), qui présente dans le même période 378 posts (une moyenne de 5,6 par jour), pour un total de 182.784 interactions (144.880 « j'aimes » et 37.904 commentaires), dont 163.984 effectuées par 54.939 usagers.

BE	19
BR	8
CA	34
CH	17
DE	58
DK	9
DZ	17
EG	4662
ES	16
FR	30
GB	67
GR	4
ID	6
IE	7
IL	10
IN	11
IQ	8
IT	31
JO	14
JP	5
KW	51
LB	8
MA	70
MY	8
NL	15
NO	12
OM	4
PH	4
PK	8
PL	6
PS	5
QA	45

SA	243
SD	10
SE	12
TH	4
TN	21
TR	33
US	209
ZA	5

La majorité des usagers situés en Égypte est également présente : 4 662, plus de 19 fois plus grande que la communauté saoudienne (243). Suivent, avec des quantités bien plus modestes, la communauté basée au Royaume-Uni (67) et en Allemagne (58).

4.18 Portée de l'activité de la page Operation Egypt

En unissant les données qualitatives et quantitatives, deux aspects fondamentaux des dynamiques de cette forme particulière de communication se révèlent. L'activité de la page *Operation Egypt* permet tout d'abord de réfléchir sur la nature de la mobilisation véhiculée à travers Internet, et tout particulièrement de saisir les éléments plus ou moins efficaces dans l'utilisation de Facebook pour créer une solidarité transnationale autour d'une cause politique nationale. C'est sur

la base de cet objectif, explicité dans le descriptif de la page même, qu'on propose une évaluation de sa portée et de son efficacité. On ignorera donc sa contribution aux révoltes : bien qu'elle soit présente, elle ne constitue pas un but premier. A la différence d'autres pages Facebook liées à l'activisme égyptien, il n'y a pas ici de coordination des émeutes, et toute la communication se concentre sur le matériel de sensibilisation, avec une forte charge satirique propre aux mêmes, outils fréquemment utilisés.

Tout d'abord, il est utile de remarquer que, en termes numériques, il existe un écart très prononcé entre les 14.198 inscrits et les 11 123 interactions au cours de la période d'analyse (67 jours). Étant donné que parmi les auteurs de ces interactions figure un certain nombre, non mesurable, de non-inscrits, il est encore plus opportun de s'interroger sur la portée assez limitée de l'interaction relativement au total des inscrits. Ces données, mises en relation avec l'origine de plus de la moitié des inscrits - l'Égypte, pour un total de 6 443 usagers - peuvent en effet être lues comme l'effet de l'autocensure dans le cadre d'un régime autoritaire, ce dont on a déjà parlé (chapitre 3.10). En même temps, si les données numériques révèlent des publics très dispersés géographiquement, leur ampleur est, bien évidemment, infinitésimale en comparaison avec le nombre d'utilisateurs de Facebook (1,23 milliard d'utilisateurs mensuels actifs à

la fin de 2013²²⁰). Il s'agit donc d'un minuscule pourcentage, mais qui, par la diversité qu'il recouvre, valide néanmoins le discours des partisans du potentiel des réseaux sociaux comme médium de solidarité transnationale.

À noter ensuite que la réponse en termes d'interactions est moins importante lorsque la page agit en tant que créateur actif de contenus visant à susciter la solidarité - à travers des communications au public pour informer et sensibiliser sur la situation égyptienne (une bonne partie des publications du 30 juin, consacrés à cela, suscitent une réaction en moyenne plus limitée). Au contraire, la réponse du public est bien plus importante lorsque les expressions de cette solidarité sont affichées, mises en valeur et célébrées (images de 22 à 26 et 29). En effet, la page *Operation Egypt*, outre son aspect informatif se révèle être un lieu de célébration du soutien transnational à la campagne contre Morsi, ses politiques et, plus généralement, contre la gestion du pouvoir politique par les Frères Musulmans.

L'autre élément que l'approche de recherche utilisée permet de saisir est lié aux dynamiques et à l'impact de la communication satirique à l'ère des réseaux sociaux. Le cas très spécifique de la révolte du 30 juin, si lié à des revendications locales, a été l'objet d'une vaste production artistique qui, à

²²⁰ SEDGHI, Ami (2014), « Facebook: 10 years of social networking, in numbers », *The Guardian*, 4 février, <https://www.theguardian.com/news/datablog/2014/feb/04/facebook-in-numbers-statistics> (consulté le 18 septembre 2017).

travers des moyens humoristiques faisant recours à une grammaire et à des répertoires globalisés, arrive effectivement à susciter une réaction positive de la part du public international. L'utilisation des mèmes, alliée à l'utilisation de l'anglais, se révèle être un outil efficace pour rendre intelligible le message destiné aux usagers situés au dehors des frontières géographiques, linguistiques et culturelles égyptiennes et non directement affectés par les politiques du gouvernement Morsi. L'effet satirique et humoristique généré par l'utilisation de cette grammaire se révèle ainsi un instrument efficace et capable de surmonter ces distances, suscitant une réponse qui, dans la plupart des cas, mesurée en termes de « j'aime », de partages et de commentaires, est plus positive que la moyenne.

L'analyse qualitative permet en même temps de saisir les sentiments qui poussent les administrateurs à s'adresser à un public international. Dans son célèbre *La géopolitique de l'émotion* (2015), Dominique Moïsi souligne le rôle central des émotions dans les évolutions du monde actuel. Bien que les émotions aient toujours joué un rôle important - il suffit de considérer la Révolution française ou, plus récemment, les passions générées par les mouvements totalitaires du XXe siècle - ce phénomène a été élargi par les médias, devenus leur caisse de résonance. Des trois émotions choisies par Moïsi dans son analyse - espoir, peur et humiliation -, c'est, selon lui, la troisième qui est liée à l'histoire récente du monde arabe. L'humiliation, pour Moïsi, est « la confiance trahie », étroitement liée à la perte d'espoir en le futur, alliée à l'idéalisation d'un passé glorieux.

Cette interprétation semble moins pertinente pour les jeunes générations du monde arabe que pour leurs aînés. En effet, l'analyse du matériel de communication de la part des partisans des révoltes en Égypte montre non seulement une ferme opposition au gouvernement, mais également un certain optimisme vis-à-vis des possibilités pour les citoyens d'impacter positivement leur propre avenir s'ils agissent de façon unie (voir images de 17 à 21) dédiées aux différentes catégories actives de la contestation). Un aspect en adéquation avec les enquêtes de terrain de Hoffman et de Jamal (2012) cités dans la troisième partie de cette thèse : les deux auteurs mettent en lumière le fait qu'avant les révolutions, les jeunes générations arabes étaient moins déçues des politiques de leur gouvernement et plus optimistes vis-à-vis du futur par rapport aux autres classes d'âge - bien que plus souvent au chômage - et plus prompts à participer aux manifestations, comparativement aux autres tranches d'âge. En même temps, la grande quantité de publications célébrant l'unité et la diversité de l'engagement dans le cadre du 30 juin valide une des conclusions de l'analyse du mouvement contestataire juvénile arabe formulées par les deux auteurs : « les opportunités présentées par une citoyenneté mobilisée semblaient jouer un rôle plus important dans le Printemps arabe du sentiment anti-régime parmi la jeunesse ».

L'activité de communication de la page, et tout particulièrement sa nature participative et cyclique de création, recreation et partage, a contribué à créer un environnement capable de « normaliser » la solidarité autour du mouvement

contestataire local, de l'intégrer dans le quotidien du cyberspace transnational, sans hiérarchies relatives à la légitimité d'y faire recours. L'utilisation de répertoires et d'une grammaire formés de façon participative et globale à distance, montre d'ailleurs, une fois de plus, qu'il s'agit d'une **distance** que la nature du cyberspace, où règne l'immédiateté d'accès aux contenus, permet de surmonter. On assiste donc à une mobilisation collective où la distance géographique est surmontée, rassemblant autour d'objectifs spatialement bien précis et définis une collectivité éparpillée dans le monde entier, mais capable de communiquer et d'interagir grâce aux nouvelles plateformes sociales auxquelles elle a accès.

Sans compter qu'une si vaste adhésion à ces répertoires et à cette grammaire, une si fréquente utilisation locale, fait de ces images le fruit d'une communauté délocalisée plutôt que d'une culture spécifique. Comme le remarque Cardon, Internet, conformément à sa nature d'espace « d'échange et de multiplicité identitaire », « ne rassemble pas une population électorale, atomisée, identifiable et dénombrable » (2010, 90). Mais dans le cas spécifique de *Occupy Egypt*, l'hétérogénéité de sa communauté d'inscrits est ouvertement recherchée : le soutien des usagers du monde entier, qui n'ont pas besoin de s'engager directement dans les manifestations et les émeutes, renforce le mouvement contestataire local, qui bénéficie ainsi d'un aval populaire transnational. Cela engendre bien évidemment une légitimité accrue de l'opposition aux pouvoirs publics et à leurs représentants, et aboutit au succès de cette démarche communicative, étant donné que la création d'un soutien

international est exactement l'un des buts principaux poursuivis par *Occupy Egypt* et des pages similaires. C'est bien sous cet aspect qu'on peut apprécier la nature inédite du lien solidaire dans l'espace connecté.

Il paraît très utile d'évoquer à ce sujet la notion de réciprocité créatrice que Monique Dagnaud (2017) utilise pour décrire justement les formes inédites de solidarité sur la Toile. Il s'agit « d'une autre façon de s'engager dans des relations, une *zeitgeist* » rendue possible par la nature même d'Internet, créé par ses fondateurs autour des valeurs déjà évoquées « d'égalité et de partage, de liberté d'expression sans limite et de transparence », et qui permet de créer « un environnement qui s'extrait des relations d'obligées ». Notre cas d'étude permet d'attribuer à l'adjectif « créatif » une valeur esthétique, impensable avant l'introduction du réseau d'Internet. Les contenus véhiculés à travers la page *Operation Egypt* sont en grande partie le résultat de ce mouvement créatif collectif, décentralisé et continu, où les éléments propres à une culture globalisée sont remaniés sans cesse par les usagers, à travers leur créativité, ce qui leur permet de partager leur soutien et leur adhésion bénévoles à une cause commune. Cette forme de production artistique digitale représente ainsi, aussi bien dans ses pratiques que dans ses finalités, une véritable innovation dans le domaine de l'agir solidaire, comme il en sera de nouveau question dans la conclusion.

Au niveau quantitatif, il faut en même temps remarquer que la comparaison avec des pages qui soutiennent et célèbrent le mouvement contestataire auprès d'un public égyptien et arabophone (les pages *We Are All Khaled Said* et *April 6 Youth Movement*) obtiennent une réponse, en termes de « j'aime », de commentaires et de partages, d'ampleur bien supérieure, malgré un public potentiel plus restreint. L'expérience directe des faits montre ainsi la motivation est plus forte quand il s'agit de s'engager sur Internet, tant sur plateformes visant un public de concitoyens que sur celles qui s'adressent à un public international.

L'expression de la solidarité transnationale arrive néanmoins à fidéliser efficacement son public, comme le montre la moyenne de 3,6 interactions par usager dans le courant de la période examinée (nettement supérieure aux moyennes de 1,3 et de 1,6 des versions internationales de *We Are All Khaled Said* et d'*April 6 Youth Movement*). Cette différence pourrait bien être liée au choix du matériel publié : comparativement à ces deux dernières pages, *Operation Egypt* recourt beaucoup plus souvent au visuel – photos, collages composites et vignettes. Comme nous avons pu le remarquer dans les paragraphes précédents, il s'agit d'un choix délibéré des administrateurs visant à privilégier les versions anglaises de ces pages par rapport aux versions arabes. Le recours au visuel y est très fréquent et capable d'engendrer des nombreuses réactions de la part du public.

Une dernière remarque concernant l'évolution des activités de la page après notre période d'étude.

Sur le plan quantitatif, on remarque une chute très marquée de l'activité des administrateurs (avec une seule exception au premier semestre 2014) et des interactions de la part des usagers.

Second semestre 2013 : 329 publications, 10 590 interactions (somme des « j'aime » et des commentaires) de la part de 3 317 usagers.

Premier semestre 2014 : 479 publications, 2 979 interactions de la part de 875 usagers.

Second semestre 2014 : 93 publications, 386 interactions de la part de 199 usagers.

Premier semestre 2015 : 28 publications, 56 interactions de la part de 35 usagers.

Second semestre 2015 : 45 publications, 141 interactions de la part de 100 usagers.

Premier semestre 2016 : 4 publications, 5 interactions de la part de 5 usagers.

Second semestre 2016 : 20 publications, 31 interactions de la part de 18 usagers.

Premier semestre 2017 : 21 publications, 36 interactions de la part de 26 usagers

Si on analyse la typologie des publications, on peut repérer un abandon progressif de l'utilisation de mèmes et d'œuvres créatives, et leur substitution par le partage de liens de presse dénonçant une continuation du discours contre les frères musulmans, et soulignant l'impact humanitaire des conflits régionaux (Syrie et Yémen en particulier). La page assume en même temps une démarche très critique envers Israël, dont la gestion du conflit avec les Palestiniens est à plusieurs reprises dénoncée, ainsi que contre les États-Unis de Trump. À ce sujet, des déclarations simples, non accompagnées d'éléments audiovisuels, apparaissent sur la page à partir du début de 2017. Le 5 janvier, apparaît cette déclaration : « Dire que "l'Occident" (et leurs bases dans la région - c'est-à-dire certaines monarchies arabes, Israël et la Turquie de l'OTAN) cherchent la liberté et la dignité pour #Egypt et #Syrie est un mensonge que nous avons cru et promu » (3 « j'aime », aucun partage). Une opinion confirmée 5 jours après par la publication de la phrase : « Les États-Unis se soucient de la "liberté" pour l'Égypte, de la même manière que Satan se soucie de l'humanité » (quatre « j'aime », une réaction de surprise), qui évoque la très répandue dialectique antiaméricaine qui consiste à mettre en parallèle les États-Unis et Satan, et marque un changement d'orientation considérable par rapport aux publications étudiées dans la présente recherche. On ne s'étonnera donc pas que cette publication ait suscité le commentaire suivant, posté par un usager nommé Carl Brooks : « Le gouvernement américain peut-être. Les Américains que j'ai rencontrés sont pour la plupart de bonnes personnes » - commentaire qui a reçu à sa foi un

« j'aime » et le commentaire « Je suis d'accord » publié par l'utilisateur BA McBaraya.

La vocation initiale de la page semble donc avoir considérablement dévié. Elle n'est plus seulement ce lieu de débat, de dénonciation, de sensibilisation à l'échelle transnationale où l'on combat les injustices perpétrées par le pouvoir public en Égypte. Dans ce sens, la page semble avoir abdiqué, laissant donc la place à d'autres espaces virtuels qui s'attèlent à la même tâche, tout en pouvant bénéficier de l'expérience d'*Operation Egypt*.

De plus, aucune place n'est donnée aux dossiers le plus controversé du gouvernement al-Sisi et dénoncés par les ONG internationales telles qu'Amnesty International (Rapport 2016/2017) ou Human Rights Watch (Rapport Mondial 2017). Il n'est fait mention d'aucun des cas de disparition et d'exécution extrajudiciaires, ni de l'emprisonnement des journalistes et des activistes des droits de l'Homme. On ne peut être que particulièrement frappé par l'absence de toute référence à un cas qui concerne pourtant un représentant de la vague solidaire transnationale, le doctorant italien Giulio Regeni,²²¹ qui se trouvait au Caire pour mener une recherche sur les syndicats locaux, et qui avait exprimé à plusieurs reprises son soutien pour les deux vagues révolutionnaires égyptiennes. Le jeune Regeni

²²¹ WALSH, Declan (2017), « Why Was an Italian Graduate Student Tortured and Murdered in Egypt? », *The New York Times Magazine*, 15 août, <https://www.nytimes.com/2017/08/15/magazine/giulio-regeni-italian-graduate-student-tortured-murdered-egypt.html> (consulté le 10 septembre 2017).

(28 ans) fut kidnappé le 15 janvier 2016, et son corps sans vie fut retrouvé le 3 février suivant. Il présentait des traces évidentes de torture. Il s'agit d'un événement dont les causes et les responsables restent obscures, en dépit de la pression du gouvernement italien et de nombreuses ONG, car le gouvernement égyptien a très peu coopéré, ce qui a alimenté les suspicions quant à la possibilité qu'il s'agisse d'une opération liée aux services secrets égyptiens.

A l'absence de justification cohérente de la part des administrateurs de la page concernant ce changement d'approche, et à ce double discours à propos des violations manifestes des droits de l'Homme commises par le gouvernement Morsi et al-Sisi, on peut trouver deux explications, qui peut-être cohabitent. D'un côté, la crainte des conséquences d'une activité de contestation sur Facebook - le gouvernement al-Sisi s'est doté d'instruments de contrôle informatique plus efficaces que ceux de son prédécesseur en ce qui concerne l'identification des auteurs de la contestation en ligne (quoique ces instruments se révèlent toujours aussi impuissants à découvrir l'identité des usagers disposants de technologies numériques d'anonymat avancées). De l'autre, le choix du « moindre mal ». Les administrateurs auraient très bien pu partir du principe que ce régime laïc s'est ouvertement donné pour mission d'empêcher, par tous les moyens, la remontée au pouvoir de l'islam politique.

CONCLUSION

Comme nous l'avions annoncé dans l'introduction, cette étude - à travers son focus sur le cas égyptien et son approche composite et expérimentale, comprenant sociologie des médias et de l'engagement politique, sémiologie, approche historique et études politiques - vise à offrir une analyse aussi complète que possible sur la nature et la portée du recours aux médias sociaux, dans le but de stimuler, à travers l'élément visuel, un lien de solidarité transnationale autour d'une revendication politique nationale.

Les résultats de l'enquête qualitative et quantitative confirment l'hypothèse principale de ce travail de recherche, à savoir que le recours aux imaginaires cosmopolites globalement diffusés représente un outil efficace dans la création d'une conscience collective virtuelle, marquée par un sentiment de solidarité vis-à-vis d'un mouvement de contestation dont les causes - et l'impact souhaité - ont un ancrage territorial circonscrit et différent de celui du public visé, car étranger et résident à l'étranger. Cette démarche a notamment permis à la page Facebook *Operation Egypt*, terrain principal de la présente enquête, d'obtenir un soutien en termes d'interactions virtuelles

venu du monde entier et ce, tout au long du mouvement de protestation contre le gouvernement Morsi. La recherche a également permis de comprendre comment cette communication avec les usagers internationaux - et la réponse de ces derniers - ne constitue un but exclusivement partagé par quelques activistes du web. La large adhésion égyptienne à cette typologie de pages a démontré qu'une telle dynamique suscite également l'intérêt des jeunes égyptiens, qui sont d'ailleurs les destinataires principaux de certains produits véhiculés par la page, comme les photos des manifestations de soutien à la cause égyptienne se déroulant dans différents endroits du monde.

Cependant, l'impact de la communication varie largement d'une publication à une autre, au gré de la sensibilité et de la grammaire cosmopolites, ce qui montre un alignement parfois incomplet avec cette dernière de la part des administrateurs de la page.

La première partie, dédiée à l'encadrement des causes sociales, politiques et culturelles à la base des révolutions égyptiennes, a montré la portée de l'engagement juvénile dans toute cette étape du processus.

En même temps, cette partie a permis de démontrer la forte continuité entre les révolutions de 2011 et 2013 et les émeutes des décennies précédentes - dont les plus récentes ont d'ailleurs montré le potentiel du recours à Internet de la part des jeunes activistes.

La démarche comparative avec les événements tunisiens a permis non seulement de saisir les dynamiques régionales du rapport au politique, mais aussi de mettre en lumière le rôle central joué par les jeunes dans la transmission de la vague contestataire de la Tunisie à l'Égypte.

La deuxième partie, dédiée au portrait de la jeunesse égyptienne issue des classes moyennes urbaines, montre les dynamiques politiques, sociales et culturelles qui ont fait de la jeunesse la partie de la population égyptienne la plus directement impliquée dans l'éclosion des révoltes et la plus présente sur le web. Cette partie dévoile une jeunesse égyptienne devenue membre à plein titre d'une jeune génération globale et connectée, dont les membres profitent des réseaux sociaux pour dialoguer et coopérer, en formant d'innombrables communautés virtuelles réunies par le partage d'intérêts de différentes natures, et où le succès de l'interaction est tributaire de la diffusion d'un imaginaire cosmopolite partagé, issu de pratiques de consommation culturelles communes. De plus, l'analyse de la jeunesse égyptienne apporte déjà des éléments de compréhension sur la nature et la portée des relations solidaires virtuelles et transnationales : ces pages illustrent les motivations à la base du recours aux contenus visuels qui, dans leur déclinaison numérique, renforcent et façonnent les connexions entre jeunes du monde entier.

La troisième partie de la thèse a démontré que l'architecture de l'espace connecté a permis la création et la diffusion de nouvelles formes de coopération transnationale - à géométrie et intensité très variables - dans des buts aussi bien globaux que locaux. Il s'agit de pratiques présentes dès l'aube du cyberspace : elles étaient d'ailleurs explicitement évoquées par les fondateurs et les premiers utilisateurs d'Internet. Elles perdurent encore aujourd'hui, renforcées par les innovations technologiques du web 2.0, ou web participatif, qui ont engendré la mise en place d'initiatives communes dans toute sorte de domaines, plus ou moins ambitieuses quant à l'impact souhaité et souvent capables de dépasser les frontières étatiques, tout comme les différences sociales, culturelles et économiques entre les usagers. Comme dans les communautés du monde réel, ce sont les objectifs partagés qui définissent la nature de ces liens. Autrement dit, la coopération et la solidarité entre les membres de ces communautés n'impliquent pas nécessairement qu'ils partagent l'élan utopique progressiste de ses fondateurs, ni même qu'ils aspirent à une cyberdémocratie : Internet a révélé sa capacité à faire grandir - sans avoir besoin de l'appui du marché ou des autorités publiques - toute sorte d'idéal communautaire, du mouvement écologiste et philanthrope à l'organisation d'attentats terroristes.

La quatrième et dernière partie de la thèse, consacrée à l'analyse de terrain des contenus et de l'impact de la communication de la page Facebook *Operation Egypt*, a permis de vérifier la quatrième hypothèse illustrée dans l'introduction.

Les produits créatifs composites respectueux de la grammaire et de la sensibilité visuelle diffusées dans les réseaux en ligne se révèlent être des outils véritablement capables d'impulser et de façonner les interactions à l'intérieur de la page : comparés aux autres contenus (simple texte, vidéos ou photos), ils obtiennent, en moyenne, un impact quantitativement et qualitativement supérieur.

L'analyse d'*Operation Egypt* a également permis de saisir les caractéristiques propres au mouvement solidaire dans l'espace connecté, et tout particulièrement d'en éclairer les aspects inédits, à côté des valeurs généralement attribuées à ce terme - « le sens du don et de la réciprocité, l'aspiration à l'entraide, [...] le sens de la coopération et de l'action collective » (Blais 2017, 27).

C'est en effet dans le geste créateur qu'on aperçoit la nouveauté la plus marquante. L'espace numérique se révèle non seulement être le royaume de la reproductibilité, mais aussi celui du partage du geste créatif à échelle délocalisée. Ce dernier passe à travers des formes d'engagement plus au moins fortes vis-à-vis du contenu virtuel - du partage à la modification, en passant par l'expression d'une approbation (les « j'aime ») et jusqu'au commentaire : les usagers s'élèvent à un rôle de coauteurs et de coauteurs des campagnes solidaires, dont le succès dépend justement de cette réponse, au niveau qualitatif comme quantitatif.

Ainsi, ce travail démontre également que le succès, et donc l'échec, d'une communication transnationale visant une

audience juvénile transnationale ne dépend pas uniquement de la mise en place d'espaces virtuels de dialogue et de confrontation, mais de l'adhérence des références culturelles qui y sont véhiculées à la grammaire et aux répertoires globalisés et ce, à travers une évolution constante dans l'espace connecté. Il devient ainsi évident qu'il est impossible d'isoler une série de règles immuables pour cette communication : afin d'être efficace, elle devra montrer sa capacité à respecter les sensibilités et à puiser dans les imaginaires en vogue au moment de la campagne.

Il paraît légitime de s'attendre à un recours toujours plus répandu à ces deux pratiques dans le futur de la part de tout type de mouvement qui désire unir à un impact local une campagne de soutien transnationale. Cette dernière sera d'autant plus efficace que plus le mouvement sera capable de communiquer de façon intelligible, rapide et engageante, en reliant une revendication locale à des valeurs et à un langage transnational. Contenus et formes se présentent donc comme deux éléments nécessaires pour déterminer le succès de cette opération : *Operation Egypt* représente un bon exemple de pratique dont les mouvements du futur, égyptiens comme étrangers, pourront s'inspirer et apprendre les nombreuses leçons que cette analyse a essayé de mettre en lumière.

L'enquête menée permet également d'intégrer une réflexion sur le contenu de cette typologie d'espaces virtuels

comme media de discussion publique – ou, pour utiliser un jargon emprunté à Habermas – de contribuer à l'émergence d'une *sphère publique* transnationale. L'objet principal de la communication dans le cadre de la page *Occupy Egypt* et de ses pages analogues est représenté, comme illustré, par une série de problèmes publics qui sont dénoncés, souvent avec un langage satirique, et sur lesquels est justement construite la campagne de sensibilisation transnationale. On parle ici de problèmes publics dans l'acception de J. Gusfield, qui les considère comme « des problèmes sociaux dont la définition disputée pointe vers l'intérêt général ou vers l'ordre public, se réclame de l'utilité publique ou promeut un bien public, et en appelle à des modalités de règlement par des dispositifs d'action publique » (cité en Cefaï 2003, 24). Le cas d'étude présente des caractéristiques particulières et demande une adaptation de cette perspective. Parmi les éléments principaux de ses dynamiques, on remarque en effet la distance physique entre le ou les auteurs des publications – le(s) administrateur(s) de la page – et la partie internationale de son (leur) public, à laquelle d'ailleurs il (ils) s'adresse(nt) de manière préférentielle. À côté de cela, il faut considérer que la page, cohérente avec cet éparpillement spatial, vise à susciter des réactions davantage dans le cadre même de cette architecture digitale que dans les différents espaces publics. Tout en donnant une visibilité aux manifestations publiques de solidarité à l'étranger, la page n'incite pas à en organiser. Il s'agit donc d'un geste visant premièrement à enrichir, structurer et tonaliser cet espace public à travers des contenus qui visent explicitement à susciter l'indignation, la solidarité et une

mobilisation virtuelle - une stratégie qui montre une forte confiance envers le potentiel des réseaux sociaux globaux pour la rencontre, l'adhésion et l'identification à des causes dont l'impact souhaité n'affectera pas directement l'utilisateur.

Dans une certaine mesure, cette dynamique peut être comparée avec celle, antérieure, des campagnes de sensibilisations via la télévision, notamment le Téléthon, où, comme le souligne Cefai (2003, 26), les problèmes publics peuvent être formatés, et un problème public être matérialisé devant l'opinion publique - y compris les problèmes publics jusqu'à alors largement ignorés, comme certaines maladies génétiques. L'activité de communication de la page sélectionnée partage ainsi avec le Téléthon l'engagement à sensibiliser à une cause qui n'affecte pas la grande majorité du public. Cette sensibilisation se fait en créant un lien audiovisuel avec les personnes directement concernées : interviews des médecins, des chercheurs et des malades pour le Téléthon, photos des actions de protestation - et de soutien à celles-ci - pour *Operation Egypt*. Un lien qui, dans les deux cas, est quantifié (*sharing* télévisé et nombre de donations dans un cas, nombre de visualisations, de « j'aime », de partages et commentaires dans l'autre) en fonction de l'ampleur de la participation du public, qui devient à la fois un outil de communication au service d'une stratégie qui vise à créer un effet domino ou une « avalanche » en faveur de la cause.

Cela implique que la réponse active d'un public non directement affecté par les problèmes présentés constitue la véritable clé de voûte d'une telle dynamique, car c'est sur elle

que se base sa portée et son impact. La prise de conscience des motivations du mouvement de contestation, autour desquelles se développe cette communication, constitue donc un élément essentiel pour effectuer une évaluation de son taux de réussite : une prise de conscience qui, pour qu'elle se transforme en action concrète (inscriptions à la page, « j'aime », commentaires, partages), présuppose non seulement une adhésion collective aux buts présentés, mais la conviction que ces actions puissent contribuer à les réaliser.

Ainsi, afin d'être complète, l'évaluation du succès d'une telle démarche doit présenter une double perspective, basée sur les éléments illustrés dans les pages précédentes. Une évaluation « vers le haut », qui prend en considération le travail de dénonciation et de sensibilisation du gérant de l'espace, et une « vers le bas », centrée sur l'activité de soutien « virtuel » du public, à travers les outils offerts par l'architecture de la plateforme.

Dans la première perspective, il paraît légitime de faire un parallèle avec l'usage politique de la publication traditionnelle, à savoir la publication sur papier : « publier, c'est participer au bien public par le moyen de la publication, dans un horizon circonscrit par l'autorité du censeur politique » remarque Cefaï (2003, 21). Or, ce but politique est sans doute présent, mais la limite de la censure se présente comme moins marquée, en raison des difficultés techniques que rencontre le pouvoir gouvernemental avant de pouvoir accéder à l'identité des

usagers, protégés par un pseudonyme ou un logiciel d'anonymat. Le dialogue avec le public est ainsi bien plus direct et explicite - sans pour autant que, comme dans le cas de la page qui nous sert d'objet d'étude, le secret autour de l'identité des gérants empêche la formation d'une réputation virtuelle.

Du côté du public, il est clair qu'une pratique de dialogue, de confrontation, de soutien, de critique et de partage s'est développée au sein de différents lieux virtuels à but politique, permettant à certains d'entre eux, comme *April 6 Youth Movement* ou *Nous sommes Tous Khaled Said*, de devenir des multiplicateurs d'engagement aussi bien dans la vie virtuelle que dans les espaces physiques. Dans ces cas entre autres, les deux côtés de cette dynamique virtuelle explicitent leur capacité de participer à la mise en place d'un changement qui part du virtuel mais affecte directement le réel, et constitue l'inspiration du concept - bien sûr limité, mais pas sans fondement - de « révolutions Facebook/Twitter ».

Dans notre cas d'étude, on ne se trouve pourtant pas dans la même dynamique que celle qui régit les deux derniers espaces virtuels cités. Le but ici, comme l'ont révélé les pages précédentes, n'est pas de stimuler ou de coordonner une révolution, mais d'informer et de sensibiliser une opinion transnationale et éparpillée autour du monde, dont l'ampleur potentielle correspond à chaque usager d'Internet inscrit sur la plateforme sociale et capable de comprendre la langue anglaise.

L'approche pragmatique proposée, basée sur la démarche qualitative et quantitative expérimentale illustrée auparavant, vise justement à fournir un cadre à ces dynamiques de publication et de réception, où l'élément physique est largement à exclure en raison de la distance géographique qui sépare une grande partie du public visé d'avec une grande partie du public réel.

L'espace virtuel devient un endroit d'expérience et de création d'un sentiment solidaire transnational, virtuel mais pourtant « mesurable » à travers les indicateurs numériques fournis par la plateforme qui l'héberge (inscrits, « j'aime », partages, commentaires, etc.). Est également mesurable le taux de fidélisation à cette cause - soit l'autre côté de cette médaille, c'est-à-dire le taux d'éphémère de l'engagement dans cet espace virtuel. La valeur à la base des interactions administrateur - public et public - public, c'est à dire la solidarité transnationale autour d'une cause nationale, s'alimente justement de l'attribution d'une portée universelle au geste politique ancré dans ce contexte spatial et temporel spécifique. L'analyse des contenus de la page *Operation Egypt* permet de saisir les composantes de cette solidarité : un partage du geste de protestation par toute classe d'âge, groupe social et profession, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières nationales, *on* et *off-line*. Une solidarité qui est au même temps une célébration de la capacité du peuple égyptien de s'opposer au régime, d'exiger que sa voix soit entendue et, quand cela ne soit pas possible, de prendre en main son propre futur en descendant dans les rues.

Le pouvoir symbolique du visuel numérique, fruit du geste créateur professionnel ou non, montre dans notre cas d'étude toute sa portée. Le cas d'*Operation Egypt* représente donc un exemple de la manière dont l'attention et le soutien d'un public décontextualisé par rapport à des revendications politiques concrètes peut être stimulé et alimenté en prenant appui sur des sentiments perçus comme des biens publics, et dont la violation génère en même temps une indignation et un sentiment de solidarité chez les populations affectées.

À côté de cela, l'analyse de l'échantillon choisi permet de remarquer une autre particularité de cette démarche : l'absence de l'élément positif d'une alternative politique - élément à lier à l'absence de vraies figures de leaders politiques dont les activistes puissent s'inspirer et autour desquels ils puissent s'unir. Les noms célèbres de la révolution mentionnés au cours de cette thèse, tels qu'Ahmed Maher ou Wail Ghonim, sont plutôt des références dans l'information indépendante et la coordination des démarches activistes.

Compte tenu des institutions faisant partie du système de domination d'abord du clan Moubarak, puis des Frères Musulmans (et, enfin, de l'armée), l'absence de pensée alternative structurée ne peut être exclusivement due aux mesures répressives qui inhibent la liberté de pensée et d'expression. Une maîtrise de base des outils numériques - rappelons-le une nouvelle fois - aurait pu permettre à une pensée critique de gagner progressivement en force dans le cyberspace

sans qu'il soit possible (ou presque) pour les régimes d'empêcher cette diffusion ou de punir ses auteurs et ses partisans. Comme il apparaît de manière évidente dans les espaces virtuels, les énergies révolutionnaires se sont donc concentrées sur les fautes du système au pouvoir, et tout particulièrement sur son élite politique ; mais en appelant à sa fin, cette communication est dépourvue de propositions et de projets à moyen ou long terme pour l'avenir du pays.

Si bien que cette absence aurait bien pu contribuer à l'impréparation de la classe politique dirigeante face à l'éclosion des révoltes, elle génère inévitablement des frustrations lorsque, après le succès des épisodes révolutionnaires, leurs valeurs ont peine à s'affirmer, laissant le champ libre aux personnalités issues d'un système plus traditionnel et mieux structuré. Une fois sur le devant de la scène politique, ces personnalités l'ont reconfigurée selon leurs propres critères, souvent incompatibles avec les valeurs revendiquées par la jeunesse connectée.

Ce manque de programme différencie bien cette révolution, par exemple, du mouvement révolutionnaire des bolcheviques ou des maoïstes, mais également de celui de mai 68, sur lequel nous ne nous attarderons pas en comparaisons. Cette absence d'alternative permet au contraire de faire un lien avec une bonne partie de la critique du capitalisme d'aujourd'hui qui, comme le remarque Fraser, est largement influencée par « l'effondrement du « socialisme réellement existant » qui a malheureusement tendu à entraîner

dans sa chute légitime tout nouveau projet social » (Boltanski et Fraser 2014, 43). À la différence de cette dernière, la critique a pu aboutir à des résultats spectaculaires, dont l'ampleur était largement inattendue car, s'il est vrai que l'Égypte avait déjà connu de nombreuses insurrections auparavant (illustrées dans la première partie), on peut dire que nous avons ici assisté plus à une « explosion » qu'à une escalade.

À noter pourtant que la critique du capitalisme se trouve quasiment exclue du répertoire utilisé dans les espaces virtuels analysés : ce système économique n'est pas attaqué en soi, et on n'évoque jamais la possibilité d'un lien entre lui et la difficile situation économique égyptienne.²²² Par contre, dans un cas spécifique (image 15), on repère une critique de la politique économique américaine, présentée comme dégénérée, accusée d'être marquée par la cupidité et de servir ses intérêts lors des interventions militaires. Il s'agit de l'une des rares références critiques aux systèmes politiques et économiques occidentaux. La pensée postcoloniale, la réitération de l'affrontement entre idéologies politiques, économiques ou religieuses, et la théorie du « choc des civilisations » ne sont pas non plus abordées dans

²²² Du point de vue économique aussi, donc, on ne peut donc pas interpréter le geste protestataire comme un essai d'établir une nouvelle voie alternative. Le capitalisme libérale fruit des différentes étapes de réformes illustrées dans la première partie de la thèse n'entre pas parmi les problèmes publics véhiculés. Ces problèmes sont présentés de manière indirecte, à travers une critique aux élites, présentes comme indignes et corrompues, bien plus qu'à travers une dénonciation des manques et des défauts structurels du système duquel elles se trouvent à la tête.

cette communication transnationale, ni vers le haut (communications et matériels audiovisuels publiés par les administrateurs de ces espaces virtuels) ni vers le bas (commentaires et matériels audiovisuels publiés par les usagers).

Bien que la plupart du matériel visuel utilisé soit majoritairement d'origine américaine, les pratiques de diffusion, d'appropriation, de modification et recréation illustrées dans les pages précédentes révèlent un recours à l'élément créatif local libre et plein - bien que respectueux de la grammaire globale décrite dans la quatrième partie de ce travail - et qui, dans notre contexte d'étude, limite donc fortement toute accusation de domination culturelle ou de divergence entre pratiques locales et internationales. De plus, nous avons pu constater l'intégration du répertoire égyptien, construit à travers des contenus issus de la dimension nationale - personnages publics, références historiques et éléments de la culture populaire. Les critères de succès de ces contenus sont d'ailleurs les mêmes que ceux des images élaborées ailleurs : ils sont liés à leur capacité à transmettre un message de façon immédiate et efficace avant tout à travers l'humour, l'ironie ou la dérision.

L'étude de ce cas permet ainsi de porter un regard nouveau sur le dialogue interculturel. La communication qui se développe au sein de la page *Operation Egypt* et d'autres espaces virtuels similaires ne peut pas être pleinement considérée comme significative de ce dialogue dans son acception

traditionnelle - deux cultures ou plus dialoguent afin de se mieux connaître, apprécier et trouver des terrains d'entente. L'analyse des contenus de la page montre comment les répertoires utilisés n'appartiennent pas à des cultures différentes, mais plutôt à une culture populaire globalisée et intégrée sans cesse à travers des éléments culturels de toute origine mais dont la création, la grammaire d'utilisation et les outils requis pour sa compréhension sont identiques. C'est l'intégration continue de ce groupe d'éléments qui ne permet pas de considérer le terrain d'étude comme marqué par l'interculturalité dans son sens traditionnel, car les échanges entre usagers se placent tous sur un registre partagé, ouvert à la contamination réciproque, dans une évolution participative constante.

Il est utile de noter que cette interprétation est renforcée par l'aspect quantitatif de la recherche, qui montre un lien étroit entre réponses aux publications des administrateurs de cette page et utilisation de cette grammaire et de ces répertoires mondialisés, fruits d'interactions et d'influences mutuelles, multidirectionnelles et continues. Cette pratique compte donc parmi les plus grands héritages de cet épisode historique, du mois sur le plan de la communication politique transnationale. On ne s'étonnera donc pas si, dans des contextes géographiques, politiques, socio-économiques et culturels complémentaires différents, on s'inspirera de la leçon d'*Operation Egypt*, de sa maîtrise de cette grammaire et de ces répertoires, pour construire une nouvelle vague de solidarité transnationale.

Enfin, ne serait-il pas opportun de considérer ces répertoires comme faisant partie d'un corpus plus vaste, qui contribue à former le regard porté sur autrui, à définir sa place dans le monde, à faciliter le dialogue entre des gens issus de lieux et de traditions différents ?

En ce sens, nous souhaitons proposer une intégration de ce répertoire également dans ce noyau littéraire et philosophique qu'on appelle l'humanisme. Une intégration qui prend davantage de sens si on partage la vision de l'humanisme de Said, selon lequel son essence « tient dans son assimilation de l'histoire humaine à un processus continu de compréhension et de réalisation de soi-même, non seulement pour nous autres Blancs, mâles, Européens et Américains, mais pour tout un chacun » (Said 2014, 60). Mais si Said pose son regard sur les traditions savantes « d'autres cultures, d'autres génies », nous préférons poser le nôtre sur l'intégration de ces produits d'origine et de diffusion tout à fait populaire et délocalisée, également objets de recherche dans cette thèse.

Un humanisme ainsi intégré serait fort peu canonique. Bien sûr, il ne serait pas correct de qualifier cela de « praxis utile aux intellectuels et aux universitaires qui veulent comprendre ce qu'ils font à quoi rime leur engagement en tant que chercheurs, et qui veulent également relier ces principes au monde dans lequel ils vivent comme citoyens » (Said 2004, 29), car il s'agit d'une expérience quotidienne ou presque de « coexistence » et

de partage. Cette rencontre, cette interaction avec ces répertoires et à travers ces grammaires, peut être comparée, avec un certain degré de flexibilité, avec les échanges entre humanistes occidentaux au cours des siècles. Il s'agit, alors comme maintenant, de rapports engendrant un échange fécond, aboutissant à une somme de travaux qui forment des imaginaires proches, ou au moins comparables, malgré les distances géographiques, et qui facilitent une communication transnationale. On trouve donc ici une vérification alternative et inattendue du processus décrit par le même Said, consistant en l'élaboration d'une « forme différente d'humanisme qui soit cosmopolite et reliée au texte et au langage [...] tout en demeurant à l'écoute des voix et des courants qui émergent dans le présent, dont beaucoup appartiennent à l'exil, sont extraterritoriaux, sans domicile, aussi bien que spécifiquement américains » (Said 2004, 36).

Comme l'enquête l'a montré, on se trouve face à un univers en évolution continue, où le local et le global dialoguent et s'intègrent, tout en respectant la même grammaire - une dynamique que Cicchelli et Octobre ont repéré auprès de la jeunesse française, à démonstration ultérieure de l'échelle transnationale de la dynamique : « dans la plupart des cas, les répertoires culturels des jeunes se présentent comme des combinaisons entre productions étrangères et productions nationales » (2017, 27).

Les éléments temporels et spatiaux dans les dynamiques de formation de ce nouveau « corpus » sont bien évidemment influencés en tout premier lieu par le médium d'Internet, qui peut abolir les distances et permettre la rencontre avec des éléments culturels de toute origine, leur intégration et une évolution en continu. La dynamique de la circulation des références culturelles – ce phénomène n'est bien sûr pas nouveau – assume ainsi une dynamique inédite, et demande des outils de compréhension et de maîtrise différents, comme le sont leur apprentissage. À ce sujet, à la place de l'étude des grands classiques de la philosophie et de la littérature occidentales²²³ on retrouve la consommation de biens culturels à diffusion globale²²⁴ ; à la place de la maîtrise du latin et du grec ancien, du français et de l'italien – et, dans une moindre mesure, de l'espagnol, de l'allemand et du russe – on trouve celle de l'anglais, véritable langue véhiculaire d'Internet.

Ces caractéristiques, envisagées sous l'angle de la différence qui oppose les lieux de formation – les institutions d'études supérieures pour l'humanisme traditionnel, l'espace

²²³ Dans sa vision "canonique" et occidentale, l'Humanisme se base sur une vaste liste de textes comprenant ceux d'Homère, d'Hérodote, d'Eschyle, d'Euripide, de Platon et d'Aristote, de la Bible, de Virgile, de Dante, de Saint Augustin, de Shakespeare, de Cervantès et de Dostoïevski (liste des textes à la base du cours d'Humanités Occidentales à la Columbia University, in Said 2004, 22).

²²⁴ Audiovisuel de masse et voué en grande partie à l'amusement, incluant séries télé, films, musique, bandes dessinées et dessins animés – de provenance majoritairement américaine – sauf pour les deux derniers, où on remarque une majorité de mangas et d'animations provenant du Japon.

virtuel pour cette nouvelle déclinaison ordinaire et « connectée » - contribuent bien sûr à la perception d'une distance entre les deux, la seconde étant inférieure à la première. Une certaine convergence entre les deux ensembles est pourtant en jeu, avec le succès et la multiplication des ressources numériques d'apprentissage (articles, vidéos et même MOOC - de l'anglais « *massive open online course* », c'est-à-dire cours en ligne ouvert et massif) dédiées aux humanités traditionnelles et l'encadrement académique des cultures populaires, devenues, depuis au moins quatre décennies, elles aussi l'objet d'études et de recherches approfondies, et cela dans le cadre de différentes démarches (sociologique, esthétique, anthropologique, etc.).

On est donc loin des polémiques qui faisaient d'Umberto Eco le défenseur-phare de l'importance des cultures populaires face à un milieu académique majoritairement d'accord pour les exclure (Eco 1964). Si, encore une fois grâce à Eco, il n'est plus besoin de défendre la valeur des cultures populaires, « L'erreur des apocalyptiques-aristocratiques est de penser que la culture de masse soit radicalement mauvaise justement car elle est un fait industriel, et qu'aujourd'hui on puisse donner de la culture qui se soustraie au conditionnement industriel » (Eco 1964, 51). On désire ici questionner la séparation entre ces cultures qu'il propose. Selon Eco, ces cultures sont propres à des individus différents : « La méprisée culture de masse n'a guère pris la place d'une fantomatique culture supérieure ; elle s'est tout simplement diffusée auprès de masses énormes qui auparavant n'avaient pas accès aux biens de la culture » (ibid., 45). Le terrain

d'enquête montre au contraire une diffusion débordante de ces répertoires culturels propres au cosmopolitisme ordinaire, dans lequel sont imbriqués tous les individus, y compris ceux qui, auparavant, auraient appartenu exclusivement – par formation et par pratique – à une élite cosmopolite maîtrisant les noyaux culturels de l'humanisme.

Ainsi, cette intégration du corpus humaniste ne prétend pas succéder à l'humanisme premier, ni en être son évolution : les deux composantes cohabitent dans la société, et peuvent cohabiter dans un même citoyen, sans que l'un exclue l'autre. Ces deux générations d'humanités s'intègrent quotidiennement dans la dématérialisation des distances géographiques, sociales et culturelles, ce qui a pour conséquence d'étendre et d'enrichir les compétences et les opportunités discursives des usagers d'Internet.

L'intérêt académique pour ces produits culturels, tels que ceux qui constituent l'objet central de la présente thèse, ne vise bien sûr pas à effacer ces différences, mais prend acte de l'impact formidable de la circulation de produits d'origine plus modeste, mais pourtant capables de se diffuser de manière vaste et profonde, et de constituer par conséquent un répertoire qui peut devenir, comme dans notre cas d'étude, le médium d'une communication transnationale à fort impact politique.

Ainsi, on peut créer un parallélisme entre d'une part, une nouvelle place centrale pour la philologie invoquée par Said – « [un] examen rigoureux et patient, une attention de toute une

vie appliquée aux mots et à la rhétorique par lesquels les êtres humains, qui se situent dans l'histoire, utilisent le langage » (Said 2004, 117) – et, d'autre part, la nécessité d'analyser le matériel culturel présent dans le médias sociaux, tout comme sa formation, sa circulation et sa portée ; un objectif très ambitieux auquel cette thèse souhaite contribuer.

Pour conclure, l'analyse des contenus de cette communication a permis de désigner une série d'aspirations partagées par les activistes dans la rue, en ligne, et leurs sympathisants, dont notamment la liberté, la justice et le droit à une vie digne.

L'affirmation de ces aspirations est, dans l'Égypte d'aujourd'hui, précaire et largement inachevée, malgré deux révolutions consécutives, spectaculaires et efficaces dans leurs objectifs premiers de renverser les régimes considérés comme sources principales de ces problèmes. Mais si ces derniers se sont révélés bien plus ancrés et difficiles à effacer, le mouvement révolutionnaire, aussi bien dans la rue que dans l'espace virtuel, ne devrait pas être considéré comme vain. Les jeunes protagonistes des révolutions égyptiennes ont montré de nouvelles formes d'engagement participatif, de nouvelles manières d'appréhender autrui, de nouvelles pratiques créatives qui ont su aller au-delà de l'avant-garde nationale égyptienne pour s'intégrer dans un imaginaire collectif globalisé. La brèche est ouverte : il paraît légitime de s'attendre à ce que la création de la solidarité transnationale à travers le visuel à l'ère des médias sociaux devienne une pratique de plus en plus courante

chez les activistes de la société civile, ainsi qu'un objet d'attention (et dans certains cas de crainte) pour les gouvernements et une source intarissable d'investigation et d'analyse pour le monde académique.

IMAGES SELECTIONNEES



Image 1 - Couverture du premier numéro du dz-manga *Victory Road* de Oudjiane Sid-Ali et Ait-Hamou Riadh, 2011, édition Z-Link. Source : page Facebook *Victory Road*, 2 septembre 2011.



Image 2 - Affiche du dessin animé japonais "Kamigami no Ki" (Chroniques des Dieux) (Sotsu Studios, 2016). Source : AnimeNewsNetwork.com



Image 3 - Marwan Shahin, Anonymus Pharaoh, Alexandria, date inconnue. Photo de Tyson Marsh. Source : page Facebook Walls of Freedom (photo de profil), 15 mai 2013.



Image 4 - sans titre,
auteur et date inconnus.
Source : page Facebook
Operation Egypt (image
de profil), 10 septembre
2013.



Image 5 - sans titre,
auteur et date inconnus.
Source : page Facebook
Edgy Egyptian Memes, 12
août 2016.



Image 6 - Mohamed Gaber, *Koun maa al-thawra* (« Sois avec la révolution »), 2008.
Source : page de l'auteur sur Behance.



Image 7 - Mohamed Gaber, *Morsillini*, 2012.
Source : *Gaberism* (blogue de l'auteur).

Légende (en anglais et arabe): *Ceci est un concept de poster interactif que tu peux télécharger depuis ce lien & y écrire dessus le message ou slogan que tu veux [faire] dire au nouveau dictateur d'Égypte Morsillini -comme nous l'appelons maintenant- s'il te plaît télécharge-le, écris le slogan et poste-le sur twitter avec une mention à mon pseudonyme twitter*

@gue3bara ou mets-le juste en ligne quelque part et poste-le ici dans une réponse. Cette affiche se trouve sous licence d'attribution Creative Common.



Image 8 - Mohamed Gaber, *Morsillini est un hipster*, 2012. Source : Gaberism (blogue de l'auteur).



Image 9 - Reuters / Osman Orsal, titre inconnu, 2013. Source : page Facebook *Operation Egypt*, 1^{er} juin 2013.

Légende: *Comme si tous les flics du monde obtenaient la même*

"formation"! Un policier anti-émeute turque utilise des gaz lacrymogènes car les gens protestent contre le déracinement des arbres dans le parc Taksim Gezi d'Istanbul, dans le cadre du projet de piétonisation de Taksim, le 28 mai 2013.

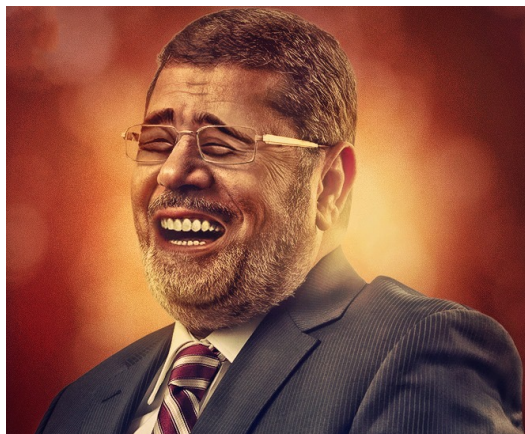


Image 10 - Auteur et titre inconnus, 2013.

Source : page Facebook *Operation Egypt*, 18 mai 2013

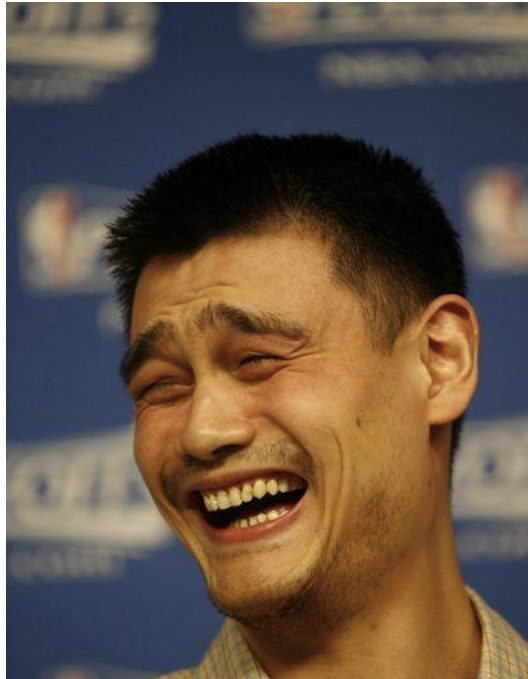


Image 11 - Auteur inconnu, titre inconnu (prise d'écran d'une interview au joueur de basket Yao Ming), 2009.

Source:

knowyourmeme.com



Image 12 - Artiste et titre inconnus, 2013.

Source : page Facebook *Operation Egypt*, 20 mai 2013.

Légende : *Tirage d'oreille humiliant.*



Image 13 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 27 mai 2013.

Légende : *Es-tu avec ou contre le mouvement 'Rebelle', et pourquoi?*



Image 14 - Auteur inconnu. Source : page Facebook *Operation Egypt*, 11 juin 2013.
Légende : L'égyptien sauvage Omar Samra (@omarsamra), rejoint le mouvement REBELLE depuis "le bout du monde"! Mt. #Denali #Alaska



Image 15 – P.G., titre inconnu, 2012. Source : page Facebook *Operation Egypt*, 7 juin 2013.
Légende : *Message de solidarité*



Image 16 – Auteur et titre inconnus, 2013. Source : page Facebook *Operation Egypt*, 13 juin 2013.

Légende : *Dans un nouvel épisode de barbarie, les gens de Morsi attaquent un sit-in pacifique contre le Ministre de la Culture, et leurs dirigeants suprêmes s'en sortent impunément, avec les bénédictions de Morsi. (La photo provient de leur précédent épisode de barbarie du 5 décembre 2012.)*

*Se faire mobiliser par ses
propres dirigeants
suprêmes contre des zones
troublantes de protestation
anti-gouvernementales,
avec une intention
prédéclarée de nettoyer par
la force le site des
manifestants, est décrit
comme quoi, et
qu'attendent-ils ?
C'est leur façon habituelle
de pratiquer la démocratie
et de gérer le pays, et ils
l'ont déjà fait plusieurs
fois, comme ils l'ont fait à:
manifestation de Tahrir
(12 octobre 2012), Palais
du Président (5 décembre
2012), et enfin au sit-in
auprès du Ministère de la
Culture (juin 2012).
Jamais le procureur
général «indépendant»
(nommé par Morsi!) n'a
tenu l'un de ces assassins
responsable de ses actes. Il
n'a même pas été
condamné par Morsi.*

Quelques références :
- 12 octobre 2013 :
<http://bit.ly/THekvT>
- 5 décembre 2012 :
<http://bit.ly/174bg4R>
- 12 juin 2013 :
<http://bit.ly/170uAjk>



Image 17 – Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook
Operation Egypt, 30 juin
2013.

Légende : *Des
chirurgiens qui ne
pouvaient pas descendre
dans la rue donnent leur
carton rouge à #Morsi.*

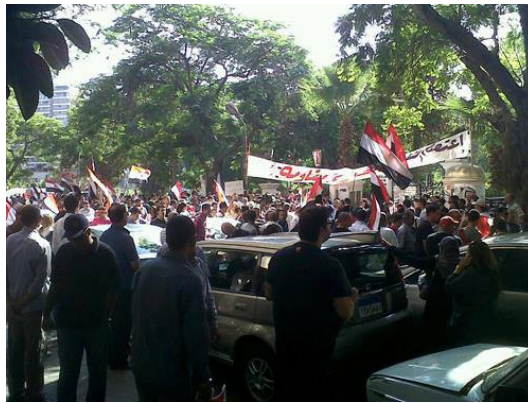


Image 18 – Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook
Operation Egypt, 30 juin
2013.

Légende : *#Artistes et
personnalités culturelles
protestent en dehors du
ministère #culture.
#OpEgypt #Egypt #Cairo
#Tahrir #June30 #Jun30*



Image 19 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 30 juin 2013.

Légende : Pour un meilleur avenir pour eux.

#OpEgypt #Egypt
#Cairo #Tahrir #June30
#Jun30



Image 20 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 30 juin 2013.

Légende : #OpEgypt

#Egypt #Cairo #Tahrir
#June30 #Jun30



Image 21 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 30 juin 2013.
Légende : *Occuper 101: Faites comme chez vous!*
#OpEgypt #Egypt #Cairo
#Tahrir #June30 #Jun30



Image 22 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 30 juin 2013.
Légende : *A l'ambassade égyptienne à #London, #UK.*
#OpEgypt #Egypt #Cairo
#Tahrir #June30 #Jun30.



Image 23 – Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook
Operation Egypt, 30 juin
2013.

Légende : *Merci*
#Vienna !
#OpEgypt #Egypt #Cairo
#Tahrir #June30 #Jun30.



Image 24 – Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook
Operation Egypt, 30 juin
2013.

Légende :
#Seoul, #Korea.
#OpEgypt #Egypt
#June30 #Jun30.



Image 25 – Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 30 juin 2013.

Légende :
#Sydney, #Australia.
#OpEgypt #Egypt
#Cairo #Tahrir #June30
#Jun30.



Image 26 – Auteur et titre inconnus, 2013. Source : page Facebook *Operation Egypt*, 30 juin 2013.

Légende : 7:30 Au moins cinq villes italiennes sont témoins de #protests anti-Morsi, dont #Milan, #Rome, #Bologna, #Napoli et #Palerme, rapporte MENA.
#Egypte
#العدوية_رابعة
#مرسي
#تمرد
#تحرير
#Tahrir
#Morsi
#30_june.



Image 27 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook Operation Egypt, 30 juin 2013.

Légende : *En moins d'une année*

OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30.



In less than 1 year



Image 28 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook Operation Egypt, 30 juin 2013.

Légende : *#OpEgypt*

#Egypt #Cairo #Tahrir

#June30 #Jun30.



Image 29 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 31 juin 2013.

Légende : *Ville de #Munich, #Allemagne #OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir #June30 #Jun30.*



Image 30 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 31 juin 2013.

Légende : *Où que tu ailles, il y a Rebelle. Ils sont f#@king partout ... Littéralement! #OpEgypt #Egypt #Cairo #Tahrir # Juin30 # Juin30.*



Image 31 - Auteur et titre inconnus, 2013.
 Source : page Facebook *Operation Egypt*, 1^{er} juillet 2013.
 Légende : *Ceci est l'anti « takfiri » #Egypt.*

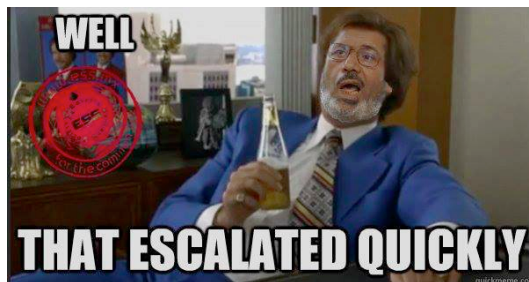


Image 32 - Auteur et titre inconnus, 2013.
 Source : page Facebook *Operation Egypt*, 1^{er} juillet 2013.
 Pas de légende.

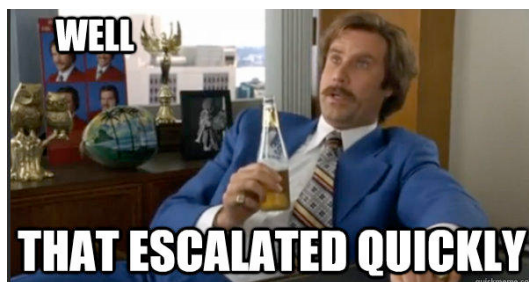


Image 33 - Auteur, titre et date inconnus.
 Source : KnowYourMeme.

■ Support ■ Oppose ■ Undecided

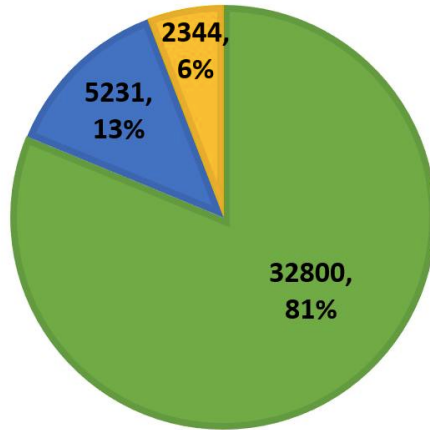


Image 34 - Auteur et titre inconnus, 2013.
Source : page Facebook *Operation Egypt*, 1^{er} juillet 2013.

Légende : Dans un récent sondage FB, il y a 6 heures, avec la question : « Quelle est votre opinion sur la déclaration des forces armées et à propos les mesures qu'elles ont prises ? » Les réponses sont les suivantes.



Image 35 - Auteur et titre inconnus, 2013.

Source : page Facebook *Operation Egypt*, 2 juillet 2013. Pas de légende.

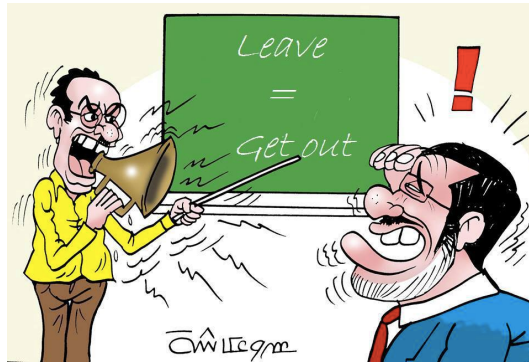


Image 36 - Auteur et titre inconnus, 2013.
 Source : page Facebook Operation Egypt, 2 juillet 2013. Légende : Ne vous attendez pas à ce qu'une personne #takfiri comprenne. Il est aveuglé par la haine.
 #OpEgypt #Egypt #Cairo
 #Tahrir #June30 #Jun30.



Image 37 - Auteur et titre inconnus, 2013.
 Source : page Facebook Operation Egypt, 2 juillet 2013. Légende : Ne vous attendez pas à ce qu'une personne #takfiri comprenne. Il n'a pas de cerveau.
 #OpEgypt #Egypt #Cairo
 #Tahrir #June30 #Jun30.



Image 38 - Auteur et titre inconnus, 2013.
 Source : page Facebook Operation Egypt, 2 juillet 2013. Légende : #Tahrir
 #OpEgypt #Egypt #Cairo
 #June30 #Jun30.



Image 39 - Agence
France Presse, sans titre,
7 septembre 2011.
Source : site Internet de
l'Agence France Presse.

BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES CITES

- ABOU BAKR, Thoraia (2013), « *Political memes enliven Egypt's art scene* », *Daily News Egypt*, 4 Février, <http://www.dailynewsegypt.com/2013/02/04/political-memes-enliven-egypts-art-scene/> (consulté le 20 juillet 2017)
- ALBERA, Dionigi, BLOK, Anton et BLOMBERG, Christian (dir.) (2001), *L'anthropologie de la Méditerranée*, Maisonneuve et Larose, Paris
- ALEXANDER, Richard (1988), *The Biology of Moral Systems*, Routledge, Londres
- ALEXANDER, Ruth (2013), « Counting crowds: Was Egypt's uprising the biggest ever? », *BBC News*, 16 juillet, <http://www.bbc.com/news/magazine-23312656> (consulté le 7 juillet 2017)
- AMANEY, Jamal et HOFFMAN, Michael (2012), « The Youth and the Arab Spring. Differences and Similarities », in *Middle East Law and Governance*, no 4, 168-188
- APPADURAI, Arjun (1991), « Disjuncture and difference in the global cultural economy », in *Global culture. Nationalism, globalization and modernity*, sous la dir. de Michael Feather-Stone, 295-310, Sage, London
- APPADURAI, Arjun (2001) *Modernità in polvere*, Meltemi editore, Roma

- APPADURAI, Arjun (2013), *The Future as Cultural Fact: Essays on the Global Condition*, Verso, Brooklyn, NY
- ARENDE, Hannah (1972), *Crises of the Republic*, Harcourt Brace & Company (Harvest Book), New York
- ARKOUN, Mohamed (1984), *Pour une critique de la raison islamique*, Editions Maisonneuve et Larose, Paris
- ASAD, Amira (2013), « The Egyptian feminist who was kidnapped for posing nude », *Vice*, 14 février, <http://www.vice.com/read/the-egyptian-feminist-who-was-kidnapped-for-posing-nude> (consulté le 10 juillet 2017)
- ASSAAD Raggui (2011), "Demographics of Arab Protests", *Council on Foreign Relations*, 14 February 2011
- ATTIMONELLI, Claudia (2008), « L'Artista è un eroe mediale ? », in *Creative Mediterranean*, sous la dir. de Alessandro Stillo et Paolo Mele, 82-89, Editrice l'Arancio, Bari
- AUBERT, Bruno, BOZARSLAN Hamit, (2011), « De la révolution aux restaurations ? », *Esprit*, no 5
- AURAY, Nicolas (2016), *L'Alerte ou l'Enquête*, Presses des Mines, Paris
- AZUMA, Hiroki (2009), *Otaku. Japan's Database Animals*, University of Minnesota Press, Minneapolis
- BARLOW, John Perry (1990) *Déclaration d'indépendance du cyberspace*, Electronic Frontier Foundation, <https://www.eff.org/cyberspace-independence> (consulté le 10 juillet 2017)

- BARO, Xavier (2009), « The Association Movement and Citizenship in Mediterranean Youths », *Quaderns de la Mediterrània* 11. Dossier Youth and Mediterranean Challenges www.iemed.org/quaderns
- BARTHEL, Pierre-Arnaud (2017), « Le Caire: entre rentes et révoltes », in *Métropoles en Méditerranée. Gouverner par les rentes, sous la dir. de Dominique Lorrain*, Presses de Sciences Po, Paris
- BAUMAN, Zygmunt (2016), « Social media are a trap » , *El Pais*, 21 janvier - http://elpais.com/elpais/2016/01/19/inenglish/1453208692_424660.html (consulté le 10 juillet 2017)
- BENJAMIN, Walter (1935/2008), *The Work of Art in the Age of Its Technological Reproducibility, and Other Writings on Media*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts
- BENKLER, Yochai (2006), *The Penguin and the Leviathan: How Cooperation Triumphs over Self-Interest*, Crown Publishing, New York
- BENKLER, Yochai (2011), *The Wealth of Networks. How Social Production Transforms Markets and Freedom*, Yale University Press, New Haven
- BENKLER, Yochai (2016), « Degrees of Freedom, Dimensions of Power », *Daedalus, the Journal of the American Academy of Arts & Sciences*, 145 (1), 18-32
- BERGER, Jonah A. and MILKMAN , Katherine L. (2012), « What Makes Online Content Viral? », *Journal of Marketing Research*, Vol. 49, No. 2, 192-205

- BERRUTO, Gaia, DI SALVO, Philip, GENTILE, Andrea et SCHILLACI
(2015), Omar, « La Formula della viralità » , *Wired Italia*, mai
- BLAIS, Marie-Claude (2017), « *La solidarité: de l'obligation morale au principe politique* », in *Les solidarités*, Michel Wieviorka, 13-28, Editions Sciences Humaines, Auxerre
- BLANDING, Michael (2015), « Is Wikipedia More Biased Than Encyclopædia Britannica? » , *Harvard Business School*, 19 janvier, <http://hbswk.hbs.edu/item/is-wikipedia-more-biased-than-encyclopdia-britannica> (consulté le 10 juillet 2017)
- BLITZ, James (2013), « UK becomes first state to admit to offensive cyber attack capability » , *The Financial Times*, 29 septembre - <http://www.ft.com/cms/s/0/9ac6ede6-28fd-11e3-ab62-00144feab7de.html#axzz2hQE2Ag2Y> (consulté le 10 juillet 2017)
- BOBIN, Frédéric (2016), « Rached Ghannouchi: "Il n'y a plus de justification à l'islam politique en Tunisie" » , *Le Monde*, 19 mai, http://www.lemonde.fr/international/article/2016/05/19/rached-ghannouchi-il-n-y-a-plus-de-justification-a-l-islam-politique-en-tunisie_4921904_3210.html (consulté le 7 juillet 2017)
- BOBIN, Frédéric (2017), « A Tunis, la première " révolution Facebook " entre aux Archives nationales » , *Le Monde*, 14 mars
- BOLTANSKI, Luc, THEVENOT, Laurent (1991) *De la justification - Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris
- BOLTANSKI, Luc et CHIAPPELLO, Eve (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard

- BOLTANSKI, Luc et FRASER, Nancy (2014), *Domination et émancipation, pour un renouveau de la critique sociale*, Presses universitaires de Lyon
- BONNEFOY, Laurent et CATUSSE, Myriam (2013), *Jeunesses arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*, La Découverte, Paris
- BONTEMPI, Marco (2007), « Autrement modernes. Jeunes et participation politique au sud de la Méditerranée », in *Adolescences Méditerranéennes. L'espace public à petits pas*, sous la dir. de Marc Breviglieri et Vincenzo Cicchelli, 357-374, Injep-L'Harmattan, Paris
- BORIA, Edoardo, (2011), « Primavera araba: i social network sono nemici della democrazia », *Limes*, 13 octobre
- BOSCHETTI, Anna (dir.) (2010), *L'espace culturel transnational*, Nouveau Monde éditions, Paris
- BOSKER, Bianca (2011), « Egypt's Facebook Use Skyrockets Following Internet's Return », *The Huffington Post*, 2 février, http://www.huffingtonpost.com/entry/egypt-facebook-use-Internet_n_817710.html (consulté le 7 juillet 2017)
- BOUBAKRI Amor (2015), « Interpreting the Tunisian Revolution : Beyond Bou'azizi », in *Routledge Handbook of the Arab Spring*, sous la dir. de Larbi Sadiki, 65-77, Routledge, New York
- BOURDIEU, Pierre [1984], « La "jeunesse" n'est qu'un mot, Entretien avec Anne-Marie Métailié », *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, 1992, 143-154
- BOURGEOIS, Léon [1896], *Solidarité : l'idée de solidarité et ses conséquences sociales*, éditions Le Bord de l'Eau, Lormont, 2008

- BOUTALEB, Assia (2011), « Soulèvements arabes », *Les temps modernes*, dossier spécial, no 664
- BOYD, Robert et RICHERSON, Peter J. (1985), *Culture and the Evolutionary Process*, University of Chicago Press, Chicago
- BOZDAG, Engin (2013), « Bias in algorithmic filtering and personalization », *Ethics and Information Technology*, Vol. 15, no 3, pp 209-227
- BOZZO, Anna et LUIZARD, Pierre-Jean (2011), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte, Paris
- BRANCA, Paolo, DE POLI, Barbara et ZANELLI, Patrizia (2011), *Il sorriso della Mezzaluna. Umorismo, ironia e satira nella cultura araba*, Carocci editore, Roma
- BRAUDEL Fernand (dir.) (1994), *Il Mediterraneo* RCS Libri, Milano
- BRAUNGART, Richard G. et BRAUNGART, Margaret M. (1986) « Life-Course and Generational Politics », *Annual Review of Sociology*, no 12, 205-231
- BREVIGLIERI, Marc et STAVI DEBAUGE Joan (2004), « Les identités fragiles. La jeunesse et l'immigration », in *Ce que nous savons des jeunes*, sous la dir. de Vincenzo Cicchelli, Catherine Cicchelli-Pugeault et Tariq Ragi, Presses Universitaires de France, Paris
- BREVIGLIERI, Marc et CICCHELLI, Vincenzo (2006), « Comprendre la catégorie d' "adolescent" dans les sociétés méditerranéennes », in *Devenir adulte aujourd'hui - Perspectives internationales*, sous la dir. de Claire Bidart l'Harmattan, Paris

- BREVIGLIERI, Marc et CICCHELLI, Vincenzo (2007), *Adolescences Méditerranéennes. L'espace public à petits pas*, Injep-L'Harmattan, Paris
- BREVIGLIERI, Marc (2007), « L'arc expérientiel de l'adolescence : esquive, combine, embrouille, carapace et étincelle... », in *Education et Sociétés*, no 19
- BREVIGLIERI, Marc (2008), « Archéologie normative de la notion d'adolescence. Un parcours méditerranéen », in *Jeunes – Dynamiques Identitaires et frontières culturelles, Actes du colloque de Hammamet*, sous la dir. de Imed Melliti, Dorra Mahfoudh-Draoui, Ridha Ben Amor et Slaheddine Ben Fredj, UNICEF
- BREVIGLIERI, Marc, LAFAYE, Claudette et TROM, Danny (dir.) (2009), *Sociologie pragmatique et normativité de l'agir en public, Colloque de Cerisy*, Economica, Paris
- BREVIGLIERI, Marc (2010), « La provocation ou l'adolescence comme manière de vivre: une réflexion sur la fragile souveraineté de l'adulte », in *La jeunesse n'est plus ce qu'elle était*, sous la dir. de Jacques Hamel, Catherine Pugeault-Cicchelli, Olivier Galland et Vincenzo Cicchelli, Presse Universitaire de Rennes, Rennes
- BUHLER, Pierre (2011), « Révolution numérique et ébranlement des Etats », in *Commentaire*, vol. 34, no 134
- CANCLINI, Néstor García (2010), *Cultures hybrides. Stratégies pour entrer et sortir de la modernité*, Presses de l'Université Laval, Québec
- CARDON, Dominique (2010), *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Seuil, Paris

- CASSANO, Franco (2008), « Mediterraneo : il mare del futuro », in *Creative Mediterranean*, sous la dir. de Alessandro Stillo et Paolo Mele, 20-41, Editrice l'Arancio, Bari
- CASSANO, Franco (2010), *Il pensiero meridiano*, Editori Laterza, Bari
- CASTELLS, Manuel (1998), *The Urban Question*, MIT Press, Cambridge, Massachussetts
- CASTELLS, Manuel (2001), *La galaxie Internet*, Fayard, Paris
- CEFAÏ, Daniel (2003), *Les sens du public: publics politiques, publics médiatiques*, Presses universitaires de France, Paris
- CICCHELLI, Vincenzo (2013), « Le Printemps arabe c'est la première révolution cosmopolite ! », *Cahiers de l'action*, no 39
- CICCHELLI, Vincenzo (2016), *Pluriel et commun. Sociologie d'un monde cosmopolite*, Les presses de Sciences Po, Paris
- CICCHELLI, Vincenzo, OCTOBRE, Sylvie (2017), « L'amateur cosmopolite », *Questions de Culture*, Ministère de la Culture et de la Communication, Paris
- CHOUKRI, Hmed (2011) « Si le peuple un jour aspire à vivre, le destin se doit de répondre », *Apprendre à Devenir révolutionnaire en Tunisie*, Les Temps Modernes, no 664
- COFMAN WITTES, Tamara (2013), « Egypt's NGOs matter », *Foreign Policy*, 5 juin, <http://foreignpolicy.com/2013/06/05/egypts-ngos-matter/> (consulté le 10 octobre 2017)
- COLE, Lily (2014), « Welcome to the gift economy, where the kindness of a stranger rules », *The Guardian*, 20 mars, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/mar/19>

[/lily-cole-impossible-social-network-gift-economy](#) (consulté le 10 juillet 2017)

COLOMBO, Silvia (dir.) (2016), « Youth Activism in the South and East Mediterranean Countries since the Arab Uprisings: Challenges and Policy Options », *EuroMeSCo Joint Policy Study*, no 2, European Institute of the Mediterranean, Barcelona

COOK, Steven A. (2012), *The struggle for Egypt: from Nasser to Tahrir Square*, Oxford University Press, New York

CORM, George (2011), « Il movimento del 2011 è cominciato nel 2005 », *Oasis*, année VII no13, juillet 2011, 22-25

CORNET Catherine (2013), « Tamarrod, un modello di franchising regionale? », *Arab Media Report*, 17 juillet 2013

CORNET, Catherine (2016), « In Tunisia la svolta storica degli islamisti apre una nuova pagina » , *Internazionale*, 7 juin, <http://www.internazionale.it/opinione/catherine-cornet/2016/06/07/tunisia-congresso-ennahda> (consulté le 7 juillet 2017)

CORRAO, Francesca Maria (2011), *Le Rivoluzioni Arabe. La transizione mediterranea*, Mondadori, Milano

COSTANZA, Federico (2016), « Generazioni a confronto », in *Dialoghi Mediterranei*, no 18 <http://www.istitutoeuroarabo.it/DM/generazioni-a-confronto/>

CRANE, Diana (2002), *Global culture: media, arts, policy, and globalization*, Routledge, New York

- CRISANTE, Stefano (2011), « Dalle avanguardie alla rete : percorsi per eroi mediali » in *Creative Mediterranean*, sous la dir. de Alessandro Stillo et Paolo Mele, 90-95, Editrice l'Arancio, Bari
- CURRAN, James (2011), *Media and Democracy*, Routledge, New York
- DADER, José Luis (2012), « La transformation de la politique sur Internet : de la politique-spectacle à la cyberdémocratie d'activisme citoyen », *Netcom*, no 26-1/2, 15-36
- DAKLIA, Jocelyne (2011), *Tunisie. Le pays sans bruit*, Actes Sud, Arles
- DAWKINS, Richard [1989], *The Selfish Gene*, Oxford University Press, Oxford UK, 2006
- DEBRAY, Régis (1992), *Vie et mort de l'image. Une histoire du regard en Occident*, Bibliothèque des Idées, Gallimard
- DEL VICARIO, Michela, BESSI, Alessandro et al. (2016), « The spreading of misinformation online », in *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 113 no.3, janvier 2016
- DELLA PORTA, Donatella (2014), *Mobilizing for Democracy: Comparing 1989 and 2011*, Oxford University Press, Oxford
- DURKHEIM, Émile [1983], *De la division du travail social*, Presses Universitaires de France, 2013
- DUTTON, William H. and REISDORF, Bianca Christin and DUBOIS, Elizabeth and BLANK, Grant (2017), « Search and Politics: The Uses and Impacts of Search in Britain, France, Germany, Italy, Poland, Spain, and the United States », *Quello Center Working Paper*, no 5-1-17
- ECO, Umberto (1964), *Apocalittici e Integrati*, Bompiani, Milano

- ECO, Umberto (2011), *L'expérience des images*, INA Editions, Paris
- EDLING, Bruce, KELLY, John et al. (2010), « Mapping the Arabic Blogosphere: politics and dissent online », *New Media and Society*, no 12 (8)
- EL CHAZLI, Youssef (2013), « Alexandrins en fusion. Itinéraires de musiciens égyptiens, des milieux alternatifs à la révolution », in *Jeunesses arabes*, sous la dir. de Laurent Bonnefoy et Myriam Catusse, 355 - 364, La Découverte, Paris
- ELIASOPH, Nina (1998), *Avoiding politics – How Americans produce apathy in the everyday life*, Cambridge University Press, Cambridge, UK
- ELIASOPH, Nina (2013), *The politics of volunteering*, Polity, Cambridge
- ESTIVAL, Jean-Pierre (2014), *Les ONG au secours des révolutions arabes*, L'Harmattan, Paris
- FAM, Mariam et SHAHINE, Alaa (2013), « Egypt's Unemployed Target Mursi After Toppling Mubarak: Jobs » , *Bloomberg*, 25 janvier, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-06-24/egypt-s-unemployed-target-mursi-after-toppling-mubarak-jobs> (consulté le 7 juillet 2017)
- FATTAH, Alaa Abdel, « Ricordando la primavera » , *The Guardian, Internazionale* no 1139, 5 février 2016
- FILIOU, Jean-Pierre (2011), « La révolution des CHEBAB », *Commentaire*, Vol. 34, no 134
- FISHER, Hervé (2014), *La divergence du futur*, VLB Editeur, Montréal
- FLORIDA, Richard (2003), « Cities and creative class », *City & Community*, no 2

- FLORIS, Sylvie (2005), *Tunisie – Studies on youth policies in the Mediterranean partner countries*, INJEP, Paris
- FRASER, Nancy et al. (2014), *Transnationalizing the Public Sphere*, Polity Press, Cambridge, UK
- GARDNER, David (2014), « Sisi keeps policy vague and democracy off the agenda in Egypt » , *Financial Times*, 18 mai, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/d216eed4-de8a-11e3-b46b-00144feabdc0.html#axzz3ee6gBVtU> (consulté le 7 juillet 2017)
- GHANMI, Monia (2011), « Retour sur scène pour les rappeurs tunisiens interdits », *Magharebia*, 8 février 2011
- GEERTZ, Clifford (1987), *Interpretazione di culture*, Il Mulino, Bologna
- GERVASIO, Gennaro (2011), « Egitto: una rivoluzione annunciata? », in *Le Rivoluzioni Arabe. La transizione mediterranea*, sous la dir. de Francesca Maria Corrao, 134-161, Mondadori, Milano
- GLADWELL, Malcom (2011), « Twitter non fa la rivoluzione » , *Internazionale* no 883, 4 février, 32-37
- GREENWALD, Glenn et MACASKILL, Ewen (2013), « Obama orders US to draw up overseas target list for cyber-attacks » , *The Guardian*, 7 juin, <http://www.theguardian.com/world/2013/jun/07/obama-china-targets-cyber-overseas> (consulté le 10 juillet 2017)
- GUNNING, Jeroen et BARON, Ilan Zvi (2014), *Why Occupy a Square? People, Protests and Movements in the Egyptian Revolution*, Oxford University Press, New York
- HABERMAS, Jürgen [1964], « The Public Sphere: An Encyclopedia Article », *New German Critique*, no 3, 1974, 49-55

- HABERMAS, Jürgen (1981), *New Social Movement*, Telos, no 49
- HANCOCK, Ange-Marie (2011), *Intersectionality. An Intellectual History*, Oxford University Press, Oxford, UK
- HAUSLOHNER, Abigail (2011), « Is Egypt About to Have a Facebook Revolution? », *Time*, 24 janvier, <http://content.time.com/time/world/article/0,8599,2044142,00.html> (consulté le 8 août 2017)
- HOFFMAN, MICHAEL et JAMAL, Amaney (2012), « The Youth and the Arab Spring: Cohort Differences and Similarities », *Middle East Law and Governance* 4, 168-188
- HUNTINGTON, Samuel P. (2002), *The clash of civilizations and the remaking of world order*, Simon & Schuster, London
- HUSSHERR François-Xavier, HUSSHERR Cécile et CARRASCO Marie-Estelle (2016), *Le nouveau pouvoir des internautes*, Timée Éditions
- JENKINS, Henry (2013), *La culture de la convergence. Des médias au transmédia*, Armand Colin, Paris
- JENKINS, Henry, ITO, Mizuko et BOYS, Danah (2016), *Participatory culture in a networked era: a conversation on youth, learning, commerce, and politics*, Polity Press, Cambridge, UK
- JONSON, Lena (2015), *Art and Protest in Putin's Russia*, Routledge, New York
- KARAM, Azza (2011), « Youth in the Mediterranean: challenges and Cultural Opportunities for Change », *Quaderns de la Mediterrània* 11. Dossier Youth and Mediterranean Challenges

- KATZ, James E. et RICE, Ronald E. (2002), *Social Consequences of Internet Use. Access, Involvement, and Interaction*, The MIT Press, Cambridge, MA
- KERROU, Mohamed (dir.) (2002), *Public et Privé en Islam. Espaces, autorités et libertés*, Maisonneuve et Larose, Paris
- KIHLGREN GRANDI, Lorenzo (2014a), « Il futuro del mondo arabo? I giovani lo costruiscono con il dibattito » , *Corriere della Sera*, 9 janvier, <http://buonenotizie.corriere.it/2014/01/09/young-arab-voice-il-mondo-arabo-va-a-scuola-di-dialettica-per-riscoprire-i-diritti/> (consulté le 10 juillet 2017)
- KIHLGREN GRANDI, Lorenzo (2014b), « I giovani algerini reinterpretano il Giappone: il fenomeno dei DZ manga » , *Arab Media Report*, <http://arabmediareport.it/i-giovani-algerini-reinterpretano-il-giappone-il-fenomeno-dei-dz-manga/> (consulté le 10 juillet 2017)
- KIRKPATRICK, David D. et FAHIM, Kareem (2013a) , « Attack on Christians in Egypt Comes After a Pledge » , *The New York Times*, 7 avril 2013, http://www.nytimes.com/2013/04/08/world/middleeast/in-egypt-attack-on-christians-comes-after-a-pledge.html?_r=0 (consulté le 7 juillet 2017)
- KIRKPATRICK, David D. et FAHIM, Kareem (2013b), « Morsi Faces Ultimatum as Allies Speak of Military 'Coup' » , *The New York Times* du 1er juillet 2013, <http://www.nytimes.com/2013/07/02/world/middleeast/egypt-protests.html?hp> (consulté le 7 juillet 2017)

- KIRKPATRICK, David D. (2013a), « Deadly Riots Erupt Across Egypt on Anniversary of Revolution » , *The New York Times*, 25 janvier, http://www.nytimes.com/2013/01/26/world/middleeast/tens-of-thousands-fill-tahrir-square-on-anniversary-of-egyptian-revolt.html?_r=0 (consulté le 7 juillet 2017)
- KIRKPATRICK, David D. (2013b), « Army Ousts Egypt's President; Morsi Is Taken Into Military Custody » , *The New York Times*, 3 juillet
- KIRKPATRICK, David D. (2015), « Recordings Suggest Emirates and Egyptian Military Pushed Ousting of Morsi » , *The New York Times*, 1er mars
- KLAUS, Enrique (2012), « Égypte: la "Révolution du 25 Janvier" en Contrechamp » , *Revue marocaine des Sciences politiques et sociales*, no IV (hors-série), 119-145
- KORTAM, Hend (2013), « Kefaya says Tamarod campaign is not under auspices of Kefaya movement » , *Daily News Egypt*, 30 avril, <http://www.dailynewsegypt.com/2013/04/30/kefaya-says-tamarod-campaign-is-not-under-auspices-of-kefaya-movement/> (consulté le 7 juillet 2017)
- LANDLER, Mark et RORKER, Peter (2013), « His Options Few, Obama Rebukes Egypt's Leaders » , *The New York Times*, 3 juillet, <http://www.nytimes.com/2013/08/16/world/middleeast/obama-statement-on-egypt.html?pagewanted=all> (consulté le 7 juillet 2017)
- LECOMTE, Romain (2011), « Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux » , *L'Année du Maghreb*, no VII, 389-418

- LENT, Shawn Renee (2013), « How to Make An Attack on the Arts, Egyptian style », *blogue de l'autrice*, 12 juin, <http://shawnlent.com/?p=1399> (consulté le 7 juillet 2017)
- LESSIG, Lawrence (2008), *Remix. Making Art and Commerce Thrive in the Hybrid Economy*, The Penguin Press, New York
- LEVINE Marc (2008), *Heavy Metal Islam. Rock, resistance, and the struggle for the soul of islam*, Three Rivers Press, New York
- LHERMITTE, Marc, BLANC, Solenne et PERRIN Bruno (2015), « Cultural Times. The First global map of cultural and creative industries », EY, December 2015, www.worldcreative.org (consulté le 7 juillet 2017)
- LEVY, Pierre (2002), *Cyberdémocratie*, Editions Odile Jacob, Paris
- LICHTERMAN, Paul (2006), « Social Capital or group style ? Rescuing Tocqueville's insights on civic engagement », in *Sociological Theory*, no 35, 539-553
- LIEVROUW, Leah A. (2011), *Alternative and Activist New Media*, Polity, Cambridge, Roam Unis
- LORUSSO, Annamaria (2015), *50 anni dopo Apocalittici e Integrati*, Alfabeta edizioni, Milano
- LOUBNA SKALLI, Hanna (2011), « Youth, Media and the Art of Protest in North Africa », *Jadaliyya*, 23 juin 2011
- LOVELUCK, Louisa (2013), « Egypt's culture 'under attack' from government, claim artists », *The Guardian*, 5 juin <http://www.theguardian.com/world/2013/jun/05/egypt-artists-protest-government-cuts> (consulté le 7 juillet 2017)

- MATTELART, Armand (1999), *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, La Découverte, Paris
- MCLUHAN, Marshall (1964), *Understanding Media – The Extensions of Man*, Routledge & Kegan Paul Ltd, Londres
- MEHREZ, Samia (2008), *Egypt culture's war. Politics and practice*, Routledge, Londres
- MEKKY, Shounaz (2013), « 'Indecent' ballet? Egyptian Islamist lawmaker angers dancers », *Al Arabiya English*, 1er june, <http://english.alarabiya.net/en/life-style/art-and-culture/2013/06/01/Egypt-s-Islamist-lawmaker-says-ballet-is-obscene-artists-angry.html> (consulté le 7 juillet 2017)
- MELIDORO, Domenico et SIBILIO, Simone (2014), *Voci dal mondo arabo: Cronache e testimonianze delle transizioni in Egitto, Siria, Tunisia e Yemen*, Editrice Apes, Roma
- MELIKIAN, Souren (2011), « Finding Ancient Egypt's Sense of Humor », *The International Herald Tribune*, 21 mai 2011, <http://www.nytimes.com/2011/05/21/arts/21iht-Melikian21.html> (consulté le 16 aout 2017)
- MITCHELL, Amy, GOTTFRIED, Jeffrey, KILEY Jocelyn et al. (2014), « Section 2: Social Media, Political News and Ideology », *site Internet du Pew Research Center*, 21 octobre, <http://www.journalism.org/2014/10/21/section-2-social-media-political-news-and-ideology/> (consulté le 4 juillet 2017)
- MOÏSI, Dominique (2015), *La géopolitique de l'émotion*, Flammarion, Paris

- MOLINA ALLENDE, Ivan et HATTINGER, Sabine (2015), « From Spain to Egypt », in *Routledge Handbook of the Arab Spring*, sous la dir. de Larbi Sadiki, 587-598, Routledge, New York
- MONGIN, Olivier (2011), « Pour la Tunisie. La démocratie à l'horizon ! », *Esprit*, no 5
- MOLOTCH, Harvey (1988), *Media and Movements*, in *The Dynamics of Social Movements*, New York University Press, New York
- MOLOTCH, Harvey (1979), « Media and Movements », in *The Dynamics of Social Movements*, sous la dir. de Mayer N. Zald et John D. McCarthy, Winthrop, Cambridge, UK
- MOROZOV, Evgeny (2011a), « The dark side of Internet for Egyptian and Tunisian protesters », *The Globe and Mail*, 28 janvier
- MOROZOV, Evgeny (2011b), « Rete bucata. Se Facebook e Twitter limitano la democrazia », *Corriere della Sera*, 30 octobre
- MYLES, John F. (2010), *Bourdieu, Language and the Media*, Palgrave Macmillan, London
- NEGROPONTE, Nicholas (1995), *Being Digital*, Alfred A. Knopf, Inc., New York
- OLIVIER, BERT (2009), *Philosophy and the Arts: Collected Essays*, Peter Lang
- ORMIERES, Lionel (2011), « Trois jeunes artistes tunisiens racontent "leur" révolution », *L'Indépendant*, 1er juillet 2011
- Osman, Tareq (2011), *Révolutions Égyptiennes. De Nasser à la chute de Moubarak*, Les Belles Lettres, Paris

- OTTEBJER, Linda (2005), « Bourdieu, Coleman and Putnam on Social Capital », Thèse de Master, Master of Public Health Education, Karolinska Institutet
- OTTAWAY Marina (2015), « Al-Sisi's Egypt: the State Triumphant », in *The Return of Egypt. Internal Challenges and Regional Game*, sous la dir. de Stefano M. Torelli, ISPI Report, hors série, juillet 2015
- OWEN, Roger (2004) *State, Power and Politics in the Making of Modern Middle East*, Third Edition, Routledge, London
- PACI, Francesca (2016), « *Giovani e società civile. La Primavera araba è viva, la Primavera araba è morta* », ISPI, 12 février 2016
- PACIELLO, Maria Cristina (2011a), « Tunisia: Changes and Challenges of Political Transition », *MEDPRO Technical Report*, no 3
- PACIELLO, Maria Cristina (2011b), « La primavera araba: sfide e opportunità economiche e sociali », *Documenti IAI*, no 11 | 15
- PALLERA, Mirko (2012), *Create! Progettare idee contagiose (e rendere il mondo migliore)*, Sperling & Kupfer, Milano
- PAPIC, Marko et Noonan, Sean (2011), « Social Media as a Tool for Protest », *Stratfor*, 3 février 2011
- PARISER, Eli (2011), *Filter Bubble. What the Internet is Hiding from You*, The Penguin Press, New York
- PETERSON, Mark Allen (2011), *Connected in Cairo. Growing up Cosmopolitan in the Modern Middle East*, Indiana University Press, Bloomington, Indiana

- PISTOLETTO, Michelangelo (2008), « L'artista sponsor del pensiero », in *Creative Mediterranean*, sous la dir. de Alessandro Stillo et Paolo Mele, 126-129, Editrice l'Arancio, Bari
- POLESE, Ranieri (2011), « La Primavera araba? Deve ancora iniziare », *Corriere della Sera*, 14 octobre 2011
- POWEL, Brieg et SADIKI, Larbi (2010), *Europe and Tunisia. Democratization via association*, Routledge, London
- RAGGUI, Assaad (2011), « Demographics of Arab Protests », *Council on Foreign Relations*, 14 February, <http://www.cfr.org/egypt/demographics-arab-protests/p24096> (consulté le 7 juillet 2017)
- RANCIERE, Jacques (2004), *Malaise dans l'esthétique*, Galilée, Paris
- RATCLIF, Luigi (2008), « Per un Mediterraneo di giovani, dialogo e cultura », in *Creative Mediterranean*, sous la dir. de Alessandro Stillo et Paolo Mele, 82-89, Editrice l'Arancio, Bari
- RHEINGOLD, Howard (2002), *Smart Mobs. The Next Social Revolution*, Basic Books, Cambridge, MA
- RIEDER, Bernhard (2013), « Studying Facebook via Data Extraction: The Netvizz Application », *WebSci'13*, May 2-4, , Paris, France - http://thepoliticsofsystems.net/permafiles/rieder_websci.pdf (consulté le 6 août 2016)
- RITZER, George (1992), *The McDonaldization of society. An investigation into the changing character of contemporary social life*, Thousand Oaks, Sage, London
- ROBERTS, Joseph W. (2009), *How the Internet is Changing the Practice of Politics in the Middle East*, The Edwin Mellen Press, New York

- ROBERTSON, Roland (1992), *Globalization: social theory and global culture*, Sage, Londres
- ROUGIER, Bernard, LACROIX, Stéphane (dir.) (2015), *L’Egypte en Révolutions*, Presses Universitaires de France, Paris
- ROY, Olivier (2003), *Global Muslim*, Feltrinelli, Milano
- ROY, Olivier (2011a), « I giovani del mondo arabo » , in *Aggiornamenti sociali*, no 6/62
- ROY, Olivier (2011b), « Révolution post-islamiste », *Le Monde*, 12 février
- RUSHKOFF, Douglas (2013), *Present Shock. When everything happens now*, The Penguin Group, London (ebook)
- SADEK, Said (2009), « Cairo as Global/Regional Cultural Capital? », in *Cairo Cosmopolitan. Politics, culture, and urban space in the new globalized Middle East*, sous la dir. de Diane Singerman et Paul Amar, The American University in Cairo Press, Cairo
- SADIKI, Larbi (dir.) (2015), *Routledge Handbook of the Arab Spring*, Routledge, New York
- SAID, EDWARD WADIE (2004), *Humanisme et démocratie*, Fayard, Paris
- SAID, Omar (2016), « Breaking the back of the Journalist Syndicate », *Mada Masr*, 1er juin,
<http://www.madamasr.com/sections/politics/breaking-back-journalists-syndicate> (consulté le 7 juillet 2017)
- SEDGHI, Ami (2014), « Facebook: 10 years of social networking, in numbers », *The Guardian*, 4 février,

<https://www.theguardian.com/news/datablog/2014/feb/04/facebook-in-numbers-statistics> (consulté le 18 septembre 2017).

SHIRKY, Clay (2010), *Cognitive Surplus – Creativity and Generosity in a Connected Age*, The Penguin Press, New York

SINGH, J. P. 2011, *Globalized Arts. The Entertainment Economy and Cultural Identity*, Columbia University Press, New York

SMOLOVIC, Ksenia (2013), « Le gouvernement turc découvre l'influence des réseaux sociaux pour son image », *La Tribune*, 17 septembre

SOLINAS Piergiorgio (1994), « La Famiglia », in *Il Mediterraneo*, sous la dir. de Fernand Braudel, RCS Libri, Milano

SINGERMAN, Diane et AMAR, Paul (dir.) (2009a), *Cairo Cosmopolitan. Politics, culture, and urban space in the new globalized Middle East*, The American University in Cairo Press, Cairo

SINGERMAN, Diane (dir.) (2009b), *Cairo Contested. Governance, urban space, an global modernity*, The American University in Cairo Press, Cairo

SINGERMAN, Diane (2013), « Youth, Gender, and Dignity in the Egyptian Uprising », *Journal of Middle East Women's Studies*, vol. 9, no 3, 1-27

STAGLIANÒ, Riccardo (2016), « Il web sta uccidendo la classe media », *La Repubblica*, 29 avril,
http://www.repubblica.it/venerdi/2014/07/04/news/il_web_sta_uccidendo_la_classe_media-127780611/ (consulté le 10 juillet 2017)

- TETI, Andrea (2011), « La politica della democratizzazione in Medio Oriente e il feticcio della società civile », in *Le Rivoluzioni Arabe. La transizione mediterranea*, sous la dir. de Francesca Maria Corrao, 65-109, Mondadori, Milano
- THEVENOT, Laurent (1995), « New Trends in French Social Sciences », *Culture*, 1995, vol. 9, no 2
- THEVENOT, Laurent (2006), *L'action au pluriel*, Editions de la Découverte, Paris
- TOQUEVILLE, Alexis (1982), *La democrazia in America*, Rizzoli, Milano
- TURNER, Fred (2006), *From Counterculture to Cyberculture*, The University of Chicago Press, Chicago
- VATIN, Jean-Claude (2011), *Sur l'étendue d'un concept*, in BOZZO et LUIZARD 2011, 51-68
- VEDEL, Thierry (2006), « La révolution ne sera plus télévisée. Internet, information et démocratie », *Pouvoirs* 2006/4, no 119, 41-54
- VEDEL, Thierry (2016), « Snowden a montré une autre réalité d'Interne », *site de Sciences Po*, 11 octobre, <http://www.sciencespo.fr/actualites/actualit%C3%A9s/%E2%80%9Csnowden-montr%C3%A9-autre-r%C3%A9alit%C3%A9-dInternet%E2%80%9D/2490> (consulté le 10 juillet 2017)
- VITALE, Tommaso (2004), « How Do You Build a Shared Interest? A Case of Social Innovation between Strategy and Organizational Learning », in *Spring Conference. Policy and Policy Outcomes, Workshop in Political Theory and Policy Analysis - Indiana University, Bloomington*, 1-3 mai 2004

VITALE, Tommaso (2006), « Una sociologia politica e morale delle contraddizioni: intervista con Luc Boltanski », *Rassegna Italiana di Sociologia*, a. XLVII, no 1

WALSH, Declan (2017), « Why Was an Italian Graduate Student Tortured and Murdered in Egypt? », *The New York Times Magazine*, 15 aout, <https://www.nytimes.com/2017/08/15/magazine/giulio-regeni-italian-graduate-student-tortured-murdered-egypt.html> (consulté le 10 septembre 2017).

WIEVIORKA, Michel (dir.) (2017), *Les solidarités*, Editions Sciences Humaines, Auxerre

ZEGHAL, Malika (2011), « Due genealogie e una nuova generazione », *Oasis*, VII, no 13

ZEMNI, Sami (2015), « The Roots of the Tunisian Revolution. Elements of a Political Sociology », in *Routledge Handbook of the Arab Spring*, sous la dir. de Larbi Sadiki, 77-88, Routledge, New York

Articles sans auteur

Ahram Online, « Culture ministry protesters to mark World Music Day on Friday », 20 juin 2013, <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/5/33/74520/Arts-Culture/Music/Culture-ministry-protesters-to-mark-World-Music-Da.aspx> (consulté le 7 juillet 2017)

Daily Mail, « How the Internet refused to abandon Egypt: Authorities take entire country offline... but hackers rally to get the message out », 30 janvier 2011, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1351904/Egypt-protests-Internet-shut-hackers-message-out.html> (consulté le 10 juillet 2017)

Facebook Newsroom, « Partnering to Help Curb Spread of Online Terrorist Content », 5 décembre 2016, <https://newsroom.fb.com/news/2016/12/partnering-to-help-curb-spread-of-online-terrorist-content/> (consulté le 7 juillet 2017)

Human Right Watch, « Egypt: Epidemic of Sexual Violence », 7 juillet 2013, <https://www.hrw.org/news/2013/07/03/egypt-epidemic-sexual-violence> (consulté le 7 juillet 2017)

Human Rights Watch, « Egypt: Rab'a Killings Likely Crimes against Humanity », 12 août 2014, <https://www.hrw.org/news/2014/08/12/egypt-raba-killings-likely-crimes-against-humanity>

Le Monde, « Wael Ghonim : nouvelle icône de la révolution égyptienne », 9 février 2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/09/wael-ghonim-nouvelle-icone-de-la-revolution-egyptienne_1477199_3218.html (consulté le 7 juillet 2017)

Le Monde, « Anonymous menace à nouveau l'Etat islamique », *Le Monde*, 16 novembre 2015, disponible à l'adresse: http://www.lemonde.fr/pixels/article/2015/11/16/anonymo-us-menace-l-etat-islamique_4810856_4408996.html (consulté le 7 juillet 2017)

The Economist, « Young, jobless and looking for trouble », 3 février 2011, http://www.economist.com/blogs/schumpeter/2011/02/you-th_unemployment (consulté le 7 juillet 2017)

The Economist, « Arab youth: Look forward in anger », 6 août 2016, 16-18

Rapports d'étude

Amnesty International, *Rapport 2016/2017*, <https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2017/02/amnesty-international-annual-report-201617/> (consulté le 7 octobre 2017)

Arab Barometer, *Egypt Country Report II*, 2011, <http://www.arabbarometer.org/country/egypt> (consulté le 7 juillet 2017)

Dubai School of Government, « Facebook Usage: Factors and Analysis », *Arab Social Media Report*, vol. 1, no 2, mai 2011

Dubai School of Government, « Transforming Education in the Arab World: Breaking Barriers in the Age of Social Learning », *Arab Social Media Report*, no 5, mai 2013

Forum Economique Mondial, *The Global Shapers Survey 2017*, <http://shaperssurvey2017.org/> (consulté le 31 août 2017)

Global Web Index, *Digital vs. Traditional Media Consumption*, 2017, <http://insight.globalwebindex.net/traditional-vs-digital-media-consumption> (consulté le 16 octobre 2017)

Human Rights Watch, *Rapport Mondial 2017 - Egypte*, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2017/country-chapters/298315> (consulté le 7 juillet 2017)

Internet Monitor 2013: Reactions on the Digital World, décembre 2014, 63-64, <https://thenetmonitor.org/research/Internet-monitor-2013-reflections-on-the-digital-world> (consulté le 10 juillet 2017)

Nations Unies, Département des Affaires Economiques et Sociales, Division de la Population, (2015). *World Population Prospects: The 2015 Revision*, Data Booklet, https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2015_DataBooklet.pdf (consulté le 10 juillet 2017)

Union internationale des télécommunications, Base de données pour le 2015: <http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx> (consulté le 6 juin 2016)

Young Arab Voices, *Public Debating in Principle and Practice*, http://www.youngarabvoices.org/sites/default/files/training-materials/public_debating_-_principle_and_practice.pdf (consulté le 10 juillet 2017)

World Economic Forum, *Digital Media and Society. Implications in a Hyperconnected Era*, 20 janvier 2016, http://www3.weforum.org/docs/WEFUSA_DigitalMediaAndSociety_Report2016.pdf (consulté le 16 octobre 2017)

